96e ANNÉE
VOL. 96

N° 26
3399

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 27 juin 1964

Quebec, Saturday, June 27, 1964

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on ***Wednesday***, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT

L'Imprimeur de la Reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962. 5177 — 1-52-o

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1. per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962. 5177 — 1-52-o

Lettres patentes

A. Z. rénovation compagnie limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1964, constituant en corporation: André Lauzière, menuisier, 3741, Notre-Dame, ouest, Montréal, Philippe Tousignant, menuisier, et Gilberte Tousignant, ménagère, épouse séparée de biens dudit Philippe Tousignant, ces deux derniers de 1629, rue de Louisbourg, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, sous le nom de « A. Z. rénovation compagnie limitée », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3741, Notre-Dame, ouest, Montreal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2120-64

Alcha aluminium inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1964, constituant en corporation: Gilles Durand, comptable, Claire Lalonde, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gilles Durand, tous deux de 8852, Esplanade, Montréal, et Robert Crevier, comptable, 5461, Verneuil, Anjou, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises et articles en aluminium, sous le nom de « Alcha aluminium inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Letters Patent

A. Z. rénovation compagnie limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Lauzière, joiner, 3741 Notre-Dame West, Montreal, Philippe Tousignant, joiner, and Gilberte Tousignant, housewife, wife separate as to property of the said Philippe Tousignant, the latter two of 1629 de Louisbourg St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a construction company, under the name of "A. Z. rénovation compagnie limitée", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 3741 Notre-Dame West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2120-64

Alcha aluminium inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Durand, accountant, Claire Lalonde, housewife, wife separate as to property of the said Gilles Durand, both of 8852 Esplanade, Montreal, and Robert Crevier, accountant, 5461 Verneuil, Anjou for the following purposes:

To deal in merchandise and articles made of aluminum, under the name of "Alcha aluminium inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera 585, rue Fleury, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1873-64

The head office of the company will be at 585 Fleury Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1873-64

Aleon Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1964, constituant en corporation: Louise Williams réceptioniste, fille majeure, 8305, Bloomfield, Micheline Charbonneau, 4449, St-Zotique, and Rose Markis, 3400, Linton, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de construction et d'immeubles, sous le nom de « Aleon Holdings Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2245-64

Aleon Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louise Williams, receptionist, fille majeure, 8305 Bloomfield, Micheline Charbonneau, 4449 St. Zotique, and Rose Markis, 3400 Linton, the latter two secretaries, filles majeures, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Aleon Holdings Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2245-64

Alpec incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1964, constituant en corporation: Paul-Émile Châles, représentant, Marjorie Châles, ménagère, épouse dudit Paul-Émile Châles, tous deux de 366, avenue St-Thomas, St-Lambert, et Aimé Laurendeau, représentant, 1250, boulevard Laird, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, sous le nom de « Alpec incorporée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1881-64

Alpec incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul-Émile Châles, representative, Marjorie Châles, housewife, wife of the said Paul-Émile Châles, both of 366 St-Thomas Ave., St-Lambert, and Aimé Laurendeau, representative, 1250 Laird Blvd., Mount Royal, for the following purposes:

To carry on business as a construction company, under the name of "Alpec incorporée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1881-64

Alpino Lodge Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1964, constituant en corporation: Daniel Lazare, Maxwell Shenker, avocats, et Catherine Riley, secrétaire, fille majeure, tous trois de 2015, rue Drummond, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtel, taverne, auberge et/ou restaurant ou toute combinaison d'iceux, sous le nom de « Alpino Lodge Ltd. », avec un capital-actions divisé en 198 actions ordinaires sans valeur au pair.

Alpino Lodge Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Lazare, Maxwell Shenker, advocates, and Catherine Riley, secretary, fille majeure, all three of 2015 Drummond Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, tavern, public house and/or restaurant or any combination thereof, under the name of "Alpino Lodge Ltd.", with a capital divided into 198 common shares without par value.

Le siège social de la compagnie sera à Morin Heights, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2061-64

The head office of the company will be at Morin Heights, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2061-64

Alta construction (1964) ltée
Alta Construction (1964) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1964, constituant en corporation: André Valiquette, avocat, 3340, Beauséjour, St-Laurent, André Bélisle, avocat, 11800, De Poutrincourt, St-Laurent, et Thérèse Beaulieu, secrétaire, épouse séparée de biens de Jean Ouellette, 51, rue Lavigne, app. 2, Ste-Geneviève, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Alta construction (1964) ltée — Alta Construction (1964) Ltd. », avec un capital total de $400,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 700, boulevard Ste-Croix, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2052-64

Alta construction (1964) ltée
Alta Construction (1964) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Valiquette, advocate, 3340 Beauséjour, St-Laurent, André Bélisle, advocate, 11800 De Poutrincourt, St-Laurent, and Thérèse Beaulieu, secretary, wife separate as to property of Jean Ouellette, 51 Lavigne St., apt. 2, Ste-Geneviève, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Alta construction (1964) ltée — Alta Construction (1964) Ltd.", with a total capital stock of $400,000, divided into 100,000 common shares of $1 each and into 3,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 700 Ste-Croix Blvd., St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2052-64

Animal Protection League of the Province of Quebec
Ligue pour la protection des animaux domestiques de la province de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Élise McCuaig, ménagère, épouse séparée de biens de Hugh R. McCuaig, 165, chemin Edgehill, Westmount, Gertrude Moisan, ménagère, épouse séparée de biens de Paul Moisan, 7740, Chambord, Montréal, Lionel Jenks, agent d'assurances, 1555, Summerhill, Montréal, Alice Brainerd, retraitée, fille majeure, 3476, Redpath, Montréal, Andrea Bell, ménagère, épouse séparée de biens de Patrick Henderson, 1, Redpath Row, Montréal, Blythe James, ménagère, épouse séparée de biens de Harrison Fitz Randolph Chase, 1536, Summerhill, Montréal, Marguerite Bell, ménagère, épouse séparée de biens de Russell D. Bell, 4, Redpath Row, Montréal, June Brainerd, ménagère, veuve de feu H. B. Brainerd, 1227, Sherbrooke, ouest, Montréal, et Patrick McKeefrey, principale, 7739 Broadway, LaSalle, pour les objets suivants:

Favoriser un traitement plus humain envers les animaux domestiques, sous le nom de « Animal Protection League of the Province of Quebec — Ligue pour la protection des animaux domestiques de la province de Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Animal Protection League of the Province of Quebec
Ligue pour la protection des animaux domestiques de la province de Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Eloise McCuaig, housewife, wife separate as to property of Hugh R. McCuaig, 165 Edgehill Road, Westmount, Gertrude Moisan, housewife, wife separate as to property of Paul Moisan, 7740 Chambord, Montreal, Lionel Jenks, insurance agent, 1555 Summerhill, Montreal, Alice Brainerd, retired, spinster of the full age of majority, 3476 Redpath, Montreal, Andrea Bell, housewife, wife separate as to property of Patrick Henderson, 1 Redpath Row, Montreal, Blythe James, housewife, wife separate as to property of Harrison Fitz Randolph Chase, 1536 Summerhill, Montreal, Marguerite Bell, housewife, wife separate as to property of Russell D. Bell, 4 Redpath Row, Montreal, June Brainerd, housewife, widow of the late H. B. Brainerd, 1227 Sherbrooke West, Montreal, and Patrick McKeefrey, principal, 7739 Broadway, LaSalle, for the following purposes:

To bring about more humane handling of domestic animals, under the name of "Animal Protection League of the Province of Quebec — Ligue pour la protection des animaux domestiques de la province de Québec".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2409-64

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2409-64

L'Association d'entraide du bas St-Laurent inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Otis, agent d'affaires, Paul D. Otis, agent d'assurance, et Huguette Lefrançois, ménagère, épouse séparée de biens dudit Paul D. Otis, tous trois de Ste-Félicité, comté de Matane, pour les objets suivants:

Promouvoir, dans les limites de la province de Québec, l'établissement, le placement, la disposition et la distribution d'un fonds social pour fins philanthropiques, charitables, patriotiques et de bienfaisance, sous le nom de « L'Association d'entraide du bas St-Laurent inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Ste-Félicité, comté de Matane, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 493-64

L'Association d'entraide du bas St-Laurent inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Georges Otis, business agent, Paul D. Otis, insurance agent, and Huguette Lefrançois, housewife, wife separate as to property of the said Paul D. Otis, all three of Ste-Félicité, county of Matane, for the following purposes:

To encourage, within the limits of the Province of Quebec, the establishment, investment, disposition and distribution of a social fund for purposes of philanthropy, charity, patriotism and welfare, under the name of "L'Association d'entraide du bas St-Laurent inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Ste-Félicité, county of Matane, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 493-64

L'Association des agents et courtiers d'assurances de la cité de Jacques-Cartier, comté de Chambly

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Gaston Bouchard, 1340, Ste-Hélène, Roland Mainville, 1985, Ste-Hélène, Maurice Martel, 2548, Préfontaine, tous trois de Montréal, Roger Berard, 1319, chemin Chambly, Julien Chevalier, 2293, chemin Chambly, et Henri Lemieux, 1256, Ste-Foy, ces trois derniers de Jacques-Cartier, tous six courtiers d'assurances, pour les objets suivants:

Constituer en un groupe puissant les agents d'assurances de la cité de Jacques-Cartier, sous le nom de « L'Association des agents et courtiers d'assurances de la cité de Jacques-Cartier, comté de Chambly ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera 1340, rue Ste-Hélène, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2076-64

L'Association des agents et courtiers d'assurances de la cité de Jacques-Cartier, comté de Chambly

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Gaston Bouchard, 1340 Ste-Hélène, Roland Mainville, 1985 Ste-Hélène, Maurice Martel, 2548 Préfontaine, all three of Montreal, Roger Berard, 1319 Chambly Road, Julien Chevalier, 2293 Chambly Road, and Henri Lemieux, 1256 Ste-Foy, the three latter of Jacques-Cartier, all six insurance brokers, for the following purposes:

To incorporate into a powerful group the insurance agents in the city of Jacques-Cartier, under the name of "L'Association des agents et courtiers d'assurances de la cité de Jacques-Cartier, comté de Chambly."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at 1340 Ste-Hélène St., Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2076-64

Association des chefs mécaniciens de machines fixes des hôpitaux de la province de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Association des chefs mécaniciens de machines fixes des hôpitaux de la province de Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques La Bissonnière, 129, Lavoissier, Laval-des-Rapides, François Gouin, 7950, Ontario, est, Montréal, et Omer Briand, 6536, 24e Avenue, Montréal, tous trois chefs mécaniciens, pour les objets suivants:

Promouvoir l'éducation et les connaissances professionnelles de ses membres, sous le nom de « Association des chefs mécaniciens de machines fixes des hôpitaux de la province de Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1459-64

Association des Foyers pour adultes

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Marie-Paule Levaque, dite Mère Jean du Calvaire, dépositaire générale, 12055, rue Grenet, Montréal, Lucille Latrémouille, dite Sœur Lucille-Marie, économe générale, 14135, rue Cherrier, Pointe-aux-Trembles, Sœur Eugénie Allard, supérieure, Hôtel-Dieu, Nicolet, M.-Blanche Lessard, dite Sœur Sainte-Euphémia, supérieure, 1451, boul. Hamel, Québec, et Sœur Valéda Trottier, dite Sœur Olier, économe, Ermitage St-Joseph, Victoriaville, toutes cinq célibataires majeures, pour les objets suivants:

Grouper tous les foyers pour adultes et travailler à résoudre les différents problèmes d'ordre général qui se posent dans ces institutions, sous le nom de « Association des Foyers pour adultes ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2254-64

Association provinciale des institutions pour enfants

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Frère Rigobert (Émilien Bouchard), directeur d'institution, Lac-Sergent, Gemma Mireault (Sœur François-de-Sales), travailleuse sociale, 170, Sherbrooke, est, Montréal, Rachel Benoît (Sœur Marie-Rachel), prieure, 1455, boul. du Carmel, Trois-Rivières, Irène Plante (Sœur St-Hilaire-de-Rome), travailleuse sociale, 1050, Lachevrotière, Québec, Adrien Touchette (Frère Théodule-Marie), secrétaire, 6321, Christophe-Colomb, Montréal, Laurent Soucy, supérieur, 1109, Bégin, Chicoutimi, Alma

bearing date the 14th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jacques La Bissonnière, 129 Lavoissier, Laval-des-Rapides, François Gouin, 7950 Ontario, East, Montreal, et Omer Briand, 6536, 24th Avenue, Montreal, all three chief mechanics, for the following purposes:

To promote education and professional knowledge of its members, under the name of "Association des chefs mécaniciens de machines fixes des hôpitaux de la province de Québec".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire or hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1459-64

Association des Foyers pour adultes

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Marie-Paule Levaque, called Mother Jean du Calvaire, depositary general, 12055 Grenet St., Montreal, Lucille Latrémouille, called Sister Lucille-Marie, bursar general, 14135 Cherrier St., Pointe-aux-Trembles, Sister Eugénie Allard, superior, Hôtel-Dieu, Nicolet, M.-Blanche Lessard, called Sister Sainte-Euphémia, superior, 1451 Hamel Blvd., Quebec, and Sister Valéda Trottier, called Sister Olier, bursar, Ermitage St-Joseph, Victoriaville, all five spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To group all the homes for adults and to work to resolve the different problems of a general nature which exist in these institutions, under the name of "Association des Foyers pour adultes".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2254-64

Association provinciale des institutions pour enfants

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Brother Rigobert (Émilien Bouchard), director of an institution, Lake Sergent, Gemma Mireault (Sister François-de-Sales), social worker, 170 Sherbrooke East, Montreal, Rachel Benoît (Sister Marie-Rachel), prioress, 1455 du Carmel Blvd., Trois-Rivières, Irène Plante (Sister St-Hilaire-de-Rome), social worker, 1050 Lachevrotière, Quebec, Adrien Touchette (Brother Théodule-Marie), secretary, 6321 Christophe-Colomb, Montreal, Laurent Soucy, superior, 1109 Bégin, Chicoutimi, Alma

Pigeon (Sœur Marie-Bernadette), supérieure, Chicoutimi, Frère Gérard Trudel, directeur, Waterville, Carméline Roy (Sœur Guy-de-l'Enfant-Jésus), directrice, Maison Nazareth, Black Lake, comté de Mégantic, Conde Huard (Frère Norbert), économe, 2160, chemin Ste-Foy, Québec, Régina Tremblay (Sœur Marie-Joseph), supérieure, Institut Monseigneur-Guay, Lauzon, Lucile Dubois (Sœur Marie-Lucile), supérieure générale, 14135, Cherrier, Pointe-aux-Trembles, Marie-Ange Dumais (Sœur St-Joseph-Arthur), supérieure, 93, St-Louis, Lévis, Léonie Dubois (Sœur Jeanne-Mance), travailleuse sociale, 897, Lagauchetière, est, Montréal, Marie St-Georges (Sœur Ricard), économe, Hôtel-Dieu, St-Hyacinthe, Antoine Hamelin, directeur, Lac-Etchemin, Sœur Georgette Côté, supérieure, École Notre-Dame de Liesse, Montréal, et J.-Roméo Larue, directeur, Orphélinat St-Georges, Joliette, pour les objets suivants:

Grouper toutes les institutions pour enfants exceptionnels, qu'elles soient à direction laïque ou religieuse, sous le nom de « Association provinciale des institutions pour enfants ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2253-64

Pigeon (Sister Marie-Bernadette), superior, Chicoutimi, Brother Gérard Trudel, director, Waterville, Carméline Roy (Sister Guy-de-l'Enfant-Jésus), directress, Nazareth House, Black Lake, county of Megantic, Conde Huard (Brother Norbert), bursar, 2160 Ste-Foy Road, Quebec, Régina Tremblay (Sister Marie-Joseph), superior Institut Monseigneur-Guay, Lauzon, Lucile Dubois (Sister Marie-Lucile), superior general, 14135 Cherrier, Pointe-aux-Trembles, Marie-Ange Dumais (Sister St-Joseph-Arthur), superior, 93 St-Louis, Levis, Léonie Dubois (Sister Jeanne-Mance), social worker, 897 Lagauchetière East, Montreal, Marie St-Georges (Sister Ricard), bursar, Hôte-Dieu, St. Hyacinthe, Antoine Hamelin, director, Lac-Etchemin, Sister Georgette Côté, superior, Notre-Dame de Liesse School, Montreal, and J.-Roméo Larue, director, St-Georges Orphanage, Joliette, for the following purposes:

To group together all the institutions for exceptional children, whether they are under the direction of laymen or religious, under the name of "Association provinciale des institutions pour enfants".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2253-64

Association Tex-Club inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Hervé Daniel, contremaître, 181, boul. Bourque, Rock Forest, Stewart Aird, assistant-surintendant, 51, Clough Street, Lennoxville, Benoît Néron, « Time Study-man », 1385, Kingston, app. 6, Sherbrooke, Gilles Rocque, assistant-contremaître, 1355, Champlain, Sherbrooke, Jos. Couture, « Special Projet », 511, Conseil, Sherbrooke, Bertrand Degré, restaurateur, 74, Metcalfe, Sherbrooke, et Alphonse Bilodeau, contremaître, 1226, Champlain, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Établir et maintenir un club social, sous le nom de « Association Tex-Club inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $75,000.

Le siège social de la corporation sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 691-64

Association Tex-Club inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Hervé Daniel, foreman, 181 Bourque Blvd., Rock Forest, Stewart Aird, assistant superintendent, 51 Clough Street, Lennoxville, Benoît Néron, "Time Study-man", 1385 Kingston, Apt. 6, Sherbrooke, Gilles Rocque, assistant-foreman, 1355 Champlain, Sherbrooke, Jos. Couture, "Special Project", 511 Conseil, Sherbrooke, Bertrand Degré, restaurateur, 74 Metcalfe, Sherbrooke, and Alphonse Bilodeau, foreman, 1226 Champlain, Sherbrooke, for the following purposes:

To establish and maintain a social club, under the name of "Association Tex-Club inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $75,000.

The head office of the corporation will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 691-64

Les Autobus Havre-St-Pierre limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1964, constituant en corporation: François Francoeur, avocat, 421, avenue Arnaud, Lucille Audet, 421, avenue Arnaud, et

Les Autobus Havre-St-Pierre limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: François Francoeur, advocate, 421 Arnaud Ave., Lucille Audet, 421 Arnaud Ave., and Mariette Levesque,

Mariette Levesque, 421, avenue Arnaud, ces deux dernières secrétaires, filles majeures usant de leurs droits, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Les Autobus Havre-St-Pierre limitée », avec un capital divisé en 400 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie sera à Havre-St-Pierre, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2242-64

Aux 4 Faces inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1964, constituant en corporation: Victor Germain, restaurateur, 899, Chanoine-Martin, Ste-Foy, Camille Germain, marchand, 319, rue Notre-Dame, Donnacona, comté de Portneuf, et Julien Germain, commis, Les Écureuils, comté de Portneuf, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, salles à manger, « curb service », motels, hôtels et cafés, sous le nom de « Aux 4 Faces inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 319, rue Notre-Dame, Donnacona, comté de Portneuf, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2119-64

Barclay Overseas Sales Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1964, constituant en corporation: Irving L. Adessky, 5789, rue Melling, Dionysia Zerbisias, 5525, avenue Westbourne, et Brahm L. Campbell, 5500, Snowdon, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre et sous-produits d'iceux; et merceries, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs gazeuses, livres et périodiques, peintures, oeuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Barclay Overseas Sales Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2200-64

421 Arnaud Ave., the latter two secretaries, filles majeures in use of their rights, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on a business as a transportation company, under the name of "Les Autobus Havre-St-Pierre limitée", with a total capital stock divided into 400 shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at Havre-St-Pierre, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2242-64

Aux 4 Faces inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Victor Germain, restaurateur, 899 Chanoine-Martin, Ste-Foy, Camille Germain, merchant, 319 Notre-Dame St., Donnacona, county of Portneuf, and Julien Germain, clerk, Les Écureuils, county of Portneuf, for the following purposes:

To operate restaurants, dining halls, curb service, motels, hotels and cafés, under the name of "Aux 4 Faces inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 319 Notre-Dame St., Donnacona, county of Portneuf, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2119-64

Barclay Overseas Sales Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving L. Adessky, 5789 Melling Street, Dionysia Zerbisias, 5525 Westbourne Avenue, and Brahm L. Campbell, 5500 Snowdon, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same; and in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Barclay Overseas Sales Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2200-64

A. Béliveau ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Jean Gélinas, notaire, Lucie Poisson, secrétaire, veuve de Raoul Désaulniers, tous deux de 573, rue Ste-Cécile, et Paul A. Fugère, mécanicien-dentiste, 386, rue Laviolette, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « A. Béliveau ltée », avec un capital total de $7,500, divisé en 750 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 37A, Place St-Maurice, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1899-64

A. Béliveau ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Gélinas, notary, Lucie Poisson, secretary, widow of Raoul Désaulniers, both of 573 Ste-Cécile St., and Paul A. Fugère, dental mechanic, 386 Laviolette St., all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigerating contractors, under the name of "A. Béliveau ltée", with a total capital stock of $7,500 divided into 750 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 37A Place St-Maurice, Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1899-64

Edgar Blondeau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1964, constituant en corporation: Edgar Blondeau, industriel, 6, rue Champagnat, Lévis, Roland Scott, comptable, 354, Des Peupliers, ouest, Québec, et Jacques Maranda secrétaire, 1334, Laight, Sillery, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs parties et accessoires et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Edgar Blondeau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2186-64

Edgar Blondeau inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Edgar Blondeau, industrialist, 6 Champagnat St., Levis, Roland Scott, accountant, 354 Des Peupliers West, Quebec, and Jacques Maranda, secretary, 1334 Laight, Sillery, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, their parts and aceesories, and to act as garagemen, under the name of "Edgar Blondeau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Levis, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2186-64

Blondeau oxygène ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1964, constituant en corporation: Edgar Blondeau, industriel, 6, rue Champagnat, Lévis, Roland Scott, comptable, 354, des Peupliers, ouest, Québec, et Jacques Maranda, secrétaire, 1334, Laight, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme soudeurs, sous le nom de « Blondeau oxygène ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2188-64

Blondeau oxygène ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Govrenor of the Province of Quebec, incorporating: Edgar Blondeau, industrialist, 6 Champagnat, Lévis, Roland Scott, accountant, 354 des Peupliers, West, Québec, and Jacques Maranda, secretary, 1334 Laight, Sillery, for the following purposes:

To carry on business as solderers, under the name of "Blondeau oxygène ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and into 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Lévis, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2188-64

Bonnie Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1964, constituant en corporation: Gérald Boretsky, marchand, 5712, avenue Brookside, Côte-St-Luc, Max Coblentz, avocat, 484, rue McGill, et Dorothy Goldberg, secrétaire, célibataire, 5575, Beaucourt, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Bonnie Realty Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10624, rue Brunet, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2250-64

Bonnie Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gerald Boretsky, merchant, 5712 Brookside Avenue, Côte-St Luc, Max Coblentz, advocate, 484 McGill Street, and Dorothy Goldberg, secretary, spinster, 5575 Beaucourt, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Bonnie Realty Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 10624 Brunet Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2250-64

Wilfrid Caouette & frères inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1964, constituant en corporation: Hector Simoneau, 422, Boischatel, Lionel Jacques, 430, Boischatel, tous deux comptables agréés, et Gérard Chapdelaine, avocat, 2250, Portland, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Wilfrid Caouette & frères inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 265-64

Wilfrid Caouette & frères inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Hector Simoneau, 422 Boischatel, Lionel Jacques, 430 Boischatel, both chartered accountants, and Gérard Chapdelaine, advocate, 2250 Portland, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Wilfrid Caouette & frères inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 265-64

B. C. Caron inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1964, constituant en corporation: Robert Hamel, 10429, rue Oscar, Montréal-Nord, Jean-Marie Brassard, 11778, rue Tracy, Montréal, et Pierre Hébert, 146, rue Roy, app. 3, LeMoyne, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir comme agents, courtiers, pour le placement, le paiement, le transfert d'argent, sous le nom de « B. C. Caron inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 120 actions ordinaires de $50 chacune et en 40 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2204-64

B. C. Caron inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Hamel, 10429 Oscar St., Montreal-North, Jean-Marie Brassard, 11778 Tracy St., Montreal, and Pierre Hébert, 146 Roy, Apt. 3, LeMoyne, all three advocates, for the following purposes:

To act as agents, borkers, for the investment, payment, transfer of money, under the name of "B. C. Caron inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 120 common shares of $50 each and into 40 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2204-64

Centre de bien-être de Sherbrooke inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Georges P. Côté, ingénieur, 1530, Garant, Douglas Armitage, industriel, 1191, Portland, James Wark, rentier, 557, Bowen, sud, Jacques Lemieux, ingénieur, 550, Newton, Colonel Bert. Lyon, marchand, chemin Montréal, Jacques Normand, employé de banque, 835, Malouin, et Jacques Johnson, travailleur social professionnel, 499, Vimy, tous sept de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Mettre à la disposition d'oeuvres de bien-être, d'assistance, de santé et de loisirs de la cité de Sherbrooke et de la région, les locaux nécessaires pour loger leurs bureaux et salles de réunions, sous le nom de « Centre de bien-être de Sherbrooke inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $800,000.

Le siège social de la corporation sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2041-64

Centre de bien-être de Sherbrooke inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Georges P. Côté, engineer, 1530 Garant, Douglas Armitage, industrialist, 1191 Portland, James Wark, annuitant, 557 Bowen South, Jacques Lemieux, engineer, 550 Newton, Colonel Bert. Lyon, merchant, Montreal Road, Jacques Normand, bank employee, 835 Malouin, and Jacques Johnson, professional social worker, 499 Vimy, all seven of Sherbrooke, for the following purposes:

To put at the disposition of societies working for the welfare, assistance, health and recreation of the city of Sherbrooke and district, the buildings necessary to house their offices and reunion halls, under the name of "Centre de bien-être de Sherbrooke inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $800,000.

The head office of the corporation will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2041-64

Centre des études scientifiques de Trois-Rivières inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Montambeault, commis, 869, rue Panneton, Pierre Béliveau, technicien, 630, rue St-Christophe, et Hervé Lapointe, ingénieur technicien, 3335, rue Provencher, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Intéresser les jeunes aux études et à l'acquisition de connaissances scientifiques, sous le nom de « Centre des études scientifiques de Trois-Rivières inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $20,000.

Le siège social de la corporation sera à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2136-64

Centre des études scientifiques de Trois-Rivières inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Guy Montambeault, clerk, 869 Panneton, Pierre Béliveau, technician, 630 St-Christophe, and Hervé Lapointe, technical engineer, 3335 Provencher St., all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To interest young folk in the study and acquisition of scientific knowledge, under the name of "Centre des études scientifiques de Trois-Rivières, inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2136-64

Centre l'enseignement vivant

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Normand J. David, optométriste viséologiste, 368, des Laurentides, Pont-Viau, Marthe Fortin, ménagère, épouse séparée de biens de Jean Leclerc, 8290, Alphonse-Desjardins, St-Léonard, Marc Blackburn, professeur, 1043, D'Aillebout, Duvernay, Paul Ranger, voyageur de commerce, 526, 69e avenue, Chomedey, Dr Raymond Lafontaine, médecin

Centre l'enseignement vivant

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Normand J. David, optometrist "viséologiste", 368 des Laurentides, Pont-Viau, Marthe Fortin, housewife, wife separate as to property of Jean Leclerc, 8290 Alphonse-Desjardins, St-Léonard, Marc Blackburn, professor, 1043 D'aillebout, Duvernay, Paul Ranger, commercial traveller, 526, 69th Avenue, Chomedey, Dr. Raymond Lafontaine,

neurologue, 41, rue Rugby, Montréal, Ozanam Maisonneuve, secrétaire administratif, 375, rue Querbes, Outremont, C.-Édouard Rinfret, juge à la Cour du banc de la Reine, 155, rue Notre-Dame, est, Montreal, et Dr Laurent Houde, médecin, 759, rue Hartland, Outremont, pour les objets suivants:

Venir en aide aux enfants ayant des troubles physiques, psychologiques et sociaux, sous le nom de « Centre l'enseignement vivant ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $500,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1942-64

neurologist, 41 Rugby Street, Montreal, Ozanam Maisonneuve, executive secretary, 375 Querbes Street, Outremont, C.-Édouard Rinfret, Judge of the Court of Queen's Bench, 155 Notre-Dame Street, East, Montreal, and Dr. Laurent Houde, physician, 759 Hartland Street, Outremont, for the following purposes:

To help children suffering from physical, psychological and social troubles, under the name of "Centre l'enseignement vivant".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1942-64

Centroparc Holding Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1964, constituant en corporation: Pierre Dessaulles, avocat et csnseil en loi de la Reine, 812, Upper Lansdowne, Westmount, Audrey Agar, 1221, Crescent, et Andrée Provencher, 4435, Jeanne-d'Arc, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et d'immeubles, sous le nom de « Centroparc Holding Corporation », avec un capital total de $50,000, divisé en 50,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2302-64

Centroparc Holding Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1964, have been issued by the Lieuteant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Dessaulles, advocate and Queen's Counsel, 812 Upper Lansdowne, Westmount, Audrey Agar, 1221 Crescent, and Andrée Provencher, 4435 Jeanne-d'Arc, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and feal estate company, under the name of "Centroparc Holding Corporation", with a total capital stock of $50,000, divided into 50,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2302-64

Century Finance Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1964, constituant en corporation: Michael Garber, C.R., 4338, avenue Montrose, Westmount, Jacob Harold Blumenstein, C.R., 4815, chemin Queen Mary, Montréal, tous deux avocats, Harry Cecil Floomberg, administrateur, 4865, chemin Queen Mary, Montréal, et Sam Cleaver, administrateur, 1410, rue Mackay, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de finance, sous le nom de « Century Finance Corporation », avec un capital total de $225,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $5 chacune et 20,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2160-64

Century Finance Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michael Garber, Q.C., 4338 Montrose Avenue, Westmount, Jacob Harold Blumenstein, Q.C., 4815 Queen Mary Road, Montreal, both advocates, Harry Cecil Floomberg, executive, 4865 Queen Mary Road, Montreal, and Sam Cleaver, executive, 1410 Mackay Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a finance company, under the name of "Century Finance Corporation", with a total capital stock of $225,000, divided into 5,000 common shares of $5 each and 20,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2160-64

Cercle Astronomique de Montmagny inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies

Cercle Astronomique de Montmagny inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent,

de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5 mai 1964, constituant en corporation sans capital-actions, sous le nom de « Cercle Astronomique de Montmgany inc. », la corporation « Cercle Astronomique de Montmagny », déjà constituée le ou vers le 20 mars 1961, en vertu des dispositions de la Loi des clubs de récréation (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 304), et ce, pour les objets suivants:

Établir et administrer un centre culturel et un observatoire à Montmagny.

Le montant auquel seront limités les biens immobiliers de la nouvelle corporation sera de $100,000.

Le siège social de la nouvelle corporation sera à Montmagny, district de Montmagny.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 2 juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 909-64 — 1221/4

Rolland Chalut, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1964, constituant en corporation: François Beauparlant, notaire, Jean-Marie Bertrand, comptable agréé, et Laurent B. Bertrand, comptable agréé, tous trois de Buckingham, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Rolland Chalut, inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 134, rue Portelance, Thurso, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1836-64

Chan Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1964, constituant en corporation: James Alexander Robb, avocat, Margaret Mary Egan, secrétaire, célibataire, et Helen Xenos, secrétaire, célibataire, tous trois de 1155, boulevard, Dorchester, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de constructeurs et entrepreneurs en construction, sous le nom de « Chan Construction Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1112, rue Clark, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2248-64

Charles-André haute.coiffure ltée
Charles-André haute coiffure Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

bearing date the 5th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital, under the name of "Cercle Astronomique de Montmagny inc.", the corporation "Cercle Astronomique de Montmagny", already incorporated on or about the 20th of March, 1961, under the provisions of the Amussement Clubs Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 304), and such, for the following purposes:

To establish and administer a cultural center and an observatory at Montmagny.

The amount to which the value of the immoveable property of the new corporation will be $100,000.

The head office of the corporation will be at Montmagny, judicial district of Montmagny.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 909-64 — 1221/4

Rolland Chalut, inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: François Beauparlant, notary, Jean-Marie Bertrand, chartered accountant, and Laurent B. Bertrand, chartered accountant, all three of Buckingham, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "Rolland Chalut, inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 134 Portelance, Thurso, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1836-64

Chan Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: James Alexander Robb, advocate, Margaret Mary Egan, secretary, spinster, and Helen Xenos, secretary, spinster, all three of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under she name of "Chan Construction Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at 1112 Clark Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2248-64

Charles-André haute coiffure ltée
Charles-André haute coiffure Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1964, constituant en corporation: Irving Shapiro, 4750, Avenue Plamondon Boris J. Berbrier, 4851, Fulton, tous deux de Montréal, Mark Edmund Gordon, 36, avenue Roxborough, et Edward I. Auerback, 250, Kensington, ces deux derniers de Westmount, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de coiffeurs, sous le nom de « Charles-André haute coiffure ltée — Charles-André haute coiffure Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2185-64

Chez Delmo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1964, constituant en corporation: Guy Gilbert, 26, Ellerdale, Hampstead, Jean M. Tardif, 220, rue Varry, St-Laurent, et Jean H. Lafleur, 5833, avenue Clanranald, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Chez Delmo inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 211, rue Notre-Dame, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2129-64

La Cie de gestion Montcalm ltée
Montcalm Holding Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1964, constituant en corporation: Gilles Coulombe, 1075, Ontario, Jean Rouillard, 1421, Leclerc, Albert Gobeil, 277, Farwell, tous trois avocats, Françoise Fouquet, 1011, McManamy, et Florence Zaor, 1484, Belvédère, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous cinq de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « La Cie de gestion Montcalm ltée — Montcalm Holding Co. Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 600 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $100 chacune et en 1,540 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2040-64

---

bearing date the 13th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporaring: Irving Shapiro, 4750 Plamondon Avenue, Boris J. Berbrier, 4851 Fulton, both of Montreal, Mark Edmund Gordon, 36 Roxborough Avenue, and Edward I. Auerback, 250 Kensington, the latter two of Westmount, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of hairdressers, under the name of "Charles-André haute coiffure ltée — Charles-André haute coiffure Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judlial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2185-64

Chez Delmo inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Gilbert, 26 Ellerdale, Hampstead, Jean M. Tardif, 220 Varry Street, St-Laurent, and Jean H. Lafleur, 5833 Clanranald, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Chez Delmo inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 211 Notre-Dame Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2129-64

La Cie de gestion Montcalm ltée
Montcalm Holding Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Coulombe, 1075 Ontario, Jean Rouillard, 1421 Leclerc, Albert Gobeil, 277 Farwell, all three advocates, Françoise Fouquet, 1011 McManamy, and Florence Zaor, 1484 Belvédère, the latter two secretaries, filles majeures, all five of Sherbrooke, for the following purposes:

To operate a business dealing as an holding company, under the name of "La Cie de gestion Montcalm ltée — Montcalm Holding Co. Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,500 common shares of a par value of $1 each, 600 preferred shares class "A" of a par value of $100 each and into 1,540 preferred shares class "B" of a par value of $25 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2040-64

Club de golf du Mont Orford inc.
Mount Orford Golf Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Léon C. Hamel, 764, St-Georges, Albert S. Cotterell, 71, Alexandre, et Roger Bélanger, 186, Percy, tous trois commerçants, de Magog, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Club de golf du Mont Orford inc. — Mount Orford Golf Club Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $225,000.

Le siège social de la corporation sera à Mont Orford, canton d'Orford, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2215-64

Club de golf du Mont Orford inc.
Mount Orford Golf Club Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Léon C. Hamel, 764 St-Georges, Albert S. Cotterell, 71 Alexandre, and Roger Bélanger, 186 Percy, all three tradesmen of Magog, for the following purposes:

To form and direct a sports club, under the name of "Club de golf du Mont Orford inc. — Mount Orford Golf Club Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $225,000.

The head office of the corporation will be at Mount-Orford, township of Orford, judicial district of St-François.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2215-64

Le Club de golf Roverval inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième parrtie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Léonce Lévesque, notaire, Louise Lévesque, secrétaire, et Jean-Louis Thibault, gérant, tous trois de Roberval, pour les objets suivants:

Former et diriger un club de golf et sportif, sous le nom de « Le Club de golf Roberval inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2229-64

Le Club de golf Roverval inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Léonce Lévesque, notary, Louise Lévesque, secretary, and Jean-Louis Thibault, manager, all three of Roberval, for the following purposes:

To form and direct a golf and sports club, under the name of "Le Club de golf Roberval inc.".

The amount to which the value of the annual income from the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Roberval, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2229-64

Club de la ferme Ste-Thérèse

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Lacoste, directeur général, 6275, 8e avenue, Montréal, Maurice Daignault, voyageur de commerce, 8, rue Kawagama, Fabreville, et Dr Maurice Dufresne, médecin, 8, rue Algonquin, Fabreville, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social et sportif, sous le nom de « Club de la ferme Ste-Thérèse ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera 8, rue Algonquin, Fabreville, district judiciaire de Montréal.

Club de la ferme Ste-Thérèse

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Lucien Lacoste, general director, 6275, 8th Avenue, Montreal, Maurice Daignault, travelling salesman, 8 Kawagama Street, Fabreville, and Dr. Maurice Dufresne, physician, 8 Algonquin Street, Fabreville, for the following purposes:

To establish and manage a social and sporting club, under the name of "Club de la ferme Ste-Thérèse".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold and acquire is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at 8 Algonquin Street, Fabreville, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2244-64

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2244-64

Le Club des bons loisirs de St-Prime inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Léonce Lévesque, notaire, Louise Lévesque, secrétaire, et Jean-Louis Thibault, gérant, tous trois de Roberval, pour les objets suivants:

Grouper en association les propriétaires de chalets et résidences d'été, sous le nom de « Le Club des bons loisirs de St-Prime inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Prime, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2230-64

Le Club des bons loisirs de St-Prime inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Léonce Levesque, notary, Louise Lévesque, secretary, and Jean-Louis Thibault, manager, all three of Roberval, for the following purposes:

To group into an association the owners of cottages and summer residences, under the name of "Le Club des bons loisirs de St-Prime inc.".

The amount to which the value of the annual income from the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at St-Prime, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2230-64

Le Club des raquetteurs Robinson inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Léo Cossette, contremaître, 505, rue des Érables, Dolbeau, Fernand Bouchard, menuisier, 519, rue des Cèdres, Dolbeau, et P.H. Cossette, marchand, 656, boul. Walberg, Dolbeau, pour les objets suivants:

Former et diriger un club social et sportif, sous le nom de « Le Club des raquetteurs Robinson inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $35,000.

Le siège social de la corporation sera à Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2291-64

Le Club des raquetteurs Robinson inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Léo Cossette, foreman, 505 des Érables St., Dolbeau, Fernand Bouchard, joiner, 519 des Cèdres St., Dolbeau, and P.H. Cossette, merchant, 656 Walberg Blvd., Dolbeau, for the following purposes:

To form and direct a social and sports club, under the name of "Le Club des raquetteurs Robinson inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $35,000.

The head office of the corporation will be at Dolbeau, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2291-64

Club Lions international de Trois-Rivières inc. International Lions Club of Trois-Rivières Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Chartier, 157, Désilets, Gilles Gauthier, 1185, Hart, tous deux avocats, et George Jobson, agent d'assurance, 2994, Duvernay, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Former une association pour venir en aide aux pauvres et aux nécessiteux et en particulier aux aveugles, sous le nom de « Club Lions international de Trois-Rivières inc. — International Lions Club of Trois-Rivières Inc. ».

Club Lions international de Trois-Rivières inc. International Lions Club of Trois-Rivières Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Marcel Chartier, 157 Désilets, Gilles Gauthier, 1185 Hart, both advocates, and George Jobson, insurance agent, 2994 Duvernay, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To form an association to help the poor and the needy and particularly the blind, under the name of "Club Lions international de Trois-Rivières inc. — International Lions Club of Trois-Rivières Inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2034-64

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2034-64

Club social L. N. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1964, constituant en corporation: Lucien Arcand, industriel, 175, Perreault, Benoît Auger, courtier d'assurance, 615, Notre-Dame, ouest, et Fidèle-Édouard Alain, industriel, 6, St-Augustin, tous trois de Victoriaville, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social, sous le nom de « Club social L. N. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2206-64

Club social L. N. inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lucien Arcand, industrialist, 175 Perreault, Benoît Auger, insurance broker, 615 Notre-Dame West, and Fidèle-Édouard Alain, industrialist, 6 St-Augustin, all three of Victoriaville, for the following purposes:

To establish and direct a social club, under the name of "Club social L. N. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2206-64

Club sportif Dion

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Ernest Dion, contremaître, Pont-Rouge, Paul-Émile Dion, homme de ligne, St-Raymond, et Robert Dion, professeur, Pont-Rouge, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « Club sportif Dion ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $10,500.

Le siège social de la corporation sera à Pont-Rouge, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2228-64

Club sportif Dion

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Ernest Dion, foreman, Pont-Rouge, Paul-Émile Dion, lineman, St-Raymond, and Robert Dion, professor, Pont-Rouge, for the following purposes:

To establish a recreational center, under the name of "Club sportif Dion".

The amount to which the value of the imoveable property which the corporation may aquire and hold is to be limited, is $10,500.

The head office of the corporation will be at Pont-Rouge, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2228-64

Comité de la Villa St-Alphonse inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Hilaire Béliveau, entrepreneur, 1060, rue Champlain, Albert Croteau, agent d'assurances, 1110, rue McManamy, et Louis Ph. Couture, courtier d'assurances agréé, 1380, rue Léonard, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Promouvoir les retraites fermées dans l'archidiocèse de Sherbrooke, sous le nom de « Comité de la Villa St-Alphonse inc. ».

Comité de la Villa St-Alphonse inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Hilaire Béliveau, contractor, 1060 Champlain, Albert Croteau, insurance agent, 1110 McManamy, and Louis Ph. Couture, chartered insurance broker, 1380 Léonard St., all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To promote closed retreats in the archidiocese of Sherbrooke, under the name of "Comité de la Villa St-Alphonse inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $900,000.

Le siège social de la corporation sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2043-64

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may aquire and hold is to be limited, is $900,000.

The head office of the corporation will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2043-64

Le Conseil d'expansion industrielle de Vaudreuil

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Réginald Ouellet, ingénieur professionnel, Anse de Vaudreuil, Pierre Brasseur, reviseur, rue Chanoine-Groulx, Guy Robillard, commis, Quinchien, Jacques Nadeau, commis de bureau, rue Esther-Blondin, Marcel Daoust, pharmacien, rue les Chenaux, Gilles Hénault, marchand, de meubles, rue Lefebvre, et Dr Jacques Caille, médecin, rue du Boisvert, tous sept de Vaudreuil, pour les objets suivants:

Travailler au progrès civique, social et économique de la ville de Vaudreuil, sous le nom de « Le Conseil d'expansion industrielle de Vaudreuil ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Vaudreuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2117-64

Le Conseil d'expansion industrielle de Vaudreuil

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Réginald Ouellet, professional engineer, Anse de Vaudreuil, Pierre Brasseur, reviser, Chanoine-Groulx, St., Guy Robillard clerk, Quinchien, Jacques Nadeau, office clerk, Esther-Blondin, Marcel Daoust, pharmacien les Chenaux St., Gilles Hénault, furniture merchant, Lefebvre St., and Dr. Jacques Caille, physician, du Boisvert St., all seven of Vaudreuil, for the following purposes:

To work for civic, social and economical progress of the town of Vaudreuil, under the name of "Le Conseil d'expansion industrielle de Vaudreuil".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may aquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Vaudreuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2117-64

A. Côté & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1964, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, 1075, Ontario, Florence Zaor, 1484, Belvédère, sud, et Françoise Fouquet, 1011, boul. McManamy, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter un abattoir et faire le commerce de produits alimentaires, sous le nom de « A. Côté & fils inc. », avec un capital divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Stoke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2087-64

A. Côté & fils inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Coulombe, advocate, 1075, Ontario, Florence Zaor, 1484 Belvédère, South, and Françoise Fouquet, 1011, McManamy Blvd., the latter two secretaries, filles majeures, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on a business operating a slaughter house and dealing in food products, under the name of "A. Côté & fils inc.", with a total capital stock divided into 2,000 common shares without nominal or par value and into 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Stoke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2087-64

Crédit Radisson inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1964, constituant en corpo-

Crédit Radisson inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Normand

ration: Normand Berthiaume, professeur, Rolande Proteau, ménagère, épouse séparée de biens dutit Normand Berthiaume, tous deux de 7152, rue Pontoise, St-Léonard, et Robert Levac, avocat, 864, rue Sherbrooke, est, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de prêteur d'argent dans toutes et chacune de ses spécialités, sous le nom de « Crédit Radisson inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 35,000 actions classe « A » de $1 chacune et en 5,000 actions classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 864, rue Sherbrooke, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1212-64

Berthiaume, professor, Rolande Proteau, housewife, wife separate as to property of the said Normand Berthiaume, both of 7152 Pontoise Street, St-Léonard, and Robert Levac, advocate, 864 Sherbrooke Street, East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as money lenders in each and every one of its specialties, under the name of "Crédit Radisson inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 35,000 class "A" shares of $1 each and 5,000 class "B" shares of $1 each.

The head office of the company will be at 864 Sherbrooke Street, East, Montreal, judicial distric of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1212-64

Crescent Antiques Inc.
Antiquités Crescent inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1964, constituant en corporation: Rodney Alexander Patch, C.R., Rafe James Plant et David Bearce Campbell, avocats, de 129, rue Saint-Jacques ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises, articles, produits et effets de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Crescent Antiques Inc.— Antiquités Crescent inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2137, rue Crescent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 1499-64

Crescent Antiques Inc.
Antiquités Crescent inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rodney Alexander Patch, Q.C., Rafe James Plant and David Bearce Campbell, advocates, of 129 St. James Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in goods, wares, products and merchandise of every kind and description, under the name of "Crescent Antiques Inc.— Antiquités Crescent inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 2137 Crescent Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 1499-64

Delphi Productions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1964, constituant en corporation: Marcus Jacob Wiesenfeld, avocat, 6191, chemin côte St-Luc, Hampstead, George Clarke, administrateur, 410, rue St-Nicolas, Montréal, Edmund C. Foran, gérant de bureau, 5055, chemin côte St-Luc, Hampstead, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes et genres de films fixes, vues animées, films et reproductions à des fins de démonstration, de publicité, de réclame, d'évolution, de divertissement, d'enseignement et d'éducations, sous le nom de « Delphi Productions Inc. », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 769, rue Beaumont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2224-64

Delphi Productions Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcus Jacob Wiesenfeld, advocate, 6191 côte St-Luc Road, Hampstead, George Clarke, executive, 410 St. Nicholas Street, Montreal, Edmund C. Foran, office manager, 5055 côte St-Luc Road, Hampstead, for the following purposes:

To deal in all kinds and types of still-pictures, motion-pictures, films and reproductions for display, advertising, promotional, entertainment, teaching and educational purposes, under the name of "Delphi Productions Inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 769 Beaumont Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2224-64

Domaine du Centre industriel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1964, constituant en corporation: Jacques Potvin, comptable, 6a, boul. Jutras, est, Roger Rouleau, comptable agréé, et Lucie Normand, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roger Rouleau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de 30a, rue Alice, tous trois de Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction et d'immeubles, sous le nom de « Domaine du Centre industriel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 120, rue Notre-Dame, est, Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2306-64

Domaine du Centre industriel inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Potvin, accountant, 6a Jutras Blvd. East, Roger Rouleau, chartered accountant, and Lucie Normand, housewife, wife contractually separate as to property of the said Roger Rouleau, and duly authorized by him for these presents, the two latter of 30a Alice St., all three of Victoriaville, for the following purposes:

To carry on business as a construction and real estate company, under the name of "Domaine du Centre industriel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 120 Notre-Dame St. East, Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2306-64

Le Domaine social des syndiqués inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patetes, en date du 13e jour de mai 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Gaston Caron, ouvrier, 11206, Bellevoie, Montréal-Nord, Philias Perron, syndicaliste, 7945, Ontario, est, Montréal, et Denise Provençal, secrétaire, 5057, Charlemagne, Montréal, pour les objets suivants:

Créer un centre de villégiature pour les familles des syndiqués, afin de leur donner la possibilité de prendre des vacances à la campagne à un coût aussi modique que possible, sous le nom de « Le Domaine social des syndiqués inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2069-64

Le Domaine social des syndiqués inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Gaston Caron, labourer, 11206 Bellevoie, Montreal-North, Philias Perron, syndicalist, 7945 Ontario East, Montreal, and Denise Provençal, secretary, 5057 Charlemagne, Montreal, for the following purposes:

To create a summer resort for the families of trade-unionists in order to give them the possibility of vacationing in the country at a cost as low as possible, under the name of "Le Domaine social des syndiqués inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2069-64

Drummond-Medical Parking Corp.
Corporation de stationnement Drummond-Médical

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1964, constituant en corporation: Barbara Garrett, épouse séparée de biens de David Charles Hopkins et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes Anne Goldenberg et Anita Dunn, filles majeures, et usant de leurs droits, toutes trois secrétaires, de chambre 804, 1010, rue Ste-Catherine, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de stationnement pour automobiles et exercer un commerce de garagistes, sous le nom de « Drummond-Medical Parking

Drummond-Medical Parking Corp.
Corporation de stationnement Drummond-Médical

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Barbara Garrett, wife separate as to property of David Charles Hopkins, and duly authorized by him for the purpose of these presents, Anne Goldenberg and Anita Dunn, filles majeures et usant de leurs droits, all three secretaries, of Room 804, 1010 Ste-Catherine Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an automobiles parking and to do business as garage-keepers, under the name of "Drummond-Medical Parking

Corp.— Corporation de stationnement Drummond-Médical », avec un capital total de $1,000, divisé en 250 actions ordinaires catégorie « A », ayant droit de vote, d'une valeur au pair de $1 chacune et 750 actions, catégorie « B », sans droit de vote, d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2091-64

Les Entreprises Jalian inc.
The Jalian Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1964, constituant en corporation: André Codère, assureur, 1584, O'Reilly, Lionel Dallaire, constructeur, 138, Morris, tous deux de Sherbrooke, et Jacques Codère, courtier, R.R. No 2, North Hatley, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Les Entreprises Jalian inc. — The Jalian Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1765-64

Les Entreprises Paul Vallée inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1964, constituant en corporation: Paul Vallée, industriel, Sawyerville, Roland Beaupré, comptable, 1280, Dorval, Sherbrooke, et Réjean Martin, gérant, East Clifton, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Les Entreprises Paul Vallée inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sawyerville, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1097-64

Les Entreprises Vézina limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1964, constituant en corporation: Aimé Vézina, 6300, boul. des Mille-Iles, Fernand Vézina, 36, rue Gascon, tous deux de St-François, comté de Laval, et Marcel Vézina, 2931, Delfosse, Montréal, tous trois entrepreneurs, pour les objets suivants:

Corp.— Corporation de stationnement Drummond-Médical", with a total capital stock of $1,000, divided into 250 class "A" voting common shares of the par value of $1 each and 750 class "B" non-voting shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2091-64

Les Entreprises Jalian inc.
The Jalian Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Codère, insurer, 1584 O'Reilly, Lionel Dallaire, builder, 138 Morris, both of Sherbrooke, and Jacques Coderre, broker, R.R. No 2, North Hatley, for the following purposes:

To carry on a business dealing as a real estate and construction company, under the name of "Les Entreprises Jalian inc. — The Jalian Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1765-64

Les Entreprises Paul Vallée inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Vallée, industrialist, Sawyerville, Roland Beaupré, accountant, 1280 Dorval, Sherbrooke, and Réjean Martin, manager, East Clifton, for the following purposes:

The industry and business dealing in wood, under the name of "Les Entreprises Paul Vallée inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sawyerville, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1097-64

Les Entreprises Vézina limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Aimé Vézina, 6300 des Mille-Iles Blvd., Fernand Vézina, 36 Gascon, both of St-François, county of Laval, and Marcel Vézina, 2931 Delfosse, Montreal, all three contractors, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Les Enterprises Vézina limitée », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2150-64

To carry on a business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Les Entreprises Vézina limitée", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2150-64

Épicerie Louis Levesque inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1964, constituant en corporation: Louis Levesque, 26, rue Chapais, Beauport, Herman Levesque, 389, 65e Rue, Charlesbourg, et Roger Levesque, 1500, rue d'Assise, Québec, tous trois épiciers, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Épicerie Louis Levesque inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 581, 3e Rue, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2369-64

Épicerie Louis Levesque inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Levesque, 26 Chapais St., Beauport, Herman Levesque, 389, 65th Street, Charlesbourg, and Roger Levesque, 1500 d'Assise St., Quebec, all three grocers, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Épicerie Louis Levesque inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 581, 3rd Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2369-64

Les Équipements T. & P. ltée
T. & P. Equipment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1964, constituant en corporation: Roger Tremblay, dessinateur industriel, 1626, rue Létourneux, Claude Crête, avocat, 3972, boul. Rosemont, tous deux de Montréal, et Doria Peltier, mécanicien industriel, 380, boul. l'Ange-Gardien, L'Assomption, pour les objets suivants:

Fabrication et commerce d'articles en métal, sous le nom de « Les Équipements T. & P. ltée — T. & P. Equipment Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1740-64

Les Équipements T. & P. ltée
T. & P. Equipment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Tremblay, industrial draughtsman, 1626 Létourneux, Claude Crête, advocate, 3972 Rosemont Blvd., both of Montreal, and Doria Peltier, industrial mechanic, 380 l'Ange-Gardien Blvd., L'Assomption, for the following purposes:

To manufacture and deal in metal articles, under the name of "Les Équipements T. & P. ltée — T. & P. Equipment Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at L'Assomption, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1740-64

Étalage colonial inc.
Colonial Display Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1964, constituant en corporation: Roger Prévost, statuaire, 620, 65e rue, est, Suzanne Drolet, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roger Prévost, 620, 65e rue, est, Adutor Mérette, étalagiste, 8725, du Plateau,j

Étalage colonial inc.
Colonial Display Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Prévost, statuary, 620, 65th St., East, Suzanne Drolet, housewife, wife separate as to property of the said Roger Prévost, 620, 65th St., East, Adjutor Mérette, window-dresser, 8725 du Pla-

et Simone L. Mérette, ménagère, épouse séparée de biens dudit Adjutor Mérette, 8725, du Plateau, tous quatre de Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'objets et d'accessoires de décorations, d'accessoires de magasin et d'ameublement de magasin et faire affaires comme décorateurs, sous le nom de « Étalage colonial inc. — Colonial Display Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1181, rue Maufils, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2126-64

teau, and Simone L. Mérette, housewife, wife separate as to property of the said Adjutor Mérette, 8725 du Plateau, all four of Charlesbourg, for the following purposes:

To deal in decoration objects and accessories, store and store furniture accessories and to carry on business as decorators, under the name of "Étalage colonial inc. — Colonial Display Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1181 Maufils St., Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2126-64

Les Expertises Shefford inc.
Shefford Adjustment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1964, constituant en corporation: Pierrette Gélinas, 24, rue Johnson, Pierrette Desjardins, 215, rue Court, et Claudette Tremblay, 136, Montcalm, app. 1, toutes trois secrétaires, célibataires, de Granby, pour les objets suivants:

Exercer les fonctions d'évaluateurs, enquêteurs et ajusteurs d'assurance, sous le nom de « Les Expertises Shefford inc. — Shefford Adjustment Inc. », avec un capital total de $1,000, divisé en 100 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera suite 204, 183, rue Principale, Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2195-64

Les Expertises Shefford inc.
Shefford Adjustment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierrette Gélinas, 24 Johnson St., Pierrette Desjardins, 215 Court Street, and Claudette Tremblay, 136 Montcalm, apt. 1, all three secretaries, spinsters, of Granby, for the following purposes:

To act as appraisers, investigators and insurance adjusters, under the name of "Les Expertises Shefford inc. — Shefford Adjustment Inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 100 shares of $10 each.

The head office of the company will be at suite 204, 183 Main St., Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2195-64

Les Fermes Ste-Clotilde inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1964, constituant en corporation: Marcel Laguë, comptable agréé, Châteauguay Centre, Denis Laberge, comptable, Ste-Martine, et Yves Ampleman, avocat, Beauharnois, pour les objets suivants:

Posséder des fermes et des terres et faire le commerce de produits agricoles, sous le nom de « Les Fermes Ste-Clotilde inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $20 chacune et en 500 actions privilégiées de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Clotilde, comté de Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2148-64

Les Fermes Ste-Clotilde inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Laguë, chartered accountant, Châteauguay Centre, Denis Laberge, accountant, St-Martine, and Yves Ampleman, advocate, Beauharnois, for the following purposes:

To own farms and lands and to carry on business dealing in agricultural products, under the name of "Les Fermes Ste-Clotilde inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $20 each and 500 preferred shares of $20 each.

The head office of the company will be at Ste-Clotilde, county of Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2148-64

Ferro Phillips Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Ferro Phillips Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

té accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1964, constituant en corporation: Leo Rosentzveig, 4805, chemin Circle, Montréal, Stanley Taviss, 7115, Fielding, Montréal, et William Levitt, 5020, St. Kevin, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de réservoirs, tours, tours d'eau, pompes, moteurs, machinerie, outillage et acessoires et de tous métaux, ou produits utilisés dans les usines d'iceux, sous le nom de « Ferro Phillips Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2055-64

Festival d'été Val-d'Or-Bourlamaque, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Jean L'Houmeau, comptable agréé, Georges Labelle, pharmacien, Marcel Monette, architecte, Lionel Bérubé, industriel, Jean-Paul Turmel, employé civil, Florent Houde, agent, Claude Bienvenue, garagiste, Larry Bruce, courtier en assurances, Vital Cliche, avocat, tous neuf de Val-d'Or, et Roger Brindamour, épicier, Sullivan, pour les objets suivants:

Promouvoir l'industrie touristique par l'organisation de manifestations populaires comprenant activités artitistiques, culturelles, sportives, sociales et autres, sous le nom de « Festival d'été Val-d'Or-Bourlamaque, inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $20,000.

Le siège social de la corporation sera à Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2050-64

Le Festival du caplan (Sept-Iles) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Marc Sirois, gérant de salle de quilles, 189, Iberville, app. 4, Gérard Fraser, officier de douanes, 624, Dequen, Gaston Bergeron, fonctionnaire, 439, Gamache, Roch Dufresne, rédacteur, 365, Laure, George Keays, gérant-nettoyeur, 394, Dequen, Charles-Eugène Porlier, propriétaire de compagnie de transport, 370, Joliette, Paul Roy, gérant d'affaires syndicales, 33, Sept-Iles Gardens, Conrad Parent, gérant d'arena, 26, Leventoux, Jean-Pierre Gauthier, courtier en assurances, 1, Pampalon, et Charles-Aimé Carbonneau, commerçant, 201, Franquelin, tous dix de Sept-Iles, pour les objets suivants:

bearing date the 13th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Leo Rosentzveig, 4805 Circle Road, Montreal, Stanley Taviss, 7115 Fielding, Montreal, and William Levitt, 5020 St. Kevin, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in tanks, towers, water towers, pumps, motors, machinery, equipment and accessories and all metals, things or products used in the manufacture thereof, under the name of "Ferro Phillips Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2055-64

Festival d'été Val-d'Or-Bourlamaque, inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jean L'Houmeau, chartered accountant, Georges Labelle, pharmacist, Marcel Monette, architect, Lionel Bérubé, industrialist, Jean-Paul Turmel, civil employee, Florent Houde, agent, Claude Bienvenue, garageman, Larry Bruce, insurance broker, Vital Cliche, advocate, all nine of Val-d'Or, and Roger Brindamour, grocer, Sullivan, for the following purposes:

To promote the tourist industry by the organization of popular demonstrations including artistic cultural, sports, social and other activities, under the name of "Festival d'été Val-d'Or-Bourlamaque, inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation will be at Val-d'Or, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2050-64

Le Festival du caplan (Sept-Iles) inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Marc Sirois, bowling alley manager, 189 Iberville, apt. 4, Gérard Fraser, customs officer, 624 Dequen, Gaston Bergeron, civil servant, 439 Gamache, Roch Dufresne, reporter, 365 Laure, George Keays, manager-cleaner, 394 Dequen, Charles-Eugène Porlier, owner of a transportation company, 370 Joliette, Paul Roy, syndicate business manager, 33 Sept-Iles Gardens, Conrad Parent, arena manager, 26 Leventoux, Jean-Pierre Gauthier, insurance broker, 1 Pampalon, and Charles-Aimé Carbonneau, tradesman, 201, Franquelin, all ten of Sept-Iles, for the following purposes:

Promouvoir le tourisme dans la région de Sept-Iles et encourager les sports de la chasse et de la pêche dans le comté Duplessis, sous le nom de « Le Festival du caplan (Sept-Iles) inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $2,000.

Le siège social de la corporation sera 788, avenue Laure, Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1641-64

To promote tourism in the region of Sept-Iles and to encourage the sports of hunting and fishing in the county of Duplessis, under the name of "Les Festival du caplan (Sept-Iles) inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $2,000.

The head office of the corporation will be at 788 Laure Ave., Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1641-64

Fibre Conduits Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1964, constituant en corporation: Dov Kravetz, avocat, 4777, avenue Maplewood, Montréal, George A. Rosenberg, avocat, 319, avenue Grosvenor, Westmount, Irwin Cotler, étudiant, 4750, Carleton, Montréal, Moses N. Diner, notaire public, 4814, avenue Wilson, Montréal, et Phyllis Bayne, secrétaire, épouse séparée de biens de Victor Bayne, 4490, chemin Belair, Chomedey, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de métaux, fild de fer, clous galvanisés, câbles de fil de fer, conduits, paratonnerres, et toute autre marchandise manufacturée de métal, fil de fer ou autres fibres, sous le nom de « Fibre Conduits Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2202-64

Fibre Conduits Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1 th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Dov Kravetz, advocate, 4777 Maplewood Avenue, Montreal, George A. Rosenberg, advocate, 319 Grosvenor Avenue, Westmount, Irwin Cotler, student, 4750 Carleton, Montreal, Moses N. Diner, notary public, 4814 Wilson Avenue, Montreal, and Phyllis Bayne, secretary, wife separate as to property of Victor Bayne, 4490 Belair Rd., Chomedey, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of metals, wire, wire nails, wire cables, conduits, lightning rods, and all other merchandise manufactured from metal, wire or other fibres, under the name of "Fibre Conduits Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of the par value of $1 each and 350 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2202-64

Louis-Philippe Filion inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1964, constituant en corporation: Louis-Philippe Filion, courtier en assurances, Thérèse St-Pierre, ménagère, épouse séparée de biens dudit Louis-Philippe Filion, et Marie-Lédy Côté, secrétaire, fille majeure, tous trois de Baie-St-Paul, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtier et agents en assurances, sous le nom de « Louis-Philippe Filion inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2094-64

Louis-Philippe Filion inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent bearing date the 14th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis-Philippe Filion, insurance broker, Thérèse St-Pierre, housewife, wife separate as to property of the said Louis-Philippe Filion, and Marie-Lédy Côté, secretary, fille majeure, all three of Baie-St-Paul, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Louis-Philippe Filion inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of $100 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2094-64

Flamingo Community Association
Association communautaire Flamingo

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Flamingo Community Association
Association communautaire Flamingo

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1964, constituant en corporation sans capital-actions: M. Amos Slater, surintendant, 7448, Kingsley Road, app. 503, Côte-St-Luc, Ronald C. Kilburn, gérant, 523, avenue Brixton, St-Lambert, Fernand Marquis, technicien en électronique, 6800, rue Bordeaux, app. 1, Montréal, Walter Prescott, gérant, 2190, avenue Harvard, Montréal, et Edgar Pinsonneault, secrétaire-trésorier, 3563, rue Prieur, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Promouvoir l'intérêt et l'émélioration de la communauté des Lacs Flamingo de St-Adolphe-d'Howard, sous le nom de « Flamingo Community Association — Association communautaire Flamingo ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera 3563, rue Prieur, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1086-64

bearing date the 11th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Mr. Amos Slater, superintendent, 7448 Kingsley Road, apt. 503, Côte-St-Luc, Ronald C. Kilburn, manager, 523 Brixton Ave., St-Lambert, Fernand Marquis, technician, in electronics, 6800 Bordeaux, apt. 1, Montreal, Walter Prescott, manager, 2190 Harvard Ave., Montreal, and Edgar Pinsonneault, secretary-treasurer, 3563 Prieur St., Montreal-North, for the following purposes:

To promote the interest and improvement of the community of Lakes Flamingo de St-Adolphe-d'Howard, under the name of "Flamingo Community Association — Association communautaire Flamingo".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at 3563 Prieur St., Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1086-64

J. Paul Fortin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1964, constituant en corporation: Raymond Lebel, agent d'affaires, 704, boulevard Hamel, Québec, Paul Fortin, gérant, 309, 51e Rue, ouest, Charlesbourg, et André Cassista, ingénieur forestier, 899, rue Rochette, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de la chaussure, sous le nom de « J. Paul Fortin inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 914, rue St-Jean, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2143-64

J. Paul Fortin inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Lebel, business agent, 704 Hamel Boulevard, Quebec, Paul Fortin, manager, 309, 51st Street, West, Charlesbourg, and André Cassista, forestry engineer, 899 Rochette Street, Ste-Foy, for the following purposes:

To deal in the shoe industry and commerce, under the name of "J. Paul Fortin inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 914 St-Jean Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2143-64

Furniture Pavillon Ltd. Pavillon du meuble ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1964, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat en conseil en loi de la Reine, 5654, MacDonald, Hampstead, Jason Ruby, avocat, 2860 avenue Ekers, Montréal, John Michelin, avocat, 5200 Prince de Galles, Montréal, et Anne Gertin, secrétaire, fille majeure, 4980, avenue Maplewood, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et fair ele commerce de meubles, de travaux d'ébénisterie, et de toutes sortes d'articles de ménage, de commerce, d'industrie et de bureaux, sous le nom de « Furniture Pavillon Ltd.— Pavillon du meuble ltée », avec un capital total de $55,500, divjsé en 550 actions ordinaires de $10 chacune et 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Furniture Pavillon Ltd. Pavillon du meuble ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 5654 MacDonald, Hampstead, Jason Ruby, advocate, 2860 Ekers Avenue, Montreal, John Michelin, advocate, 5200 Prince of Wales, Montreal, and Anne Gertin, secretary, fille majeure, 4980 Maplewood Avenue, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, woodwork and all kinds of household, commercial, industrial and office articles, under the name of "Furniture Pavillon Ltd.— Pavillon du meuble ltée", with a total capital stock of $55,500, divided into 550 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2124-64

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2124-64

G.M.E. Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1964, constituant en corporation: Albert-Laurent Bissonnette, avocat, 29, Bayview, Pointe-Claire, Clermont Vermette, avocat, 2658, Croissant Marseille, Brossard, et Kathleen Higgins, secrétaire, célibataire, 55, avenue Chesterfield, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens, sous le nom de « G.M.E. Electric Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 37,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2137-64

G.M.E. Electric Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert-Laurent Bissonnette, advocate, 29 Bayview, Pointe-Claire, Clermont Vermette, advocate, 2658 Croissant Marseille, Brossard, and Kathleen Higgins, secretary, spinster, 55 Chesterfield Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of electricians, under the name of "G.M.E. Electric Inc.", with a total capital stock of $400,00, divided into 3,000 common shares of the par value of $1 each and 37,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at LaSalle, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2137-64

Gana Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première parrie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1964, constituant en corporation: Bruno Pateras, 11818, rue Frigon, Yvan Macerola, 2090, place Étienne-Brûlé, et James Galileo, 6959, rue Stuart, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Gana Company Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7945, rue St-Dominique, Montréal, ditsriet judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2158-64

Gana Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bruno Pateras, 11818 Frigon Street, Yvan Macerola, 2090 Étienne-Brûlé Place, and James Galileo, 6959 Stuart Street, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Gana Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 7945 St-Dominique Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2158-64

Garage Coutu & frère ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1964, constituant en corporation: Rhéal Chevrier, avocat, 3874, rue de la Peltrie, Montréal, Maurice M. Goulet, avocat, 2985, Mapelwood, Montréal, et Jeannette Brodeur, secrétaire, célibataire majeure, 3450, Durocher, app. 31, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs acessoires et parties, sous le nom de « Garage Coutu & frère ltée », avec un capital total de $40,-

Garage Coutu & frère ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rhéal Chevrier, advocate, 3874 de la Peltrie St., Montreal, Maurice M. Goulet, advocate, 2985 Maplewood, Montreal, and Jeannette Brodeur, secretary, spinster of the full age of majority, 3450 Durocher, Apt. 31, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in autombiles, their acessories and parts, under the name of "Garage Coutu & frère ltée", with a total capital

000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 28-64

Godin Butchers Supply Inc.
Fournitures de boucherie Godin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1964, constituant en corporation: Marcel Cantin, industriel, 25, rue du Golf, Château-d'Eau, Jean-Robert Deslauriers, commerçant, 378, 47e Rue, ouest, Charlesbourg, et Ovide Godin, commerçant, 13, de la Colombière, Québec, pour les objets suivants:

Commerce d'appareils et d'accessoires de boucherie, sous le nom de « Godin Butchers Supply Inc.— Fournitures de boucherie Godin inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2197-64

Ovide Godin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1964, constituant en corporation: Marcel Cantin, industriel, 25, rue du Golf, Château-d'Eau, Jean-Robert Deslauriers, 378, 47e rue, ouest, Charlesbourg, et Ovide Godin, 13, de la Colombière, Québec, ces deux derniers commerçants, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de peaux, cuir et leurs contrefaçons, sous le nom de « Ovide Godin inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chcaune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2198-64

Granby Automatic Vending Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1964, constituant en corporation: Firmus Guérin, commerçant, 624, rue Moisan, Paul-Aimé Larocque, marchand, 1550, rue Fradet, et Jacques Biron, avocat, 113, rue Biron, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines distributrices et faire affaires comme restaurateurs, sous le nom

stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 28-64

Godin Butchers Supply Inc.
Fournitures de boucherie Godin inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Cantin, industrial, 25 du Golf St., Château d'Eau, Jean-Robert Deslauriers, trader, 378, 47th Street, West, Charlesbourg, and Ovide Godin, trader, 13 de la Colombière, Québec, for the following purposes:

To deal in apparels and supplies for butchery, under the name of "Godin Butchers Supply Inc.— Fourniture de boucherie Godin inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

7036 2197-64

Ovide Godin inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Cantin, industrialist, 25 du Golf St., Château d'Eau, Jean-Robert Deslauriers, 378, 47th Street, West, Charlesbourg, and Ovide Godin, 13 de la Colombière, Quebec, the latter two traders, for the following purposes:

To carry on business in all kinds of hides, leather and their imitation, under the name of "Ovide Godin Inc.", with a capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2198-64

Granby Automatic Vending Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Firmus Guérin, trader, 624 Moisan St., Paul-Aimé Larocque, merchant, 1550 Fradet St., and Jacques Biron, advocate, 113 Biron St., all three of Drummondville, for the following purposes:

To deal in automatic vending machines and to carry on business as restaurant-keepers, under

de « Granby Automatic Vending Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 3,800 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2152-64

Hair-O-Scope Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1964, constituant en corporation: Morris Shattner, administrateur, Côte-St-Luc, Moe Moscovitch, avocat et conseil en loi de la Reine, Outremont, et Robert W. Kasuba, gérant de ventes, 6001, place Harrison, ouest, New York, état du New Jersey, E.U.A., pour les objets suivants:

Exercer le commerce de coiffeurs, barbiers, et de salons de massages et de bains de beauté, sous le nom de « Hair-O-Scope Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1255, rue University, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2201-64

Hugue, cie ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1964, constituant en corporation: Gérard Piette, vendeur, Huguette Bergeron, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gérard Piette, tous deux de 595, Papineau, et Jacques Lozeau, vendeur, 593, Papineau, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fournir de l'amusement au public, exploiter des salles de quilles, de billard et autres places d'amusement, sous le nom de « Hugue, cie ltée », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social dlq compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2070-64

Les Immeubles Baxter inc.
Baxter Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

the name of "Granby Automatic Vending Inc.", with a capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each, 3,800 class "A" preferred shares of $10 each and 1,000 class "B" preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2152-64

Hair-O-Scope Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Morris Stattner, executive, Côte-St-Luc, Moe Moscovitch, advocate and Queen's Counsel, Outremont, and Robert W. Kasuba, sales manager, 6001 Harrison Place, West New York, of the State of New Jersey, U.S.A., for the following purposes:

To carry on the business of hairdressers, barbers, massage parlors, beauty bath, under the name of "Hair-O-Scope Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 1255 University Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2201-64

Hugue, cie ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Piette, salesman, Huguette Bergeron, housewife, wife contractually separate as to property of the said Gérard Piette, both of 595 Papineau, and Jacques Lozeau, alesman, 593 Papineau, all three of Joliette, for the following purposes:

To carry on business furnishing the public with amusement, to operate bowling alleys, billiard halls and other places of amusement, under the name of "Hugue, cie ltée", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2070-64

Les Immeubles Baxter inc.
Baxter Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 15e jour de mai 1964, constituant en corporation: Robert Gordon Baxter, courtier en immeubles, Myrna Helen Baxter, ménagère, épouse dudit Robert Gordon Baxter, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 155, avenue Stanley, Saint-Lambert, et Gaston Lacroix, surintendant, 773, rue Logan, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'agents et courtiers traitant d'achat et de vente d'immeubles, commerces, prêts et placements, et baux d'immeubles, le tout à commission ou autrement, sous le nom de « Les Immeubles Baxter inc. — Baxter Realties Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2011-64

Les Immeubles Lacordaire ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1964, constituant en corporation: Joseph Shapiro, C.R., 3733, Le Boulevard, Westmount, Janathan J. Robinson, 64, chemin Belvédère, Westmount, Theodore H. Shapiro, 5175, chemin de la côte St-Luc, Montréal, Earl H. Drymer, 5045, avenue Borden, Montréal, tous quatre avocats, et Marcia Shetzen, secrétaire, fille majeure, 2705, avenue Kent, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de placements, sous le nom de « Les Immeubles Lacordaire ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2203-64

Les Immeubles République inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1964, constituant en corporation: Fernand Houle, courtier en assurances, Paule Delâge, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Fernand Houle, tous deux de 929, de la Colline, sud, Ste-Foy, et Cyrille Delâge, notaire, 1165, avenue de la Tour, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Immeubles République inc. », avec un capital divisé en 500 actions ordinaires sans valeur au pair et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 129, rue de la Colline, sud, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2251-64

Province of Quebec, incorporating: Robert Gordon Baxter, realtor, Myrna Helen Baxter, housewife, wife of the said Robert Gordon Baxter, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 155 Stanley Avenue, St-Lambert, and Gaston Lacroix, superintendent, 773 Logan Street, St-Lambert, for the following purposes:

To carry on the business of agents and brokers negotiating the purchase and sale of immoveables, businesses, loans and investments, and leases of immoveable property, the whole on commission or otherwise, under the name of "Les Immeubles Baxter inc. — Baxter Realties Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 50 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Lambert, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2011-64

Les Immeubles Lacordaire ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Shapiro, Q.C., 3733 The Boulevard, Westmount, Jonathan J. Robinson, 64 Belvedere Road, Westmount, Theodore H. Shapiro, 5175 côte St-Luc Road, Montreal, Earl H. Drymer, 5045 Borden Avenue, Montreal, all four advocates, and Marcia Shetzen, secretary, fille majeure, 2705 Kent Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "Les Immeubles Lacordaire ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2203-64

Les Immeubles République inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fernand Houle, insurance broker, Paule Delâge, housewife, wife contractually separate as to property of the said Fernand Houle, both of 929 de la Colline South, Ste-Foy, and Cyrille Delâge, notary, 1165 de la Tour Avenue, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Les Immeubles République inc.", with a capital stock divided into 500 common shares of no par value and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 129 de la Colline Street South, Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2251-64

Industrial Valve Reseating Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1964, constituant en corporation: Marcus Jacob Wiesenfeld, Carl Rosen, avocat, de 410, rue St-Nicholas, Joseph Drazin, administrateur, 6722, avenue de Vimy, tous trois de Montréal, et John Rae, surintendant, 320, rue Tait, St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de valves, outillage et accessoires pour chambre de pompes et bouilloire, sous le nom de « Industrial Valve Reseating Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 410, rue St-Nicholas, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 1443-64

Industrial Valve Reseating Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcus Jacob Wiesenfeld, Carl Rosen, advocates, of 410 St. Nicholas Street, Joseph Drazin, executive, 6722 de Vimy Avenue, all three of Montreal, and John Rae, superintendent, 320 Tait Street, St-Laurent, for the following purposes:

To deal in valves, pumps and boiler room equipment and accessories, under the name of "Industrial Valve Reseating Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and 500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 410 St. Nicholas Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 1443-64

Les Jardins d'Argenteuil ltée D'Argenteuil Gardens Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1964, constituant en corporation: Raoul Chainey, constructeur, 22, rue René-Philippe, LeMoyne, J.-Roméo Cossette, rentier, et Gilles Cossette, avocat, ces deux derniers de 702, Davaar, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, sous le nom de « Les Jardins d'Argenteuil ltée — D'Argenteuil Gardens Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 8,000 actions ordinaires de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2144-64

Les Jardins d'Argenteuil ltée D'Argenteuil Gardens Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raoul Chainey, builder, 22 René-Philippe St., LeMoyne, J.-Roméo Cossette, annuitant, and Gilles Cossette, advocate, the two latter of 702 Davaar, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as a construction company, under the name of "Les Jardins d'Argenteuil ltée — D'Argenteuil Gardens Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 8,000 common shares of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2144-64

Jeangilou inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1964, constituant en corporation: Gilles Durand, comptable, Claire Lalonde, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gilles Durand, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 8852, Esplanade, Montréal, et Robert Crevier, comptable, 5461, Verneuil, Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements et de portefeuille (Holding), sous le nom de « Jeangilou inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 585, rue Fleury, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Jeangilou inc.

Notice is herebe given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Durand, accountant, Claire Lalonde, housekeeper, wife separate as to property of the said Gilles Durand and duly authorized by him for these presents, both of 8852 Esplanade, Montreal, and Robert Crevier, accountant, 5461 Verneuil, Anjou, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Jeangilou inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 585 Fleury St., West, Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2088-64

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2088-64

Jeunesse du Faubourg inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Marie Saillant, machiniste, 194, rue St-Olivier, Gilles Larose, fonctionnaire, 147, Lavigueur, et Pierre Dorval, commis, 261, rue d'Aiguillon, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire l'éducation de la jeunesse par les loisirs, sous le nom de « Jeunesse du Faubourg inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2408-64

Jeunesse du Faubourg inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Marie Saillant, machinist, 194 St-Olivier St., Gilles Larose, civil servant, 147 Lavigueur, and Pierre Dorval, clerk, 261 d'Aiguillon St., all three of Quebec, for the folowing purposes:

To educate youth through recreational facilities, under the name of "Jeunesse du Faubourg inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2408-64

La Joie de Vivre inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1964, constituant en corporation: Jacques L'Heureux, avocat, Claudette Proulx, ménagère, épouse dudit Jacques L'Heureux, tous deux de 3773, Le Corbusier, Ste-Foy, et Stanley Fenton, aviateur, 379, chemin Lake Heights, North Bay, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, restaurants, auberges, boulangeries, tavernes, camps et maisons de touristes, stations estivales, terrains de camping et parc à roulottes, sous le nom de « La Joie de Vivre inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2142-64

La Joie de Vivre inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques L'Heureux, advocate, Claudette Proulx, housekeeper, wife of the said Jacques L'Heureux, both of 3773, Le Corbusier, Ste-Foy, and Stanley Fenton, aviator, 379 Lake Heights Road, North Bay, Province of Ontario, for the following purposes:

To carry on business as operating hotels, restaurants, inns, bakeries, taverns, camps and tourist homes, summer resorts, camping and trailer lots, under she name of "La Joie de Vivre inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2142-64

Kalcifix, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1964, constituant en corporation: Paul Chartrain, avocat, 1550, Monseigneur-Taché, Ste-Foy, Colette Roy, secrétaire, 1368, chemin Ste-Foy, Québec, Lise Ouellet, secrétaire, 135, boulevard Charest, est, Québec, et Eugène Fortin, technicien, 250, Fraser, Québec, pour les objets suivants:

Fabrication et commerce d'enduits de toutes sortes, sous le nom de « Kalcifix, inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Kalcifix, inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Chartrain, advocate, 1550 Monseigneur-Taché, Ste-Foy, Colette Roy, secretary, 1368 Ste-Foy Road, Quebec, Lise Ouellet, secretary, 135 Charest Blvd. East, and Eugène Fortin, technician, 250 Fraser, Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of coatings, under the name of "Kalcifix, inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera 110, Dorchester, sud, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2135-64

The head office of the company will be at 110 Dorchester South, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2135-64

Kendon Auto Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1964, constituant en corporation: Daniel Morris, 4502, Lacombe, Montréal, Irving Halperin, 5609, chemin Queen Mary, Hampstead, tous deux avocats, Georgette Lavoie, réceptionniste, fille majeure, 217, rue Georges-Vanier, Pont-Viau, et Phyllis Stern, secrétaire, fille majeure, 5739, Trans Island, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules-automobiles, leurs pièces et accessoires et faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Kendon Auto Service Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 550, Michel-Jasmin, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2199-64

Kendon Auto Service Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Morris, 4502 Lacombe, Montreal, Irving Halperin, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, both advocates, Georgette Lavoie, receptionist, fille majeure, 217 Georges-Vanier Street, Pont-Viau, and Phyllis Stern, secretary, fille majeure, 5739 Trans Island, Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, their parts and accessories and to do business as garage-keepers, under the name of "Kendon Auto Service Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 550 Michel-Jasmin, Dorval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2199-64

Kensington Agencies Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1964, constituant en corporation: Arthur Carey Strafford Stead, 275, avenue Dorval, Roy Calvin Amaron, 7, avenue Denton, tous deux avocats, de Dorval, et Helen M. McLaren, secrétaire, épouse séparée de biens de Kenneth R. McLaren, 108, avenue Roy, Dorval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents et courtiers d'immeubles, sous le nom de « Kensington Agencies Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1245, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2098-64

Kensington Agencies Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur Carey Strafford Stead, 275 Dorval Avenue, Roy Calvin Amaron, 7 Denton Avenue, both advocates, of Dorval, and Helen M. McLaren, secretary, wife separate as to property of Kenneth R. McLaren, 108 Roy Avenue, Dorval, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate agents and brokers, under the name of "Kensington Agencies Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1245 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2098-64

Laiterie Mégantic limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1964, constituant en corporation: J.-Léo Blais, industriel, Jeannette Brûlotte, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit J.-Léo Blais, et dûment autorisée

Laiterie Mégantic limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Léo Blais, industrialist, Jeannette Brûlotte, housewife, wife contractually separate as to property of the said J.-Léo Blais, and duly authorized by him for the

par lui aux fins des présentes, et Marcel Bellefleur, employé de bureau, tous trois de Lac-Mégantic, pour les objets suivants:

Exploiter une laiterie dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Laiterie Mégantic limitée », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 4,500 actions privilégiées de $10 et acune.

Le siège social de la compagnie sera 201, rue Laval, Lac-Mégantic, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1364-64

purpose of these presents, and Marcel Bellefleur, office clerk, all three of Lac-Mégantic, for the following purposes:

To operate a dairy in all its specialties, under the name of "Laiterie Mégantic limitée", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of $10 each and 4,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 201 Laval Street, Lac-Mégantic, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1364-64

Laucor inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1964, constituant en corporation: Guy LeBlanc, avocat, 4, Notre-Dame, est, Montréal, Régent Corbeil, comptable, 5963, De Toulouse, Montréal, et André Antonuk, avocat, 4, Notre-Dame, est, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de placements, sous le nom de « Laucor inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 8,000 actions ordinaires de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1996-64

Laucor inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy LeBlanc, advocate, 4 Notre-Dame, East, Montreal, Régent, Corbeil, accountant, 5963 De Toulouse, Montreal, and André Antonuk, advocate, 4 Notre-Dame St., East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Laucor inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 8,000 common shares of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1996-64

Laval West English Community Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Gilbert Broad, surveillant, 6301, 29e Avenue, John Muir, commis, 7551, 13e Avenue, Walter Joseph Doré, surveillant, 4801, 51e Avenue, John Austin, comptable en prix de revient, 2275, boulevard Ste-Rose, et Cecilia Jackson, ménagère, épouse commune en biens de Alexander W. Jackson, 2930, 20e Rue, tous cinq de Laval Ouest, pour les objets suivants:

Entretenir et exploiter un centre communautaire anglais dans Laval Ouest, sous le nom de « Laval West English Community Centre Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Laval Ouest, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 977-64

Laval West English Community Centre Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Gilbert Broad, supervisor, 6301, 29th Avenue, John Muir, clerk, 7551, 13th Avenue, Walter Joseph Doré, supervisor, 4801, 51st Avenue, John Austin, cost accountant, 2275 Ste-Rose Boulevard, and Cecilia Jackson, housewife, wife common as to property of Alexander W. Jackson, 2930, 20th Street, all five of Laval West, for the following purposes:

To maintain and operate an English community centre in Laval West, under the name of "Laval West English Community Centre Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Laval West, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 977-64

Laviolette, Laverdure et associés ltée
Laviolette, Laverdure and Associates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Laviolette, Laverdure et associés ltée
Laviolette, Laverdure and Associates Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1964, constituant en corporation: Gilles Duchesne, avocat, 4660, De Grandpré, Montréal, Jean Geoffrion, avocat, 30, Elmwood, Outremont, et Alexandra Buzynski, secrétaire, fille majeure, 7718, 14e avenue, St-Michel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding) et de placements, sous le nom de « Laviolette, Laverdure et associés ltée — Laviolette, Laverdure and Associates Ltd.", avec un capital total de $5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2186, rue Sherbrooke, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1811-64

Lemay automobiles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1964, constituant en corporation: Charles-André Lemay, garagiste, Gertrude Drouin, ménagère, épouse commune en biens dudit Charles-André Lemay, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 2, rue Méthot, Arthabaska, et Jacques Marchand, comptable, 42, rue Olivier, Victoriaville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties, et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Lemay automobiles inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 191, rue Laurier, Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2064-64

N. Lesage auto ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1964, constituant en corporation: Normand Lesage, garagiste, Elvira Lesage, ménagère, épouse dudit Normand Lesage, tous deux de 7467, boulevard Lasalle, Verdun, et Albert Rinaldi, vendeur, 6685, rue Lacroix, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « N. Lesage auto ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 360 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2008-64

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Duchesne, advocate, 4660 De Grandpré, Montreal, Jean Geoffrion, advocate, 30 Elmwood, Outremont, and Alexandre Buzynski, secretary, fille majeure, 7718, 14th Ave., St-Michel, for the following purposes:

To carry on business as a holding and investment company, under the name of "Laviolette, Laverdure et associés ltée — Laviolette, Laverdure and Associates Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 1,000 common shares of $5 each.

The head office of the company will be at 2186 Sherbrooke St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1811-64

Lemay automobiles inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles-André Lemay, garageman, Gertrude Drouin, housekeeper, wife common as to property of the said Charles-André Lemay, and duly authorized by him for these presents, both of 2 Méthot St., Arthabaska, and Jacques Marchand, accountant, 42 Olivier St., Victoriaville, for the following purposes:

To carry on a business dealing in motor vehicles, their accessories and parts, and to carry on business as garagemen, under the name of "Lemay automobiles inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 191 Laurier St., Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2064-64

N. Lesage auto ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Normand Lesage, garage-keeper, Elvira Lesage, housewife, wife of the said Normand Lesage, both of 7467, Lasalle Boulevard, Verdun, and Albert Rinaldi, salesman, 6685 Lacroix Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, accessories and parts thereof and to act as garage-keepers, under the name of "N. Lesage auto ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40 common shares of a par value of $100 each and 360 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2008-64

Lessard & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1964, constituant en corporation: Gilles Lessard, commerçant et commis voyageur, 539, Queen, Greenfield Park, Madeleine Dion, secrétaire, 5315, St-André, Montréal, et Jacques Lessard, avocat, 1019, Moffat, Verdun, pour les objets suivants:

Commerce d'instruments de chirurgie, d'appareils scientifiques et de mobiliers en général, sous le nom de « Lessard & fils inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5315, rue Wellington, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2114-64

Lessard & fils inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Lessard, tradesman, and commercial treaveller, 539 Queen, Greenfield Park, Madeleine Dion, secretary, 5315 St-André, Montreal, and Jacques Lessard, advocate, 1019 Moffat, Verdun, for the following purposes:

To carry on a business dealing in surgical instruments, scientific apparatus and equipment generally, under the name of "Lessard & fils inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each and into 3,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 5315 Wellington, Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2114-64

B. Lessard isolations limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1964, constituant en corporation: Béranger Lessard, entrepreneur, Louise Gachon, ménagère, épouse séparée de biens dudit Béranger Lessard, et dûment autorisée par lui aux fins des présents, tous deux de 3978, rue St-André, Montréal, et Louis Gachon, garagiste, 3980, rue St-André, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en isolation de toutes sortes, sous le nom de « B. Lessard isolations limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2149-64

B. Lessard isolations limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Béranger Lessard, contractor, Louise Gachon, housekeeper, wife separate as to property of the said Béranger Lessard, and duly authorized by him for these presents, both 3978 St-André, Montreal, and Louis Gachon, garageman, 3980 St-André, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business in contractors in insulation of all kinds, under the name of "B. Lessard isolations limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2149-64

Lessard & Lessard ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1964, constituant en corporation: Laurier Lessard, commerçant, Thérèse Marier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Laurier Lessard, tous deux de 170, rue St-Jean-Baptiste, Coaticook, et H.-Pitt Lessard, agent, 5937 rue Drake, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Lessard & Lessard ltée », avec un capital total de $30,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Coaticook, district judiciaire de St-François.

Lessard & Lessard ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Laurier Lessard, merchant, Thérèse Marier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Laurier Lessard, both of 170 St-Jean-Baptiste Street, Coaticook, and H.-Pitt Lessard, agent, 5937 Drake Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Lessard & Lessard ltée", with a total capital stock of $30,000, divided into 500 common shares of $10 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Coaticook, judicial district of St. Francis.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2292-64

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2292-64

Marché Hauterive inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1964, constituant en corporation: Guy Prenoveau, commerçant, 1995, rue Ivry, Duvernay, Lyette Chabot, secrétaire, 1re Avenue, côte Terrebonne, Bois-des-Filion, et Jean-Claude Mercure, étudiant, 2800, Joseph-Nolin, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Marché Hauterive inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 2,900 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Duvernay, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1999-64

Marché Hauterive inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Prenoveau, trader, 1995 Ivry St., Duvernay, Lyette Chabot, secretary, 1st Avenue, Côte Terrebonne, Bois-des-Filion, and Jean-Claude Mercure, student, 2800 Joseph-Nolin, Montreal, for the following purposes:

To deal in food products, under the name of "Marché Hauterive inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each, 1,000 class "A" preferred shares of $1 each and 2,900 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Duvernay, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1999-64

G. H. Marie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1964, constituant en corporation: Joachim Tremblay, navigateur, Rosanne B. Tremblay, ménagère, épouse dudit Joachim Tremblay, tous deux de 6448, 3e Avenue, Montréal, et Paul-André Tremblay, navigateur, Ile-aux-Coudres, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de navigation, sous le nom de « G. H. Marie inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ile-aux-Coudres, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2194-64

G. H. Marie inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joachim Tremblay, navigator, Rosanne B. Tremblay, housewife, wife of the said Joachim Tremblay, both of 6448, 3th Avenue, Montreal, and Paul-André Tremblay, navigator, Ile-aux-Coudres, for the following purposes:

To carry on business as a nvigation company, under the name of "G. H. Marie inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Ile-aux-Coudres, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2194-64

Mario & Don ltée
Mario & Don Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1964, constituant en corporation: Mario Vidulich, 665, Croissant Frontenac, Dominique Sirois, 1150, Decourcelle, tous deux entrepreneurs, et Jean Chenier, commis de bureau, 760, Croissant Frontenac, tous trois de Duvernay, pour les objets suivants:

Faire affairse comme compagnie de construction et d'immeubles, sous le nom de « Mario & Don ltée — Mario & Don Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Duvernay, district judiciaire de Montréal.

Mario & Don ltée
Mario & Don Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mario Vidulich, 665 Croissant Frontenac, Dominique Sirois, 1150 Decourcelle, both contractors, and Jean Chenier, office clerk, 670 Croissant Frontenac, all three of Duvernay, for the following purposes:

To carry on business as a construction and real estate company, under the name of "Mario & Don ltée — Mario & Don Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divide dinto 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Duvernay, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1706-64

Mattolt Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1964, constituant en corporation: David Henry Holland, avocat, 555, avenue Curzon, Saint-Lambert, Clifford George Meek, comptable, 3101, avenue Maplewood, Montréal, et Theodore William Martinson, commis, 4217, avenue Western, Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de porte-feuille, sous le nom de « Mattolt Investments Limited », avec un capital total de $25,000, divisé en 2,500 actions d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 1948-64

A. Ménard ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1964, constituant en corporation: René L. Cousineau, 3620, Limoges, St-Laurent, Hélène Gélinas, fille majeure, 177, Dufferin, Hampstead, et Georges C. Clermont, 455, Beverley, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « A. Ménard ltée », avec un capital total de $30,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 270 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1937-64

Les Meubles Gentilly inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1964, constituant en corporation: Adélard Moras, Marcel Moras et Gilbert Genest, industriels, de Gentilly, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, sous le nom de « Les Meubles Gentilly inc. », avec un capital total de $49,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 190 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Gentilly, district judiciaire de Nicolet.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1706-64

Mattolt Investments Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David Henry Holland, advocate, 555 Curzon Avenue, St-Lambert, Clifford George Meek, accountant, 3101 Maplewood Avenue, Montreal, and Theodore William Martinson, clrek, 4217 Western Avenue, Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Mattolt Investments Limited", with a total capital stock of $25,000, divided into 2,500 shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 1948-64

A. Ménard ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: René L. Cousineau, 3620 Limoges, St-Laurent, Hélène Gélinas, fille majeure, 177 Dufferin, Hampstead, and Georges C. Clermont, 455 Beverley, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "A. Ménard ltée", with a total capital stock of $30,000, divided into 300 common shares of a par value of $10 each and 270 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1937-64

Les Meubles Gentilly inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Adélard Moras, Marcel Moras, and Gibert Genest, industrialists, of Gentilly, for the following purposes:

To carry on a business dealing in furniture, under the name of "Les Meubles Gentilly inc.", with a total capital stock of $49,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 190 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Gentilly, judicial district of Nicolet.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2026-64

Given at the office of the Provincial Secretary this 6th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2026-64

Mokta explorations (Québec) inc.
(Libre de responsabilité personnelle)
Mokta Explorations (Quebec) Inc.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1964, constituant en corporation: Albert-Laurent Bissonnette, Pointe-Claire, Marc Chénard, Montréal, tous deux avocats, Fernande Bertin, Michelle Tousignant et Gisèle Patenaude, secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Mokta explorations (Québec) inc. » (Libre de responsabilité personnelle) — « Mokta Explorations (Quebec) Inc. » (No Personal Liability), avec un capital total de $750,000, divisé en 750,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera suite 804, 500, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2240-64

Mokta explorations (Québec) inc.
(Libre de responsabilité personnelle)
Mokta Explorations (Quebec) Inc.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert-Laurent Bissonnette, Pointe-Claire, Marc Chénard, Montreal, both advocates, Fernande Bertin, Michelle Tousignant and Gisèle Patenaude, secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on explorations or research to discover mines and ores, under the name of "Mokta explorations (Québec) inc." (Libre de responsabilité personnelle) — "Mokta Explorations (Quebec) Inc." (No Personal Liability), with a total capital stock of $750,000, divided into 750,000 common shares of a par value of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be in suite 804, 500 St. James St. West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2240-64

Motel Quartier Latin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1964, constituant en corporation: Raymond Boily, notaire, 200, boulevard Davignon, Norbert Dunlavey, entrepreneur, 415, boulevard Davignon, et Monique Lauzière, secrétaire, 125, rue Olivier, tous trois de Cowansville, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges, et restaurants, sous le nom de « Motel Quartier Latin inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 700 actions ordinaires de $50 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Venise-en-Québec, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2196-64

Motel Quartier Latin inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of may, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Boily, notary, 200 Davignon Blvd., Norbert Dunlavey, contractor, 415 Davignon Blvd., and Monique Lauzière, secretary, 125 Olivier St., all three of Cowansville, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Motel Quartier Latin inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 700 common shares of $50 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Venise-en-Québec, judicial district of Bedford.

Given at the ffioce of the Provincial Secretary, this 11 day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2196-64

Nadon Gas Bar and Petroleum Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1964, constituant en corporation: André Nadon, marchand d'huile, Hormis-

Nadon Gas Bar and Petroleum Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Nadon, oil merchant, Hormisdas Nadon, annuitant, both

das Nadon, rentier, tous deux de 522, boul. Dagenais, Fabreville, et Jeannine Chartrand, serveuse, fille majeure usant de ses droits, 162, boul. Ste-Rose, Ste-Rose, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garatistes, sous le nom de « Nadon Gas Bar and Petroleum Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4300, boul. Dagenais, Fabreville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1874-64

Nettoyeurs Villeneuve inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1964, constituant en corporation: Aurèle Villeneuve, commerçant, 515, rue Parker, Aylmer, Liliane Maheux, 7, rue Lavigne, et Monique Matte, 28, rue Vaudreuil, ces deux dernières commis, filles majeures usant de leurs droits, de Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs, sous le nom de « Nettoyeurs Villeneuve inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1628-64

Lionel Nourry ltée
Lionel Nourry Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1964, constituant en corporation: Marcel Belleville, avocat, 204, Notre-Dame, ouest, Robert Benoît, avocat, 204, Notre-Dame, ouest, et Monique Léonard, secrétaire, célibataire majeure, 4849, Chabot, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Lionel Nourry ltée — Lionel Nourry Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1885-64

Pegi construction ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

of 522 Dagenais Blvd., Fabreville, and Jeannine Chartrand, waitress, fille majeure usant de ses droits, 162 Ste-Rose Blvd., Ste-Rose, for the following purposes:

To carry on the business of motor vehicles, their accessories and parts and to act as garage keepers, under the nane of "Nadon Gas Bar and Petroleum Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4300 Dagenais Blvd., Fabreville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1874-64

Nettoyeurs Villeneuve inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Aurèle Villeneuve, trader, 515 Parker St., Aylmer, Liliane Maheux, 7 Lavigne St., and Monique Matte, 28 Vaudreuil St., the two latter clerks, spinsters of the full age of majority in use of their rights, of Hull, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, under the name of "Nettoyeurs Villeneuve inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1628-64

Lionel Nourry ltée
Lionel Nourry Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Belleville, advocate, 204 Notre-Dame West, Robert Benoît, advocate, 204 Notre-Dame, West, and Monique Léonard, secretary, spinster, 4849 Chabot, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "Lionel Nourry ltée — Lionel Nourry Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and into 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1885-64

Pegi construction ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1964, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1964, constituant en corporation: Dr Pierre-Julien Houde, médecin, Blanche Dumais, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Pierre-Julien Houde, et Jean-Paul Rioux, industriel, tous trois de Lyster, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Pegi construction ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lyster, district judiciaire de Mégantic.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2189-64

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Dr. Pierre-Julien Houde, physician, Blanche Dumais, housewife, wife contractually separate as to property of said Pierre-Julien Houde, and Jean-Paul Rioux, industrialist, all three of Lyster, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Pegi construction ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of $1 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Lyster, judicial district of Megantic.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2189-64

Les Placements Delisle limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1964, constituant en corporation: Pierre Panneton, 4350, Coolbrook, Jean-Marcel Bernier, 4440, de la Peltrie, et Jean-Guy Vaugeois, 6732, Louis-Hémon, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire les opérations d'une compagnie d'administration et de gestion (holding), sous le nom de « Les Placements Delisle limitée », avec un capital divisé en 200 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1367-64

Les Placements Delisle limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Panneton, 4350 Coolbrook, Jean-Marcel Bernier, 4440 de la Peltrie and Jean-Guy Vaugeois, 6732 Louis-Hémon, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as an administration and holding company, under the name of "Les Placements Delisle limitée", with a capital stock divided into 200 common shares of no par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1367-64

Placements Le Gardeur inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1964, constituant en corporation: Dr Claude David, médecin, 40, Place Jean-Talon, Roger Lavoie, analyste, 37, avenue de Bretagne, André Classey, notaire, 155, boul. Iverville, Robert Beaudry, ingénieur professionnel, 28, Plateau Beaujeu, J.-Roland Comtois, ingénieur professionnel, 201, boul. Iberville, Pierre Perrault, vendeur, 24, Bord de l'Eau, Jean-Claude Gagnon, comptable agréé, 36, Place Jean-Talon, Roger Laplante, courtier, 188, boul. Iberville, Noël Perrault, comptable, 33, avenue Maricourt, René Longpré, caissier, 18, Plateau Beaujeu, André Payment, estimateur, 20, Plateau Beaujeu, Jacques Bédard, ingénieur professionnel, 26, Plateau Beaujeu, René Lacombe, commerçant, 26, Terrasse de Bienville, Claude Landry, ingénieur professionnel, 40, Terrasse de Bienville, Réal Lafrance, ingénieur professionnel, 8, Place de Villiers, Raymond Lamothe, gérant de ventes, 14, Plateau Beaujeu, Ernest Bureau, technicien, 97, avenue de l'Aqueduc, Omer Veillet, courtier en valeurs, 32, Plateau Belmont, Dr Raymond Carignan, médecin, 25, de la Concorde, tous dix-neuf de Repentigny, et Jean-Marc Poulin, avocat, 2390, Dudemaine, Montréal, pour les objets suivants:

Placements Le Gardeur inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Dr. Claude David, physician, 40 Place Jean-Talon, Roger Lavoie, analyst, 37 de Bretagne Ave., André Classey, notary, 155 Iberville Blvd., Robert Beaudry, professional engineer, 28 Beaujeu Plateau, J.-Roland Comtois professional engineer, 201, Iberville Plateau, Pierre Perreault, salesman, 24 Bord de l'Eau, Jean-Claude Gagnon, chartered accountant, 36 Place Jean-Talon, Roger Laplante, broker, 188 Iberville Blvd., Noël Perrault, accountant, 33 Maricourt Ave., René Longpré, cashier, 18 Beaujeu Plateau, André Payment, assessor, 20 Beaujeu Plateau, Jacques Bédard, professional engineer, 26 Beaujeu Plateau, René Lacombe, tradesman, 26 Terrasse de Bienville, Claude Landry, professional engineer, 40 Terrasse de Bienville, Réal Lafrance, professional engineer, 8 Place de Villiers, Raymond Lamothe, sales manager, 14 Beaujeu Plateau, Ernest Bureau, technician, 97 de l'Aqueduc Avenue, Omer Veillet, broker, 32 Belmont Plateau, Dr. Raymond Carignan, physician, 25 de la Concorde, all nineteen of Repentigny, and Jean-Marc Poulin, advocate, 2390 Dudemaine, Montreal, for the following purfoses:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de « Placements Le Gardeur inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 200 actions classe « A » de $1 chacune, 3,980 actions classe « B » de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 40, Terrasse de Bienville, Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2020-64

To carry on business as an investment company, under the name of "Placements Le Gardeur inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 200 class "A" shares of $1 each, 3,980 class "B" shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 40 Terrasse de Bienville, Repentigny, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2020-64

Les Placements Ragilles de Québec ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1964, constituant en corporation: Melvyn Hodes, Stuart Millowitz, Bennie Berger, notaires, et Gayland Rediker, secrétaire, tous quatre de 1255, rue University, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Les Placements Ragilles de Québec ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 509, 1255, rue University, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2239-64

Les Placements Ragilles de Québec ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Melvyn Hodes, Stuart Millowitz, Bennie Berger, notaries, and Gayland Rediker, secretary, all four of 1255 University Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Les Placements Ragilles de Québec ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at suite 509, 1255 University Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2239-64

Les Placements Ville-Marie limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1964, constituant en corporation: Fernand Chaput, fonctionnaire, 4175, Mousseau, Montréal, Gérald Courchesne, plombier, 5803, rue Lafond, Montréal, André Duranleau, avocat, 2395, Bord du Lac, Dorval, Marcelle Duranleau, rentière, fille majeure, 3285, St-Donat, Montréal, Ronald Gagnon, fonctionnaire, 8190, Fabre, Montréal, Pierre Le Bire, courtier d'assurances, 8544, Place Belle Fontaine, Anjou et Jean-Claude Ruel, gérant, 4409, boulevard LaSalle, Verdun, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de « Les Placements Ville-Marie limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1938-64

Les Placements Ville-Marie limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fernand Chaput, civil servant, 4175 Mousseau, Montreal, Gérald Courchesne, plumber, 5803 Lafond, Montreal, André Duranleau, advocate, 2395 Bord du Lac, Dorval, Marcelle Duranleau, annuitant, fille majeure, 3285 St-Donat, Montreal, Ronald Gagnon, civil servant, 8190 Fabre, Montreal, Pierre Le Bire, insurance broker, 8544 Place Belle Fontaine, Anjou and Jean-Claude Ruel, manater, 4409 LaSalle Boulevard, Verdun, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Ville-Marie limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and into 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1938-64

La Plomberie Rachel limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

La Plomberie Rachel limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1964, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1964, constituant en corporation: Arthur Jacques, maître-plombier, Marie-Ange Dubreuil, ménagère, épouse commune en biens dudit Arthur Jacques, et Mireille Jacques, secrétaire, célibataire, tous trois de 9796, rue St-Charles, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie et chauffage, sous le nom de « La Plomberie Rachel limitée », avec un capital total de $15,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1674-64

J. Armand Poirier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Jean T. Vien, avocat, 3455, côte des Neiges, Pierrette Boyer, secrétaire, épouse séparée de biens de Pierre Boyer, 5532, Hutchison, et Christine Diamond, secrétaire, célibataire, 224, boul. St-Joseph, est, app. 11, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme diamantaires, bijoutiers, orfèvres et marchands de bijoux, sous le nom de « J. Armand Poirier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 3,950 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 400, rue Ontario, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 27-64

Maurice Poirier Auto Parts Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1964, constituant en corporation: Maurice Poirier, marchand, Gabrielle Des Croisselles, ménagère, épouse commune en biens dudit Maurice Poirier, tous deux de 2530, Maufils, Québec, et Réal Des Croisselles, commis-vendeur, 2080, de Grandpré, Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Maurice Poirier Auto Parts Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 589, 1re avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2368-64

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur Jacques, master-plumber, Marie-Ange Dubreuil, housekeeper, wife common as to property of the said Arthur Jacques, and Mireille Jacques, secretary, spinster, all three of 9796 St-Charles St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbing and heating contractors, under the name of "La Plomberie Rachel limitée", with a total capital stock of $15,000, divided into 1,500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1674-64

J. Armand Poirier inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean T. Vien, advocate, 3455 Côte des Neiges, Pierrette Boyer, secretary, wife separate as to property of Pierre Boyer, 5532 Hutchison, and Christine Diamond, secretary, spinster, 224 St-Joseph Blvd. East, Apt, 11, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a diamond merchants, jewellers, goldsmiths and merchants in jewels, under the name of "J. Armand Poirier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a par value of $1 each and into 3,950 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 400 Ontario St., West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 27-64

Maurice Poirier Auto Parts Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Poirier, merchant, Gabrielle Des Croisselles, housekeeper, wife common as to property of the said Maurice Poirier, both of 2530 Maufils, Quebec, and Réal Des Croisselles, sales-clerk, 2080 de Grandpré, Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in motor vehicles, their accessories and parts and to carry on business as garagemen, under the name of "Maurice Poirier Auto Parts Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 589, 1st Avenue, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2368-64

Primo Gaz-Bar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1964, constituant en corporation: Rosaire Beaulieu, commerçant, 405, Hériot, Gaston Audet, commerçant, 311, Celanese, et Jacques Biron, avocat, 113, rue Biron, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Primo Gaz-Bar Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2151-64

Primo Gaz-Bar Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rosaire Beaulieu, tradesman, 405 Hériot, Gaston Audet, tradesman, 311, Celanese, and Jacques Biron, advocate, 113 Biron, all three of Drummondville, for the following purposes:

To operate a business dealing in motor vehicles, their accessories and parts, and to carry on business as garagemen, under the name of "Primo Gaz-Bar Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and into 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2151-64

Produits Bel inc.
Bel Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1964, constituant en corporation: François Wilhelmy, Jacques Bertrand, avocats, et Annette Daveluy, secrétaire, fille majeure, tous trois de 1833, rue Sherbrooke, est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de boîtes électriques, d'isolants et de tous produits connexes employés généralement dans les commerces et industries de toutes sortes, sous le nom de « Produits Bel inc.— Bel Products Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4150, rue Majeau, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1832-64

Produits Bel inc.
Bel Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: François Wilhelmy, Jacques Bertrand, advocates, and Annette Daveluy, secretary, fille majeure, all three of 1833 Sherbrooke East, Montreal, for the following purposes:

To operate a business dealing in electric boxes, insulations, and in all products pertaining thereto generally employed in business and industry of all kinds, under the name of "Produits Bel inc.— Bel Products Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 4150 Majeau, Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1832-64

Promotion M & P inc.
M & P Promotion Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1964, constituant en corporation: Sydney Lazarovitz, 984, Mont Saint-Denis, Sillery, Jules Bernatchez, 910, Belvedère, Québec, et Jean McNicoll, 1688, chemin Gomin, Sillery, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce consistant à fournir du divertissement au public, sous le nom de « Promotion M & P inc.— M & P Promotion Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2223-64

Promotion M & P inc.
M & P Promotion Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Sydney Lazarovitz, 984 Mont St-Denis, Sillery, Jules Bernatchez, 910 Belvedère, Quebec, and Jean McNicoll, 1688 Gomin Road, Sillery, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on the business of furnishing amusement to the public, under the name of "Promotion M & P inc.— M & P Promotion Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2223-64

Quebec Scrap Metals Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1964, constituant en corporation: Joseph Thibaudeau, Ernest Thibaudeau, tous deux de 474, Bagot, Québec, et Théodore Thibaudeau, 615, 67e rue, est, Charlesbourg, tous trois marchands, pour les objets suivants:

Faire le commerce de regrattier, sous le nom de « Quebec Scrap Metals Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 325, rue Lallemant, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2381-64

Quebec Scrap Metals Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Thibaudeau, Ernest Thibaudeau, both of 474 Bagot, Quebec, and Théodore Thibaudeau, 615, 67th St., East, Charlesbourg, all three merchants, for the following purposes:

To carry on business as scrap dealers, under the name of "Quebec Scrap Metals Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 325 Lallement St., Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2381-64

Quincaillerie Rouville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1964, constituant en corporation: Jean-Guy Dupont, électricien, 780, Ste-Marie, sud, Gérard Gousy, marchand, 35, Ste-Marie, sud, et Gaston Rondeau, avocat, 120, Ste-Marie, sud, tous trois de Marieville, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de quincaillerie, sous le nom de « Quincaillerie Rouville inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 450 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Marieville, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 999-64

Quincaillerie Rouville inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Guy Dupont, electrician, 780 Ste-Marie South, Gérard Gousy, merchant, 35 Ste-Marie, South, and Gaston Rondeau, advocate, 120 Ste-Marie-South, all three of Marieville, for the following purposes:

To operate a hardware business, under the name of "Quincaillerie Rouville inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and into 450 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Marieville, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 999-64

R. B. construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1964, constituant en corporation: Gérard Borduas, vendeur, 483, 48e Rue, Charlesbourg, Luc Rivest, vendeur, 186, rue Gauthier, Joliette, et Andrée Lessard, secrétaire, 354, rue Lavigueur, Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « R. B. construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 483, 48e Rue, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2273-64

R. B. construction inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Borduas, salesman, 483, 48th Street, Charlesbourg, Luc Rivest, salesman, 186 Gauthier St., Joliette, and Andrée Lessard, secretary, 354 Lavigueur St., Quebec, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "R. B. construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 483, 48th Street, Charlesbourg, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2273-64

R. W. Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

R. W. Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1964, constituant en corporation: Patrick Emmet Kierans, avocat et conseil en loi de la Reine, Pierre-Jacques Guay, avocat, et Gladys Audrey Hinch, secrétaire, célibataire, tous trois de 901, carré Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Établir, entretenir, diriger et exploiter les commodités relatives aux hôtels, restaurants, tavernes, auberges, cafés, maisons de touristes, camps pour touristes, maisons de pension, sous le nom de « R. W. Enterprises Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Christieville, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2193-64

bearing date the 14th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporaging: Patrick Emmet Kierans, advocate and Queen's Counsel, Pierre-Jacques Guay, advocate, and Gladys Audrey Hinch, secretary, spinster, all three of 901 Victoria Square, Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain, manage and operate facilities relating to hotels, restaurants, taverns, inns, cafés, tourist lodges, tourist camps, public houses, under the name of "R. W. Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Christieville, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2193-64

Raby automobiles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1964, constituant en corporation: Jean-Marc Raby, commerçant, 205, 6e avenue, Maurice Busque, comptable, 224, rue Alexandre, et Louise Doiron, secrétaire, 2351, rue Forest, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Raby automobiles inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1629-64

Raby automobiles inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Marc Raby, tradesman, 205, 6th Avenue, Maurice Busque, accountant, 224 Alexandre Street, and Louise Doiron, secretary, 2351 Forest Street, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To operate a business dealing in motor vehicles, their accessories and parts and to carry on as garagemen, under the name of "Raby automobiles inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1629-64

Raymond auto ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1964, constituant en corporation: Charles-Ernest Tremblay, industriel, 11, rue Langevin, Raymond Morin, vendeur, 37, rue Langevin, tous deux de Rivière-du-Moulin, et Gérard Tremblay, ingénieur civil, 775, Père-Champagnat, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties, sous le nom de « Raymond auto ltée », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 652, boulevard St-Ignace, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1691-64

Raymond auto ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles-Ernest Tremblay, industrialist, 11 Langevin Street, Raymond Morin, salesman, 37 Langevin Street, both of Rivière-du-Moulin, and Gérard Tremblay, civil ingeneer, 775 Père-Champagnat, Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, accessories and parts thereof, under the name of "Raymond auto ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 652, St-Ignace Boulevard, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1691-64

Redcaps Social and Benevolent Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Allan Husband, 5543, boulevard Champlain, Verdun, Donald E. Smith, 1336, rue Torrance, Montréal, William Fraser Jr., 3235, rue Goyer, Montréal, et Clarence N. Jones, 1425, rue Ouimet, Saint-Laurent, tous quatre porteurs, pour les objets suivants:

Encourager la cause de l'éducation, sous le nom de « Redcaps Social and Benevolent Association Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera a/s Porters Mutual Benefit Association, 1227 Lagauchetière West, Montreal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2077-64

Redcaps Social and Benevolent Association Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Allan Husband, 5543 Champlain Boulevard, Verdun, Donald E. Smith, 1336 Torrance Street, Montreal, William Fraser Jr., 3235 Goyer Street, Montreal, and Clarence N. Jones, 1425 Ouimet Street, St-Laurent, all four redcaps, for the following purposes:

To support the cause of education, under the name of "Redcaps Social and Benevolent Association Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at c/o Porters Mutual Benefit Association, 1227 Lagauchetière Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2077-64

Résidence St-Georges incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1964, constituant en corporation: Alfred Chevalier, avocat, 906, rue Cherrier, Carmen Saulnier, 2386, Sheppard, Laurence Ostiguy, 6250, 44e Avenue, Jeanne Le Sieur, 10537, rue Berri, et Fernande Rainville, 3375, Maplewood, ces quatre dernières secrétaires, filles majeures, tous cinq de Montréal, pour les objets suivants:

Maintenir et adminsitrer une institution dite « Nursing-home » pour adultes, sous le nom de « Résidence St-Georges incorporée », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 7,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2325-63

Résidence St-Georges incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alfred Chevalier, advocate, 906 Cherrier St., Carmen Saulnier, 2386 Sheppard, Laurence Ostiguy, 6250, 44th Ave., Jeanne Le Sieur, 10537 Berri St., and Fernande Rainville, 3375 Maplewood, the last four secretaries, filles majeures, all five of Montreal, for the following purposes:

To maintain and administrate an institution called "Nursing — Home", for adults, under the name of "Résidence St-Georges incorporée", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and into 7,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2325-63

Service au foyer inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1964, constituant en corporation: Roger Garneau, avocat, 35, avenue Laporte, Québec, Richard Drouin, avocat, 1780, côte Gignac, Sillery, et Pierrette Rondeau, secrétaire, 28, des Chênes, ouest, Québec, pour les objets suivants:

Commerce de tous articles et accessoires nécessaires ou utiles au foyer, sous le nom de « Service au foyer inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Service au foyer inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Garneau, advocate, 35 Laporte Avenue, Quebec, Richard Drouin, advocate, 1780 Côte Gignac, Sillery, and Pierrette Rondeau, secretary, 28 des Chênes, west, Quebec, for the following purposes:

To deal in all articles and accessories useful or requisite at home, under the name of "Service au foyer inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2153-64

Sherbrooke Inter-Vox Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1964, constituant en corporaton: Gaston Beaudoin, comptable agréé, 28, rue Deacon, Roger Yergeau, technicien, 26, rue Deacon, et André Thibault, comptale, Ferme Expérimentale, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Commerce d'appareils de reproduction sonore et de communication, et d'articles de bureau en général, sous le nom de « Sherbrooke Inter-Vox Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 705-64

Si-Bon Fashions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1964, constituant en corporation: Irving Freeman, manufacturier, 575, Glengarry, Mont Royal, Irving Brott, manufacturier, 534, avenue Clarke, Westmount, et Samuel Stein, c.r., avocat, 4645, avenue Oxford, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et articles vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Si-Bon Fashions Inc. », avec un capital de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2236-64

Super marché Pariseau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1964, constituant en corporation: Gilles Pariseau, commerçant, Yolande Prince, ménagère, épouse commune en biens dudit Gilles Pariseau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Gérard Pariseau, commerçant, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers et bouchers, sous e nom de « Super marché Pariseau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2153-64

Sherbrooke Inter-Vox Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaston Beaudoin, chartered accountant, 28 Deacon Street, Roger Yergeau, technician, 26 Deacon and André Thibault, accountant, Experimental Farm, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on a business dealing in loud-speaking and communications apparatus, and in office articles generally, under the name of "Sherbrooke Inter-Vox Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 100 common shares of $10 each and into 400 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 705-64

Si-Bon Fashions Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving Freeman, manufacturer, 575 Glengarry, Mount Royal, Irving Brott, manufacturer, 534 Clarke Avenue, Westmount, and Samuel Stein, Q.C., advocate, 4645 Oxford Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Si-Bon Fashions Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2236-64

Super marché Pariseau inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of Mai, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Pariseau, tradesman, Yolande Prince, housekeeper, wife common as to property of the said Gilles Pariseau, and duly authorized by him for these presents, and Gérard Pariseau tradesman, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on a business dealing as grocers and butchers, under the name of "Super marché Pariseau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2115-64

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2115-64

T. T. F. Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1964, constituant en corporation: Leo Kravitz, avocat, 1449, Saint-Alexandre, Montréal, Joseph H. Freedman, avocat, 1449, Saint-Alexandre, Montréal, et Leon Tripp, marchand, 11283, Joseph-Casavant, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « T. T. F. Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2084-64

T. T. F. Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Leo Kravitz, advocate, 1449 St-Alexandre, Montreal, Joseph H. Freedman, advocate, 1449 St-Alexandre, Montreal, and Leon Tripp, merchant, 11283 Joseph-Casavant, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real eatate and construction company, under the name of "T. T. F. Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2084-64

Terrasse Beauharnois inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1964, constituant en corporation: Mortimer J. Constantine, avocat, 1255, rue University, chambre 1527, Montréal, Mary Ravachol, 1255, rue University, Montréal, et Gisèle Le Blanc, 1255, rue University, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Terrasse Beauharnois inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 389, rue St-Paul, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2238-64

Terrasse Beauharnois inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mortimer J. Constantine, attorney, 1255 University Street, Suite 1527, Montreal, Mary Ravachol, 1255 University Street, Montreal, and Gisèle Le Blanc, 1255 University Street, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Terrasse Beauharnois inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 389 St-Paul Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2238-64

Texas Kidd Mining Corp. Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1964, constituant en corporation: George Bey, avocat, Michael Awada, avocat, Lucette Demers, réceptionniste, célibataire, Anna Bey, secrétaire, célibataire, et Joseph Welsch, homme d'affaires, tous cinq de 635, boulevard Dorchester ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Texas Kidd Mining Corp. Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: George Bey, advocate, Michael Awada, advocate, Lucette Demers, receptionist, spinster, Anna Bey, secretary, spinster, and Joseph Welsch, businessman, all five of 635 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie minière, sous le nom de « Texas Kidd Mining Corp. Ltd. » (No Personal Liability), avec un capital total de $3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au-delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera 635, boulevard Dorchester ouest, chambre 604, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2092-64

To carry on the business of a mining company, under the name of "Texas Kidd Mining Corp. Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of $3,000,000, divided into 3,000,000 shares of the par value of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at 635 Dorchester Boulevard West, Suite 604, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2092-64

Tondohar Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1964, constituant en corporation: Anthony V. Hargreaves, agent d'immeubles, Sainte-Marguerite Station, Frederick S. Fisher, ingénieur, Montréal, et Louise Faubert, secrétaire, 334, rue Lebeau, Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Tondohar Incorporated », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Marguerite Station, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 1933-64

Tondohar Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Anthony V. Hargreaves, real estate agent, Ste-Marguerite Station, Frederick S. Fisher, engineer, Montreal, and Louise Faubert, secretary, 334 Lebeau Street, St-Jérôme, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Tondohar Incorporated", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Ste-Marguerite Station, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 1933-64

Tony's Sportswear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1964, constituant en corporation: Mortimer J. Constantine, avocat, Mary Ravachol et Gisèle Le Blanc, secrétaires, tous trois de 1255, rue University, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements de sport pour dames, sous le nom de « Tony's Sportswear Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5505, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2237-64

Tony's Sportswear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mortimer J. Constantine, advocate, Mary Ravachol and Gisèle Le Blanc, secretaries, all three of 1255 University Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in ladies' sportswear, under the name of "Tony's Sportswear Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5505 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2237-64

Trans-World Habitations Inc.
Habitations trans-mondial inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

Trans-World Habitations Inc.
Habitations trans-mondial inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 15e jour de mai 1964, constituant en corporation: Roméo Turcotte, opérateur I. B. M., Cécile Chouinard, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roméo Turcotte, tous deux de 1625, Terrasse Pilon, Chomedey, et Arthur Patenaud, inspecteur en assurance, 12340, boulevard Laurentien, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Trans-World Habitations Inc.— Habitations trans-mondial inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1813-64

Province of Quebec, incorporating: Roméo Turcotte, I. B. M. operator, Cécile Chouinard, housewife, wife separate as to property of the said Roméo Turcotte, both of 1625 Pilon Terrace, Chomedey, and Arthur Patenaud, insurance inspector, 12340 Laurentian Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general building contractors, under the name of "Trans-World Habitations Inc.— Habitations trans-mondial inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1813-64

Variety Lamp & Shade Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1964, constituant en corporation: Raymond Delisle, vendeur, 6240, rue St-Hubert, Montréal, Achille Delisle, rentier, 465, rue de l'École, Mont-St-Hilaire, et Blanche Vaillancourt, vendeuse, fille majeure, 1227, rue Bélanger, Montréal, pour les objets suivants:

Fabrication et commerce de lampes, abat-jour, cendriers, bibelots et autres objets de même nature, sous le nom de « Variety Lamp & Shade Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1921, rue Wolfe, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1998-64

Variety Lamp & Shade Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Delisle, salesman, 6240 St-Hubert, Montreal, Achille Delisle, annuitant, 465 de l'École Street, Mount-St-Hilaire, and Blanche Vaillancourt, saleslady, fille majeure, 1227 Bélanger, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in lamps, shades, ashtrays, trinkets and other objects of the same nature, under the name of "Variety Lamp & Shade Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 1921 Wolfe St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12 day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1998-64

Vida constructions ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour d'avril 1964, constituant en corporation: Eugene Vaida, commerçant, Agnes Vaida, ménagère, épouse dudit Eugene Vaida, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 980, Cardinal-Rouleau, Québec, et Lilian Varadi, ménagère, épouse de Denis Varadi, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 5535 Beaucour, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles de construction, sous le nom de « Vida constructions ltée », avec un capital total de $30,000, divisé en 30 actions ordinaires de $100 chacune et en 270 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1916-64

Vida constructions ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Eugene Vaida, tradesman, Agnes Vaida, housekeeper, wife of the said Eugene Vaida, and duly authorized by him for these presents, both of 980 Cardinal-Rouleau, Quebec, and Lilian Varadi, housekeeper, wife of Denis Varadi, and duly authorized by him for these presents, 5535 Beaucour, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Vida constructions ltée", with a total capital stock of $30,000, divided into 30 common shares of $100 each and into 270 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1916-64

Maurice Viens & associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1964, constituant en corporation: Pierre M. Verdy, 546, avenue Bloomfield, Serge Desrochers, 732, rue Wilder, tous deux d'Outremont, et Georges A. Pouliot, 2266, chemin Sénéca, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en assurances, sous le nom de « Maurice Viens & associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2080-64

Maurice Viens & associés inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre M. Verdy, 546 Bloomfield Ave., Serge Desrochers, 732 Wilder, both of Outremont, and Georges A. Pouliot, 2266 Sénéca Road, Mount-Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on a business as insurance brokers, under the name of "Maurice Viens & associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2080-64

Vini-Glass Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1964, constituant en corporation: Pierre Trahan, avocat, 2080, De Grandpré, Québec, Claudette Harvey, secrétaire, fille majeure, 13, du Hâvre, Beauport, et Eddy Giguère, avocat, 2825, Poitiers, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Commerce de fenêtres, portes, murs, rideaux, cloisons, charpente, moulures, revêtements et tous matériaux entrant dans la construction de maisons et édifices de toutes sortes, sous le nom de « Vini-Glass Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé ne 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Waterloo, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 2219-64

Vini-Glass Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Traham, advocate, 2080 De Grandpré, Quebec, Claudette Harvey, secretary, fille majeure, 13 du Hâvre, Beauport and Eddy Giguère, advocate, 2825 Poitiers, Ste-Foy, for the following purposes:

To operate a business dealing in windows, doors, walls, registers, partitions, frame-work, mouldings, sheathings and all materials which enter into the building of houses and buildings of all kinds, under the name of "Vini-Glass Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Waterloo, judicial district of Bedford,

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 2219-64

Wait Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1964, constituant en corporation: Eric James Wait, entrepreneur, 10 Westwood Drive, Pointe-Claire, Robert Learmont Jamieson, avocat et conseil en loi de la Reine, 15, Westwood Drive, Pointe-Claire, et Wilfrid Edgar Dunbar, administrateur, 40, avenue Windsor, Westmount, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Wait Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5727, avenue Monkland, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2165-64

Wait Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Eric James Wait, contractor, 10 Westwood Drive, Pointe-Claire, Robert Learmont Jamieson, advocate and Queen's Counsel, 15 Westwood Drive, Pointe-Claire, and Wilfrid Edgar Dunbar, executive, 40 Windsor Avenue, Westmount, for the following purposes

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Wait Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 5727 Monkland Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2165-64

Zenith Sales Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1964, constituant en corporation: David Fleming, avocat, Stephen Fleming, notaire, et Cécile Dufresne, secrétaire, célibataire, tous trois de 500, rue St-Jacques, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général d'importation et d'exportation, sous le nom de « Zenith Sales Corporation », avec un capital total de $1,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5871, avenue Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 2159-64

Zenith Sales Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David Fleming, lawyer, Stephen Fleming, notary, and Cécile Dufresne, secretary, spinster, all three of 500 St. James Street West, Montreal, for the following purposes:

To do a general import and export business, under the name of "Zenith Sales Corporation", with a total capital stock of $1,000, divided into 100 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5871 Victoria Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 2159-64

Letters patentes supplémentaires

Aristocrat inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5e jour de mars 1964, à la compagnie « Granby Kitchen Equipment Inc. », constituée par lettres patentes en date du 18 septembre 1956, 1° changeant son nom en celui de « Aristocrat inc. »; 2° étendant ses pouvoirs; 3° subdivisant ses 200 actions ordinaires de $100 chacune en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune; 4° augmentant son capital de $40,000 à $100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 600 actions privilégiées de $100 chacune et modifiant les priviléges et restrictions attachés à toutes les actions privilégiées.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 12762-56 — 1220/47

Carman-Byette Leather Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29e jour d'avril 1964, à la compagnie « Carman-Byette Leather Co. Ltd. », 1° diminuant son capital par l'annulation de 1,000 actions, d'une valeur au pair de $10 chacune; 2° augmentant son capital par la création de 10,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 704-31 — 1221/17

Clerk Windows Limited
Les fenêtres Clerk limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Supplementary Letters Patent

Aristocrat inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Granby Kitchen Equipment Inc.", incorporated by letters patent dated September 18, 1956, 1. changing its name into that of "Aristocrat inc."; 2. extending its powers; 3. subdividing its 200 common shares of $100 each into 2,000 common shares of $10 each; 4. increasing its capital stock from $40,000 to $100,000, the additional capital stock being divided into 600 preferred shares of $100 each and amending the privileges and restrictions attached to all the proferred shares.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 12762-56 — 1220/47

Carman-Byette Leather Co. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearnig date the 29th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Carman-Byette Leather Co. Ltd.", 1. reducing its capital by the cancellation of 1,000 shares having a par value of $10 each; 2. increasing its capital by the creation of 10,000 preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 704-31 — 1221/17

Clerk Windows Limited
Les fenêtres Clerk limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of May,

province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19e jour de mai 1964, à la compagnie « Clerk Windows Limited — Les fenêtres Clerk limitée », augmentant son capital de $20,000 à $120,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $20 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $20 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 5030-50 — 1220/74

F.-X. Drolet, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8e jour d'avril 1964, à « La compagnie F. X. Drolet », constituée par lettres patentes en date du 22e jour de mai 1913, 1° changeant son nom en celui de « F.-X. Drolet, inc. », 2° augmentant le nombre de ses directeurs de 7 à 9; 3° augmentant son capital de $45,770 à $445,770, le capital-actions additionnel étant divisé en 16,000 actions privilégiées de $25 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1152-13 — 1215/109

Mathilde Parent Gagnon ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13e jour de mai 1964, à la compagnie « Mathilde Parent Gagnon ltée », augmentant son capital de $800,000 à $1,500,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 7,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1521-63 — 1220/60

Les Immeubles Harvey limitée
Harvey Realties Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6e jour d'avril 1964, à la compagnie « Les Publications du triangle d'or ltée », constituée par lettres patentes, en date du 19e jour de février 1954, changeant son nom en celui de « Les Immeubles Harvey limitée — Harvey Realties Limited ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 10424-54 — 1216/48

Magasin Continental (New Richmond) ltée
Continental Store (New Richmond) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Clerk Windows Limited — Les fenêtres Clerk limitée", increasing its capital stock from $20,000 to $120,000, the additional capital stock being divided into 4,000 preferred shares class "A" shares of a par value of $20 each and into 1,000 preferred class "B" shares of a par value of $20 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 5030-50 — 1220/74

F.-X. Drolet, inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La compagnie F. X. Drolet", incorporated by letters patent dated the 22nd day of May, 1913, 1. changing its name to that of "F.-X. Drolet, inc."; 2. increasing the number of its directors from 7 to 9; 3. increasing its capital stock from $45,770 to $445,770, the additional capital stock being divided into 16,000 preferred shares of $25 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1152-13 — 1215/109

Mathilde Parent Gagnon ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Mathilde Parent Gagnon ltée", increasing its capital stock from $800,000 to $1,500,000, the additional share capital being divided into 7,000 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1521-63 — 1220/60

Les Immeubles Harvey limitée
Harvey Realties Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Publications du triangle d'or ltée", incorporated by letters patent dated the 19th day of February, 1954, changing its name ot that of "Les Immeubles Harvey limitée — Harvey Realties Limited".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 10424-54 — 1216/48

Magasin Continental (New Richmond) ltée
Continental Store (New Richmond) Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 16e jour d'avril 1964, à la compagnie « Magasin Continental (Gatineau) ltée — Continental Store (Gatineau) Ltd. », constituée par lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1962, changeant son nom en celui de « Magasin Continental (New Richmond) ltée — Continental Store (New Richmond) Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 13038-62 — 1220/35

The Martinique Motor Inn Ltd.
Motel Le Martinique ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25e jour de mars 1964, à la compagnie « The Martinique Motor Inn Ltd. » constituée par lettres patentes en date du 21e jour de mars 1963, changeant son nom en celui de « The Martinique Motor Inn Ltd.— Motel Le Martinique ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 1279-63 — 1220/36

The Perfection Corset Co. Ltd.
Les Corsets Perfection ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21e jour d'avril 1964, à la compagnie « The Perfection Corset Co. Limited », constituée par lettres patentes en date du 6e jour d'avril 1922, changeant son nom en celui de « The Perfection Corset Co. Ltd.— Les Corsets Perfection ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 593-22 — 1220/40

Pontiac Land Holding Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21e jour de mai 1964, à la compagnie « Pontiac Land Holding Co. », augmentant son capital de $40,000 à $80,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 13659-57 — 1221/39

St. Martin Supplies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplé-

letters patent, bearing date the 16th day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Magasin Continental (Gatineau) ltée — Continental Store (Gatineau) Ltd.", incorporated by letters patent dated the 18th day of July, 1962, changing its name to that of "Magasin Continental (New Richmond) ltée — Continental Store (New Richmond) Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 13038-62 — 1220/35

The Martinique Motor Inn Ltd.
Motel Le Martinique ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "The Martinique Motor Inn Ltd.", incorporated by letters patent dated the 21st day of March, 1963, changing its name to that of "The Martinique Motor Inn Ltd.— Motel Le Martinique ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 1279-63 — 1220/36

The Perfection Corset Co. Ltd.
Les Corsets Periection ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "The Perfection Corset Co. Limited", incorporated by letters patent dated the 6th day of April, 1922, changing its name to that of "The Perfection Corset Co. Ltd.— Les Corsets Perfection ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 593-22 — 1220/40

Pontiac Land Holding Co.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Pontiac Land Holding Co.", increasing its capital from $40,000 to $80,000, the additional capital stock being divided into 400 common shares having a par value of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 13659-57 — 1221/39

St. Martin Supplies Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Gov.

mentaires, en date du 20e jour de mai 1964, à la compagnie « St. Martin Supplies Inc. » 1° convertissant ses 500 actions privilégiées de $100 chacune en 500 actions privilégiées catégorie « A » de $100 chacune; 2° augmentant son capital de $70,000 à $95,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 250 actions catégorie « B » de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036 12011-54 — 1220/68

ernor of the Province of Quebec, to "St. Martin Supplies Inc.", 1. converting its 500 preferred shares of $100 each into 500 class "A" preferred shares of $100 each; 2. increasing its capital from $70,000 to $95,000, the additional capital stock being divided into 250 class "B" shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036-o 12011-54 — 1220/68

Société générale d'investissement des professionnels et hommes d'affaires limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31e jour de décembre 1963, à la « Société générale d'investissement des professionnels », constituée par lettres patentes en date du 3 septembre 1963, 1° changeant son nom en celui de « Société générale d'investissement des professionnels et hommes d'affaires limitée »; 2° étendant ses pouvoirs; 3° subdivisant et convertissant ses 4,000 actions ordinaires de $10 chacune en 6,000 actions classe « A » de $5 chacune et en 10,000 actions classe « B » de $1 chacune; 3° augmentant son capital de $40,000 à $1,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 174,000 actions classe « A » de $5 chacune et en 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 28e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 3758-63 — 1220/67

Société générale d'investissement des professionnels et hommes d'affaires limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Société générale d'investissement des professionnels", incorporated by letters patent dated September 3, 1963, 1. changing its name to that of "Société générale d'investissement des professionnels et hommes d'affaires limitée"; 2. extending its powers; 3. subdividing and converting its 4,000 common shares of $10 each into 6,000 class "A" shares of $5 each and 10,000 class "B" shares of $1 each; 4. increasing its capital stock from $40,000 to $1,000,000, the additional share capital being divided into 174,000 class "A" shares of $5 each and 900 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 3758-63 — 1220/67

Villa Medica inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13e jour de mai 1964, à la compagnie « Villa Medica Convalescent Home Inc. », constituée par lettres patentes en date du 17e jour de juin 1963, 1° changeant son nom en celui de « Villa Medica inc. »; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mai 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7036-o 1557-63 — 1221/9

Villa Medica inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of May, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Villa Medica Convalescent Home Inc.", incorporated by letters patent dated te 17th day of June, 1963, 1. changing its name to that of "Villa Medica inc."; 2. amending the provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7036 1557-63 — 1221/9

Action en séparation de biens

Pitsaki *vs* Vafiadis

Canada, province de Québec, district de Montréal, dans la Cour Supérieure, No 644220. Styliani Pitsaki, opératrice de machine, de la cité d'Outremont, district de Montréal, épouse commune en biens de Demetrios Vafiadis, des cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* Demetrios Vafiadis, restaurateur, de ladite cité d'Outremont, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 27e jour de mai 1964.

Montréal, le 22 juin 1964.

Le Procureur de la demanderesse,
HARRY BLANK.

7069-o

Action for separation as to property

Pitsaki *vs* Vafiadis

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 644220. Styliani Pitsaki, machine operator, of the city of Outremont, district of Montreal, wife common as to property of Demetrios Vafiadis, of the said city and district, plaintiff, *vs* Demetrios Vafiadis, restaurateur, of the said city of Outremont, district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 27th day of May 1964.

Montreal, June 22, 1964.

HARRY BLANK,
Attorney for plaintiff.

7069-o

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1203

Québec, le 17 juin 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Rimouski.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des Constructeurs du Bas St-Laurent, Inc.;

ET, D'AUTRE PART:

Le Syndicat catholique des Métiers de la Construction de Rimouski, Inc.;
pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivent les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 25 avril 1964;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), avec toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 25 avril 1964.

1.00 *Définitions:* Pour les fins d'application du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

1.01 Le terme « briqueteur » désigne tout salarié qui pose la brique, la terre-cuite, la pierre artificielle, les blocs de béton et les briques de verre.

1.02 Le mot « maçon » désigne tout salarié qui pose la pierre artificielle et naturelle et le granit.

Tout briqueteur ou maçon peut faire le tirage des joints.

1.03 Le terme « charpentier-menuisier » désigne tout salarié qui exécute des travaux en bois sur les chantiers de construction ou de réparation (tracé, coupe, assemblage ou réparation) y compris les travaux exécutés au moyen de planches murales de matériau composite ou autres. Il comprend aussi le salarié qui pose du bardeau sur les murs, qui exécute tout travail d'isolation sur les murs, planchers et plafonds par procédé autre que le procédé mécanique, qui fabrique des coffrages à béton sur un chan-

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1203

Quebec, June 17, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the construction industry and trades in the region of Rimouski.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

L'Association des Constructeurs du Bas St-Laurent, Inc.;

AND, ON THE OTHER PART:

Le Syndicat catholique des Métiers de la Construction de Rimouski Inc.;
for the employers and the employees of the industry and trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 25, 1964;

WHEREAS the provisions of the said petition have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the industry and trades concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said petition;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said petition be accepted in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 25, 1964;

1.00 *Definitions:* For the purposes of enforcement of the decree, the following terms have the meaning hereafter given to them:

1.01 The words "bricklayer" mean any employee who lays brick, terracotta, artificial stone, concrete blocks and glass bricks.

1.02 The word "mason" means any employee who lays natural and artificial stone and granite.

Any bricklayer or mason may do joint pointing.

1.03 The term "carpenter-joiner" means any employee who does woodwork on construction or repair jobs (marking, cutting, assembling or repair) including all work done with composition or other wallboards. It also includes employees who lay shingle on walls, who does insulation work on walls, floors and ceilings by a process other than the mechanical process, who makes concrete forms, including forms made on the job or elsewhere, comprising the tieing and footing, who does hardwood floor laying, who

tier ou ailleurs, ce qui comprend l'étayage « pattage » et le liage des coffrages avec du fil de fer « brochage », qui fait le posage des planchers de bois dur, qui utilise une scie mécanique ou toute autre machine nécessaire à la préparation du bois sur un chantier de construction ou de réparation, qui fait le posage des paravents, chassis, portes, encadrements de même que le posage de bandes métalliques ou de caoutchouc pour le calfeutrage, qui fait aussi le posage de cloisons en acier, d'ameublement tels que tablettes, comptoirs, etc.

L'ouvrier spécialisé dans l'une ou l'autre des opérations ci-haut mentionnées doit être considéré aux fins de rémunération, comme charpentier-menuisier.

1.04 Le terme « plâtrier » désigne tout salarié qui exécute des travaux d'enduits de plâtre, tels que le posage de la célanite, la finition du blanc, du ciment, du mortier, du stuc, des moulures de plâtre, le posage et le coulage des ornements, qui fait le mélange du blanc de chaux avec le plâtre et le ciment blanc et qui prépare la moulure, c'est-à-dire pose les règles pour faire le poussage de la moulure.

1.05 Le terme « mécanicien de machines fixes » désigne les mécaniciens et les chauffeurs préposés à la surveillance ou au fonctionnement d'une installation de force motrice ou d'une chaudière.

1.06 Le mot « manoeuvre » désigne tout salarié qui exécute un travail non qualifié et d'aide.

1.07 Le terme « peintre » désigne tout salarié qui fait au pinceau, au rouleau, à la machine pneumatique ou au tampon, des travaux de peinture, de teinture, de vernis ou de produits connexes servant à protéger ou à décorer les surfaces de bois, plâtre, ciment et métal, qui exécute également des travaux de décoration, de tapissage, d'imitation, de dorage, de vitrage au mastic ou à la baguette.

1.08 Le terme « poseur de terrazzo » désigne tout salarié qui nivelle la surface propre à recevoir le terrazzo, mesure, divise cette surface et y trace des lignes, prépare les échantillons et le mélange et exécute ou surveille le roulage et le polissage du terrazzo sur le chantier.

1.09 Le terme « poseur de revêtement de sol » (couvreur de plancher) désigne tout salarié qui pose des dalles ou des carreaux non céramique de vinyle, d'asphalte, de caoutchouc, de liège, de vinyle spongieux, etc., du linoléum à la verge ou en carreaux, des revêtements de murs tels que la plinthe de caoutchouc ou de vinyle, le linoléum, la cuirette et des carreaux de plastique et de vinyle.

Toutefois, un peintre a le droit de faire le recouvrement des murs avec du linoléum et de la cuirette.

1.10 Les termes « poseur de marbre » et « carreleur mosaïste » désignent tout salarié qui mesure la surface propre à recevoir le marbre ou le carrelage de céramique, qui taille et pose ces matériaux.

1.11 Le terme « finisseur de ciment » désigne tout salarié qui pose et finit le ciment pour parquets et revêtements unis ou d'ornementation, met en place et pose les côtés et revêtements en ciment. Le travail sur les murs faisant suite au travail de parquets se limite, pour le finisseur de ciment, à la hauteur de la plinthe à l'intérieur.

1.12 Le mot « couvreur » désigne tout salarié qui fait des travaux de couverture en gravier, en asphalte, en papier goudronné, en bardeaux d'asphalte ou en tout autre matériau, à l'exception du métal en feuille.

works with a power saw or any other machine used for the working of wood on a construction or repair job, who does the laying of screens, frames, doors, frames and the laying of metal or rubber weatherstrips, who erects steel furniture partitions such as shelves, counters, etc.

Workers specialized in any one of the above mentioned operations shall be considered, as regards remuneration, as carpenters-joiners.

1.04 The word "plasterer" means any employee who does plastering work such as the laying of celanite, the finishing work on rockwall, cement, mortar, stucco and plaster mouldings, the setting and casting of ornaments, the mixing of lime with plaster and white cement and who prepares the moulding, i.e. the laying of rules to push rulers in the moulding.

1.05 The words "stationary enginemen" mean enginemen and firemen in charge of a motive power or boiler installation or the operation thereof.

1.06 The word "labourer" means any employee doing unqualified or helper's work.

1.07 The word "plainter" means any employee who paints, dyes, varnishes or uses some similar products with a paint-brush, a roller, a pneumatic machine or a "tampon" in order to protect or decorate wood, plaster, cement and metal surfaces; who also performs the following operations: decorating, wall-paper hanging, imitation, gilding, mastic or rod glazing.

1.08 The words "terrazzo layer" mean any employee who levels the surfaces to be coated with terrazzo, measures, divides such surface and draws lines thereon, prepares samples, mixes the material, spreads the mixture and supervises the rolling and polishing of terrazzo on the job.

1.09 The term "floor covering layer" means every employee who lays non ceramic tiles such as vinyl, asphalt, rubber and cork tiles, linoleum — sheet or tiles, sponge vinyl, wall coverings such as rubber or vinyl plinths, linoleum and leatheret material laid on walls, plastic and vinyl tiles.

However, the covering of walls with oilcloth and leatheret material may be made by the painter.

1.10 The terms "marble setter" and "ceramic tile layer" mean any employee who measures the surface to be coated with marble or ceramic tile, cuts and sets same.

1.11 The words "cement finisher" mean any employee who lays and finishes cement for floors and plain or ornamental coverings, places and lays cement sides and coverings. Work on walls to be done after floor work is limited, inasmuch as the cement finisher is concerned, to the height of the plinth, inside.

1.12 The word "roofer" means any employee who does gravel, asphalt, tar paper, asphalt shingle or other roofing work except that done with sheet metal.

1.13 Le terme « mécanicien en ventilation » désigne tout salarié qui installe, répare ou raccorde toutes sortes d'appareils servant à faire fonctionner des installations à air chaud, à air frais ou à air climatisé, suivant les plans des ingénieurs en chauffage et ventilation ou suivant les descriptions des fabricants de ces installations. L'installation, la réparation et les raccordements nécessitent l'exécution de toutes sortes de travaux sur le métal en feuille, tels que le tracé, la coupe, la fabrication, l'assemblage, etc. . .

1.14 Le mot « ferblantier » désigne tout salarié qui fabrique et répare des articles ou des parties d'articles, destinés aux immeubles, en fer-blanc, en tôle, en cuivre, en aluminum, en étain, en acier inoxydable, en monel ou en toutes autres sortes de métal en feuille, tel que corniches, ornementations, gouttières, descentes, toitures, portes tôlées, récipients, etc.; choisit le métal en feuille et procède aux traces nécessaires, d'après des dessins ou spécifications; découpe la tôle, selon un modèle ou un gabarit; façonne la tôle au moyen d'opérations telles que le formage, le cintrage ou l'emboutissage; assemble les diverses pièces par soudure, brasure, boulonnage, rivetage, vissage ou autre méthode, pour confectionner toutes sortes de raccords, de conduits et de récipients.

1.15 Les mots « mécanicien en fer et bronze d'ornementation » désignent tout salarié qui fait le tracé, la coupe, la préparation et l'assemblage au moyen de machines, d'outils ou de soudure, de toutes pièces en fer, bronze et acier pour fabrication d'escaliers intérieurs ou extérieurs, de garde-corps, de clôtures, de barrières, de châssis, de marquises, de trappes de cave ou d'inspection, de grillage de tous genres, de chutes à charbon, de portes de voûtes, de portes coupe-feu, de cloisons et d'appareils de sauvetage ou tout travail de même genre, et qui en fait l'installation ou le montage sur le chantier.

1.16 Le terme « poseur d'acier à béton » désigne tout salarié qui a les connaissances requises pour faire le triage, le pliage, et le posage de l'acier à béton, le posage des soliveaux et le posage des moules à plancher en tôle. Ce salarié doit recevoir le salaire de son métier mais en aucun cas le salaire ne sera inférieur à celui du manoeuvre ou journalier.

1.17 Le terme « entrepreneur-électricien » ou « maître-électricien » désigne toute personne définie comme telle à l'article 2, sous-paragraphe 7, de la Loi des Maîtres-Électriciens de la province de Québec (14 Geo. VI, chapitre 146, 1950).

1.18 Le terme « compagnon-électricien » désigne toute personne qui loue ses services à un entrepreneur ou maître-électricien, pour effectuer des travaux d'installation, de réparation ou de réfection d'une installation d'appareillage électrique, tel que défini dans la Loi des Maîtres-Électriciens de la Province de Québec.

1.19 Le terme « apprenti-électricien » désigne toute personne qui fait l'apprentissage d'installation électrique, de réparation, de réfection d'une installation d'appareillage électrique, tel que le décrit la Loi des Maîtres-Électriciens de la Province de Québec.

1.20 Le terme « travail supplémentaire » désigne tout travail exécuté en dehors des heures de la journée régulière de travail mentionnées aux paragraphes 5.01, 5.02, 5.03 et 5.04 de l'article 5.

1.21 Le mot « gréeur » désigne tout salarié qui peut, sous direction, procéder au montage des grues, monte-charge, des palans, poser les cables des poulies et faire tout travail connexe.

1.13 The term "ventilation mechanic" means any employee who does the installation, repair or connections of all kinds of apparatus for the operation of hot air, fresh air or air conditioning systems according to plans made by heating and ventilation engineers or according to the specifications of manufacturers of such systems. The installation, repair and connections require the execution of all kinds of sheet metal operations such as: marking, cutting, fabrication, assembling, etc.

1.14 The word "tinsmith" means any employee who makes and repairs all articles or parts thereof to be installed on or in buildings, made of tin, sheet metal, copper, aluminum, lead, stainless steel or monel or any other sheet metal, such articles including cornices, ornamentations, gutters, channels, roofs, doors covered with sheet metal, containers, etc.; who chooses the required sheet metal and does the necessary markings or tracing according to the drawings or specifications; who cuts sheet metal according to a model or pattern; who works sheet metal by distinct operations such as: forming, bending, shaping; who assembles various parts by means of soldering, brazing, bolting, rivetting, screwing or other methods to make all kinds of connections, conduits or containers.

1.15 The words "ornamental iron and bronze mechanic" mean any employee who traces, cuts, prepares and assembles, by means of machines, tools or soldering, any iron, bronze and steel part for the building of inside or outside stairs, handrails, fences, gates, windows, marquises, inspection or trap-doors, iron railings of all kinds, coal-chutes, vaults, firedoors, partitions and fire-escapes or any similar work, and who sets up or erects same on the job.

1.16 The words "reinforcing steel erector" mean any employee having the knowledge required to do the sorting, bending and erecting of reinforcing steel, the laying of joists and the laying of tin floor-moulds. Such employee shall be paid the wages set for his trade but he shall never the paid less than the labourer or common worker.

1.17 The words "electrical contractor" or "master electrician" mean any person defined as such in section 2, paragraph 7, of the Master Electricians of the Province of Quebec Act (14 Geo. VI, chapter 146, 1950).

1.18 The words "journeyman electrician" mean any person hiring out his services to an electrical contractor or master electrician for the execution of work pertaining to the installation, repair or restoration of electrical systems as described in the Master Electricians of the Province of Quebec Act.

1.19 The words "apprentice electrician" mean any person serving the apprenticeship period in installation, repair or restoration work on electrical system, as described in the Master Electricians of the Province of Quebec Act.

1.20 The term "overtime" means all time worked outside the hours of the standard work day as mentioned in paragraphs 5.01, 5.02, 5.03 and 5.04 of article 5.

1.21 The term "rigger" means any employee capable, under direction, of working at the erection of cranes, hoists, tackles, pulley-block cables and of doing all other work connected therewith.

1.22 Le terme « entrepreneur en plomberie et chauffage » désigne toute personne définie comme telle à l'article 2, sous-paragraphe 5, de la Loi des Entrepreneurs en plomberie et chauffage de la Province de Québec (13 Geo. VI, chapitre 109, 1949).

1.23 Les termes « compagnon-plombier » et « compagnon-mécanicien en tuyauterie » ont le sens qui leur est donné dans la loi concernant les mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 173 et amendements). Ils désignent aussi tout salarié qui peut, sous direction, installer des appareils sanitaires et les réparer, poser des tuyaux à vapeur, à eau, à essence et au gaz, installer et faire les travaux d'entretien de brûleurs au mazout, pompes à essence et gicleurs et exécuter tout autre travail connexé.

1.24 Le terme « compagnon junior en plomberie et chauffage » désigne toute personne qui loue ses services à titre de compagnon pendant une période d'un an seulement, après avoir terminé quatre (4) années d'apprentissage.

1.25 Le terme « apprenti en plomberie et chauffage » désigne toute personne qui fait l'apprentissage des travaux d'installation, de réparation ou de réfection d'un ou de plusieurs des systèmes prévus par la Loi des Mécaniciens en Tuyauterie (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 173 et amendements).

1.26 Le mot « Entrepreneur » désigne toute personne, physique ou morale, compagnie, association ou corporation qui travaille seule ou qui emploie des salariés, ou qui surveille ou entreprend pour le compte d'autrui, à l'heure, à la journée ou à forfait, par convention verbale écrite ou autrement, un ou plusieurs travaux visés par le décret.

Le mot « entrepreneur » désigne également toute personne, compagnie, association ou corporation ayant habituellement des salariés permanents exécutant des travaux mentionnés à l'article 2.00.

1.27 Le mot « contremaître » désigne toute personne qui représente l'employeur dans ses relations avec ses salariés et qui a l'autorité de diriger le travail et les salariés, et qui a le droit d'engager et de congédier, Le contremaître n'est pas assujetti aux dispositions du décret. D'une façon générale le contremaître a essentiellement une fonction de direction.

1.28 Le terme « chef d'équipe » désigne toute personne à qui l'employeur a confié la tâche de diriger le travail d'un certain nombre de salariés mais qui toutefois n'a pas le pouvoir d'engager et de congédier.

1.29 *Construction de lignes de transmission, stations terminus et sous-stations à structures d'acier galvanisé:* Aux fins du présent décret, les termes « construction de ligne de transmission, stations terminus et sous-stations à stuctures d'acier galvanisé » désignent la construction (démolition et réparation) de lignes de transmission à pylônes d'acier galvanisé et des stuctures attenantes, y compris les structures supportant les disjoncteurs dans les sations terminus et les sous-stations, et désignent aussi la pose des câbles conducteurs, isolateurs et autre quincaillerie, barres omnibus et appareils de coupure.

1.30 *Aide-monteur de lignes.* Les mots « aide-monteur de lignes » désignent tout manoeuvre qui peut, avec surveillance, assembler ou aider à l'assemblage sur le sol de sections des pylônes

1.22 The words "plumbing and heating contractor" mean any person defined as such in section 2, paragraph 5, of the Plumbing and Heating Contractors of the Province of Quebec Act (13 Geo. VI, chapter 109, 1949).

1.23 The words "journeyman plumber" and "journeyman pipe mechanic" have the same meaning as that given to them in the Pipe Mechanics Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 173 and amendments). They also include any employee who can, under direction, install sanitary devices and repair same; install steam, water gasoline and gas pipes; install and maintain automatic burners (stockers), oil burners, gasoline pumps and sprinklers and perform any other related work required.

1.24 The words "plumbing and heating junior journeyman" mean any person hiring out his services, as journeyman, for a period of one year after the completion of four (4) years of apprenticeship.

1.25 The words "plumbing and heating apprentice" mean any person serving the apprenticeship period in the work of installation, repair or restoration of one or more system as described in the Pipe Mechanics Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 173 and amendments).

1.26 The word "contractor" means a person, company, association or corporation working alone or hiring one or many workmen, who supervises or contracts for, on an hourly, daily or job basis, by verbal or written agreement or otherwise, one or more of the operations governed by the decree.

The word "contractor" also means a person, company, association or corporation habitually employing wage-earners to perform operations mentioned in article 2.00.

1.27 The word "foreman" means anyone representing the employer in the latter's relations with the employees and who has authority in the direction of the work and of the workers, and who has the right to hire and dismiss employees. The foreman is not subject to the provisions of the decree. In a general way, the foreman's duties are essentially concerned with direction.

1.28 The term "gang leader" means any person to whom the employer has entrusted the supervision of the work of a certain number of employees but who cannot hire or dismiss employees.

1.29 *Construction of galvanized steel structure transmission lines, terminal stations and substations:* For the purposes of the present decree, the terms "construction of galvanized steel structure transmission lines, terminal stations and sub-stations" shall be defined as the construction (dismanthing and repair) of galvanized steel transmission line towers and allied structures, including switching structures in terminal stations and substations, and shall also be defined as including the stringing of conductor cables, and the installation of allied insulating apparatus and hardware, buswork and switchgear.

1.30 *Groundman:* The word "groundman" means a labourer who can, under supervision, help in the pre-assembly, on the ground, of sections of galvanized transmission line towers,

ou autres structures d'acier glavanisé d'une ligne de transmission ou de stations terminus ou sous-station, ainsi que tout manoeuvre qui, sur le sol, agit comme aide pour des menteurs « A » et « B » qui travaillent à l'érection des pylônes ou structures, à la pose de câbles conducteurs et à l'appareillage des pylônes ou sturcutes.

1.31 *Menteur de lignes « B »:* Le terme « monteur de lignes « B » désigne tout salarié qui peut, sous surveillance, ériger des pylônes ou structures d'acier galvanisé, en montant dans ces pylônes ou structures en voie d'érection et en fixant au moyen de boulons, les sections préalablement assemblées sur le sol, ainsi que tout salarié qui peut aider à la pose de fils de terre.

1.32 *Monteur de lignes « A »:* Le terme « monteur de lignes « A » désigne tout salarié qui peut exécuter les travaux requis pour terminer la construction d'une ligne de transmission à pylônes d'acier galvanisé ou d'une structure supportant des disjoncteurs, tels que: pose de quincaillerie et d'isolateurs, fabrication de joints, pose de serre-fils, de conducteurs et fils de terre, d'appareils de mise à la terre, prise de mesures pour la coupe des conducteurs et la détermination de leur flèche, mise en place des disjoncteurs et barres omnibus, etc.

1.33 *Gréeur:* Le mot « gréeur » désigne tout salarié qui peut, sous direction procéder au montage des grues, des mats de charge, des palans, poser des câbles, des poulies, aider au transport des matériaux, pierres, briques, bois et autres, et qui peut, au besoin, exécuter tout autre travail connexe

2.00 *Champ d'application professionnel:* Le champ d'application professionnel du décret comprend tous les travaux de construction, de bâtiment et de génie civil, y compris les occupations des ouvriers qualifiés ou non qualifiés employés dans les édifices publics, les travaux d'installation, de réfection, d'entretien et de démolition.

2.01 Le décret s'applique aussi à tous les travaux de construction, de réparation, d'installation ou de réfection de toutes les installations de tuyauterie, de plomberie, de chauffage et de brûleurs à l'huile définis dans le chapitre 173 et amendements (Statuts refondus de Québec, 1941), ainsi que des installations et appareillages électriques définis dans la chapitre 172 et amendements (Statuts refondus de Québec 1941).

2.02 Le présent décret régit également l'installation des ascenseurs et la construction de générateurs de vapeur, de chaudières et de réservoirs.

2.03 *Dispositions spéciales:* Nonobstant toute autre disposition, les cités et villes et les corporations municipales ne sont pas assujetties aux dispositions du décret pour ce qui est des travaux de réparation et d'entretien des immeubles qu'elles possèdent; pour ce qui est également des travaux de construction, de réfection ou d'entretien d'aqueduc, d'égout, de pavage, de trottoirs et autres travaux du même genre exécutés sous leur direction immédiate. L'exemption ne s'étend pas, cependant, aux entrepreneurs ou aux sous-entrepreneurs qui exécutent les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte des-dites cités, villes ou corporations municipales.

2.04 Le décret s'applique aussi à tous les travaux de construction, de réparation, d'installation ou de réfection d'installations et appa-

or terminal stations or sub-station switching structures, and who can act as helper (on the ground) to Climbers "A" and "B" during the erection of these towers or structures or the installation of conductors and allied apparatus.

1.31 *Climber "B":* The words "climber "B" mean any worker who can, under suprevision erect galvanized steel towers and structures, by climbing into the structure being erected, and bolting the pre-assembled sections into place, and who may help in laying ground wires."

1.32 *Climber "A":* The words "climber "A" mean any work who can perform the operations required to complete the construction of a galvanized steel transmission line or switching structure, such as; installing hardware and insulators, making joints, installing clamps, installing conductors and ground wires; installing ground-sticks; taking measurements for cutting and sagging conductors; positioning buswork and switchgear, etc.

1.33 *Rigger:* A "Rigger" is an employee who can, under direction, erect cranes, derricks, hoisting tackle, gear, cables, pullies, etc.; assist in transporting stone, brick, wood materials and others, and who does, when required, any other related work.

2.00 *Professional jurisdiction:* The professional jurisdiction of the decree includes all operations pertaining to the construction, building and engineering, including the operations of skilled and unskilled workers employed in public buildings or doing installation, rebuilding, maintenance and demolishing works.

2.01 The decree also applies to tall operations in connection with the construction, repair, installation or restoration of all pipe, plumbing, heating and oil burner systems, as defined in chapter 173 and amendments (Revised Statutes of Quebec, 1941) and of electrical installations and equipment as defined in chapter 172 and amendments (Revised Statutes of Quebec, 1941).

2.02 The present decree also applies to the installation of elevators and the construction of steam generators, boilers and tanks.

2.03 *Special provisions:* Notwithstanding any other provision, cities and towns and municipal corporations are not governed by the provisions of the decree inasmuch as repair or maintenance works on their own building are concerned; inasmuch also as construction, rebuilding or maintenance works on aqueducts, sewers, pavings, sidewalks and other works of the same kind performed under their immediate control are concerned. The exemption does not extend, however, to contractors or subcontractors carrying on the same operations on their behalf or by the job for the said cities, towns or municipal corporations.

2.04 The decree also applies and extends to all operations in connection with the construction, repair, installation or restoration of electrical

reillages électriques définis dans le chapitre 172 et amendements (Statuts refondus de Québec, 1941). Tels travaux doivent être exécutés par des salariés qualifiés.

2.05 Le décret régit la construction de lignes de transmission, stations terminus et sous-stations à structure d'acier galvanisé.

2.06 Les compagnies de chemin de fer ne sont pas assujetties au décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies de chemin de fer. Cependant, la construction d'un nouveau tronçon de voie ferrée est assujettie au décret.

2.07 Les travaux de voirie exécutés pour le compte des ministères de la Voirie, de la Colonisation ou des Mines du Gouvernement provincial, sont assujettis à la cédule des Justes Salaires, en exécution de l'arrêté en conseil numéro 800 du 24 avril 1929 et ses amendements et ne sont pas régis par le décret.

Toutefois, les travaux de construction de ponts exécutés pour le compte de l'un ou l'autre de ces départements sont assujettis au décret.

2.08 L'exploitation des mines ainsi que l'opération et l'entretien de tous les ateliers connexes, y compris les ateliers de traitement, usines de fonte et usines d'affinage de métaux, sont exemptés des dispositions de ce décret.

2.09 Les exploitations forestières, les scieries, les râperies et les papeteries sont exemptées des dispositions de ce décret.

Cependant, les travaux de construction et de réparation d'usines, de moulins, de barrages, d'écluses, d'entrepôts, etc, non assujettis à l'ordonnance 39 de la Commission du Salaire minimum, ne sont pas exemptés de l'application de ce décret.

2.10 Le présent décret ne s'applique pas aux travaux exécutés directement par la Commission Hydro-Électrique.

Toutefois, cette clause d'exemption ne s'applique pas auxdits travaux lorsqu'ils sont exécutés par l'intermédiaire d'entrepreneurs.

3.00 *Champ d'application territorial:* Le champ d'application territorial du décret comprend les districts électoraux de Rivières-du-Loup (sauf la cité de Rivière-du-Loup, les municipalités de Notre-Dame du Portage, de St-Patrice de la Rivière-du-Loup et de St-Antonin du comté de Rivière-du-Loup), Témiscouata, Rimouski, Matane, Matapédia, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud et Bonaventure.

3.01 Aux fins d'application du décret, ce champ d'application territorial est divisé en quatre (4) zones de la façon suivante:

Zone I: La ville de Rimouski, les municipalités de Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Rimouski-Ouest (Ste-Odile), Rimouski-Est (St-Yves), Pointe-au-Père et l'Ile St-Barnabé.

Zone II: Les villes de Mont-Joli et de Matane ainsi que la municipalité de Price, comté de Matane.

Zone III: Le territoire non compris dans les autres zones.

Zone IV: Les districts électoraux de Gaspé-Nord, Gaspé-Sud et Bonaventure.

4.00 *Taux de salaires:* Les taux minima suivants doivent être payés:

installations and equipment, as defined in chapter 172 and amendments (Revised Statutes of Quebec, 1941). Such operations shall be carried out by qualified workers.

2.05 The decree applies to the construction of galvanized steel structure transmission lines, terminal stations and sub-stations.

2.06 Railroad companies are not governed by the decree in the case of operations ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies. However, the construction of a new railway section shall be subject to the decree.

2.07 Road works executed for the Roads, Colonization or Mines Departments of the Provincial Government are governed by the Fair Wages Schedule, under Ordrer in Council number 800 of April 24, 1929, as amended, and are not subject to the provisions of the decree.

However, bridge construction operations carried out on behalf of any one of these departments are subject to the decree.

2.08 The operation of mines, including the operation and maintenance of all shops in connection therewith, such as process shops, smelters and metal refining shops, are exempt from the provisions of this decree.

2.09 Logging operations and the operation of pulp, paper and saw mills are exempt from the provisions of the decree.

However, all work in connection with the construction and repair of factories, mills, dams, locks, warehouses, etc., not covered by Ordinance number 39 of the Minimum Wage Commission shall not be exempted.

2.10 The present decree does not apply to operations executed directly by the Quebec Hydro Electric Commission.

However, this clause of exemption shall not include the said operations when they are carried out through the medium of contractors.

3.00 *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree shall comprise the electoral districts of Rivière-du-Loup (with the exception of the city of Rivière-du-Loup, the municipalities of Notre-Dame du Portage, St. Patrice-de-la-Rivière-du-Loup and St-Antonin of the county of Rivière-du-Loup), Témiscouata, Rimouski, Matane, Matapédia, Gaspé-North, Gaspé-South and Bonaventure.

3.01 For the purposes of enforcement of the decree, this territorial jurisdiction is divided into four (4) zones as follows:

Zone I: The town of Rimouski, the municipalities of Notre-Dame du Sacré-Coeur, Rimouski-Ouest (Ste-Odile), Rimouski-Est (St-Yves), Pointe-au-Père and St-Barnabé Island.

Zone II: The towns of Mont-Joli and Matane and the municipality of Price (county of Matane).

Zone III: The territory not included in the other zones.

Zone IV: The electoral districts of Gaspé-North, Gaspé-South and Bonaventure.

4.00 *Rates of wages:* The following minimum rates of wages shall be paid:

Métiers — Trades:	Zone I	*À compter du From* 1/8/64	1/5/65	Zone II	*À compter du From* 1/8/64	1/5/65	Zone III	*À compter du From* 1/8/64	1/5/65	Zone IV	*À compter du From* 1/8/64	1/5/65
Briqueteur, maçon et plâtrier — Bricklayer, mason and plasterer	$2.15	$2.20	$2.45	$2.10	$2.15	$2.39	$1.95	$2.00	$2.22	$1.85	$1.90	$2.09
Calfat — Caulker	1.75	1.80	2.00	1.70	1.75	1.95	1.55	1.60	1.78	1.45	1.50	1.65
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	2.05	2.10	2.33	2.00	2.05	2.28	1.85	1.90	2.11	1.75	1.80	1.98
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year	2.00	2.05	2.28	1.95	2.00	2.22	1.80	1.85	2.06	1.70	1.75	1.93
Électricien — Electrician:												
Entrepreneur (services personnels) — Contractor (personal services)	3.15	3.20	3.55	3.10	3.15	3.50	2.90	2.95	3.28	2.60	2.65	2.92
Compagnon — Journeyman	2.15	2.20	2.45	2.10	2.15	2.39	1.95	2.00	2.22	1.80	1.85	2.04
Ferblantier — Mécanicien en ventilation et air climatisé — Tinsmith — Ventilation and air conditioning mechanic:												
Compagnon — Journeyman	2.05	2.10	2.33	2.00	2.05	2.28	1.85	1.90	2.11	1.75	1.80	1.98
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year	1.95	2.00	2.23	1.90	1.95	2.17	1.75	1.80	2.00	1.65	1.70	1.87
Fer et bronze d'ornementation — Ornamental iron and bronze:												
Mécanicien ou forgeron — Mechanic or blacksmith	2.05	2.10	2.33	2.00	2.05	2.28	1.85	1.90	2.11	1.75	1.80	1.98
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year	1.95	2.00	2.22	1.90	1.95	2.17	1.75	1.80	2.00	1.65	1.70	1.87
Foreur — Driller	1.90	1.95	2.17	1.85	1.90	2.11	1.70	1.75	1.95	1.60	1.65	1.82
Râcleur, polisseur et ponceur (sableur) de plancher (à la main ou à la machine) — Floor scraper, polisher and sander, (hand or machine)	1.95	2.00	2.22	1.90	1.95	2.17	1.75	1.80	2.00	1.65	1.70	1.87
Isolement de laine minérale, soufflage par pression — Steel wood insulation, blower method:												
Chef d'équipe — Chief operator	2.05	2.10	2.33	2.00	2.05	2.28	1.85	1.90	2.11	1.75	1.80	1.98
Assistant du chef d'équipe — Assistant operator	1.95	2.00	2.22	1.90	1.95	2.17	1.75	1.80	2.00	1.65	1.70	1.87
Aide — Helper	1.70	1.75	1.94	1.65	1.70	1.89	1.50	1.55	1.72	1.40	1.45	1.60
Jointoyeur, finisseur de ciment — Joint pointer, cement finisher	2.00	2.05	2.28	1.95	2.00	2.22	1.80	1.85	2.06	1.70	1.75	1.93
Manoeuvre, faiseur de mortier, brasseur de célanite, couleur de blanc, porteur d'oiseau — Labourer, mortar maker, celanite mixer, plaster pourer, hod carrier	1.70	1.75	1.94	1.65	1.70	1.89	1.50	1.55	1.72	1.40	1.45	1.60
Mécanicien de machines fixes et portatives — Engineman (stationary or portable)	1.90	1.95	2.17	1.85	1.90	2.11	1.70	1.75	1.95	1.60	1.65	1.82
Aide-monteur de lignes — Lineman's helper	2.00	2.05	2.28	2.00	2.05	2.28	2.00	2.05	2.28	2.00	2.05	2.28
Monteur de lignes B — Lineman B	2.20	2.25	2.50	2.20	2.25	2.50	2.20	2.25	2.50	2.20	2.25	2.50
Monteur de lignes A — Lineman A	2.40	2.45	2.72	2.40	2.45	2.72	2.40	2.45	2.72	2.40	2.45	2.72
Mécanicien en isolement d'amiante — Asbestos insulation mechanic	2.05	2.10	2.33	2.00	2.05	2.28	1.85	1.90	2.11	1.75	1.80	1.98
Peintre — Painter	2.00	2.05	2.28	1.95	2.00	2.22	1.80	1.85	2.06	1.70	1.75	1.93
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year	1.90	1.95	2.17	1.85	1.90	2.11	1.70	1.75	1.95	1.60	1.65	1.82

Métiers — Trades:	Zone I			Zone II			Zone III			Zone IV		
		À compter du From			*À compter du From*			*À compter du From*			*À compter du From*	
		1/8/64	1/5/65		1/8/64	1/5/65		1/8/64	1/5/65		1/8/64	1/5/65
Polisseur de terrazzo à la machine — Terrazzo polishing machine operator	$1.85	$ 1.90	$ 2.11	$1.80	$1.85	$2.06	$1.65	$1.70	$1.89	$1.55	$1.60	$1.76
1er semestre — 1st six months	1.75	1.80	2.00	1.70	1.75	1.95	1.60	1.65	1.83	1.50	1.55	1.71
Poseur de lattes (bois ou métal) — Lather (metal or wood)	1.90	1.95	2.17	1.85	1.90	2.11	1.70	1.75	1.95	1.60	1.65	1.82
Carreleur mosaïste (poseur de tuiles céramiques), poseur de marbre, poseur de terrazzo — Tile, marble and terrazzo setter	2.00	2.05	2.28	1.95	2.00	2.22	1.80	1.85	2.06	1.70	1.75	1.93
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year	1.90	1.95	2.17	1.85	1.90	2.11	1.70	1.75	1.95	1.60	1.65	1.82
Conducteur de malaxeurs ou compresseurs — Mixer or compressor operator:												
7 pieds cubes ou plus — 7 cubic feet or more	1.95	2.00	2.22	1.80	1.85	2.06	1.65	1.70	1.89	1.55	1.60	1.76
moins de 7 pieds cubes — under 7 cubic feet	1.70	1.75	1.94	1.65	1.70	1.89	1.50	1.55	1.72	1.40	1.45	1.60
Conducteur de monte-charge — Freight elevator operator	1.85	1.90	2.11	1.80	1.85	2.06	1.65	1.70	1.89	1.55	1.60	1.76
Préposé au marteau pneumatique — Air hammer operator	1.85	1.90	2.11	1.80	1.85	2.06	1.65	1.70	1.89	1.55	1.60	1.76
Conducteur de monte-charges, grues et chèvres non actionnés par la vapeur — Elevator, crane and derrick (not steam driven) operator	1.95	2.00	2.22	1.90	1.95	2.17	1.75	1.80	2.00	1.65	1.70	1.87
Tailleur de pierre sur chantier de construction — Stone cutter on construction job	2.15	2.20	2.45	2.10	2.15	2.39	1.95	2.00	2.22	1.85	1.90	2.09
Épandeur d'asphalte — Asphalt spreader	2.25	2.30	2.56	2.20	2.25	2.50	2.05	2.10	2.33	1.95	2.00	2.20
Rateleur d'asphalte — Asphalt raker	2.10	2.15	2.39	2.05	2.10	2.33	1.90	1.95	2.12	1.80	1.85	2.04
Aide rateleur d'asphalte — Asphalt raker's helper	1.90	1.95	2.17	1.85	1.90	2.11	1.70	1.75	1.95	1.60	1.65	1.82
Conducteur de rouleau compresseur (2 à 5 tonnes) — Asphalt roller operator (2 to 5 tons)	2.00	2.05	2.28	1.95	2.00	2.22	1.80	1.85	2.06	1.70	1.75	1.93
Conducteur de rouleau compresseur (8 à 12 tonnes — Asphalt roller operator (8 to 12 tons)	2.10	2.15	2.39	2.05	2.10	2.33	1.90	1.95	2.12	1.80	1.85	2.04
Gréeur — Rigger	2.00	2.05	2.28	1.95	2.00	2.22	1.80	1.85	2.06	1.70	1.75	1.93
Forgeron — Blacksmith	1.90	1.95	2.17	1.85	1.90	2.11	1.70	1.75	1.95	1.60	1.65	1.82
Conducteur de pelle mécanique (qualifié) — Shovel operator (qualified)	2.15	2.20	2.45	2.10	2.15	2.39	1.95	2.00	2.22	1.85	1.90	2.09
Aide conducteur de pelle mécanique — Shovel operator's helper	1.95	2.00	2.22	1.90	1.95	2.17	1.75	1.80	2.00	1.65	1.70	1.87
Porteur d'eau — Water carrier	1.20	1.25	1.39	1.20	1.25	1.39	1.15	1.20	1.36	1.05	1.10	1.21
Soudeur (gaz ou électricité) — Welder (gas or electricity)	2.10	2.15	2.39	2.05	2.10	2.33	1.90	1.95	2.17	1.80	1.85	2.04
Conducteur de tracteur RD8 ou l'équivalent — Tractor (RD8) operator or equivalent	2.15	2.20	2.45	2.10	2.15	2.39	1.95	2.00	2.22	1.85	1.90	2.09
Apprenti, 1ère année — Apprentice, 1st year	1.75	1.80	2.00	1.70	1.75	1.95	1.55	1.60	1.78	1.45	1.50	1.65
Apprenti, 2ième année — Apprentice, 2nd year	1.90	1.95	2.17	1.85	1.90	2.11	1.70	1.75	1.95	1.60	1.65	1.82

Métiers — Trades:	Zone I	*À compter du From*		Zone II	*À compter du From*		Zone III	*À compter du From*		Zone IV	*À compter du From*	
		1/8/64	1/5/65		1/8/64	1/5/65		1/8/64	1/5/65		1/8/64	1/5/65
Dynamiteur — Blaster	$2.05	$2.10	$2.33	$2.00	$2.05	$2.28	$1.85	$1.90	$2.11	$1.75	$1.80	$1.98
Conducteur de tracteur RD6 ou 7 ou l'équivalent — Tractor RD6 or 7 operator or equivalent	2.05	2.10	2.33	2.00	2.05	2.28	1.85	1.90	2.11	1.75	1.80	1.98
Conducteur d'autres tracteurs — Operator of other tractors	2.00	2.05	2.28	1.95	2.00	2.22	1.80	1.85	2.06	1.70	1.75	1.93
Conducteur de tracteurs de ferme — Operator of farm tractors	1.80	1.85	2.06	1.75	1.80	2.00	1.60	1.65	1.83	1.50	1.55	1.71
Poseur de revêtement de sol (couvreur de plancher) — Linoleum layer	2.00	2.05	2.28	1.95	2.00	2.22	1.80	1.85	2.06	1.70	1.75	1.93
Apprenti, 1ère année — Apprentice, 1st year	1.70	1.75	1.94	1.65	1.70	1.89	1.50	1.55	1.72	1.40	1.45	1.60
Couvreur — Roofer	1.85	1.90	2.11	1.80	1.85	2.06	1.65	1.70	1.89	1.55	1.60	1.76
Préposé aux bouilloires (asphalte de couverture) — Kettleman (roofing asphalt)	1.85	1.90	2.11	1.80	1.85	2.06	1.65	1.70	1.89	1.55	1.60	1.76
Polisseur de terrazzo à sec — Terrazzo polisher (dry)	2.00	2.05	2.28	1.95	2.00	2.22	1.80	1.85	2.06	1.70	1.75	1.93
1er semestre — 1st six months	1.90	1.95	2.17	1.85	1.90	2.11	1.70	1.75	1.95	1.60	1.65	1.82
Gardien sur chantier (nuit et jour, dimanche et fête) maximum 72 heures par semaine — Watchman (night and day, Sundays and holidays) maximum of 72 hours per week	1.50	1.55	1.60	1.50	1.55	1.60	1.45	1.50	1.55	1.35	1.40	1.45
Chauffeur de camion employé directement par les entrepreneurs de l'industrie de la construction — Truck driver employed directly by construction contractors	1.70	1.75	1.94	1.65	1.70	1.94	1.50	1.55	1.72	1.40	1.45	1.60
Par semaine — Per week	87.50	90.00	90.00	84.00	86.50	86.50	76.50	79.00	79.00	71.50	74.00	74.00
Mécanicien en tuyauterie, plombier — Pipe mechanic, plumber:												
Entrepreneur, services personnels — Contractor, personal services	3.15	3.20	3.56	3.05	3.10	3.45	2.80	2.85	3.17	2.60	2.65	2.92
Compagnon — Journeyman	2.15	2.20	2.45	2.10	2.15	2.39	1.95	2.00	2.22	1.80	1.85	2.04
Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, 1st year	1.95	2.00	2.22	1.90	1.95	2.17	1.75	1.80	2.00	1.60	1.65	1.82
Soudeur en tuyauterie — Pipe welder	2.10	2.15	2.39	2.05	2.10	2.33	1.90	1.95	2.12	1.75	1.80	1.98

4.01 *Salaires pour les occupations ou métiers non prévus:* La rémunération de tout salarié exerçant une occupation ou un métier non mentionné dans le tableau des salaires du présent décret doit être d'au moins quinze ($0.15) cents l'heure de plus que le minimum fixé pour le manoeuvre ou journalier dans la zone où le travail est exécuté.

4.02 Chef d'équipe qui dirige au moins cinq (5) hommes: $0.10 l'heure de plus que le taux de son métier.

4.03 Chef d'équipe qui dirige sept (7) hommes et plus: $0.15 l'heure de plus que le taux de son métier.

4.04 *Travail temporaire:* Les salariés de métier employés temporairement dans une même semaine civile à un travail autre que leur travail régulier, doivent continuer de recevoir le taux de salaires de leur propre métier.

4.05 *Matériau différent:* Dans tous les métiers où un matériau autre que le produit régulier et reconnu est utilisé, le taux de salaires du métier approprié continue de s'appliquer.

5.00 *Durée de travail:*

5.01 La durée maximum du travail au taux normal est de neuf (9) heures par jour, réparties entre 7 heures a.m. et 6 heures p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi et de cinq (5) heures réparties entre 7 heures a.m. et midi le samedi, le tout devant constituer une durée maximum de cinquante (50) heures par semaine à temps simple.

5.02 Dans la zone IV, la durée maximum du travail au taux normal est de dix (10) heures par jour, réparties entre 7 heures a.m. et 6 heures p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi et de cinq (5) heures réparties entre 7 heures a.m. et midi le samedi, le tout devant constituer une durée maximum de cinquante-cinq (55) heures par semaine à temps simple.

5.03 À partir du 1er mai 1965, la durée maximum du travail au taux normal dans les zones I, II et III sera de neuf (9) heures par jour, réparties entre 7 heures a.m. et 6 heures p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, le tout devant constituer une durée maximum de quarante-cinq (45) heures par semaine à temps simple.

5.04 À partir du 1er mai 1965, dans la zone IV la durée maximum du travail au taux normal sera de dix (10) heures par jour, réparties entre 7 heures a.m. et 6 heures p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, le tout devant constituer une durée maximum de cinquante (50) heures par semaine à temps simple.

5.05 *Travail le samedi:* À partir du 1er mai 1965, aucun employeur n'aura le droit d'exécuter ou de faire exécuter des travaux le samedi. Toutefois, dans les cas de nécessité urgente, un employeur professionnel pourra exécuter de tels travaux à condition d'en donner avis écrit au Comité et alors, la preuve de la nécessité urgente incombe à l'employeur.

Tout travail ainsi exécuté le samedi doit être rémunéré à raison du salaire normal de 100%.

5.06 Si le régime de la double équipe est mis en vigueur, les heures de travail sont réparties selon les besoins de l'entreprise, pourvu que la durée du travail d'une équipe n'excède jamais neuf (9) heures par jour, dans les zones I, II et III et dix (10) heures par jour dans la zone IV. Une prime de $0.10 l'heure doit être payée pour ce travail en plus du salaire effectivement payé au salarié.

5.07 Tout travail supplémentaire doit être payé à raison du salaire majoré de 50% s'il est effectué avant minuit, et du salaire majoré de 100% s'il est effectué de minuit à sept heures du matin, selon le salaire effectivement payé au salarié.

4.01 *Wages for occupations not mentioned:* The remuneration of employees whose trade or occupation is not mentioned in the wage schedule of the decree shall be at least fifteen ($0.15) cents more than the minimum hourly rate of labourers or common workers in the zone where the work is executed.

4.02 Gang leaders in charge of at least five (5) men: $0.10 per hour over the rate of their trade.

4.03 Gang leaders in charge of seven (7) men or more: $0.15 per hour over the rate of their trade.

4.04 *Temporary work:* Tradesmen working temporarily in a same calendar week at occupations other than those of their trade shall continue to be paid the rate determined for their own trade.

4.05 *Different material:* In all trades where a material other than the regular and known commodity is used, the hourly wage rate of the appropriate trade shall continue to apply.

5.00 *Duration of work:*

5.01 The maximum duration of work at straight time consists of nine (9) hours per day distributed between 7:00 a.m. and 6:00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday and five (5) hours, distributed between 7:00 a.m. and 12:00 (noon) on Saturday, making a maximum of fifty (50) hours per week at straight time.

5.02 In zone IV, the maximum duration of work at straight time consists of ten (10) hours per day distributed between 7:00 a.m. and 6:00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday and five (5) hours, distributed between 7:00 a.m. and 12:00 (noon) on Saturday, making a maximum of fifty-five (55) hours per week at straight time.

5.03 From May 1, 1965, the maximum duration of work at straight time in zones I, II and III consists of nine (9) hours per day distributed between 7:00 a.m. and 6:00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday making a maximum of forty-five (45) hours per week at straight time.

5.04 From May 1, 1965, in zone IV, the maximum duration of work at straight time consists of ten (10) hours per day distributed between 7:00 a.m. and 6:00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday making a maximum of fifty (50) hours per week at straight time.

5.05 *Saturday work:* From May 1, 1965, no employer shall have the right to execute work or cause work to be executed on Saturday. However, in cases of urgent necessity, a professional employer may execute such work providing notification thereof be given in writing to the committee and, in such cases, the onus of proof of urgent necessity shall lie upon the employer.

All time worked on Saturday shall be paid double time.

5.06 If the double-shift system is in force, the working hours shall be distributed as required by the employer, provided the daily duration of labour of one shift never exceeds nine (9) hours in zones I, II and III and ten (10) hours in zone IV. A premium of $0.10 per hours shall be paid for such work over and above the wages actually paid to the employees.

5.07 All overtime shall be paid at the rate of time and one half until midnight and at the rate of double time from midnight to 7:00 a.m., based on the actual rates of the employees.

5.08 Les salaries doivent être payée régulièrement et intégralement dans un délai maximum d'une semaine. Le bulletin de paie doit contenir les mentions suivantes:

1° Les nom et prénom du salarié;
2° La date et la période de paie;
3° Le taux de salaire;
4° Le travail supplémentaire;
5° Les déductions faites;
6° Le montant net payé.

5.09 Pour la pose de l'asphalte et les travaux de construction des quais qui sont sujets à la marée, la durée maximum de travail est de quarante-cinq (45) heures dans les zones I, II et III et de cinquante (50) heures dans la zone IV, pendant une même semaine civile, sans limitation quotidienne.

5.10 Les dispositions du paragraphe 5.07 ne s'appliquent au gardien sur chantier qu'après 72 heures par semaine et au chauffeur de camion à la semaine qu'après 60 heures jusqu'au 1er mai 1965 et qu'après 55 heures à compter du 1er mai 1965.

5.11 Pour le finisseur de ciment les dispositions du paragraphe 5.07 ne s'appliquent qu'après le maximum d'heures prévues pour une journée de travail sans tenir compte de l'heure du début ou de la fin de la journée de travail.

6.00 *Jours chômés:* Il n'y a pas de travail le dimanche, le Premier jour de l'an, l'Épiphanie, la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Travail et la Noël. En cas de nécessité, le travail exécuté ces jours-là doit être rémunéré à raison du salaire régulier majoré de 100%.

6.01 *Semaine de vacances payées:* Tous les ouvriers de la construction ont droit à une semaine de vacances payées. En conséquence, chaque salarié a droit à 3% de son salaire hebdomadaire qui lui sera payé par son employeur en plus de son salaire hebdomadaire, et à compter du 1er mai 1965, chaque salarié aura droit à 4% de son salaire hebdomadaire.

7.00 *Dispositions spéciales:* Tout travail urgent qui ne peut être exécuté pendant le jour peut être fait en d'autres périodes de la journée, aux taux normaux prévus pour le jour, pourvu que le Comité paritaire en soit avisé dans les quinze (15) jours suivant la date à laquelle les travaux ont commencés, mais ce travail reste sujet à la limite de neuf (9) heures par jour. Une prime de $0.10 l'heure doit être payée pour ce travail en plus du salaire effectivement payé au salarié.

Dans la zone IV, ce travail reste sujet à la limite de dix (10) heures par jour.

7.01 Si l'employeur fait signer un contrat d'engagement, il doit en fournir une copie au salarié.

7.02 *Outils:* Tout salarié doit fournir ses propres outils manuels suivant la pratique établie dans les divers métiers. L'employeur ne peut exiger qu'en salarié fournisse des outils motorisés.

7.03 *Fonds de sécurité sociale:* Un comité formé d'un nombre égal de représentants de la partie contractante patronale et de représentants de la partie contractante ouvrière sera formé dans le plus bref délai possible afin d'étudier, d'ici le 1er janvier 1965, toutes les modalités d'un régime de sécurité sociale contributoire à raison de $0.05 l'heure payé par le salarié et $0.05 l'heure payé par l'employeur. Ledit comité pourra s'adjoindre tout le personnel requis pour remplir sa fonction.

7.04 Tous les vêtements spéciaux de sécurité qui ne sont pas considérés comme des vêtements réguliers de travail seront fournis gratuitement par l'employeur.

5.08 Wages shall be paid regularly and entirely within a maximum delay of one week and the following particular shall be given with the pay:

1. Name in full of the employee;
2. Date of payment and pay period;
3. Wage rate;
4. Overtime;
5. Deductions;
6. Net amount paid.

5.09 For the laying of asphalt and the construction of wharves affected by tides, the maximum duration of work shall be forty-five (45) hours in zones I, II and III and of fifty (50) hours in zone IV, per calendar week, without daily limitation.

5.10 The provisions of paragraph 5.07 apply to watchmen on the job only after 72 hours per week and to truck drivers paid by the week only after 60 hours until May 1, 1965, and only after 55 hours from May 1, 1965.

5.11 For cement finishers, the provisions of paragraph 5.07 shall only apply after the maximum number of hours set for a day's work has been worked, irrespective of starting and finishing times.

6.00 *Holidays:* There shall be no work on Sundays, New Year's Day, Epiphany Day, St. John the Baptist Day, Labour Day and Christmas Day. In case of necessity, work performed on these days shall be paid at the rate of double time.

6.01 *Week of vacation with pay:* All construction workers are entitled to one week of vacation with pay. Therefore, every worker is entitled to 3% of his weekly wages to be paid to him by his employer in excess of his weekly wages and from May 1, 1965, every worker shall be entitled to 4% of his weekly wages.

7.00 *Special provisions:* All urgent work which cannot be performed during the day may be done at other periods of the day, at regular day rates, provided the Parity Committee be notified to that effect within the fifteen (15) days following the date on which the operations began, but such work in subject to the nine-hour(9) daily limit. A premium of $0.10 per hour shall be paid in respect of that work over and above the wages actually paid to the employees.

In zone IV, this work is subject to the limit of ten (10) hours per day.

7.01 In cases where employers require the signing of a labour hiring contract, copy thereof shall be remitted to the employee.

7.02 *Tools:* Every employee shall supply ihis own hand tools as is the custom in the various trades. Employers may not require employees to supply power tools.

7.03 *Special security fund:* A committee consisting of an equal number of employers' and employees' representatives shall be formed within the shortest possible delay in order to study before January 1, 1965, all conditions of a contributory social security plan on the baasis of $0.05 per hour paid by the employee and $0.05 per hour paid by the employer. The said committee may employ the personnel required to put the plan into effect.

7.04 All special safety garments which are not considered as regular working clothes shall be supplied and paid by the employer.

8.00 Quelle que soit la forme ou la nature du contrat individuel de travail intervenu entre un employeur et un salarié, ce dernier a droit à à la rémunération horaire prévue pour son métier dans le décret.

8.01 *Travaux à forfait:* Toute personne à laquelle est confié du travail à forfait ou à la pièce, est un salarié aux fins du décret si elle ne fournit pas les matériaux. Celui qui lui confie tel travail est, pour les mêmes fins, son employeur et aussi l'employeur de tous les autres ouvriers embauchés par elle.

9.00 *Apprentissage:* Aucun jeune homme ne peut commencer son apprentissage dans l'industrie de la construction avant d'avoir seize (16) ans révolus.

9.01 *Apprentis:* Le mot « apprenti » désigne toute personne âgée d'au moins seize (16) ans et dont l'occupation principale est d'apprendre l'un ou l'autre des métiers énumérés au paragraphe 9.09 du présent article 9.00 en assistant un ou des hommes de métiers dans les travaux reliés à son métier et en accomplissant progressivement les différents travaux du métier.

9.02 Dans les cités, villes et municipalités où le certificat de qualifications est obligatoire, tous les apprentis exerçant ou voulant exercer les métiers visés par le décret, doivent s'enregistrer au bureau du Comité paritaire formé en vertu de la Loi de la convention collective, où un carnet de contrôle d'apprentissage leur est remis.

9.03 Aucun employeur ne peut, dans le territoire déterminé dans le paragraphe précédent, prendre à son emploi un apprenti, s'il ne s'est pas préalablement enregistré au Comité paritaire.

9.04 En dehors de la zone I, un employeur peut, aux fins de salaire, embaucher à titre d'apprenti tout salarié qui ne possède pas sa carte de compétence, pourvu qu'il s'en tienne au nombre des apprentis prévus par le présent article.

9.05 Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études et au résultat de leurs examens.

9.06 Pour contrôler la durée de l'apprentissage et la mutation de l'apprenti d'une entreprise à une autre, l'employeur doit inscrire dans un carnet la date d'entrée et de sortie de son apprenti. De plus l'employeur doit inscrire dans le carnet de l'apprenti, la date de son entrée et de sa sortie.

9.07 La duré de l'apprentissage est de quatre (4) ans, pour chacun des métiers auxquels appartient l'apprenti.

9.08 Avant de devenir ouvrier qualifié, l'apprenti doit fournir au Bureau des Examinateurs formé par le Comité paritaire, son carnet par lequel il est possible d'établir qu'il a terminé la période d'apprentissage requise pour le métier auquel il appartient.

9.09 *Nombre des apprentis:* Aux fins d'application du décret, le nombre des apprentis doit être le suivant pour chacun des métiers ci-après et pour chaque construction:

1° Charpentier-menuisier: Un (1) apprenti par cinq (5) compagnons ou fraction de ce nombre; dans la zone IV, un (1) apprenti par deux (2) compagnons ou fraction de ce nombre.

2° Briqueteur, peintre: Un (1) apprenti par quatre (4) compagnons ou fraction de ce nombre; dans la zone IV, un (1) apprenti par deux (2) compagnons ou fraction de ce nombre.

8.00 Whatever be the form or nature of the individual labour contract entered into between an employer and an employee, the latter is entitled to the hourly remuneration established for his trade in the decree.

8.01 *Lump sum contracts:* Every person to whom job or piece-work is given shall, for the purposes of the decree, be considered as an employee when such person does not supply all materials. The one giving the work shall, for the same purposes, be considered as that person's employer and as the employer of all other workers hired by the said person.

9.00 *Apprenticeship:* No one may begin his apprenticeship in the construction industry before sixteen (16) years of age.

9.01 *Apprentices:* The word "apprentice" means any person of at least sixteen (16) years of age whose occupation consists mainly in learning one of the trades enumerated in paragraph 9.09 of this article 9.00, by assisting one or more tradesmen in the execution of work connected with his trade and by engaging progressively in the various operations of the trade.

9.02 In cities, towns and municipalities where the certificate of competency is obligatory, all apprentices plying or desiring to ply the trades governed by the decree, shall register with the office of the Parity Committee formed under the Collective Agreement Act, where an apprenticeship booklet is remitted to them.

9.03 No employer has the right, in the localities determined in the preceding paragraph, to hire an apprentice who has not previously registered with the Parity Committee.

9.04 As regards wages, employers may, outside zone I, hire employees not certificated to work as apprentices providing the number of apprentices limited under the present article be observed.

9.05 Apprentices who attended a school governed by the Specialized Schools Act shall receive a credit in proportion to the duration of their studies and to the result of their examinations.

9.06 For the purpose of controlling the duration of apprenticeship and the transfer of the apprentice from one firm to another, the employer shall note in a booklet the dates of hiring and leaving of his apprentice. Also, the employer shall register, in the booklet of the apprentice, the dates of hiring and leaving.

9.07 The duration of apprenticeship in every trade shall be four (4) years.

9.08 Before becoming a skilled worker, the apprentice shall furnish the Board of Examiners formed by the Parity Committee with his booklet with which it is possible to establish that he has completed the apprenticeship period required for the trade to which he belongs."

9.09 *Number of apprentices:* For the purposes of enforcement of the decree, the number of apprentices shall be as follows for each of the trades hereunder mentioned and for each job:

1. Carpenter-joiner: one (1) apprentice to five (5) journeymen or fraction thereof; in zone IV, one (1) apprentice to two (2) journeymen or fraction thereof.

2. Bricklayer, painter: one (1) apprentice to four (4) journeymen or fraction thereof; in zone IV, one (1) apprentice to two (2) journeymen or fraction thereof.

3° Plâtrier, carreleur, poseur de marbre et de terrazzo, polisseur de terrazzo: Un (1) apprenti par deux (2) compagnons ou fraction de ce nombre.

4° Maçon, ferblantier-couvreur, mécanicien en isolement d'amiante, électricien, plombier, soudeur: un (1) apprenti par compagnon.

9.10 *Taux de salaires des apprentis:* Les taux horaires minima sont les suivants:

3. Plasterer, tile, marble and terrazzo layer, terrazzo polisher: one (1) apprentice to two (2) journeymen or fraction thereof.

4. Mason, tinsmith-roofer, absestos insulation mechanic, electrician, plumber, welder; one (1) apprentice per journeyman.

9.10 *Wage rates of apprentices:* The following shall be the minimum wage rates of apprentices:

	Zone I			*Zone II*		
	À compter du / *From*			*À compter du* / *From*		
Apprenti briqueteur, maçon et plâtrier — Apprentice bricklayer, mason and plasterer:		1/8/64	1/5/65		1/8/64	1/5/65
1ère année — 1st year	$1.35	$1.40	$1.56	$1.30	$1.35	$1.50
2ème année — 2nd year	1.65	1.70	1.90	1.60	1.65	1.83
3ème année — 3rd year	1.90	1.95	2.17	1.85	1.90	2.11
4ème année — 4th year	2.05	2.10	2.33	2.00	2.05	2.28
Autres apprentis — Other apprentices:						
1ère année — 1st year	1.30	1.35	1.50	1.25	1.30	1.44
2ème année — 2nd year	1.50	1.55	1.72	1.45	1.50	1.67
3ème année — 3rd year	1.70	1.75	1.95	1.65	1.70	1.95
4ème année — 4th year	1.85	1.90	2.11	1.80	1.85	2.06

	Zone III			*Zone IV*		
	À compter de / *From*			*À compter de* / *From*		
Apprenti briqueteur, maçon et plâtrier — Apprentice bricklayer, mason and plasterer:		1/8/64	1/5/65		1/8/64	1/5/65
1ère année — 1st year	$1.15	$1.20	$1.33	$1.15	$1.20	$1.33
2ème année — 2nd year	1.45	1.50	1.67	1.45	1.50	1.65
3ème année — 3rd year	1.70	1.75	1.95	1.65	1.70	1.87
4ème année — 4th year	1.85	1.90	2.11	1.80	1.85	2.04
Autres apprentis — Other apprentices:						
1ère année — 1st year	1.10	1.15	1.26	1.10	1.15	1.27
2ème année — 2nd year	1.30	1.35	1.50	1.30	1.35	1.50
3ème année — 3rd year	1.50	1.55	1.72	1.45	1.50	1.65
4ème année — 4th year	1.65	1.70	1.90	1.60	1.65	1.82

10.00 *Dispositions spéciales:* Les salariés ayant leur résidence permanente dans la zone I et exécutant des travaux dans les zones II ou III doivent bénéficier des taux de salaires prévus pour la zone I, les salariés ayant leur résidence permanente dans la zone II et exécutant des travaux dans la zone III doivent bénéficier des taux de salaires prévus pour la zone II:

11.00 *Frais de transport et de pension:* Pour les travaux exécutés dans les endroits éloignés de 15 milles ou plus de la résidence permanente du salarié, les frais de transport et de pension sont à la charge de l'employeur. L'employeur doit allouer $20.00 par semaine pour la pension de chaque salarié.

Le salarié choisira sa pension et celle-ci sera payée par l'employeur qui pourra débiter le surplus du coût de la pension au salarié. Mais, l'employeur devra ajouter au salaire du salarié la différence entre l'allocation de vingt dollars ($20.00) et le coût de la pension si celui-ci est inférieur.

Cet article ne s'applique pas dans la zone IV, sauf si le salarié est déplacé par son employeur.

Le salarié recevra une (1) heure de salaire à son taux normal pour chaque quarante (40) milles parcourus.

11.01 L'employeur doit rembourser au salarié ses frais de transport dans les trois (3) semaines de la production du compte.

11.02 L'entrepreneur ou l'employeur qui transporte matin et soir ses salariés n'est pas assujetti aux frais de transport et de pension.

10.00 *Special provisions:* All employees residing in zone I and working in zones II or III shall be remunerated according to the rates of wages mentioned for zone I. Employees residing in zone II and working in zone III shall be remunerated according to the rates of wages mentioned for zone II.

11.00 *Travelling and boarding expenses:* In the case of operations executed 15 miles or more from the place of residence of the employee, transport and boarding expenses shall be paid by the employer. Employers shall allow $20.00 per week for boarding expenses of their employees.

Employees shall choose their boarding place and the cost thereof shall be paid by the employer who may debit the employees with any excess in the boarding cost. However, the employer shall add to the wages of the employee any difference between the twenty dollars ($20.00) allowance and the cost of boarding should the latter be lower.

This article does not apply in zone IV, except when the travelling of the employee is required by the employer.

Employees shall be paid one (1) hour's remuneration at straight time for every forty (40) miles travelled.

11.01 Employers shall reimburse their employees for travelling expenses within the three (3) weeks following the presentation of the accounts.

11.02 The contractor or employer who takes his employees to work and back every day is not required to pay transportation and board expenses.

12.00 *Salarié permanent:* Les termes « salarié permanent » et « préposé à l'entretien » désignent tout salarié qualifié ou non de l'industrie de la construction qui est engagé pour une période d'au moins six (6) mois pour l'entretien des édifices publics, tels que définis au chapitre 170 (S.R.Q. 1941), ou de l'immeuble d'un établissement industriel et commercial.

12.01 Le mot « entretien » désigne les réparations mineures assimilées aux réparations locatives prévues au Code Civil de la province de Québec à tout ou partie d'un édifice ou d'un immeuble, ou ensemble de constructions pour maintenir l'édifice, l'immeuble ou l'ensemble de constructions en bon état de conservation.

Toutefois, ne sont pas considérées comme du travail d'entretien:

1° Une nouvelle construction, la reconstruction ou la réfection d'une partie d'un édifice ou d'un immeuble ou ensemble de construction.

2° Les grosses réparations, comme celles qui sont faites aux gros murs, aux poutres, aux fondations, aux murs de soutènement ainsi que les travaux qui sont effectués sur un édifice ou un immeuble à cause de sa vétusté et qui ne sont pas des réparations mineures décrites ci-haut.

12.02 *Salaires minima:* Les taux de salaires minima sont les suivants:

12.00 *Permanent employees:* The terms "permanent employees" and "maintenance men" mean any employee, qualified or not, of the construction industry who is hired for a period of six (6) months or more for maintenance work in connection with public buildings, as defined in chapter 170 (R.S.Q., 1941), or with the building of a commercial or industrial establishment.

12.01 The word "maintenance" means minor repairs, such as tenant repairs stipulated in the Civil Code of the Province of Quebec, made to any building or part thereof, or group of buildings for the upkeep or maintenance of such building or buildings.

However, the following is not considered as maintenance work:

1. New construction, reconstruction or reinstallation of part of a building or group of buildings.

2. Important repairs, such as those made to large walls, joists, foundations, sustaining walls and all operations preformed on a building because of decay and which are not minor repairs, as above described.

12.02 *Minimum wages:* The minimum wage rates shall be as follows:

Par semaine — Per week

Métiers — Trades:	*Zone I*		*Zones II-III*		*Zone IV*	
	À compter du — From		*À compter du — From*		*À compter du — From*	
Compagnon (ouvrier qualifié) Journeyman (skilled worker)	*1/8/64* $77.00	*1/5/65* $80.00	*1/8/64* $72.00	*1/5/65* $74.50	*1/8/64* $67.00	*1/5/65* $70.00
Manoeuvre (ouvrier non qualifié) — Labourer (common worker)	67.00	70.00	66.00	69.00	62.00	65.00

	Zone I		*Zones II-III*		*Zone IV*	
	From		*From*		*From*	
	1/8/64	*1/5/65*	*1/8/64*	*1/5/65*	*1/8/64*	*1/5/65*
Journeyman (skilled worker)	$77.00	$80.00	$72.00	$74.50	$67.00	$70.00
Labourer (common worker)	67.00	70.00	66.00	69.00	62.00	65.00

12.03 *Durée du travail:* La durée du travail est de quarante-huit (48) heures par semaine, sans limitation journalière.

À compter du 1er mai 1965, la semaine de travail sera de quarante-cinq (45) heures.

12.04 Si l'employeur fournit dans son établissements gîte et couvert à un tel salarié, il peut déduire de son salaire $4.00 par pièce par mois dans le premier cas et $0.25 par repas dans le second cas.

12.05 *Congé annuel payé:* Un congé annuel payé d'une semaine doit être accordé par l'employeur au salarié permanent qui a été continuellement à son emploi pendant une période d'un an. Chaque congé doit être donné dans les douze (12) mois de la date à laquelle le droit à un tel congé est acquis. Toutefois, l'employeur peut remplacer par une indemnité compensatrice le congé annuel payé si, en raison de circonstances indépendantes de sa volonté, il ne peut donner ledit congé à son salarié permanent.

12.06 *Congé de maladie:* L'employeur doit rémunérer le salarié permanent pour les jours pendant lesquels il est absent de son travail pour cause de maladie jusqu'à concurrence de six (6) par année civile. Pour avoir droit à cette rémunération, le salarié doit informer l'employeur de sa maladie le plus rapidement possible et se soumettre à un examen médical par un médecin ou une infirmière choisi et payé par l'employeur, si ce dernier le juge à propos. Le salarié doit aussi autoriser son propre médecin à fournir à l'employeur les renseignements nécessaires pour vérifier son état de maladie et le fait qu'elle n'est pas due à son inconduite.

12.03 *Duration of work:* The duration of work shall be forty-eight (48) hours per week without daily limitation.

From May 1 ,1965, the work week shall consist of forty-five (45) hours.

12.04 When the employer lodges and boards his employees in his establishment, he may deduct from their wages $4.00 per room per month and $0.25 per meal.

12.05 *Annual vacation with pay:* An annual vacation with pay of one week shall be given by the employer to permanent employees who have been continuously in his employ for a period of one year. Every vacation shall be given in the twelve (12) months following the date on which the right to such vacation has been required. However, the employer may replace such annual vacation with pay by a compensating bonus when, on account of circumstances beyond his control, he cannot give the said vacation to his permanent employee.

12.06 *Illness:* The employer shall pay permanent employees for days during which they are absent because of illness to the extent of six (6) days per calendar year. To be entitled to such remuneration, employees shall notify the employer of their illness as soon as possible and undergo a medical examination by a doctor or nurse, chosen and paid by the employer if the latter deems it advisable. Employees shall also authorize their own doctor to give the employer all necessary information as to the state of their health and to the fact that it is not due to misbehaviour.

12.07 Toutefois, les salariés permanents préposés à l'entretien ne sont pas assujettis au décret pourvu qu'ils soient régis par une convention collective particulière ou par un autre décret déterminant leurs taux minima de salaires et autres conditions de travail.

13.00 Le décret abroge le décret numéro 802 du 8 juillet 1953 et tous ses amendements.

14.00 Lors de la ratification de la présente convention, le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par le présent décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du nouveau décret jusqu'à la formation d'un nouveau comité. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité en vertu du décret antérieur.

15.00 *Durée du décret:* Le décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1965. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire entre le soixantième et trentième jour avant le 31 décembre de l'année 1965 ou de toute année subséquente.

Dans le cas d'une dénonciation, copie de l'avis doit être également adressée au Ministre du Travail.

Note: Les parties contractantes ont convenu que les dispositions de la convention aient leur effet à compter du 1er mai 1964.

JACQUES PRÉMONT,
7055-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

12.07 However, permanent maintenance employees are not governed by the decree so long as they are governed by a private collective agreement or by another decree determining their minimum wage rates and other working conditions.

13.00 The decree repeals the decree number 802 of July 8, 1953 and all its amendments.

14.00 At the time of ratification of the present agreement, the existing Parity Committee, formed to administer the former decree in the territorial jurisdiction determined by the present decree, remains in office and administer the present decree until the formation of a new committee. This new committee succeeds the former one and is vested with all the assets and rights of the said committee; it also assumes all the liabilities of the former committee, under the said former decree.

15.00 *Duration of the decree:* The decree remains in force until December 31, 1965. It then renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary between the sixteith and the thirtieth day preceding December 31 of the year 1965 or of any subsequent year.

In the event of a notice of determination, copy thereof shall also be filed with the Minister of Labour.

Note: The contracting parties have agreed that the provisions of the present agreement be effective from May 1, 1964.

JACQUES PRÉMONT,
7055-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1205

Section « A »

Québec, le 17 juin 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'indusrie de la construction dans les districts électoraux d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest et Rouyn-Noranda.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 492 du 26 mars 1963, relatif à l'industrie de la construction dans les districts électoraux d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest et Rouyn-Noranda, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 25 avril 1964;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 492, soit modifié comme suit:

1° La définition de la zone I, à l'article II, est remplacée par la suivante:

« *Zone I*: Le district électoral de Rouyn-Noranda, les cités ou villes de Malartic, Val

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1205

Section "A"

Quebec, June 17, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the construction industry in the electoral districts of Abitibi-East, Abitibi-West and Rouyn-Noranda.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 492 of March 26, 1963, relating to the construction industry in the electoral districts of Abitibi-East, Abitibi-West and Rouyn-Noranda, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 25, 1964;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the honourable the Minister of Labour.

THAT the said decree, number 492, be amended as follows:

1. The definition of zone I, in article II, is replaced by the following:

"*Zone I:* The electoral district of Rouyn-Noranda, the cities or towns of Malartic, Val

d'Or, Bourlamaque, Chibougamau, Chapais et Mattagami, avec un rayon de 15 milles de leurs limites. »

2° Les paragraphes « *a* » et « *b* » de l'article V sont remplacés par les suivants:

« V. *Durée du travail: a*) La durée maximum du travail au taux régulier est de dix (10) heures par jour, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi et de cinq (5) heures le samedi avant-midi.

b) *Temps supplémentaire:* Tout travail exécuté en plus du nombre d'heures quotidiennes régulières, est considéré comme du temps supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier, excepté dans le cas des gardiens. »

3° Au paragraphe « *d* » de l'article V, première ligne, les mots « de ponts « sont ajoutés après les mots « de route ».

4° Le paragraphe « *a* » de l'article VI est remplacé par le suivant:

« VI. *Taux minima de salaires: a*) Les taux minima de salaires suivants doivent être payés:

d'Or, Bourlamaque, Chibougamau, Chapais and Mattagami and a radius of fifteen (15) miles from their limits."

2. Paragraphs "*a*" and "*b*" of article V are replaced by the following:

"V. *Duration of work: a*) The maximum duration of work at regular rates shall be ten (10) hours per day on Monday, Tuesday, Wednesday. Thursday and Friday and five (5) hours on Saturday morning.

b) *Overtime:* Except for watchmen, all time worked in excess of the number of regular daily hours, shall be considered as overtime and paid at the rate of time and one half based on the regular rate."

3. In paragraph "*d*" of article V, first line, the words "and bridges" are added after the words "of roads".

4. Paragraph "*a*" of article VI is replaced by the following:

"VI. *Minimum wage rates: a*) The following shall be the minimum wage rates:

Métiers ou occupations — Trades:	*Taux horaires Hourly rates Zones* *I*	*II*
Amianteur — Asbestos layer	$ 2.05	$ 1.90
Briqueteur — Bricklayer	2.20	2.05
Brûleur — Burner	2.00	1.85
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	2.10	1.95
Chauffeur de camion à béton (Ready-Mx) — Truck Driver (Ready-Mix)	1.80	1.65
Chauffeur de camion de plus de 5 tonnes — Truck Driver, over 5 tons	1.80	1.65
Chauffeur de camion de moins de 5 tonnes — Truck-Driver, under 5 tons	1.75	1.60
Chauffeur de pelle mécanique — Power shovel operator	1.90	1.75
Chauffeur de bouilloire (pitch) — Kettlemen (pitch)	1.80	1.65
Chauffeur de bouilloire à l'usine (asphalte) — Asphalt plant kettleman	1.75	1.65
Couvreur — Roofer	1.95	1.80
Débosseur (véhicules-moteur) sur le chantier — Body-worker (motor vehicles) on the field	2.10	1.95
Dynamiteur (avec certificat) — Blaster (certificated)	2.00	1.85
Entrepreneur maître-électricien détenteur de la licence « A » ou « B » et travaillant comme salarié (services personnels) — Contracting master electrician working as an employee and holding licence "A" or "B" (personal services)	3.95	3.70
Électricien (compagnon) — Electrician (journeyman)	2.10	1.95
Épisseur de câble — Cable spicer	2.05	1.90
Électricien (monteur de ligne) — Electrician (Lineman)	1.95	1.80
Finisseur de béton — Concrete finisher	1.95	1.80
Foreur — Drill operator	1.85	1.70
Foreur (puits ou buse) — Drill operator, (shaft or rase)	2.20	2.05
Forgeron — Blacksmith	1.90	1.75
Foregeron (conducteur d'affûteuse) — Blacksmith (drill-Sharpenter operator)	2.10	1.95
Gardien et chauffeur de chaudière — Watchman and boiler fireman	1.75	1.60
Gréeur — Rigger	1.90	1.75
Graisseur (machinerie lourde) — Heavy machinery oiler	1.75	1.60
Isolation (laine minérale sous pression et en coussins) — Insulation (pads and loose)	1.80	1.65
Journalier — Common worker	1.70	1.55
Affûteur — Filer	2.05	1.90
Machiniste — Machinist	2.20	2.05
Manoeuvre — Labourer	1.75	1.60
Mécanicien (moteur Diesel, à essence) — Mechanic (Diesel and gazoline motor)	2.20	2.05
Mécanicien (moteur à essence seulement) — Mechanic (Gazoline only)	2.10	1.95
Mécanicien (machine fixe ou portative) — Engineman (stationary or portable engine)	2.00	1.85
Mecanicien en tuyauterie, plombier, installeur d'appareils de chauffage, brûleur à mazart — Pipe mechanic, plumber, steamfitter, oil burner mechanic	2.05	1.90
Compagnon junior — Junior journeyman	1.90	1.75
Mécanicien monteur de génératrice — Electric generator mechanic	2.20	2.05
Mécanicien d'entretien (ouvrier en construction) — Millwright (construction)	1.90	1.75
Scieur (scie à disque d'émeri) — Emery disc saw operator	1.75	1.60
Conducteur de ponceuse (machine à sabler les planchers) — Floor polisher operator	1.95	1.80
Conducteur de concasseur — Crusher operator	1.80	1.65
Conducteur-mécanicien (usine d'asphalte) — Asphalt plant operator-mechanic	1.95	1.80
Conducteur de malaxeur (usine d'asphalte) — Asphalt plan mixer operator	1.75	1.65
Conducteur de niveleuse (asphalte) — Asphalt grader operator	1.90	1.75
Peintre — Painter	1.90	1.75
Peintre au pistolet — Spray painter	1.95	1.80

Métiers ou occupations — Trades:	*Taux horaires Hourly rates Zones* I	II
Peintre (lettreur et doreur) — Painter (letterer and gilder)	$2.20	$2.05
Peintre (travaillant à plus de 45 pieds de hauteur à l'extérieur) — Painter (work done outdoors at a height exceeding 45 feet)	2.20	2.05
Plâtrier — Plasterer	2.20	2.05
Planchéieur — Floor maker	2.10	1.95
Conducteur de rouleau (asphalte) — Asphalt roller operator	1.85	1.70
Râteleur d'asphalte — Asphalt raker	2.00	1.85
Conducteur d'épandeur d'asphalte — Asphalt spreader operator	2.00	1.85
Polisseur de terrazzo (à sec) — Terrazzo polisher, dry process	2.10	1.95
Polisseur de terrazzo (humide) — Terrazzo polisher, wet process	2.00	1.85
Porteur d'eau (moins de 18 ans) — Water carrier (under 18 years)	1.05	0.90
Porteur d'eau (plus de 18 ans) — Water carrier (above 18 years)	1.70	1.55
Poseur de fenêtres — Window setter	1.85	1.70
Poseur de gicleurs — Sprinkler fitter	2.20	2.05
Poseur de lattes (gypse ou métal) — Lather (gypsum or metal)	1.90	1.75
Poseur de linoleum — Linoleum	2.00	1.85
Monteur d'acier à béton — Reinforcing steel erector	1.70	1.55
Poseur de revêtement extérieur en feuilles — Outside sheating:		
(moins de 60′ de hauteur — less than 60′ high)	2.10	1.95
(Plus de 60′ de hauteur — More than 60′ high)	2.20	2.05
(Plus de 110′ de hauteur — More than 110′ high)	2.35	2.20
Manoeuvre de l'acier à béton — Reinforcing steel handler	1.70	1.55
Préposé au pliage de l'acier à béton — Reinforcing steel (bending)	1.85	1.70
Monteur et travailleur d'acier ornemental — Ornamental steel erector and worker	2.00	1.85
Poseur de marbre — Marble layer	2.00	1.85
Poseur de terrazzo — Terrazzo layer	2.10	1.95
Monteur d'acier de construction (« fer structural ») (travaux de moins de $25,000) — Structural steel erector (jobs of less than $25,000)	2.10	1.95
Carreleur mosaïste (poseur de tuile céramique) — Ceramic tile laver	2.05	1.90
Conducteur de bélier mécanique — Bulldozer operator	1.90	1.75
Conducteur de tracteur — Tractor operator	1.90	1.75
Conducteur de tracteur de ferme — Farm tractor operator	1.85	1.70
Conducteur de compresseurs et malaxeurs — Compresseur and mixer operator	1.85	1.70
Conducteur de bétonnière, 5 verges et plus — Concrete mixer operator (5 yards or more)	2.00	1.85
Grutier (grues à vapeur, à essence, à l'huile ou à l'électricité), conducteur de pelles à l'huile, à vapeur, à essence ou à l'électricité, de ponts roulants — Steam, gasoline, oil, or electrical crane operator, steam gasoline, oil or electrical, shovel operator, travelling crane operator	2.05	1.90
Conducteur de monte-charge — Freight elevator operator	1.85	1.70
Préposé aux pompes à béton — Concrete pumps operator	2.05	1.90
Préposé aux pompes à l'eau de tous genres — Water pumps (all kinds) operator	1.85	1.70
Conducteur de vibrateur à béton — Concrete vibrabor operator	1.70	1.55
Monteur et démonteur d'échafaud d'acier boulonné — Bolted steel scaffold, erecting and dismantling	1.70	1.55
Préposé à l'installation des murs rideaux — Curtain wall erector	2.10	1.95
Soudeur — Welder	2.10	1.95
Soudeur haute pression — Welder-high pressure	2.10	1.95
Tailleur de granit sur le chantier — Granite cutter (Building site)	2.20	2.05
Tireur de joints sur planche murale — Joint pointer-wallboards	2.20	2.05
Ferblantier — Tinsmith	2.00	1.85
Vitrier — Glazier	1.85	1.75
	Par semaine per week	
Chauffeur de camion de service — Service truck driver	$75.00	$67.00
Gardien sur chantier — Watchman on the job	65.00	57.00
Pointer — Time-keeper	70.00	62.00
Réceptionnaire — Material checker	70.00	62.00
Patrouilleur — Patrolman	65.00	57.00
S'il travaille le dimanche durant sa semaine de travail — If his work week includes Sunday	75.00	67.00

Majoration: 1. À compter du 1er juin 1965, tous les taux horaires de salaire qui précèdent doivent être majorés de $0.10 l'heure.

2. À compter du 1er juin 1965, tous les taux de salaire à la semaine devront être augmentés de $5.00 par semaine.

aa) Salaire minima des contremaîtres: Les taux de salaires des contremaîtres, doivent être d'au moins $0.15 plus élevés que les taux de salaires payés aux salariés les mieux rémunérés qu'ils dirigent. »

JACQUES PRÉMONT,
7055-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Increase: 1. From June 1, 1965 the above hourly rates of wages shall be increased by $0.10 per hour.

2. From June 1, 1965, the above weekly rates of wages shall be increased by $5.00 per week.

aa) Minimum wages of foremen: Wages of foremen shall be at least $0.15 higher than the higest rates of wages paid to employees under their direction."

JACQUES PRÉMONT,
7055-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1205

Section « B »

Québec, le 17 juin 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les districts électoraux de Sherbrooke, Compton, Frontenac, St8nstead, Shefford, Brôme, Missisquoi, Richmond et Wolfe.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), l'Association des Constructeurs des Cantons de l'Est et le Conseil National des Métiers de la Construction de Sherbrooke ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications au décret numéro 122 du 29 février 1956 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les districts électoraux de Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Shefford, Brôme, Missisquoi, Richmond et Wolfe;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 2 mai 1964;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposiyion de l'honorable Ministre du Travail:

QUE, ledit décret numéro 122, soit modifié comme suit:

1° Les mots « lire les plans » apparaissant au paragraphe « *ce* » de l'article 1 sont biffés.

2° Le paragraphe « *q* » de l'article 1 est remplacé par le suivant:

« *q*) Le terme « finisseur de ciment » désigne tout salarié qui pose et finit le ciment pour parquet, fait les trottoirs et pavage en ciment, répare les fondations intérieures et extérieures lorsque le ciment est coulé et non posé comme enduit. ».

3° Les mots « (mais excluant les travaux de construction ou de réfection) » sont ajoutés après les mots « qu'elles possèdent » apparaissant au paragraphe intitulé « Dispositions spéciale » à la fin de l'article 3.

4° Le paragraphe « *a* » de l'article 7 est remplacé par le suivant:

« 7. *Taux de salaires minimum:* Les taux de salaires minima suivants, comportant les augmentations prévues au paragraphe « *d* » du présent article, doivent être payés aux salariés ci-après énumérés:

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1205

Section "B"

Quebec, June 17, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the construction industry and trades in the electoral districts of Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Shefford, Brôme, Missisquoi, Richmond and Wolfe.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), l'Association des Constructeurs des Cantons de l'Est, et le Conseil national des Métiers de la Construction de Sherbrooke have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree number 122 of February 29, 1956 and amendments, relating to the construction industry and trades in the electoral districts of Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Shefford, Brôme, Missisquoi, Richmond and Wolfe;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 2, 1964;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 122, be amended as follows:

1. The words "read plans" mentioned in paragraph "*cc*" of article 1 are deleted.

2. Paragraph "*q*" of article 1 is replaced by the following:

"*q*) The term "cement finisher" means any employee who lays and finishes cement for floors, makes cement sidewalks and paving, repairs inside and outside foundations when cement is cast and not laid as a coating."

3. The words "(but excluding construction or rebuilding work)" are added after the words "on their own buildings are concerned" mentioned in paragraph entitled "Special provision" at the end of article 3.

4. Paragraph "*a*" of article 7 is replaced by the following:

"7. *Minimum rates of wages:* The following minimum rates of wages, comprising the increases provided for in paragraph "*d*" of the present article, shall be paid to the employees hereafter enumerated:

Métiers — Trades:	*Salaires horaires Hourly rates Zones* I	II	III
Briqueteur, maçon, plâtrier — Bricklayer, mason, plasterer	$2.55	$2.50	$2.30
Compagnon junior — Junior journeyman	90%	90%	90%
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	2.35	2.30	2.10
Compagnon junior — Junior journeyman	90%	90%	90%
Couvreur — Roofer	2.40	2.35	2.15
Compagnon junior — Junior journeyman	2.10	2.05	1.85
Mécanicien, charpentier, "millwright" — Millwright	2.35	2.30	2.10
Chauffeur de camion — Truck driver	1.95	1.90	1.70
Conducteur de gratte mécanique — Grader operator	2.50	2.50	2.35
Aide sur gratte mécanique — Grader operator's helper	2.20	2.20	2.00
Électricien (compagnon) — Electrician (journeyman)	2.30	2.25	2.05

Métiers — Trades:	*Salaires horaires Hourly rates Zones* I	II	III
Finisseur de ciment — Cement finisher	$2.10	$2.05	$1.85
Foreur — Drill operator	2.25	2.20	2.00
Dynamiteur (métier sous licence) — Blaster (licensed trade)	2.25	2.20	2.00
Forgeron — Blacksmith	2.25	2.20	2.05
Graisseur et huileur (sur machinerie) — Greaser and oiler (machinery)	2.10	2.05	1.90
Gardien — Watchman	1.80	1.75	1.55
Gréeur — Rigger	2.25	2.25	2.05
Latteur — Lather	2.30	2.25	2.05
Maçon (maçonnerie brute de solage) — Mason (rough foundation masonry)	2.45	2.40	2.20
Manoeuvre — Labourer	1.95	1.90	1.70
Mécanicien de machines fixes ou mobiles (certificat de 4ème classe) — Stationary or portable engineman (4th class certificate)	2.30	2.25	2.05
Peintre — Painter	2.25	2.20	2.00
Compagnon junior — Junior journeyman	90%	90%	90%
Peintre au pistolet — Sprayman	2.30	2.25	2.05
Peintre: travail exécuté à plus de 45 pieds de hauteur à l'extérieur d'un immeuble — Painter: work done at a height exceeding 45 feet outside a building	2.45	2.40	2.25
Porteur d'eau — Water carrier	1.90	1.90	1.70
Poseur de linléum incrusté, de tuile d'asphalte, de caoutchouc ou produits similaires — Lawyer of linoleum, asphalt, rubber tiles or similar products	2.15	2.10	1.90
Poseur de marbre et terrazzo — Marble and terrazzo layer	2.45	2.40	2.20
Polisseur de terrazzo à sec — Terrazzo polisher, dry process	2.20	2.15	1.95
Polisseur de terrazzo à l'eau — Terrazzo polisher, wet process	2.20	2.15	1.95
Poseur de fer ornemental — Ornamental iron erector	2.20	2.15	1.95
Poseur de tuile — Tile layer	2.45	2.40	2.20
Opérateur d'ascenseurs ou monte-charge — Elevator or hoist operator	2.30	2.25	2.10
Opérateur de grues, fixes ou portatives — Stationary or portable crane operator	2.15	2.10	1.90
Opérateur de malaxeurs, fixes ou portatifs, à essence (gazoline) ou à l'électricité — Stationary or portable, (gasoline or electric) crane operator	1.95	1.90	1.70
Opérateur de tracteurs avec accessoires — Tractor (with accessories) operator	2.25	2.20	2.00
Aide opérateur au tracteur — Tractor operator's helper	2.15	2.10	1.90
Opérateur de pelles mécaniques — Power shovel operator	2.20	2.15	1.95
Aide opérateur de pelles mécaniques — Power shovel operator's helper	2.10	2.05	1.85
Opérateur de compresseurs — Compressor operator	2.25	2.20	2.00
Aide-opérateur aux compresseurs — Compressor operator's helper	2.15	2.10	1.90
Sableur de planchers — Floor polisher	2.20	2.15	1.95
Pelleteur d'asphalte — Asphalt shoveller	2.00	1.95	1.75
Râtisseur d'asphalte — Asphalt raker	2.30	2.25	2.05
Aide râtisseur d'asphalte — Asphalt raker's helper	2.05	2.00	1.80
Conducteur de rouleau à asphalte — Asphalt roller operator	2.20	2.15	1.95
Ouvrier en armature métallique — Reinforcing steel worker	2.20	2.20	2.00
Vitrier — Glazier	2.25	2.20	2.00
Tireur de joints de gyproc — Joint pointer (gyproc)	2.25	2.20	2.00"

5° Le paragraphe « *b* » de l'article 7 est remplacé par le suivant:

« *b*) *Salaires minima des apprentis:* Les taux de salires minima suivants doivent être payés aux apprentis des métiers ci-après mentionnés. Les taux minima de salaires payable aux apprentis sont établis selon les pourcentages suivants, calculés à $0.05 près, des salaires minima payables aux ouvriers qualifiés dans leur métier respectif.

Métiers:	*Salaires horaires*
Briqueteur et maçon:	
1ère année	60%
2ième année	70%
3ième année	75%
4ième année	85%
Charpentier-menuisier:	
1ère année	70%
2ième année	75%
3ième année	80%
4ième année	85%
Couvreur:	
1ère année	70%
2ième année	80%
Latteur:	
1ère année	80%
2ième année	90%
Électricien:	

5. Paragraph "*b*" of article 7 is replaced by the following:

"*b*) *Minimum rates of wages for apprentices* The following minimum rates of wages shall be paid to apprentices of the trades mentioned hereinbelow. The minimum rates of wages payable to apprentices shall be calculated to the nearest $0.05 as per the following percentages of the minimum wage rates payable to qualified workers in their respective trades:

Trades:	*Hourly rates*
Bricklayer and mason:	
1st year	60%
2nd year	70%
3rd year	75%
4th year	85%
Carpentier-joiner:	
1st year	70%
2nd year	75%
3rd year	80%
4th year	85%
Roofer:	
1st year	70%
2nd year	80%
Lather:	
1st year	80%
2nd year	90%
Electrician:	

Métiers:	*Salaires horaires*
1ère année	65%
2ième année	70%
3ième année	75%
4ième année	80%
Poseur de fer ornemental:	
1ère année	60%
2ième année	70%
3ième année	75%
4ième année	85%
Peintre, vitrier:	
1ère année	60%
2ième année	70%
3ième année	75%
4ième année	85%
Plâtrier:	
1ère année	60%
2ième année	70%
3ième année	75%
4ième année	85%
Poseur d'acier d'armature:	
1ère année	85%
2ième année	95%
Polisseur de terrazzo à sec:	
1ère année	80%
2ième année	90%
Polisseur de terrazzo à l'eau:	
1ère année	80%
2ième année	90%
Finisseur de ciment:	
1ère année	80%
2ième année	90%
Poseur de linoleum:	
1ère année	80%
2ième année	90%
Poseur de marbre et terrazzo:	
1ère année	70%
2ième année	75%
3ième année	80%
4ième année	90%
Poseur de tuile:	
1ère année	70%
2ième année	75%
3ième année	80%
4ième année	90%
Sableur de plancher:	
1ère année	80%
2ième année	90%
Tireur de joints (de gyproc):	
1ère année	80%
2ième année	90%

Note: Toutefois, les taux de salaires actuellement payés aux apprentis, ne peuvent être diminués, pour leur année d'apprentissage en cours. ».

6° Le paragraphe « *i* » de l'article 17 est remplacé par le suivant:

« *i*) Pour les métiers de plâtrier, maçon, charpentier-menuisier, électricien, poseur de marbre, tuile et terrazzo, fer ornementel, poseur de linoléum, tireur de joints de gyproc, sableur de plancher, polisseur de terrazzo à sec, latteur; il peut y avoir un (1) apprenti par compagnon. Pour les métiers de briqueteur et peintre, il ne peut y avoir plus d'un (1) apprenti par deux (2) compagnons ou fraction de deux. ».

7° Le paragraphe « *m* » de l'article 17 est remplacé par le suivant:

« *m*) Dans le cas de poseur de linoléum, polisseur de terrazzo à sec et à l'eau, sableur de plancher, latteur, couvreur, finisseur de ciment, tireur de joints de gyproc et poseur d'acier d'armature, l'apprentissage comporte 4,000 heures de travail du métier. »

Trades:	*Hourly rates*
1st year	65%
2nd year	70%
3rd year	75%
4th year	80%
Ornamental iron erector:	
1st year	60%
2nd year	70%
3rd year	75%
4th year	85%
Painter, glazier:	
1st year	60%
2nd year	70%
3rd year	75%
4th year	85%
Plasterer:	
1st year	60%
2nd year	70%
3rd year	75%
4th year	85%
Reinforcing steel erector:	
1st year	85%
2nd year	95%
Terrazzo polisher, dry process:	
1st year	80%
2nd year	90%
Terrazzo polisher, wet process:	
1st year	80%
2nd year	90%
Cement finisher:	
1st year	80%
2nd year	90%
Linoleum layer:	
1st year	80%
2nd year	90%
Marble and terrazzo layer:	
1st year	70%
2nd year	75%
3rd year	80%
4th year	90%
Tile layer:	
1st year	70%
2nd year	75%
3rd year	80%
4th year	90%
Floor polisher:	
1st year	80%
2nd year	90%
Joint pointer (gyproc):	
1st year	80%
2nd year	90%

Note: However, the rates of wages actually paid to apprentices may not be decreased, for their current year of apprenticeship."

6. Paragraph "*i*" of article 17 is replaced by the following:

"*i*) For the trades of plasterer, mason, carpenter-joiner, electrician, marble setter, tile and terrazzo layer, ornamental iron erector, linoleun layer, joint peinter (gyproc), floor polisher, terrazzo polisher, dry process, lather there may be one apprentice per journeyman. For the trades of bricklayer and painter there shall be but one (1) apprentice per two (2) journeymen or fraction of two."

7. Paragraph "*m*" of article 17 is replaced by the following:

"*m*) In the case of the linleum layer, terrazzo polisher (dry process), terrazzo polisher (wet process), floor polisher, lather, roofer, cement finisher, joint pointer (gyproc) and reinforcing steel erector, apprenticeship consists of 4,000 hours of work in the trade."

8° L'item « Ferblantier, travailleur de métal en feuilles et couvreur » apparaissant à l'article 38, est remplacé par le suivant: « Ferblantier et travailleur de métal en feuilles ».

9° L'article 63 est remplacé par le suivant:

« 63° La durée de travail des apprentis est la même que celle des compagnons. Une année d'apprentissage comprend 2,000 heures de travail. »

JACQUES PRÉMONT,
7055-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1205

Section « C »

Québec, le 17 juin 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 25 avril 1964;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 613, soit modifié comme suit:

1° Le 5ème paragraphe de l'article 37 est amendé en remplaçant, à la quatrième ligne, les mots « six (6) mois » par les mots « dix (10) mois ».

2° Le sous-paragraphe « *b* » du 6ème paragraphe de l'article 37 est amendé en y remplaçant à la deuxième ligne, les mots « six (6) mois » par les mots « dix (10) mois ».

JACQUES PRÉMONT,
7055-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1205

Section « D »

Québec, le 17 juin 1964.

Présent: Le lieuteant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 141 du 8 février 1951 et ses amendements, relatifs à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec, soit prolongé jusqu'au 30 septembre 1964.

JACQUES PRÉMONT,
7055-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

---

8. The item "Tinsmith, sheet metal worker and roofer" mentioned in article 38 is replaced by the following: "Tinsmith and sheet metal worker".

9. Article 63 is replaced by the following:

"63. The duration of work of apprentices shall be the same as that of journeymen. One year of apprenticeship consists of 2,000 hours of work."

JACQUES PRÉMONT,
7055-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1205

Section "C"

Quebec, June 17, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the construction industry and trades in the region of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (S.R.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 613 of April 6, 1962 and amendments, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 25, 1964;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 613, be amended as follows:

1. The 5th paragraph of article 37 is amended by replacing the words "six (6) months" on the fourth line by the words "ten (10) months".

2. Sub-paragraph "*b*" of the 6th paragraph of article 37 is amended by replacing the words "six (6) months" on the second line by the words "ten (10) months".

JACQUES PRÉMONT,
7055-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1205

Section "D"

Quebec, June 17, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an extension of the duration of the decree relating to the printing trades in the region of Quebec.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the decree number 141 of February 8, 1951, and amendments, relating to the printing trades in the region of Quebec, be extended until September 30, 1964.

JACQUES PRÉMONT,
7055-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1205

Section « E »

Québec, le 17 juin 1964.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie du Bois ouvré dans la région de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'Honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 1677 du 3 octobre 1962, relatif à l'industrie du bois ouvré dans la région de Québec, soit prolongé jusqu'au 1er septembre 1964.

JACQUES PRÉMONT,
7055-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1204

Québec, le 17 juin 1964.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative à l'industrie de la chemise pour hommes et garçons dans la province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

« La Guilde des Manufacturiers de Chemises »;

Et, D'AUTRE PART:

« La Fédération Nationale des Travailleurs de l'Industrie du Vêtement Inc. »;
pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 2 mai 1964;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industire et les occupations visées et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), avec toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 2 mai 1964.

Article 1. *Champ d'application industriel:* 1.01. présent décret régit l'industrie de la confection ou de la production, en tout ou en partie, pour hommes et garçons, de chemises et de pyjamas de

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1205

Section "E"

Quebec, June 17, 1964.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an extension of the duration of the decree relating to the wrought wood industry in the region of Quebec.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the decree number 1677 of October 3, 1962, relating to the wrought wood industry in the region of Quebec, be extended until September 1, 1964.

JACQUES PRÉMONT,
7055-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1204

Quebec, June 17, 1964.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the men's and boys' shirt industry in the province.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have petitioned the Minister of Labour to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"La Guilde des Manufacturiers de Chemises";

And, ON THE OTHER PART:

"La Fédération Nationale des Travailleurs de l'Industrie du Vêtement Inc.";
for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 2, 1964;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the trades and occupations concerned and in the territorial jurisdiction mentioned in the petition;

WHEREAS the provisions of the said Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS the objections set forth have been considered in pursuance of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the petition be accepted in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 2, 1964.

Article 1. *Industrial jurisdiction:* 1.01. The present decree shall apply to the industry of manufacturing or producing, in whole or in part, for men and boys, shirts and pyjamas of

toutes descriptions, sans restriction, y compris les chemises fabriquées de tissus tricotés, les chemises de travail, les « shorts » et les sous-vêtements taillés et cousus.

Le présent décret s'applique aussi à la confection ou à la production, en tout ou en partie, de chemises et de pyjamas pour toutes personnes du sexe féminin, à la condition que ces vêtements soient confectionnés dans un établissement ou une usine où sont manufacturés, de manière prépondérante, des chemises et des pyjamas pour hommes et garçons, par un fabricant propriétaire du tissu ou de toute autre matière de base et à la condition que ces chemises et ces pyjamas pour toutes personnes du sexe féminin, soient de style et de modèle semblables à ceux des chemises et des pyjamas pour hommes et garçons et que les procédés de fabrication soient à peu près les mêmes.

Les « entrepreneurs », ce qui comprend ici tous et chacun des entrepreneurs, des sous-traitants et des autres personnes qui ne sont pas propriétaires des matières qu'ils emploient pour la fabrication ou qu'ils font travailler par d'autres, sont dans tous les cas où ils fabriquent des chemises ou des pyjamas destinés à l'usage de personnes du sexe feminin, assujettis au décret relatif à l'Industrie de la Robe dans la Province de Québec (numéro 3519 et amendements).

Lorsqu'un entrepreneur fabrique des chemises et des pyjamas destinés à l'usage de personnes du sexe masculin et du sexe féminin, il doit séparer et diviser la production de ces articles suivant qu'ils sont destinés à des personnes de l'un ou l'autre sexe, de façon que les vêtements pour toutes personnes du sexe masculin soient assujettis au présent décret et que les vêtements pour toutes personnes du sexe féminin soient assujettis au décret relatif à l'Industrie de la Robe dans la Province de Québec (numéro 3519 et amendements).

À défaut de diviser ou de séparer sa production de façon appropriée, tout entrepreneur devient automatiquement assujetti au décret relatif à l'industrie de la Robe dans la province de Québec (numéro 3519 et amendements) pour toute sa production de chemises ou de pyjamas, qu'elle soit destinée à des personnes du sexe masculin ou du sexe féminin.

1.02 Le travail visé par ce décret comprend celui de toutes personnes exécutant une ou plusieurs des opérations principales, accessoires ou connexes à la confection et à la production des chemises et des vêtements précités, que lesdites opérations soient définies ou non, qu'elles soient effectuées en totalité ou en partie par le même employeur ou par plusieurs employeurs, qu'elles soient effectuées en totalité ou en partie dans un ou plusieurs ateliers spécialisés, entreprises privées, industrielles ou commerciales ou dans tout autre établissement, qu'elles constituent le commerce principal de l'employeur ou qu'elle soient secondaires ou complémentaires de tout autre commerce ou occupation, et que lesdits articles soient fabriqués aux fins de vente à d'autres consommateurs ou exclusivement pour la propre consommation de l'employeur.

1.03 Le décret s'applique aussi à tous les manufacturiers, sous-traitants, entrepreneurs, sous-entrepreneurs et manufacturiers-détaillants qui confectionnent dans leur propre établissement ou ailleurs, en tout ou en partie, des vêtements compris dans le susdit champ d'application industriel..

all types and descriptions, without limitation, and including shirts made of knitted fabrics, work shirts, "shorts" and underwear which are cut and sewn.

The present decree shall also apply to the manufacturing and producing, in whole or in part, of shirts and pyjamas for all persons of the female sex, but only when manufactured in the same establishment or factory where men's and boys' shirts and pyjamas are manufactured in preponderance by a manufacturer who owns the component materials, and on condition that such shirts and pyjamas for females are of similar style, pattern and construction and are manufactured by means of substantially the same operations as those used in the manufacturing of boys' and men's shirts and pyjamas.

Contractors, entrepreneurs and persons who are not owners of the materials upon which they work or have work done, all herein collectively and severally referred to as "contractors", must in all cases where they manufacture shirts and pyjamas for the use of persons of the female sex, fall under and be governed by (Order in Council number 3519 and amendments) being the decree relating to the Dress Industry of the Province of Quebec, with respect to such production.

If such contractors perform work on shirts and pyjamas as herein described for the use of both persons of the male and female sex, then in all cases such contractors shall segregate and departmentalize the manufacture of such products according to sex, and shall fall under and be governed by the Decree relating to the Men's and Boys' Shirt Industry with respect to such products for persons of the male sex, and shall fall under and be governed by the Decree relating to the Dress Industry of the Province of Quebec (Order in Council number 3519 and amendments), for all such garments for persons of the female sex.

Any such contractor who fails to segregate and departmentalize his production in a proper manner, shall, *ipso facto*, for his entire production whether for persons of the male or female sex, fall under and be governed by (Order in Council number 3519 and amendments) being the decree relating to the Dress Industry of the Province of Quebec.

1.02. The work contemplated by this degree comprises the work of all persons performing any or many of the operations being part of, related to or connected with the manufacturing or producing of the above described shirts and garments, whether the said operations are defined or not in the present decree, whether said operations are performed completely or in part by the same employer or by several employers, whether they are performed completely or in part in one or several trade plants, private, industrial, commercial or other establishments, whether such operations constitute the principal business of the employer or are accessory or complementary to any other business or enterprise and whether the said shirts and garments are manufactured or produced for the purpose of sale to other consumers or for the exclusive use of the employer.

1.03. The decree shall apply also to all manufacturers, jobbers, contractors, sub-contractors and manufacturing retailers who produce in their own establishment or elsewhere, in whole or in part, garments covered by the present industrial jurisdiction.

1.04 Sont cependant expressément exclus:

1° Les articles ou vêtements déjà assujettis à un décret existant;

2° Les sous-vêtements fabriqués de tissus tricotés;

3° Les chemises, pyjamas et vêtements de toutes descriptions jusqu'à l'âge de six (6) ans inclusivement.

1.05 Dans le cas de différend entre le Comité paritaire ou ses inspecteurs ou entre le Comité paritaire et ses inspecteurs et tout employeur, quant à la classification des articles manufacturés, le différend est soumis pour règlement à un sous-comité du Comité paritaire composé de quatre (4) membres désignés par ce dernier, dont deux (2) employeurs et deux (2) salariés, et du président du Comité paritaire, à titre de président du sous-comité.

Les décisions unanimes ou majoritaires du sous-comité précipé, dans tous les cas, sont soumises à la considération du Comité paritaire qui donne sa décision dans le cadre de son champ d'application.

Article 2. *Champ d'application territorial:* Le champ d'application territorial du présent décret comprend toute la province de Québec et, pour fins d'application, est divisé en deux (2) zones comme suit:

Zone I: L'Ile de Montréal et un rayon de dix (10) milles autour de ses limites.

Zone II: La province de Québec à l'exception de la zone I.

Article 3. *Heures de travail:* 3.01 Les heures de travail pour tous les salariés sont établies comme suit:

a) Zone I: Quarante (40) heures constituent une semaine régulière de travail, réparties en périodes journalières de huit (8) heures du lundi au vendredi inclusivement, soit de 8 a.m. à midi et de 1 p.m. à 5 p.m.

b) Zone II: Quarante-deux (42) heures constituent une semaine régulière de travail, réparties comme suit:

Huit heures et demie (8½) par jour, du lundi au jeudi inclusivement: de 8 a.m. à midi et de 1 p.m. à 5.30 p.m.;

Huit (8) heures le vendredi, de 8 a.m. à midi et de 1 p.m. à 5. p.m.

3.02 Une période de repos de dix (10) minutes dans l'avant-midi et dans l'après-midi, incluant le temps où le salarié laisse sont travail et y revient, doit être accordée à tous les salariés sans perte de salaire, dans le cas des salariés payés à l'heure.

3.03 *Répartition différente:* À la demande de la majorité de ses salariés, un employeur peut répartir les heures de travail d'une façon différente de celle qui est prévue pour chaque zone à l'article 3.01, pourvu qu'il en donne avis, par écrit, au Comité paritaire et lui fournisse l'horaire de travail qu'il a adopté, au moins quinze (15) jours avant la date de sa mise en application.

Cependant, le nombre des heures de travail ne devra jamais dépasser celui qui est déterminé à l'article 3.01 pour la semaine ou le journée de travail.

De plus, dans tous les cas, la période d'une heure accordée pour le rapas du midi doit être la même pour tous les salariés d'un même employeur.

3.04 Aucun travail n'est permis durant la période d'une heure accordée pour le repas du midi, suivant les articles 3.01 et 3.03.

1.04. The following garments are however specially excluded:

1. The articles and garments which are already covered by an existing decree;

2. Underwear made of knitted fabrics;

3. Shirts, pyjamas and garments of all descriptions up to and including the age of six (6).

1.05. In the event of a dispute between the Parity Committee and/or its inspectors and any employer regarding the classification of a garment, such dispute shall be submitted for decision to a sub-committee of the Parity Committee composed of two employers and two employees, all four (4) designated by the said Parity Committee, with the Chairman of the Parity Committee acting as Chairman of the sub-committee.

The unamimous or majority decisions of the above sub-committee, in all cases, will be referred to the consideration of the Parity Committee which shall decide within its competence.

Article 2. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present decree comprises the entire Province of Quebec and, for purposes of enforcement, is divided into two (2) zones, as follows:

Zone I: The Island of Montreal and a radius of ten (10) miles around its limits.

Zone II: The entire Province of Quebec with the exception of zone I.

Article 3. *Hours of Work:* 3.01. The hours of work for all the employees are fixed as follows:

a) Zone I: Forty (40) hours shall constitute a regular work week divided into daily periods of eight (8) hours from Monday to Friday inclusive, between 8:00 a.m. and midday and between 1:00 p.m. and 5:00 p.m.

b) Zone II: Forty-two (42) hours shall constitute a regular work week in the following manner:

Eight and a half hours (8½) per day, from Monday to Thursday inclusive, between 8:00 a.m. and midday and between 1:00 p.m. and 5:30 p.m.;

Eight (8) hours on Friday, between 8:00 a.m. and midday and between 1:00 p.m. and 5:00 p.m.

3.02. A rest period of ten (10) minutes in the morning and in the afternoon, including the time the employee leaves and returns to his place of work, shall be granted to all employees without loss of wages in the case of hourly paid employees.

3.03. *Change of hour:* Upon request from the majority of his employees, and employer may redistribute the hours of work established in article 3.01, but he shall notify the Parity Committee in writing to that effect and forward the schedule of hours which he has adopted at least fifteen (15) days before the date of enforcement of the said schedule.

However, the number of hours of work shall never exceed that determined in article 3.01 for the week or day of work.

Moreover, in all cases, the one-hour period granted for the noon meal shall be the same for all the employees of a same employer.

3.04. No work is permitted in the period of one hour granted for the noon meal under articles 3.01 and 3.03.

3.05 Tout salarié qui se présente à l'ouvrage au commencement de ses heures régulières de travail sana avoir été avisé à l'avance, par l'employeur de ne pas le faire, doit être payé l'équivalent de trois (3) heures d'ouvrage à son taux minimum horaire garanti par le présent décret pourvu qu'il accomplisse le travail qu'on lui attribue, s'il en est requis par l'employeur. Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliqueront pas en cas de pannes d'électricité ou d'appareils à vapeur, d'incendie, d'inondation ou de tout autre cas de force majeure.

Article 4. *Travail supplémentaire:* Tout travail exécuté en plus ou en dehors des heures régulières mentionnées aux articles 3.01 et 3.03 doit être considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux du salaire régulier majoré de 50%.

Article 5. *Définition des métiers:* 5.01. Aux fins d'application du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

5.02. Le terme « opérateurs » désigne ceux qui à l'aide de machines à coudre ordinaires, à deux aiguilles ou plus, et selon les règles de l'art, assemblent, en partie ou en entier, tout article visé par le présent décret, une fois taillé. Ce terme comprend aussi les opérateur sur machines à coudre préposés aux échantillons, aux réparations ou travaillant sur des machines dites « spéciales » telles que: machines à border, machine à fermer, machine à boutons, machine à boutonnières, machine à froncer, machine à ourler, machine à bouton-pressions, machine à surjeter, qui sont capables d'exécuter et qui exécutent à l'aide de machines à coudre et selon les règles de l'art, une ou plusieurs des opérations, lesquelles réunies, comprennent toute la couture des vêtements, assujettis au présent décret.

5.03. Le terme « presseurs » désigne ceux qui font le repassage et le pressage, en partie ou en entier, de tout vêtement compris dans le champ d'application du décret.

5.04. Le mot « examinateurs » désigne ceux qui font l'inspection d'une partie ou de l'ensemble de tout vêtement visé par le présent décret pour y découvrir les défauts de façon et qui, de plus, s'occupent du coupage de fils ou de tout autre travail nécessaire pour compléter le vêtement.

5.05. Le terme « ouvrier généraux » désigne ceux qui font les divers ouvrages de fabrication accessoire à celle de tout vêtement assujetti au présent décret, tels que les aides-contremaîtresses, la distribution des paquets de marchandises aux opérateurs, aux presseurs ou aux examinateurs, ou encore le numérotage, l'empaquetage mineur ainsi que les autres salariés dont le métier n'est pas défini dans le présent article qui exécutent une opération ou un travail visé par le camp d'application industriel du décret.

5.06. Le mot « marqueurs » désigne ceux qui placent et reproduisent les patrons sur les tissus ou sur papier et qui, de plus, taillent aux ciseaux, coupent à la machine, au couteau ou autrement, selon les règles de l'art, tous les tissus bruts employés dans la fabrication des vêtements visés par le présent décret.

5.07. Le terme « coupeurs au couteau à la main » désigne ceux qui coupent au couteau à la main selon les règles de l'art, tous tissus, fournitures et doublures employés dans la fabrication des vêtements visés par le présent décret.

5.08. Le mot « coupeurs » désigne ceux qui, selon les règles de l'art, taillent aux ciseaux, ou coupent au couteau électrique, à la matrice, à la machine ou autrement, tous tissus employés dans

3.05. Any employee who reports for work at the beginning of his regular shift without previous notification by his employer not to do so, shall be paid the equivalent of three (3) hours' work at his regular minimum hourly rate guaranteed by the present decree provided that, if requested by the Employer, the employee shall perform avialable work to which he may be assigned. The provisions of the present paragraph shall not apply in the event of power or steam failure, fire, flood or any act of God.

Article 4. *Overtime:* All work done in addition to or after the regular hours as outlined in articles 3.01 and 3.03 shall be considered as overtime and paid for at the regular rates of earnings plus one half.

Article 5. *Definition of crafts:* 5.01. For the purposes of enforcement of the decree, the following terms shall have the meaning hereafter given to them:

5.02. The term "operators" applies to those actually performing by ordinary sewing machines two needle machines, or more, in a workmanlike manner, the operation of sewing together, in part or in whole, any of the products falling within the present jurisdiction, after the garment has been cut; this term includes also sample makers, repair makers and the operators working on machines called "Special Machines" such as: taping, overlock, button-sewer, button-hole, tucking, bottonmaking, snap-fastening button, overcasting seams; who are able to and actually perform by sewing machines and in a workmanlike manner, any one or more of the operations which, together, comprise the complete work of sewing any one of the garments concerned herewith.

5.03. The term "pressers" applies to those actually performing the work of ironing or pressing, in part or in whole, garments falling within the present jurisdiction.

5.04 The term "examiners" applies to those actually performing the work of inspecting part of or a completed garment falling within the present jurisdiction for faults in workmanship and performing the operations of thread clipping or other necessary work for the completion of the garment.

5.05. The term "general hands" applies to those actually performing sundry factory work incidental to the manufacture of all garments falling within the present jurisdiction, for example, assisting forelady, carrying bundles of merchandise to operators, pressers or to examiners, stamping, minor packing and any other employees whose craft is not defined in the present article and who execute an operation or a work covered by the industrial jurisdiction of the decree.

5.06. The term "markers" applies to those who make markers on materials or on paper and who also cut by shears, machine, knife or otherwise, in a workmanlike manner, all raw materials used in the manufacture of garments falling within the present jurisdiction.

5.07. The term "hand-knife cutters" applies to those who cut by hand with a short knife, in a workmanlike manner, all materials, trimmings and linings used in the manufacture of garments falling within the present jurisdiction.

5.08. The term "cutters" applies to those who cut by shears, electric knife, die, machine or otherwise, in a workmanlike manner, all materials used in the manufacture of garments

la fabrication des vêtements visés par le présent décret mais qui ne placent ni ne reproduisent les patrons.

5.09. Le mot « étaleurs » désigne ceux dont le travail est d'étendre les tissus employés dans la fabrication des vêtements assujettis au présent décret, en vue de préparer le travail du coupeur.

5.10. Le mot « assortisseurs » désigne ceux dont le travail consiste à séparer les coupes, de tous tissus employés dans la fabrication des vêtements assujettis au présent décret et à les attacher en paquets par quantité et grandeur.

Article 6. *Interprétation:* 6.01. Dans ce décret le genre masculin comprend les deux sexes à moins que le contexte n'indique le contraire; le singulier s'étend à plusieurs personnes ou à plusieurs choses de même espèce, chaque fois que le contexte se prête à cette extension.

6.02. Le terme « Comité Paritaire » désigne le comité paritaire constitué en vertu de la Loi pour surveiller et assurer l'observance du décret.

Article 7. *Salaires minima pour le travail à l'heure ou à la pièce:* 7.01. Les taux horaires minima pour le travail exécuté pendant la journée ou la semaine régulière, sujets aux dispositions apparaissant ci-après, doivent être ceux mentionnés ci-après pour les salariés des métiers énumérés, dans leur zone respective.

7.02. *Opérateurs, presseurs, examinateurs des deux sexes et ouvriers généraux du sexe féminin:*

	Zones I	Zones II
0 à 6 mois	$0.50	$0.44
6 à 12 mois	0.62	0.56
12 à 18 mois	0.70	0.63
18 à 21 mois	0.77	0.70
21 mois et plus	0.87	0.77

La moyenne générale pour les salariés auxquels s'applique ce paragraphe, après un an d'expérience dans l'industrie, doit être de $1.10 dans la zone I et de $0.95 dans la zone II.

7.03. *Ouvriers généraux du sexe masculin:*

	Zones I	Zones II
0 à 6 mois	$0.80	$0.75
6 à 12 mois	0.90	0.85
12 à 18 mois	1.00	0.94
18 à 24 mois	1.05	1.00
24 à 30 mois	1.10	1.05
30 à 36 mois	1.20	1.10
36 mois et plus	1.30	1.20

7.04. *Étaleurs:*

	Zones I	Zones II
0 à 6 mois	$0.80	$0.75
6 à 12 mois	0.90	0.85
12 à 18 mois	1.00	0.94
18 à 24 mois	1.05	1.00
24 à 30 mois	1.10	1.05
30 à 36 mois	1.20	1.10
36 mois et plus	1.30	1.20

7.05. *Apprentis marqueurs et coupeurs:*

	Zones I	Zones II
0 à 6 mois	$1.00	$0.95
6 à 12 mois	1.05	1.00
12 à 24 mois	1.10	1.05
24 à 36 mois	1.20	1.13
36 à 48 mois	1.30	1.20

falling within the present jurisdiction but who do not make markers.

5.09. The term "spreaders" applies to those who perform the work of spreading materials used in the manufacture of garments falling within the present jurisdiction in preparation for the work of the cutter.

5.10. The term "dividers" applies to those actually performing the work of dividing the cuts and attaching them in bundles, according to quantities and sizes, of all materials used in the manufacture of garments falling within the present jurisdiction.

Article 6. *Interpretation:* 6.01. In this decree, the masculine gender includes all genders unless the contrary intention is evident by the context; the singular number extends to more than one person or more than one thing of the same sort whenever the context admits of such extension.

6.02. The term "Parity Committee" means the Parity Committee formed under the Act to administer the decree.

Article 7. *Minimum scale of wages for hour or piece-work:* 7.01. The hourly minimum rates of wages for work performed during a regular working day and during a regular working week, subject to the provisions hereinafter contained, shall be the rates appearing below opposite the respective operations in their respective zone:

7.02. *Operators, pressers, examiners of both sexes and general hands of the female sex:*

	Zones I	Zones II
0 to 6 months	$0.50	$0.44
6 to 12 months	0.62	0.56
12 to 18 months	0.70	0.63
18 to 21 months	0.77	0.70
21 months and over	0.87	0.77

The general average for the employees covered by this paragraph, after one year of experience in the industry, shall be $1.10 in Zone I and $0.95 in Zone II.

7.03. *General hands, male:*

	Zones I	Zones II
0 to 6 months	$0.80	$0.75
6 to 12 months	0.90	0.85
12 to 18 months	1.00	0.94
18 to 24 months	1.05	1.00
24 to 30 months	1.10	1.05
30 to 36 months	1.20	1.10
36 months and over	1.30	1.20

7.04. *Spreaders:*

	Zones I	Zones II
0 to 6 months	$0.80	$0.75
6 to 12 months	0.90	0.85
12 to 18 months	1.00	0.94
18 to 24 months	1.05	1.00
24 to 30 months	1.10	1.05
30 to 36 months	1.20	1.10
36 months and over	1.30	1.20

7.05. *Apprentice markers and cutters:*

	Zones I	Zones II
0 to 6 months	$1.00	$0.95
6 to 12 months	1.05	1.00
12 to 24 months	1.10	1.05
24 to 36 months	1.20	1.13
36 to 48 months	1.30	1.20

7.06. *Assortisseurs:*

	Zones I	Zones II
0 à 6 mois	$0.75	$0.70
6 à 12 mois	0.80	0.75
12 à 18 mois	0.85	0.80
18 à 24 mois	0.90	0.85
24 mois et plus	1.00	0.95

7.07. *Coupeurs ou coupeurs au couteau à la main ou marqueurs, après quatre (4) années d'expérience:*

	Zones I	Zones II
Coupeurs	$1.55	$1.45
Coupeurs au couteau à la main	1.65	1.55
Marqueurs	1.65	1.55

7.08. *Montant additionnel:* À compter de la publication du présent décret dans la *Gazette officielle de Québec*, tous les employeurs doivent accorder à tous leurs salariés assujettis au décret, qu'ils soient payés à l'heure, à la pièce, à la semaine ou autrement, un montant additionnel de $0.08 pour chaque heure travaillée, en plus des gains réguliers de chaque salarié.

Dans le paragraphe qui précède, les mots « gains réguliers » signifient, dans le cas des salariés employés sur une base de temps, les taux de salaires payés ou dus aux salariés plus tous les ajustements et augmentations en vigueur par décret ou autrement, même s'ils sont supérieurs aux taux minima ci-dessus et dans le cas des salariés à la pièce, les salaires gagnés à la pièce suivant le système de l'employeur, plus tous les ajustements et augmentations en vigueur par décret ou autrement.

Ces montants doivent être payés sous une rubrique indiquée distinctement dans l'enveloppe ou sur la feuille de paye.

Compensation: Les employeurs des deux zones qui ont accordé à leurs salariés des montants additionnels horaires ou à la pièce depuis le 1er janvier 1962, bénéficieront d'une compensation équivalente et proportionnelle lors de la mise en vigueur du présent décret.

7.09. *Taux à la pièce:* Aucun taux à la pièce ne peut être fixé de façon à rapporter moins que les minima ci-haut.

7.10. *Expérience:* Les mois ou les années d'expérience acquise au service de tout employeur régi par le présent décret doivent être reconnus par tout autre employeur.

Article 8. *Sécurité sociale:* 8.01. Tout les salariés doivent recevoir, chaque semaine, une somme égale à 2¾% de leur salaire à titre d'allocation de sécurité sociale.

8.02. L'employeur qui, par contrat avec une compagnie d'assurance reconnue et *bona fide* ou avec une caisse d'assurance reconnu par le Surintendant des Assurances de la province de Québec, ou qui, par contrat avec une association *bona fide* est tenu de payer et paie effectivement une somme égale à 2¾% du salaire total de ses salariés assujettis au décret, en vertu d'un régime de sécurité sociale couvrant en tout ou en partie les cas de maladie, d'accident, d'hospitalisation, de mortalité, n'est pas tenu de payer la rémunération prévue au paragraphe 8.01 du présent article.

8.03. Un employeur peut instituer un régime d'ssurance maladie, accident, hospitalisation, mortalité, au bénéfice de ses salariés, de la façon ci-haut décrite, dont le coût est inférieur à 2¾%, mais il doit payer la différence entre le coût de tel régime et les 2¾% du salaire de ses salariés et ce, en espèces, chaque semaine.

7.06. *Dividers:*

	Zones I	Zones II
0 to 6 months	$0.75	$0.70
6 to 12 months	0.80	0.75
12 to 18 months	0.85	0.80
18 to 24 months	0.90	0.85
24 months and over	1.00	0.95

7.07. *Cutters or handknife cutters of markers after four (4) years of experience:*

	Zones I	Zones II
Cutters	$1.55	$1.45
Hand-knife cutters	1.65	1.55
Markers	1.65	1.55

7.08. *Additional amount:* From the date of publication of the present decree in the *Quebec Official Gazette*, all employers shall pay to all their employees governed by the decree, whether they are paid on an hourly, weekly, piece-work basis or otherwise, an additional amount of $0.08 for each hour worked, over and above the regular earnings of each employee.

In the preceding paragraph, the words "regular earnings" mean, in the case of employees hired on a time basis, salary rates paid or due an employee plus all adjustments and increases in force by decree or otherwise notwithstanding that such rate be in excess of the minimum rates of the decree, and, in the case of employees on a piece-work basis, the salaries earned in virtue of the piece-work system of their employer plus the adjustments and increases in force by decree or otherwise.

These amounts shall be paid under a distinct item in or on the pay envelope or sheet.

Compensation: The employers of the two zones who have granted to their employees since January 1, 1962, additional amounts in hourly or piece work rates shall benefit by an equivalent and proportional compensation at the time of the coming into force of the present decree.

7.09. *Piece-work prices:* No piece-work prices may be fixed which do not yield a rate of pay equal to the minimum as above-mentioned.

7.10. *Experience:* The months or years of experience acquired in the service of any employer covered by the present decree must be recognized by any other employer.

Article 8. *Social security:* 8.01. All employees shall receive, every week, a remuneration equivalent to 2¾% of their wages as a social security compensation.

8.02. Any employer who, by contract with a recognized and *bona fide* insurance company or insurance fund recognized by the Superintendent of Insurance of the Province of Quebec, or who, by contract with a *bona fide* union, is bound to and does pay a sum equivalent to 2¾% of the total earnings of his employees subject to the jurisdiction of this decree, under a social welfare plan covering in whole or in part sickness, accident, hospitalization or death benefits, shall be relieved from paying the compensation mentioned in paragrap 8.01 of the present article.

8.03. In the event that any plan covering sickness, accident, hospitalization, death benefits introduced by the employer for the benefit of his employees as aforesaid should involve a cost of less than a sum equivalent to 2¾% of his employees earnings, the employer shall be entitled to carry out such a plan, paying the difference in cash, each week, between the cost of such plan and a sum equivalent to 2¾% of his employees earnings.

8.04. Tout régime de sécurité sociale de cette nature institué par un employeur, de la façon susdite, est sujet à examen par le Comité paritaire et les registres de l'employeur s'y rapportant doivent en tout temps être tenus à la disposition des représentants du Comité paritaire pour fins d'inspection et d'examen.

8.05. Si un tel examen révèle au Comité paritaire que le paiement par l'employeur d'une somme égale à 2¾% n'est pas entièrement utilisé au bénéfice de ses salariés, ou quele but de tel régime de sécurité sociale n'est pas conforme à l'esprit et aux fins du présent article, ou si l'employeur refuse de donner les détails ou de soumettre les registres de tel régime, ledit comité peut alors aviser l'employeur par lettre recommandée et ce dernier doit payer la pleine rémunération de 2¾% à compter de la date d'un tel avis.

Article 9. *Réduction de salaire:* Pendant la durée du présent décret, il ne doit y avoir aucune réduction dans les salaires actuellement payé, soit à l'heure, à la pièce ou à la semaine.

Article 10. *Congé annuel payé:* 10.01. Tout salarié qui n'a pas accompli trois (3) années de service continu pour le même employeur a droit à un congé annuel continu d'une durée minimum de sept (7) jours comprenant au moins cinq (5) jours ouvrables.

10.02. Tout salarié qui a accompli trois (3) années de service continu pour le même employeur a droit à un congé annuel continu d'une durée minimum de quatorze (14) jours comprenant au moins dix (10) jours ouvrables.

10.03. La rémunération de congé due à chaque salarié est comme suit:

i. Les salariés ayant moins de trois (3) années de service continu pour le même employeur doivent recevoir deux pour cent (2%) de leur rémunération globale durant l'année de service continu établie à l'article 10.06.

ii. Les salariés ayant trois (3) années, mais moins de quinze (15) années de service continu pour le même employeur, doivent recevoir quatre pour cent (4%) de leur rémunération globale durant l'année de service continu établie à l'article 10.06.

iii. Les salariés ayant quinze (15) années et plus de service continu pour le même employeur, doivent recevoir six pour cent (6%) de leur rémunération globale durant l'année de service continu établie à l'article 10.06.

10.04 Si, pour quelque raison que ce soit, l'emploi d'un salarié prend fin avant que ne se termine une année de service continu, ou si l'emploi commence et se termine pendant la période d'une année de service continu, ledit salarié doit lors de la cessation de l'emploi, recevoir au lieu du congé payé, une somme égale à 2% de la rémunération gagnée, dans la partie de ladite année de service continu pendant laquelle il a été à l'emploi de l'employeur.

10.05 Si, pour quelque raison que ce soit, l'emploi d'un salarié ayant trois (3) années mais moins de quinze (15) années de service continu avec le même employeur se terminait avant la période du congé annuel, ledit salarié doit, lors de la cessation de l'emploi, recevoir, au lieu du congé payé, une somme égale à quatre pour cent (4%) du revenu qu'il a gagné dans la parti de ladite année.

Si, pour quelque raison que ce soit, l'emploi d'un salarié ayant quinze (15) années ou plus de service continu pour le même employeur se terminait avant la période de congé annuel,

8.04. Any such social welfare plan introduced by an employer as aforesaid shall be subject to examination by the Parity Committee and, for that purpose, the employer's records shall at all times be open to inspection and examination by the Parity Committee.

8.05. Should it be found, after examination by the Parity Committee, that payment by the employer of a sum equivalent to 2¾% is not wholly for the benefit of his employees, or that the object of the said social welfare plan is not in accordance with the spirit and intention of this provision, or upon refusal by the employer to submit details and records of such plan then, upon notice from the Parity Committee given by registered mail to the employer, the said employer shall be bound to pay the full compensation of 2¾% from the date of such notice.

Article 9. *Prohibition to reduce wages and rates:* There shall be no reduction in the wages presently paid, whether on an hourly, piece-work or weekly basis.

Article 10. *Annual vacation with pay:* 10.01. All employees who have not completed three years (3) of continuous service for the same employer shall be entitled to a continuous annual vacation for a minimum duration of seven (7) days comprising at least five (5) Working days.

10.02. All employees who have completed three (3) years of continuous service for the same employer shall be entitled to a continuous annual vacation for a minimum duration of fourteen (14) days comprising at least ten (10) working days.

10.03. The vacation pay due to each employee shall be as follows:

i. employees having less than three (3) years of continuous service for the same employer shall receive two per cent (2%) of their total earnings gained during the year of continuous, service as established in article 10.06.

ii. Employees having three (3) years, but less than fifteen (15) years of continuous service for the same employer, shall receive four per cent (4%) of their total earnings gained during the year of continuous, service as established in article 10.06.

iii. Employees having fifteen (15) years or more of continuous service for the same employer shall receive six percent (6%) of their total earnings gained during the year of continuous service as established in article 10.06.

10.04. If, for any reason whatsoever, the employment of an employee is terminated before a year of continuous service is completed, or is commenced and terminated during a year of continuous service, the said employee shall, at the time the employment is so terminated, be indemnified, in lieu of vacation with pay, with a sum equal to 2% of his earnings in that portion of the said year of continuous service during which he was in the employ of the employer.

10.05. If, for any reason whatsoever, the employment of an employee having three (3) years but less than fifteen (15) years of continuous service with the same employer is terminated before the annual vacation period, the said employee shall, at the time the employment is so terminated, be indemnified, in lieu of vacation with pay, with a sum equal to 4% of his total earnings in that portion of the said year.

If, for any reason whatsoever, the employment of an employee having fifteen (15) years or more of continuous service with the same employer iterms inated before the annual vacation period,

ledit salarié doit, lors de la cessation de l'emploi, recevoir, au lieu du congé payé, une somme égale à six pour cent (6%) du revenu qu'il a gagné dans la partie de ladite année.

10.06 Pour chaque congé annuel payé, la période d'une année de service continu à l'emploi d'un employeur donnant droit à un tel congé, commence le premier (1er) jour de juin d'une année pour se terminer le trente et unième (31e) jour de mai de l'année suivante.

10.07 Ledit congé annuel payé doit être donné pendant la période comprise entre le premier (1er) juillet et le quinze (15) août de chaque année et l'employeur doit aviser les salariés de la période exacte du congé annuel au moins trente (30) jours avant la date dudit congé, sur le tableau d'affichage.

10.08 La rémunération due à chaque salarié pour son congé annuel, doit lui être remise la dernière journée de paye qui précède immédiatement le commencement de la période du congé annuel.

Article 11. *Jours de fêtes et congés statutaires:* 11.01 Tous les employeurs doivent accorder à tous les salariés les congés statutaires suivants et nul employeur n'est autorisé à forcer un salarié à travailler ces jours de congé: Le Premier Jour de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et le Jour de Noël.

Sur avis écrit et envoyé au Comité paritaire au moins quinze (15) jours avant l'évènement qui y donne lieu, un employeur pourra substituer la fête de « l'Assomption » à celle de « La Toussaint ».

11.02 Tous les employeurs doivent payer à tout salarié ayant trois (3) mois et plus de services continus une journée de salaire pour chacune des fêtes statutaires suivantes, peu importe quand ces fêtes ont lieu: Le Premier Jour de l'An, la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et le Jour de Noël.

Sur avis écrit et envoyé au Comité paritaire, au moins quinze (15) jours avant l'évènement qui y donne lieu, un employeur peut substituer la fête de « L'Assomption » ou la Vendredi-Saint » à celle de « la Toussaint ».

Cependant:

i. Tout salarié qui n'a pas travaillé pendant la période de deux mois précédant immédiatement un congé statutaire payé n'a pas droit au paiement dudit congé statutaire;

ii. Tout salarié qui travaille volontairement moins de cinq (5) heures par jour en moyenne durant les trois (3) mois précédant le congé statutaire doit être rémunéré selon ses gains horaires moyens multipliés par la moyenne des heures qu'il a travaillées pendant la période précédant ledit congé statutaire;

iii. Un salarié absent de son travail le jour ouvrable précédant ou le jour ouvrable suivant un congé statutaire payé, n'a pas droit au paiement de ce congé statutaire à moins que son absence ne soit le résultat de maladie, d'un accident personnel, d'un décès dans sa famille, (conjoint, père, mère, enfant, frère ou soeur), d'une mise-a-pied par l'employeur pour manque de travail ou d'une fête religieuse ou légale.

11.03 *Paiement des congés statutaires:* Le paiement des congés statutaires est calculé comme suit:

1° *Employés à l'heure: Dans la zone I:* Huit (8) fois le taux horaire de chaque salarié.

the said employee shall, at the time the employment is so terminated, be indemnified, in lieu of vacation with pay, with a sum equal to six per cent 6% of his total earnings in that portion of the said year.

10.06. For each annual vacation with pay, the period of a year's continuous service in the employ of any employer which gives right to such vacation, begins on the first (1st) day of June of one year and ends on the thirty-first (31st) day of May of the following year.

10.07. The said annual vacation with pay shall be granted during the period extending from the first (1st) day of July to the fifteenth (15th) day of August in each year, and the employer shall notify the employees, by way of the post board, of the exact period of the vacation at least thirty (30) days in advance.

10.08. Vacation pay due to each employee will be paid on the last pay day immediately prior to the commencement of his annual vacation period.

Article 11. *Holidays — Statutory holidays:* 11.01. All employers shall grant to all their employees the following statutory holidays and no employer shall compel any employee to work on such days: New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday, Ascension Day, St. Jean Baptiste Day, Confederation Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

The employer may substitute Assomption Day for All Saints Day but he shall give notice thereof in writing to the Parity Committee at least fifteen (15) days before the occurrence about which the notice is given.

11.02. All employers shall pay to each employee having three (3) months and more continuous employment a day's pay for each of the following statutory holidays whenever such holidays occur: New Year's Day, St. Jean Baptiste Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

The employer may substitute Assomption Day or Good Friday for All Saints Day but he shall give notice thereof in writing to the Parity Committee at least fifteen (15) days before the occurence about which the notice is given.

However:

i. All employees who have not worked during the two months immediately preceding any said statutory holiday shall not be entitled to payment for the said statutory holiday;

ii. An employee working voluntarily less than an average of five (5) hours per day during the three (3) months immediately preceding the statutory holiday shall be paid according to his average hourly earnings, multiplied by the average of hours worked during the period preceding immediately the said statutory holiday;

iii. An employee absent from work on the working day preceding or on the working day following a statutory paid holiday shall not be paid for such statutory holiday unless such absence is caused by sickness of the employee, an accident, a death in his family (husband, wife, father, mother, child, sister or brother), a lay-off from work by the employer due to lack of work or a religious or legal holiday.

11.03. *Payment of statutory holidays:* Payment of paid statutory holidays shall be calculated as follows:

1. *Employees on hourly rates: In zone I:* Eight (8) times the hourly rate of each employee;

Dans la zone II: Huit fois et demie (8½) le taux horaire de chaque salarié. Le taux horaire signifie le taux horaire réel payé au salarié en plus de tous les ajustements, augmentations et boni de vie chère en vigueur durant le semaine de congé;

2° *Employés à la pièce: Dans la zone I:* Huit (8) fois la moyenne horaire des gains de chaque salarié;

Dans la zone II: Huit fois et demie (8½) la moyenne horaire des gains de chaque salarié, La moyenne horaire des gains est déterminée pour chaque salarié en divisant ses gains réels durant les trois (3) mois de travail précédant immédiatement la semaine durant laquelle le congé survient par le nombre réel d'heures de travail (régulières et supplémentaires) de ce salarié durant la même période. Les gains réels comprennent toutes les augmentations et bonis de vie chère en vigueur durant cette période mais excluant les primes pour travail supplementaire.

11.04 *Jours de congé tombant un samedi ou un dimanche:* Si un des congés statutaires payés tombe un samedi ou un dimanche les salariés qui ont droit à pareil congé doivent recevoir une journée additionnelle de salaire dans la semaine qui suit ledit congé. Si un congé statutaire payé a lieu pendant les vacances du salarié, ce congé doit lui être payé la semaine suivant ses vacances.

11.05 *Rémunération du travail les jours de congé:* Si un employeur fait travailler ses salariés un jour de congé statutaire ou le dimanche, ce travail doit être rémunéré au salaire régulier de chacun de ces salariés majoré de 100%, en plus de tout paiement pour congés statutaires payés, prévu ci-dessus.

Article 12. *Travail à l'extérieur:* Lorsque les grossistes, les sous-traitants, les détaillants, les entrepreneurs, les manufacturirers ou autres personnes, donnent du travail à des ateliers de l'extérieur, à des entrepreneurs, à l'intérieur ou autrement, ces grosssistes, sus-traitsnts, détaillants, entrepreneurs, manufacturiers, ou autres personnes sont conjointement et solidairement responsables, avec les personnes auxquelles tel travail a été confié, du paiement des salaires et de l'observance des conditions de travail déterminés dans le décret.

Article 13. *Travail à domicile:* Nul ne peut donner, pour être exécuté à domicile, du travail sur des vêtements assujettis au décret, ni ne pourra exécuter, soit à titre d'artisan, soit à titre de salariés, du travail assujetti au décret.

Article 14. *Contrats individuels:* Aucun employeur ne doit faire de contrats individuels contraires à l'article 13 de la Loi de la convention collective, avec un ou des salariés visés par le présent décret, ni exiger ou accepter aucun dépôt en argent comptant ou autre valeur d'un salarié. L'employeur a toutefois le droit de retenir le salaire d'au plus trois (3) jours d'ouvrage comme garantie d'avis de congé.

Article 15. *Systèmes de contrats:* À l'intérieur d'un atelier il est défendu d'accorder des contrats ou des sous-contrats, sauf lorsqu'un contrat général est octroyé pour tout l'ouvrage. En pareil cas, le manufacturier est conjointement et solidairement responsable avec l'entrepreneur de l'application de tous les termes et conditions du présent décret.

Article 16. *Horloge enregistreuse:* Chaque employeur doit maintenir une horloge enregisteuse dans son atelier au moyen de laquelle tous les salariés doivent enregistrer leurs heures de travail.

In zone II: Eight and a half (8½) times the hourly rate of each employee. The hourly rate means the actual hourly rate paid plus all adjustments, increases and cost of living bonuses in force in the week of the holiday.

2. *Employees on piece rate: In zone I:* Eight (8) times the average hourly earnings of each employee;

In zone II: Eight and a half (8½) times the average hourly earnings of each employee. The average hourly earnings are determined for each employee by dividing the actual earnings of such employee during the three (3) months immediately preceding the week during which the holiday occurs by the actual hours worked (regular and overtime) during that same period. Actual earnings include all increases in force and cost of living bonuses but exclude overtime premiums.

11.04. *Holidays occuring on Saturday or Sunday:* In the event that any of the foregoing paid statutory holidays should fall on a Saturday or Sunday, the eligible employers shall receive an extra day's pay in the week following the said holiday. Should any of the said statutory holidays occur during the vacation period of an employee, such holiday shall be paid for in the week following the vacation.

11.05. *Payment for work on statutory holidays:* In the event that an employer causes his employees to work on any of the statutory holidays herein fixed or any Sunday, such work shall be paid for at double the regular rate of pay of such employees, in addition to payment for paid statutory holidays as provided herein.

Article 12. *Responsibility for outside work:* Whenever wholesalers, jobbers, retailers, contractors, manufacturers or other persons, give work to outside shops, inside contractors or otherwise, such wholesalers, jobbers, retailers, contractors, manufacturers or other persons, shall be jointly and severally responsible with the persons to whom such work is given for wages and working conditions as fixes by the decree.

Article 13. *Home work:* No one shall give work to be done or performed at home on garments coming under the jurisdiction of the decree, nor shall any one execute work covered by the decree whether as artisan or as employee.

Article 14. *Individual contracts:* No employer shall make any individual contract in violation of article 13 of the Collective Agreement Act, with any employee falling within the scope of the decree, nor exact nor accept any cash deposit or any other securities from any such employee. However, the employer is entitled to retain not more than three (3) days wages as security for notice.

Article 15. *Contracting system:* No contracting or subcontracting shall be permitted inside any shop except where a general contract is given for all the work, in which case the manufacturer shall be jointly and severally responsible with the contractor for compliance with all the terms and conditions of the present decree.

Article 16. *Punch clock:* Every employer shall maintain a time clock in his factory on which all employees shall record their working hours.

Article 17. *Fiche professionnelle:* Tous les employeurs doivent remettre au comité paritaire une carte-fiche pour chaque salarié assujetti au décret indiquant l'expérience et les autres renseignements concernant le salarié, tel que le requiert la loi, sous la signature conjointe de l'employeur et du salarié. Ces cartes sont d'abord fournies par le comité paritaire. Ces cartes-fiches émises pour chaque salarié, doivent être reçues au bureau dudit comité dans les cinq (5) jours suivant la date de l'embauchage dudit salarié.

Article 18. *Registre pour travail à la pièce:* Pour le travail à la pièce l'employeur doit toujours tenir un registre indiquant le taux à la pièce et le nombre de pièces fabriquées.

Le registre demeure entre les mains de l'employeur, pour être gardé en tout temps à ses bureaux, durant une période d'au moins douze (12) mois, et doit être disponibles en tout temps pour inspection par l'administrateur du Comité Paritaire ou ses représentants dûment autorisés.

Article 19. *Paiement du salaire:* 19.01. Les salariés doivent être payés toutes les semaines, au plus tard le jeudi si le salarié est payé par chèque ou le vendredi s'il est payé en espèces. Si le jour de paye, selon que le salarié est payé par cheque ou en argent, coincide avec un jour chômé, les salariés seront payés le jour ouvrable précédent.

19.02. Les mentions suivantes doivent apparaître sur chaque enveloppe ou feuille de paye:

1. Les nom et prénom du salarié;
2. La date et la période de paye;
3. Le nombre d'heures régulières et supplémentaires;
4. Le salaire brut;
5. Les déductions faites;
6. Le salaire net;
7. Le montant net payé.

Article 20. *Rendement inférieur à la moyenne:* Le Comité paritaire peut, par résolution accorder d'après la preuve jugée suffisante, à tout salarié d'aptitudes physiques ou mentales restreintes, un certificat l'autorisant à travailler à des conditions déterminées et différentes de celles qui sont prévues par le décret.

Article 21. *Durée du décret:* Le pésent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1965. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne un avis écrit, à ce contraire, à l'autre partie dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant le 31 mars de l'année 1965 ou de toute année subséquente. Un tel avis écrit doit aussi être adressé au Ministre du Travail et au Comité paritaire.

JACQUES PRÉMONT,
7055-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Article 17. *Employees' Record card:* All employers must furnish the Parity Committee with an employee record card for each employee governed by the decree on forms to be provided by the said Parity Committee giving thereon the experience and other information concerning the said employee, as required by the act, the whole to be certified by the signature of both employer and employee. These records for each employee must be filed in the office of the said Parity Committee not later than five (5) days following the date of hiring of the said employee.

Article 18. *Piece-work records:* In case of piece-work, the employer shall at all times maintain records showing the piece-work rates and the number of pieces worked.

These records shall be kept on the premises of the employer at all times for a period of at least twelve (12) months and shall remain open for inspection, at any time, by the administrator of the Parity Committee or by his duly authorized representatives.

Article 19. *Payment of wages:* 19.01. Wages shall be paid weekly on Thursday if the employee is paid by cheque and on Friday if he is paid in cash. Should Thursday or Friday, according to whether the employee is paid in cash or by cheque fall on a non-working day, the employee shall be paid on the preceding working day.

19.02. The following details shall be shown on each pay envelope or sheet:

1. name and surname of the employee;
2. date and period of pay;
3. number of regular and overtime hours;
4. gross earnings;
5. deductions;
6. net earnings;
7. net amount paid.

Article 20. *Production under average:* The Parity Committee may, by resolution, grant, upon proof deemed sufficient, to any employee with restricted physical or mental capacity, a certificate authorizing such employee to work under determined conditions different from those of the decree.

Article 21. *Duration of the decree:* The present decree remains in force until March 31, 1965. It shall renew itself automatically from year to year thereafter, unless one or more contracting parties give a written notice to the contrary to the other parties between the sixtieth (60th) and the thirtieth (30th) day before March 31 of the year 1965 or of any subsequent year. Such notice must also be given to the Minister of Labour and to the Parity Committee.

JACQUES PRÉMONT,
7055-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1205

Section « G »

Québec, 17 juin 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire du Bois ouvré de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire du Bois ouvré de Québec, autorisé par

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1205

Section "G"

Quebec, June 17, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an extention of the right to levy of the "Comité paritaire du Bois ouvré de Québec".

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

That the right to levy of the "Comité paritaire du Bois ouvré de Québec" authorized by a

règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1655 (E) du 25 septembre 1963, publié dans la *Gazette officielle de Québec* le 5 octobre 1963, soit prolongé jusqu'au 1er septembre 1964, aux mêmes taux et conditions.

JACQUES PRÉMONT,
7055-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

by-law approved by Order in Council number 1655 (E) of September 25, 1963, published in the *Quebec Official Gazette* on October 5, 1963, be extended until September 1, 1964, with the same rate and conditions.

JACQUES PRÉMONT,
7055-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1205

Section « F »

Québec, le 17 juin 1964.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie des Arts Graphiques de Québec et du district.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'Industrie des Arts Graphiques de Québec et du district, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2082 (H) du 12 décembre 1962 et publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 22 décembre 1962, soit de nouveau prolongé jusqu'au 30 septembre 1964, aux mêmes et conditions.

JACQUES PRÉMONT,
7055-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1205

Section "F"

Quebec, June 17, 1964.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an extension of the right to levy of the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and district.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the right to levy assessments of the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and district, authorized by a by-law approved by Order in Council number 2082 (H) of December 12, 1962, published in the *Quebec Official Gazette* of December 22, 1962, be extended until September 30, 1964, with the same rate and conditions.

JACQUES PRÉMONT,
7055-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1187

Québec, le 17 juin 1964.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les permis de chasse

ATTENDU QU'en vertu de l'article 28 de la Loi de la chasse, (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 153), le lieutenant-gouverneur en conseil fixe les droits payables pour les permis de chasse;

ATTENDU QUE dans le présent arrêté en conseil, les expressions suivantes signifient:

a) « Oiseaux migrateurs »: les oiseaux qui ne peuvent être chassés que conformément aux dispositions de la Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs (S.R.C. 1952, chapitre 179) et des règlements adoptés en vertu de ladite loi;

b) « Petit gibier »: les oiseaux non-migrateurs et le lièvre;

c) « D'autres espèces »: le loup, le coyote, lynx bai, le renard, la mouffette, le raton-laveur et la marmotte;

d) « Armes à puissance limitée »: les carabines utilisant des cartouches dont la balle est recouverte d'une enveloppe faite d'un seul métal, sauf la balle pneumatique; les carabines utilisant des cartouches à percussion latérale; les carabines de calibre 22 Hornet, 25/20, 25/35, 32/20, 32/40, 38/40; les arcs d'une pression inférieure à 40 livres et les flèches autres que celles à tête d'acier tranchant d'au moins 7/8 ».

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE les honoraires suivants soient payables pour les permis de chasse ci-après décrits:

1° Le permis de chasser les oiseaux migrateurs, le petit gibier et d'autres espèces et prohibant

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1187

Quebec, June 17, 1964.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING hunting licenses

WHEREAS pursuant to section 28 of the Game Laws, (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 153), the Lieutenant-Governor in Council fixes the fees payable for hunting permits;

WHEREAS in the present Order in Council, the following expression signify:

a) "Migratory Game Birds": The birds which may be hunted only pursuant to the provisions of the Migratory Birds Convention Act (R.S.C. 1952, chapter 179) and the by-laws adopted under the said Act;

b) "Small game": nonmigratory game birds and hare;

c) "Other species": wolf, coyote, bob-cat, fox, skunk, raccoon and wood-chuck;

d) "Limited-power arms": rifles using cartridges the bullet of which is covered with an envelope made of only one metal, save the pneumatic bullet; rifles using rim fire cartridges; rifles of 22 calibre Hornet, 25/20, 25/35, 32/20, 32/40, 38/40; 40 pounds minimum pressure bows and arrows other than those having at least 7/8" steel broad heads . . .

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the following fees be payable for the hunting licenses hereinafter described:

1. The license to hunt migratory game birds, small game and other special and prohibiting

l'usage des carabines autres que celles utilisant des cartouches à percussion latérale:
Personnes résidant dans la province.. $ 3.25

(dont 25¢ de commission au vendeur)
Personnes ne résidant pas dans la province..... $15.50

(dont 50¢ de commission au vendeur);

2° Le permis de chasser le chevreuil, l'ours et d'autres espèces et prohibant l'usage des armes à puissance limitée et des fusils autres que ceux utilisant des cartouches qui contiennent une seule balle ou des chevrotines:
Personnes résidant dans la province.... $ 4.25

(dont 25¢ de commission au vendeur)
Personnes ne résidant pas dans la province..... $25.50

(dont 50¢ de commission au vendeur);

3° Le permis de chasser l'orignal, l'ours et d'autres espèces et prohibant l'usage des armes à puissance limitée et des fusils:
Personnes résidant dans la province.... $12.50

(dont 50¢ de commission au vendeur):

4° Le permis de chasser le caribou, l'ours et d'autres espèces et prohibant l'usage des armes à puissance limitée et des fusils:
Personnes résidant dans la province.. $ 6.25

(dont 25¢ de commission au vendeur):

5° Le permis de chasser
a) l'ours avec prohibition de faire usage à cette fin des armes à puissance limitée et de fusils autres que ceux utilisant des cartouches qui contiennent une seule balle ou des chevrotines.
b) d'autres espèces:
Personnes résidant dans la province.. $ 2.10

(dont 10¢ de commission au vendeur)
Personnes ne résidant pas dans la province..... $ 5.25

(dont 25¢ de commission au vendeur);

6° Le permis de chasser
a) les oiseaux migrateurs,
b) le petit gibier avec prohibition de faire usage à cette fin de carabines autres que celles utilisant des cartouches à percussion latérale.
c) le chevreuil et l'ours avec prohibition de faire usage à cette fin des armes à puissance limitée et des fusils autres que ceux utilisant des cartouches à balle unique ou à chevrotines.
d) l'orignal et le caribou avec prohibition de faire usage à cette fin de fusils et des armes à puissance limitée,
e) d'autres espèces:
Personne ne résidant pas dans la province..... $101.00

(dont $1.00 de commission au vendeur);

7° Le permis de piéger les animaux à fourrure:
Personnes résidant dans la province.... $ 2.10

(dont 10¢ de commission au vendeur);
Personnes ne résidant pas dans la province..... $202.00

(dont $2.00 de commission au vendeur);

QUE le permis visé au paragraphe 5° soit invalide du 26 septembre au 6 décembre de chaque année, ces deux jours compris;

the use of rifles other than those using rim fire cartridges:
Persons residing in the Province..... $ 3.25

(25¢ of which is commission for the vendor)
Persons not residing in the Province.... $15.50

(50¢ of which is commission for the vendor)
2. The license to hunt deer, bear and other species and prohibiting the use of limited-power arms and shot guns other than those using cartridges which contain only one bullet or buck-shot:
Persons residing in the Province..... $ 4.25

(25¢ of which is commission for the vendor)
Persons not residing in the Province.... $25.50

(50¢ of which is commission for the vendor)
3. The license to hunt moose, bear and other species, probihiting the use of limited-power arms and shot guns:
Persons residing in the Province..... $12.50

(50¢ of which is commission for the vendor)
4. The license to hunt caribou, bear and other species and prohibiting the use of limited-power arms and shot guns:
Persons residing in the Province..... $ 6.25

(25¢ of which is commission for the vendor)
5. The license to hunt
a) bear, prohibiting the use, for this purpose, of limited-power arms and shot guns other than those using cartridges which contain only one bullet or buck-shot.
b)other species:
Persons residing in the Province..... $ 2.10

(10¢ of which is commission for the vendor)
Persons not residing in the Province.... $ 5.25

(25¢ of which is commission for the vendor);
6. The license to hunt
a) Migratory game birds,
b) Small game, prohibiting the use, for this purpose, of rifles other than those using rim fire cartridges,
c) deer and bear, prohibiting the use, for this purpose, of limited-power arms and shot guns other than those using cartridges with only one bullet or buck-shot,
d) moose and caribou, prohibiting the use, for this purpose, of shot guns and limited-power arms,
e) other species:

Persons not residing in the Province....$101.00

($1.00 of which is commission for the vendor);
7. License to trap fur-bearing animals:
Persons residing in the Province..... $ 2.10

(10¢ of which is commission for the vendor)
Persons not residing in the Province....$202.00

($2.00 of which is commission for the vendor)

THAT the permit mentioned in paragraph 5. be invalid from September 26 to December 6 of each year, these two days included;

QUE la partie de l'arrêté en conseil numéro 975 du 11 juin 1962 ainsi que la partie 4 de l'arrêté en conseil numéro 923 du 4 juin 1963, concernant les taux des divers permis de chasse, soient abrogées;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec.*

JACQUES PRÉMONT,
7087-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

THAT the port of Order in Council number 975, dated June 11, 1962, as well as the part 4 of Order in Council number 923, dated June 4, 1963, concerning the rates for various hunting permits, be repealed;

THAT publication be made in the *Quebec Official Gazette.*

JACQUES PRÉMONT,
7087-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1186

Québec, le 17 juin 1964.

Présent: le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la Réserve de pêche de la rivière Moisie.

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 6° de l'article 65 de la Loi de la chasse, Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 153, le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des réserves de chasse ou de pêche;

ATTENDU QU'il est opportun de constituer en réserve de pêche une partie de la rivière Moisie située dans le comté de Saguenay.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE soit constituée en réserve de pêche sous le nom de « Réserve de pêche de la rivière Moisie » l'estuaire et la partie de la rivière Moisie bornée en amont par une ligne joignant le coin sud-est du lot E-nord du canton de Moisie et le coin nord-est du lot E-sud du canton de Letellier, et en aval par une ligne joignant l'extrémité est de la Pointe Moisie, dans le canton de Letellier, et l'extrémité sud-ouest du Bloc A, dans le canton de Moisie;

QUE les règlements suivants s'appliquent dans cette réserve:

a) Nul ne peut pêcher sans un permis spécial et ailleurs qu'à l'endroit indiqué sur ce permis;

b) le ministre détermine les droits payables à l'occasion de la délivrance du permis visé au paragraphe *a*) ainsi que le nombre de personnes qui peuvent pêcher simultanément dans la réserve;

c) la limite journalière est de trois saumons par pêcheur et le maximum hebdomadaire est de vingt-et-un;

d) nul ne peut se baigner ailleurs qu'aux endroits réservés à cette fin.

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec.*

JACQUES PRÉMONT,
7087-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1186

Quebec, June 17, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the fish reserve on Rivière Moisie.

WHEREAS pursuant to paragraph 6 of section 65 of the Game Laws, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 153, the Lieutenant-Governor in Council may establish fish and game reserves;

WHEREAS it is expedient to constitute as a fish reserve a part of Rivière Moisie situated in the county of Saguenay.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the estuary and the part of Rivière Moisie bounded up-river by a line joining the south-east corner of lot E-north in the township of Moisie and the north-east corner of lot E-south in the township of Letellier, and downstream by a line joining the east extremity of Pointe Moisie, in the township of Letellier, and the south-west extremity of Block A in the township of Moisie, be constituted as a fish reserve, under the name of "Fish Reserve of Rivière Moisie";

THAT the following by-laws apply in this reserve;

a) No one may fish without a special permit and elsewhere than as indicated on this permit;

b) the Minister determines the fees payable upon the issuing of the permit mentioned in paragraph *a*) as well as the number of persons who may fish simultaneously on the reserve;

c) the limit of the daily catch is three salmon per fisherman and the maximum weekly catch is twenty-one;

d) no one may bathe elsewhere than in the places reserved for this purpose.

THAT publication be made in the *Quebec Official Gazette.*

JACQUES PRÉMONT,
7087 *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1185

Québec, le 17 juin 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'annulation de certains règlements relatifs à la chasse et à une réserve de chasse et de pêche.

ATTENDU QU'il est opportun d'annuler certains règlements relatifs à la chasse et à une réserve de chasse et de pêche;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1185

Quebec, June 17, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the cancellation of certain by-laws relative to hunting and to a fish and game reserve.

WHEREAS it is expedient to cancel by-laws relative to hunting and to a fish and game reserve;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE l'arrêté en conseil numéro 2001 du 21 novembre 1962, concernant la réserve de chasse et pêche d'Aiguebelle, la partie de l'arrêté en conseil numéro 1269 du 1er août 1962 concernant l'orignal ainsi que l'arrêté en conseil numéro 1797 du 16 octobre 1963 concernant la chasse au chevreuil, soient abrogés.

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

JACQUES PRÉMONT,
7087-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT Order in Council number 2001, dated November 21, 1962, concerning the Aiguebelle fish and game reserve, the part of Order in Council number 1269, dated August 1, 1962, concerning moose as well as Order in Council number 1797, dated October 16, 1963, concerning deer hunting, be repealed.

THAT publication by made in the *Quebec Official Gazette*.

JACQUES PRÉMONT,
7087 *Associate Clerk of the Executive Council.*

Avis divers

Maple Avenue Baptist Church

Avis est donné que « Maple Avenue Baptist Church, une congrégation baptiste, ayant son lieu de culte sur l'avenue des Érables, Brownsburg, P.Q., s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir sa constitution en corporation, sous le nom de « Maple Avenue Baptist Church », conformément aux dispositions du chapitre 311, S.R.Q. 1941. »

HUTCHESON, JOHNSTON & TODD,
6780-22-5-o Par: J. E. TODD.

Miscellaneous notices

Maple Avenue Baptist Church

Notice is hereby given that "Maple Avenue Baptist Church, a Baptist Congregation having its place of worship at Maple Avenue, Brownsburg, P.Q., shall apply to the Lieutenant-Governor in Council for incorporation under the name of "Maple Avenue Baptist Church" in conformity with the provisions of chapter 311 R.S.Q. 1941."

HUTCHESON, JOHNSTON & TODD,
6780-22-5-o By: J. E. TODD.

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'Économie des employés d'avionnerie Aircraft Employees Credit Union

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de « Aircraft Employees Credit Union », en celui de « Caisse d'Économie des employés d'avionnerie — Aircraft Employees Credit Union ».

Québec, le 17 juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
7056-o RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse Populaire de Kamouraska

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse Populaire de Kamouraska ».

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres sera la paroisse de St-Louis de Kamouraska.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à St-Louis de Kamouraska, dans le district électoral de Kamouraska.

Québec, le 17 juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
7057-o RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse Populaire Desjardins de Notre-Dame de Grâce de Montréal

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé que le territoire dans lequel

Savings and Credit Unions

Caisse d'Économie des employés d'avionnerie Aircraft Employees Credit Union

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Provincial Secretary has, approved the change of name of "Aircraft Employees Credit Union", into that of "Caisse d'Économie des employés d'avionnerie — Aircraft Employees Credit Union".

Quebec, June 17, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
7056 *Assistant Secretary of the Province.*

La Caisse Populaire de Kamouraska

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, approved the formation of the savings and credit union "La Caisse Populaire de Kamouraska".

The territory within which the union will recruit its members will be the parish of St-Louis de Kamouraska.

The head office of this savings and credit union is situated in St-Louis de Kamouraska, in the electoral district of Kamoruraska.

Quebec, June 17, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
7057 *Assistant Secretary of the Province.*

La Caisse Populaire Desjardins de Notre-Dame de Grâce de Montréal

(*Savings and Credit Unilns Act*)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved that the

« La Caisse Populaire Desjardins de Notre-Dame de Grâce de Montréal », peut recruter ses membres soit étendu, des limites de la paroisse Notre-Dame de Grâce de Montréal, à celles de Westmount, Montréal-Ouest et Côte St-Luc.

Québec, le 18 juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

7070-o RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse Populaire Desjardins de Notre-Dame de Lourdes de Verdun

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé que le territoire dans lequel « La Caisse Populaire Desjardins de Notre-Dame de Lourdes de Verdun », peut recruter ses membres soit étendu, des limites des paroisses Notre-Dame de Lourdes et Notre-Dame de la Garde de Verdun, à celles de la cité de Verdun.

Québec, le 18 juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

7071-o RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse Populaire Saint-Rédempteur de Hull

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse Populaire Saint-Rédempteur de Hull ».

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres sera la cité de Hull.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Hull, Québec, dans le district électoral de Hull.

Québec, le 18 juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

7072-o RAYMOND DOUVILLE.

Hougheo Credit Union

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Hougheo Credit Union ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les employés de Hough Co. Products.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Candiac, Québec, dans le district électoral de Napierville-Laprairie.

Québec, le 22 juin 1964.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

7088-o LUCIEN DARVEAU.

territory within which "La Caisse Populaire Desjardins de Notre-Dame de Grâce de Montréal", may recruit its members be extended from the limits of the parish of Notre-Dame de Grâce in Montreal, to those of Westmount, Montreal-West and Côte St-Luc.

Quezc, June 18, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

7070 *Assistant Secretary of the Province.*

La Caisse Populaire Desjardins de Notre-Dame de Lourdes de Verdun

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved that the territory within which "La Caisse Populaire Desjardins de Notre-Dame de Lourdes de Verdun", may recruit its members be extended from the limits of the parishes of Notre-Dame-de-Lourdes and Notre-Dame de la Garde in Verdun, to those of the city of Verdun.

Quebec, June 18, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

7071 *Assistant Secretary of the Province.*

La Caisse Populaire Saint-Rédempteur de Hull

(*Sagings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "La Caisse Populaire Saint-Rédempteur de Hull".

The territory within which the union will recruit its members will be the city of Hull.

The head office of this savings and credit union is tituated in Hull, Quebec, in the electoral district of Hull.

Quebec, June 18, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

7072 *Assistant Secretary of the Province.*

Hougheo Credit Union

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "Hougheo Credit Union".

The group from which the union will recruit its members will be the employees of Hough Co. Products.

The head office of this savings and credit union is situated in Candiac, Quebec, in the electoral district of Napierville-Laprairie.

Quebec, June 22, 1964.

LUCIEN DARVEAU,

7088 *Associate Assistant Secretary of the Province.*

Chartes — Abandon de

La Construction moderne, ltée

Avis est par les présentes donné que la compagnie « La Construction moderne, ltée », s'adressera au Secrétaire de la Province pour obtenir la permission d'abandonner sa charte et pour faire fixer une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Donné à Québec, ce seizième jour de juin, mil neuf cent-soixante-quatre.

Les Procureurs de la compagnie,

PRÉVOST, GAGNÉ, FLYNN, CHOUINARD & JACQUES.

7037-o

Charters — Surrender of

La Construction moderne, ltée

Public notice is hereby given that the company "La Construction moderne, ltée", shall apply to the Provincial Secretary, for leave to abandon its charter and for the determination of a date from which the company shall be dissolved.

Quebec, June sixteen, one thousand nine hundred and sixty-four.

PRÉVOST, GAGNÉ, FLYNN, CHOUINARD, & JACQUES,

7037-o *Attorneys for the company.*

Mansions Tire & Car Radio Ltd.

Avis est donné que « Mansions Tire & Car Radio Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 31e jour de mars 1964.

Le Secrétaire,
7038 ROBERT D. MIGNAULT.

Mansions Tire & Car Radio Ltd.

Notice is hereby given that "Mansions Tire & Car Radio Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 31st day of March, 1964.

ROBERT D. MIGNAULT,
7038-o *Secretary.*

S.E.W. Signs Inc.

Avis est par les présentes donné que « S.E.W. Signs Inc. », compagnie constituée en corporation sous l'empire de la Loi des Compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, demandera au Secrétaire de la Province de Québec la permission d'abandonner sa charte et de fixer une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Daté à Montréal, ce 25e jour de mai, 1964.

Le Secrétaire,
7039-o R. E. PARSONS.

S.E.W. Signs Inc.

Notice is hereby given that "S.E.W. Signs Inc.", incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter and for the fixing of a date upon and from which the said company shall be dissolved.

Dated at Montreal, this 25th day of May, 1964.

R. E. PARSONS,
7039-o *Secretary.*

Montcham Development Corporation Limited

Avis est, par les présentes, donné, conformément, aux dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, que la compagnie « Montcham Development Corporation Limited » a l'intention de demander la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le dix-septième juin 1964.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
7058-o A. KELEN.

Montcham Development Corporation Limited

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, that "Montcham Development Corporation Limited" intends to request leave to surrender its charter.

Montreal, June seventeenth, 1964.

(Seal) A. KELEN,
7058 *Secretary.*

La Compagnie de Gaz Propane Pino Limitée

Avis est donné que « La Compagnie de Gaz Propane Pino Limitée », incorporé sous la Loi des compagnies de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de ladite Loi.

Montréal, le 18 juin 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
7073-o G. H. DAY.

La Compagnie de Gaz Propane Pino Limitée

Notice is hereby given that "La Compagnie de Gaz Propane Pino Limitée", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, will apply for leave to surrender its charter pursuant to the provisions of the said Act.

Montreal, June 18, 1964.

G. H. DAY,
7073-o *Secretary-Treasurer.*

Gas Propane Pino (Côte Nord) Incorporée

Avis est donné que « Gas Propane Pino (Côte Nord) Incorporée », incorporé sous la Loi des compagnies de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de ladite Loi.

Montréal, le 18 juin 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
7074-o G. H. DAY.

Gas Propane Pino (Côte Nord) Incorporée

Notice is hereby given that "Gas Propane Pino (Côte Nord) Incorporée", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, will apply for leave to surrender its charter pursuant to the provisions of the said Act.

Montreal, June 18, 1964.

G. H. DAY,
7074-o *Secretary-Treasurer.*

Mont-Joli Gas Propane Inc.

Avis est donné que « Mont-Joli Gas Propane Inc. », incorporé sous la Loi des compagnies de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de ladite Loi.

Montréal, le 18 juin 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
7075-o G. H. DAY.

Mont-Joli Gas Propane Inc.

Notice is hereby given that "Mont-Joli Gas Propane Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, will apply for leave to surrender its charter pursuant to the provisions of the said Act.

Montreal, June 18, 1964.

G. H. DAY,
7075-o *Secretary-Treasurer.*

Pino Transport Inc.

Avis est donné que « Pino Transport Inc. », incorporé sous la Loi des compagnies de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de ladite Loi.

Montréal, le 18 juin 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
G. H. DAY.

7076-o

Pino Transport Inc.

Notice is hereby given that "Pino Transport Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, will apply for leave to surrender its charter pursuant to the provisions of the said Act.

Montreal, June 18, 1964.

G. H. DAY,
Secretary-Treasurer.

7076-o

Union Gaz Propane Cie Ltée

Avis est donné que « Union Gaz Propane Cie Ltée », incorporé sous la Loi des compagnies de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de ladite Loi.

Montréal, le 18 juin, 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
G. H. DAY.

7077-o

Union Gaz Propane Cie Ltée

Notice is hereby given that "Union Gaz Propane Cie Ltée", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, will apply for leave to surrender its charter pursuant ot the provisions of the said Act.

Montreal, June 18, 1964.

G. H. DAY,
Secretary-Treasurer.

7077-o

Traders Automotive Valleyfield Inc.

Avis est par la présente donné que « Traders Automotive Valleyfield Inc. », compagnie incorporée suivant la Loi des Compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Valleyfield, fera application au secrétaire de la province de Québec pour permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Donné à Valleyfield ce 14e jour d'avril 1964.

(Sceau)

Le Secrétaire,
LÉONA PAQUET.

7089-o

Traders Automotive Valleyfield Inc.

Notice is hereby given that "Traders Automotive Valleyfield Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Valleyfield, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Valleyfield, this 14th day of April 1964.

(Seal)

LÉONA PAQUET,
Secretary.

7089

Traders Automotive Verdun Inc.

Avis est par la présente donné que « Traders Automotive Verdun Inc. », compagnie incorporée suivant la Loi des Compagnies de Québec et ayant son siège social dans la cité de Verdun, fera application au secrétaire de la province de Québec pour permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Donné à Verdun, ce 14e jour d'avril 1964.

(Sceau)

Le Secrétaire,
LÉONA PAQUET.

7090-o

Traders Automotive Verdun Inc.

Notice is hereby given that "Traders Automotive Verdun Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Verdun, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Given at Verdun, this 14th day of April 1964.

(Seal)

LÉONA PAQUET,
Secretary.

7090

Divers
Compagnies

Canadian Rock Company Limited

Avis est donné que « Canadian Rock Company Limited », a changé le nombre de ses directeurs de 5 à 6.

Le Secretaire,
T. P. SULLIVAN.

7040 4394-49

Miscellaneous
Companies

Canadian Rock Company Limited

Notice is hereby given that "Canadian Rock Company Limited", has changed the number of its directors from 5 to 6.

T. P. SULLIVAN,
Secretary.

7040-o 4394-49

Emmaüs Canadien de Montréal

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 15 juin 1964, approuvé les règlements généraux de « Emmaüs Canadien de Montréal », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Emmaüs Canadien de Montréal

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on June 15, 1964, approved the general by-laws of "Emmaüs Canadien de Montréal", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17 juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7041-o 4317-63

Golden Eagle Refining Company of Canada Limited

Avis est donné que, par une nouvelle procuration datée du 25 mai 1964, dont une copie a été transmise au secrétaire de la province, M. Max Bayer, 1155 boulevard Dorchester, ouest, chambre 1201, Montréal, a été, en lieu et place de M. Steven Legan, 1155 boulevard Dorchester, ouest, chambre 1201, Montréal, nommé agent principal dans cette province de « Golden Eagle Refining Company of Canada, Limited », une compagnie à fonds social étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, en vertu de la Loi des compagnies à fonds social étrangères ci-dessus mentionnée, le bureau principal de ladite compagnie restera à 1155, boulevard Dorchester, ouest, chambre 1201, Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7042 639-60

Proctor Lake Community Association

Avis est donné que « Proctor Lake Community Association », a diminué de 6 à 3 le nombre de ses directeurs.

Le Secrétaire,
ROBERT N. GRIFFIN.

7043 2304-64

Villa Rama inc.

Avis est donné que la compagnie « Villa Rama inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
MARGUERITE ROSS TREMBLAY.

7044-o 11234-61

Alfred Dallaire inc.

Avis est donné que la compagnie « Alfred Dallaire inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 10.

Le Secrétaire,
GUY LACOSTE.

7059-o 14891-59

Proctor Lake Community Association

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 10 juin 1964, approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) de « Proctor Lake Community Association », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18 juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7060-o 2304-64

L'Association des Courtiers en bois de pulpe de Québec
Quebec Pulpwood Broker Association

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 5 juin 1964, approuvé les amendements aux

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 17, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7041 4317-63

Golden Eagle Refining Company of Canada Limited

Notice is hereby given that, by new power of attorney dated May 25, 1964, a copy a which has been transmitted to the Provincial Secretary, Mr. Max Bayer, of 1155 Dorchester Boulevard West, Suite 1201, Montreal, has been appointed in lieu of Mr. Steven Legan, of 1155 Dorchester Boulevard West, Suite 1201, Montreal, chief agent in this Province of "Golden Eagle Refining Company of Canada, Limited", an extra-provincial company duly licensed to carry on business in the Province of Quebec in virtue of the above-mentioned Extra-Provincial Companies Act, the principal office of the said company remaining at 1155 Dorchester Boulevard West, Suite 1201, Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7042-o 639-60

Proctor Lake Community Association

Notice is hereby given that "Proctor Lake Community Association", has changed the number of its directors from 6 to 3.

ROBERT N. GRIFFIN,
Secretary.

7043-o 2304-64

Villa Rama inc.

Notice is hereby given that "Villa Rama inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

MARGUERITE ROSS TREMBLAY,
Secretary.

7044 11234-61

Alfred Dallaire inc.

Notice is hereby given that "Alfred Dallaire inc." has changed the number of its directors from 3 to 10.

GUY LACOSTE,
Secretary.

7059 14891-59

Proctor Lake Community Association

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on June 10, 1964, approved by-law number 1 (general by-laws) of "Proctor Lake Community Association", and such, pursuant to the provisions of section 225*a* of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary on June 18, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7060 2304-64

L'Association des Courtiers en bois de pulpe de Québec
Quebec Pulpwood Brokers Association

Notice is given that the Provincial Secretary has, on June 5, 1964, approved the amendments

règlements généraux de « L'Association des Courtiers en bois de pulpe de Québec — Quebec Pulpwood Brokers Association », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7078-o 14983-58

to the general by-laws of "L'Association des Courtiers en bois de pulpe de Québec — Quebec Pulpwood Brokers Association", and such, in conformity with the provisions of section 225*a* of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7078 14983-58

La Chambre de Commerce Italienne
The Italian Chamber of Commerce

Avis est donné que « La Chambre de Commerce Italienne — The Italian Chamber of Commerce », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 9.

Le Secrétaire,
JOHN BARUCHEL.

7079-o 5319-63

La Chambre de Commerce Italienne
The Italian Chamber of Commerce

Notice is given that "La Chambre de Commerce Italienne — The Italian Chamber of Commerce", has changed the number of its directors from 5 to 9.

JOHN BARUCHEL,
Secretary.

7079 5319-63

La Chambre de Commerce Italienne
The Italian Chamber of Commerce

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 17 juin 1964, approuvé les règlements généraux de « La Chambre de Commerce Italienne — The Italian Chamber of Commerce », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19 juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7079-o 5319-63

La Chambre de Commerce Italienne
The Italian Chamber of Commerce

Notice is given that the Provincial Secretary has, on June 17, 1964, approved the general by-laws of "La Chambre de Commerce Italienne — The Italian Chamber of Commerce", and such, in conformity with the provisions of section 225*a* of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7079 5319-63

La Commission Industrielle d'Asbestos inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 15 juin 1964, approuvé les règlements généraux comprenant les articles 1 à 17 inclusivement et 19 à 34 inclusivement, de « La Commission Industrielle d'Asbestos inc. », tels qu'adoptés le 22 janvier 1963, et le règlement contenu au nouvel article 18, adopté le 31 juillet 1963, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17 juin 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

7080-o 13196-62

La Commission Industrielle d'Asbestos inc.

Notice is given that the Provincial Secretary has, on the 15th of June, 1964, approved the general by-laws comprising sections 1 to 17 inclusively and 19 to 34 inclusively, of "La Commission Industrielle d'Asbestos inc.", as adopted on January 22, 1963, and the by-law contained in the new section 18, adopted on July 31, 1963, and such, in conformity with the provisions of section 225*a* of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of June, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7080 13196-62

Inter Decor (1964) inc.

Avis est donné que la compagnie « Inter Decor (1964) inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le Secrétaire,
Mme THÉRÈSE GRANDMAISON.

7081-o 193-64

Inter Decor (1964) inc.

Notice is given that "Inter Decor (1964) inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

Mrs. THÉRÈSE GRANDMAISON,
Secretary.

7081 193-64

Les Placements Montigny inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Placements Montigny inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 20.

Le Secrétaire,
ROGER GOSSELIN.

7082-o 4999-63

Les Placements Montigny inc.

Notice is given that "Les Placements Montigny inc. ", has changed the number of its directors from 3 to 20.

ROGER GOSSELIN,
Secretary.

7082 4999-63

Surveyer, Nenniger & Chênevert inc.

Avis est donné que la compagnie « Surveyer, Nenniger & Chênevert inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 8.

Le Secrétaire,
ANDRÉ GUERTIN.

7083-o 2172-64

Surveyer, Nenniger & Chênevert inc.

Notice is given that "Surveyer, Nenniger & Chênevert inc.", has changed the number of its directors from 7 to 8.

ANDRÉ GUERTIN,
Secretary.

7083 2172-64

Sièges sociaux

Eau minérale naturelle St. Léon inc.

Avis est donné que la compagnie « Eau minérale naturelle St. Léon inc. », a changé son siège social de St-Léon, comté de Maskinongé, Qué. à 166, des Peupliers, est, Québec 2.

Le Secrétaire,
YOLANDE DESROSIERS.

7045-o 15145-62

Jacques Ferland Inc.

Avis est donné que la compagnie « Jacques Ferland Inc. », incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes datées le douzième jour de mai 1964, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, a établi son bureau au numéro 454 rue Lagauchetière o iest .Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 17e jour de juin 1964.

Le Président,
JACQUES FERLAND.

7046-o

Giraco ltée

Avis est donné que la compagnie « Giraco ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 2 juin 1964 a établi son bureau en la cité de Rouyn, à 264 rue Larivière.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme étant le bureau principal de la compagnie.

Daté à Rouyn, ce 3e jour de juin 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
LÉO MARCOUX.

7047-o

Hand & Donohoe Co., Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Hand & Donohoe Co., Ltd. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes accordées en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 27e jour de mai 1964, a établi son siège social à 4867, rue Sherbrooke, ouest, cité de Montréal.

Daté à Montréal, ce 28e jour de mai 1964.

Le Président,
W. P. CREAGH.

7048

Louvre Investments Ltd.
Placements Louvre Ltée.

Avis est donné que « Louvre Investments Ltd. — Placements Louvre Ltée. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 3e jour de juin 1964, et ayant son siège social en la ville de Montréal, en ladite province,

Head Offices

Eau minérale naturelle St. Léon inc.

Notice is hereby given that "Eau minérale naturelle St. Léon inc.", has changed its head office from St-Léon, county of Maskinongé, Qué., to 166 des Peupliers East, Quebec 2.

YOLANDE DESROSIERS,
Secretary.

7045 15145-62

Jacques Ferland Inc.

Notice is hereby given that "Jacques Ferland Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act by letters patent dated the twelfth day of May 1964, and having its head office in the city of Montreal, in the Province of Quebec, has established its office at number 454 Lagauchetière Street, West, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 17th day of June 1964.

JACQUES FERLAND,
President.

7046-o

Giraco ltée

Notice is hereby given that "Giraco ltée", incorporated by letters patent under date of June 2nd, 1964, has established its head office in the city of Rouyn, at 264 Larivière Street.

As and from this date, the said office is considered by the company as being its principal office.

Dated at Rouyn, this 3rd day of June 1964.

LÉO MARCOUX,
Secretary-Treasurer.

7047-o

Hand & Donohoe Co., Ltd.

Notice is hereby given that "Hand & Donohoe Co., Ltd.", incorporatedi n the Province of Quebec by letters patent granted under Part I of the Quebec Companies Act on the twenty-seventh day of May, 1964, has established its head office at 4867 Sherbrooke Street West, in the city of Westmount.

Dated at Montreal, this 28th day of May, 1964.

W. P. CREAGH,
President.

7048-o

Louvre Investments Ltd.
Placements Louvre Ltée.

Notice is hereby given that "Louvre Investments Ltd.— Placements Louvre Ltée.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 3rd day of June, 1964, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established

a établi son bureau à chambre 905, 132, rue Saint-Jacques ouest, en la ville de Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 10e jour de juin 1964.

(Sceau)

Le Président,
GEORGE SANDERS.

7049

Menuiserie de Québec inc.

Avis est donné que la compagnie « Menuiserie de Québec inc. », a chang son siège social de 1464, rue Champfleury, Québec, au numéro 2485, chemin St-Louis, Sillery.

Le Secrétaire,
PAUL-ANDRÉ MORIN.

7050-o 1023-64

R.P.R. Transport ltée

Avis est donné que la compagnie « R.P.R. Transport ltée », a changé son siège social de Frelighsburg, à Cowansville.

Le Secrétaire,
PAUL RAYMOND.

7051-o 2247-63

Rainbow Thermographers Co.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée du bureau des directeurs de « Rainbow Thermographers Co. », tenue au bureau de Mtres Rudner & Mendelson, avocats, Montréal, le 2e jour de janvier 1964, à 10 a.m.

« Résolu:

Que l'adresse du siège social de la compagnie soit changée de 1180, rue St-Antoine ouest, en la ville de Montréal, à: 9200, avenue du Parc, Montréal, province de Québec. »

Certifié extrait conforme.

(Sceau) Rainbow Thermographers Co.,
par: A. GLOVEN.

7052

Stephenson Company Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Stephenson Company Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le vingt-cinquième jour de mars 1964, ayant son siège social en la cité de Montréal, en la province de Québec, a établi son bureau à 740, rue St-Maurice, en les cité et district de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 7ième jour d'avril 1964.

(Sceau) Stephenson Company Ltd.
Par le Président,
JOSEPH SHAPIRO, C.R.

7053-o

Jean R. Beauchemin Mining Corporation (No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie « Jean R. Beauchemin Mining Corporation » (No Personal Liability), a changé son siège social de 5916, rue Esplanade, Montréal, à 1010, rue St-Cyrille, ouest, Québec.

Le Secrétaire,
HENRI DUBORD.

7061-● 1526-64

its office at suite 905, 132 St. James Street West, in the city of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 10th day of June, 1964.

(Seal)

GEORGE SANDERS,
President.

7049-o

Menuiserie de Québec inc.

Notice is given that the company "Menuiserie de Québec inc.", has changed its head office from 1464, Champfleury Street, Quebec, to number 2485 St-Louis Road, Sillery.

PAUL-ANDRÉ MORIN,
Secretary.

7050 1023-64

R.P.R. Transport ltée

Notice is given that the company "R.P.R. Transport ltée", has changed its head office from Frelighsburg, to Cowansville.

PAUL RAYMOND,
Secretary.

7051 2247-63

Rainbow Thermographers Co.

Extract of the minutes of the meeting of the board of directors of "Rainbow Thermographers Co.", held at the office of Mtres. Rudner & Mendelson, advocates, Montreal, on the 2nd day of January, 1964, at 10:00 a.m.

"Resolved:

That the address of the head office of the company be changed from 1180 St. Antoine Street West, at the city of Montreal, to: 9200 Park Avenue, Montreal, Province of Quebec."

Certified true extract.

(Seal) Rainbow Thermographers Co.,
per: A. GLOVEN.

7052-o

Stephenson Company Ltd.

Notice is hereby given that "Stephenson Company Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the twenty-fifth day of March, 1964, having its head office in the city of Montreal, in the province of Quebec, has established its office at 740 St. Maurice Street, in the city and district of Montreal.

From and after the date of this notice, tht said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 7th day of April, 1964.

(Seal) Stephenson Company Ltd.
Per: JOSEPH SHAPIRO, Q.C.,
President.

7053-o

Jean R. Beauchemin Mining Corporation (No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Jean R. Beauchemin Mining Corporation" (No Personal Liability), has changed its head office from 5916 Esplanade St., Montreal, to 1010 St-Cyrille St., West, Quebec.

HENRI DUBORD,
Secretary.

7061 1526-64

Cyclo Jonquière Inc.

Avis est donné que la compagnie « Cyclo Jonquière Inc.», constituée en corporation par lettres patentes en date du 29e jour de mai 1962, et ayant son bureau principal dans la ville de Jonquière, a établi son bureau au numéro 454 rue St-Hubert.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Jonquière, ce 4e jour de juin, 1962.

Le Secrétaire,
LOUIS REID.

7062-o

Cyclo Jonquière Inc.

Notice is given that "Cyclo Jonquière Inc.", incorporated by letters patent dated the 29th day of May, 1962, and having its principal office in the town of Jonquière, has established its office at number 454 St-Hubert St.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as its principal office.

Given at Jonquière, this 4th day of June, 1962.

LOUIS REID,
Secretary.

7062

Harvey Bay Realty Company Ltd.

Avis est donné que « Harvey Bay Realty Company Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 29e jour d'août 1961, a transporté son siège social de 760, carré Victoria, en la ville de Montréal, à 1015, Beaver Hall Hill, en la ville de Montréal.

Montréal, 5 juin 1964.

Le Secrétaire,
G. S. LYNCH.

7063

Harvey Bay Realty Company Ltd.

Notice is hereby given that "Harvey Bay Realty Company Ltd.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated the 29th day of August 1961, has moved its head office from 760 Victoria Square in the city of Montreal to 1015 Beaver Hall Hill in the city of Montreal.

Montreal, June 5, 1964.

G. S. LYNCH,
Secretary.

7063-o

Dominion Silica Corporation Limited (No Personal Liability)

Avis est donné que « Dominion Silica Corporation Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies, de Québec le 20 octobre 1951 et ayant son siège social dans le district de Montréal où son bureau était situé auparavant à 25, rue Saint-Joseph, Lachine, Québec, a transporté son bureau à chambre 2260, 630 boulevard Dorchester ouest, Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 19e jour de mai 1964.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
R. D. WELDON.

7064

Dominion Silica Corporation Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Dominion Silica Corporation Limited" (No Personal Liability) a company incorporated by letters patent under the Quebec Mining Companies Act on October 20, 1951 and having its head office in the district of Montreal where its office was heretofore situated at 25 St. Joseph Street, Lachine, Quebec has moved it to Suite 2260, 630 Dorchester Boulevard West, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 19th day of May, 1964.

(Seal) R. D. WELDON,
Secretary.

7064-o

Service de Freins Montréal-Nord Limitée Montréal-Nord Brake Service Limited

Avis est donné que la compagnie « Service de Freins Montréal-Nord Limitée — Montréal-Nord Brake Service Limited », constituée en corporation par lettres patentes émises le 26 février 1964 en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social dans la cité de Montréal-Nord, a établi son principal bureau au numéro 3431 de la rue Mont-Joli à Montréal-Nord, district de Montréal.

Donné à Montréal-Nord, ce 15 mai 1964.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
ANDRÉ FAUST.

7065-o

Service de Freins Montréal-Nord Limitée Montréal-Nord Brake Service Limited

Notice is hereby given that the company "Service de Freins Montréal-Nord Limitée — Montréal-Nord Brake Service Limited", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated February 26, 1964 and having its chief place of business in the city of Montréal-Nord, has established its head office at 3431 Mont-Joli Street in the city of Montréal-Nord, district of Montreal.

Givin at Montréal-Nord, May 15, 1964.

(Seal) ANDRÉ FAUST,
Secretary.

7065

Trans-Continental Fund Ltd

Avis est donné que « Trans-Continental Fund Ltd », constitué en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec en date du 21e jour de novembre 1963 et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 612 ouest, rue St-Jacques, dans ladite cité.

Trans-Continental Fund Ltd

Notice is hereby given that "Trans-Continental Fund Ltd", incorporated by letters patent under provisions of the Quebec Companies Act on the 21st day of November 1963, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 612 St-Jeames Street West, in the said city.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, le 16 juin 1964.

Le Président,
7066-o JACQUES LALONDE.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company has being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 16th day of June, 1964.

JACQUES LALONDE,
7066-o *President.*

Fuller Company Limited

Avis est donné que « Fuller Company Limited », constituée en corporation en vertu des provisions de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 13 octobre, 1961, a transporté son siège social de 1425 rue de la Montagne à suite 585, 3300 boulevard Cavendish, dans la ville de Montréal, province de Québec.

Donné à Catasauqua, Pennsylvania, U.S.A., ce 17e jour de juin, 1964.

Le Président,
7084-o CHANNING O. DAVIS.

Fuller Company Limited

Notice is hereby given that "Fuller Company Limited", incorporated pursuant to the Quebec Companies Act by letters patent dated the 13th day of October, 1961, has transferred its head office from 1425 Mountain Street to Suite 585, 3300 Cavendish Boulevard, in the city of Montreal, province of Quebec.

Given at Catasauqua, Pennsylvania, U.S.A., this 17th day of June, 1964.

CHANNING O. DAVIS,
7084-o *President.*

333 Riverside Drive, St-Lambert Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « 333 Riverside Drive, St-Lambert Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes émises le 10 août 1962, a établi son bureau principal au numéro 28, rue Argyle, en la ville de Saint-Lambert, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 17e jour de juin 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
7085-o MME YOLANDE SOUCIE-BÉDARD.

333 Riverside Drive, St-Lambert Inc.

Notice is hereby given that "333 Riverside Drive, St-Lambert Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated August 10, 1962 has established its head office at number 28 Argyle Street, St. Lambert, province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 17th day of June 1964.

MRS. YOLANDE SOUCIE-BÉDARD,
7085-o *Secretary-Treasurer.*

St. Adolphe Development and Construction Corp.

Je, soussigné, Donald Massad, président de « St. Adolphe Development and Construction Corp. », déclare par les présentes que le siège social de la compagnie a été transporté de 3250, rue Jean Talon, est, Montréal, à 3206, rue Jarry, est, en les ville et district de Montréal.

Montréal, 24 janvier 1964.

Et j'ai signé

St. Adolphe Development
and Construction Corp.,
Le Président,
7086 DONALD MASSAD.

St. Adolphe Development and Construction Corp.

I, the undersigned, Donald Massad, president of "St. Adolphe Development and Construstion Corp.", do hereby declare that the head office of the company has been moved from 3250 Jean Talon Street, East, Montreal, to 3206 Jarry Street, East, in the city and district of Montreal.

Montreal, January 24, 1964.

And I have signed

St. Adolphe Development
and Construction Corp.,
DONALD MASSAD,
7086-o *President.*

Demande à la Législature

George Carl Heintz Aron Kremmel

Avis est donné que la compagnie « George Carl Heintz Aron » connue sous le nom de « Kremmel », pomiculteur et marchand, d'Hemmingford, district de Beauharnois, province de Québec, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, afin d'obtenir l'adoption d'une Loi changeant le nom de « George Carl Heintz Aron » connu comme étant « Kremmel » en celui de « George Carl Heintz Aron Kremmel », ce dernier devant servir à toute fins légales.

Daté à Montréal, ce 1er jour de juin 1964.

Le Requérant,
GEORGE CARL HEINTZ
6933-24-4 ARON KREMMEL.

Application to Legislature

George Carl Heintz Aron Kremmel

Notice is hereby given that "George Carl Heintz Aron", known as "Kremmel", apple grower and merchant, of Hemmingford, district of Beauharnois, Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law changing the name of "George Carl Heintz Aron" known as "Kremmel" to that of "George Carl Heintz Aron Kremmel", same to avail for all legal purposes.

Dated at Montreal, this 1st day of June, 1964.

GEORGE CARL HEINTZ
ARON KREMMEL,
6933-24-4-o *Petitioner.*

Ministère des Affaires municipales

Ville de Sainte-Philomène

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

Lettres patentes

ATTENDU QUE, sous l'autorité de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), le conseil municipal de la paroisse de Sainte-Philomène, dans le comté de Châteauguay, Nous a présenté, conformément à une résolution adoptée à sa session du 4 février 1963, une requête demandant que le territoire de ladite municipalité de la paroisse de Sainte-Philomène, tel que décrit dans la description officielle du ministère des terres et forêts, en date du 13 février 1964, soit érigé en une municipalité de ville comprenant un seul quartier représenté par un maire et six échevins;

ATTENDU QU'en vertu des dispositions de l'article 12 de la Loi des cités et villes, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger, par lettres patentes, le territoire d'une municipalité de paroisse en municipalité de ville s'il contient une population d'au moins deux mille âmes;

ATTENDU QUE la population de la municipalité de la paroisse de Sainte-Philomène excède deux mille âmes;

ATTENDU QU'il y a lieu de faire droit à cette requête du conseil municipal de la paroisse de Sainte-Philomène;

À CES CAUSES, Sachez que, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 930, en date du 6 mai 1964, et conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons:

QUE le territoire suivant, à savoir:

Le territoire actuel de la municipalité de la paroisse de Sainte-Philomène, comté municipal de Châteauguay, comprenant en référence au cadastre officiel de ladite paroisse, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprise de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

Partant du sommet de l'angle est du lot 202; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne sud-est des lots 202 à 222 inclusivement, 224, 226 à 234 inclusivement, 236 à 249 inclusivement, 279 (emprise de chemin de fer), 250 à 260 inclusivement, 262, 263, 264, 266, 268 à 274 inclusivement et 278; la ligne sud-ouest des lots 278, 277, 276, 275, 122 à 126 inclusivement, 129, 68, 66, 67 et son prolongement jusqu'à l'axe de la rivière Châteauguay, cette ligne traversant les chemins et les cours d'eau qu'elle rencontre; ledit axe de ladite rivière, contournant par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive droite et par la droite les îles les plus rapprochées

Department of Municipal Affairs

Town of Sainte-Philomène

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING:

Letters Patent

WHEREAS under the authority of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233), the municipal council of the parish of Sainte-Philomène, in the county of Châteauguay, has presented to Us, pursuant to a resolution adopted at its session on February 4, 1963, a request asking that the territory of the said municipality of the parish of Sainte-Philomène, as described in the official description of the Department of Lands and Forests, dated February 13, 1964, be erected into a town municipality comprised of only one ward represented by a mayor and six aldermen;

WHEREAS pursuant to the provisions of section 12 of the Cities and Towns Act, the Lieutenant-Governor in Council may erect, by letters patent, the territory of parish municipality into a town municipality if it has a population of at least two thousand;

WHEREAS the population of the municipality of the parish of Ste-Philomène exceeds two thousand;

WHEREAS it is deemed expedient that this request of the municipal council of the parish of Sainte-Philomène be granted;

THEREFORE, know Ye that, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 930, dated May 6, 1964, and pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order:

THAT the following territory, to wit:

The present territory of the municipality of the parish of Sainte-Philomène, municipal county of Châteauguay, including, with reference to the official cadaster of the said parish, the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, railroad right of ways, rivers, water courses or parts of the same enclosed within the following boundaries, to wit:

Starting at the summit of the east corner of lot 202; thence, successively, the following lines and demarcations: the south-east line of lots 202 to 222 inclusively, 224, 226 to 234 inclusively, 236 to 249 inclsively, 279 (railroad right of way), 250 to 260 inclusively, 262, 263, 264, 266, 268 to 274 inclusively and 278; the south-west line of lots 278, 277, 276, 275, 122 to 126 inclusively, 129, 68, 66, 67, and its extension as far as the center-line of the Châteauguay river, this line crossing the roads and water courses which it meets; the said center-line of the said river passing to the left of the islands closest to the right bank, and to the right of the islands closest

de la rive gauche, en descendant son cours jusqu'au prolongement de l'axe d'un chemin public qui limite au nord-est les lots 4, 2, 1 et 1a; ledit prolongement et ledit axe jusqu'à l'axe de la route nationale No 4; ledit axe de ladite route en allant vers le nord-est jusqu'au prolongement de l'axe d'un autre chemin public qui limite au nord-est les lots 200, 201 et 202; ledit prolongement et ledit axe dudit chemin jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 200 lequel axe traverse le chemin du rang Sainte-Marguerite; enfin ledit prolongement jusqu'au point de départ;

soit érigé en une municipalité de ville sous le nom de « ville de Sainte-Philomène »;

Que le conseil municipal de cette ville soit composé d'un maire et de six échevins et qu'elle ne comprenne qu'un seul quartier;

Que l'endroit de la première session générale du conseil de cette municipalité soit à la salle de l'école St-René, 14 rue Vervais, Sainte-Philomène, Co. Châteauguay.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce huitième jour de juin en l'année mil neuf cent soixante-quatre de l'ère chrétienne et de Notre Règne la treizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

Avis de l'octroi des lettres patentes ci-dessus est donné conformément aux dispositions de l'article 15 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, ch. 233).

Le Sous-ministre des affaires municipales,
7067-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

to the left bank, flowing along its course as far as the extension of the center-line of a public road, which borders, on the north-east, on lots 4, 2, 1 and 1a; the said extension and the said center-line as far as the center-line of National Highway No. 4; the said center-line of the said highway going towards the north-east as for as the extension of the center-line of another public road which borders, on the north-east, on lots 200, 201, and 202; the said extension and the said center-line of the said road as far as the extension of the south-east line of lot 200 which center-line crosses the road of Sainte-Marguerite Range; finally, the said extension as far as the starting point;

be erected into a town municipality under the name of "Town of Sainte-Philomène";

That the municipal council of this town be composed of a mayor and six aldermen and that it include only one ward;

That the place where the first general session of the council of this municipality is to be held be the hall of St-René school, 14 Vervais St., Sainte-Philomène, County of Châteauguay.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be here unto affixed;

WITNESS: Our right Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this eighth day of June, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-four and in the thirteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Notice of the issuing of the above letters patent is given pursuant to the provisions of section 15 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chapter 233).

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
7067 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ministère des Finances
Assurances

Quebec Assurance Company
Compagnie d'Assurance du Québec

Avis de changement de siège social

Avis est donné, par les présentes, que « Quebec Assurance Company — Compagnie d'Assurance du Québec », constituée en corporation en 1829, sous l'empire d'une Loi du Bas-Canada, George IV, chapitre 58, et ses amendements, a changé l'adresse de son siège social du numéro 595 est, boulevard Charest, Québec, au numéro 1170, chemin St-Louis, Sillery, Québec 6.

Donné à Québec, ce 4ème jour de mai 1964.

Le Secrétaire,
7068-o J.-B. LEFEBVRE.

Department of Finance
Insurance

Quebec Assurance Company
Compagnie d'Assurance du Québec

Notice of change of head office

Notice is hereby given that "Quebec Assurance Company — Compagnie d'Assurance du Québec", incorporated in 1829, pursuant to the provisions of a Lower Canada Act, George IV, chapter 58, and its amendments, has changed the address of its head office from number 595, Charest Boulevard West, Quebec, to number 1170, St. Louis Road, Sillery, Quebec 6.

Given at Quebec, this 4th day of May, 1964.

J.-B. LEFEBVRE,
7068-o *Secretary.*

Ministère de l'Éducation

Ste-Anne-de-la-Pocatière et St-Onésime

Demande est faite;

1° De changer la limite entre la municipalité scolaire de Ste-Anne-de-la-Pocatière et la municipalité scolaire de St-Onésime, dans le comté de

Department of Education

Ste-Anne-de-la-Pocatière and St-Onésime

Application is made:

1. To change the limit between the school municipality of Ste-Anne-de-la-Pocatière and the school municipality of St-Onésime in the county

Kamouraska, de manière à inclure officiellement dans le territoire de cette dernière commission scolaire toute cette partie de la seigneurie de Ste-Anne-de-la-Pocatière faisant actuellement partie de la municipalité de St-Onésime, dans le comté de Kamouraska; ce territoire comprend les lots 1 à 223 de la concession Ste-Anne-de-Vide et du fief St-Denis;

2° D'attribuer officiellement le nom de « St-Onésime » à la municipalité scolaire connue actuellement sous ce même nom, la désignatoin officielle ayant été omise lors de l'arrêté en conseil érigeant cette municipalité.

Québec, le 16 juin 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

7022-25-2-o 320-64

St-Onésime

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de St-Onésime, dans le comté de Karmouraska, le territoire du canton Chapais, non encore organisé au point de vue scolaire.

Québec, le 16 juin 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

7023-25-2-o 331-64

Paroisse de Ste-Suzanne-de-Boundary-Line cath.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire catholique de la paroisse de Ste-Suzanne-de-Boundary-Line, dans le comté de Stanstead, en celui de « Stanhope ».

Québec, le 16 juin 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

7024-25-2-o

Bureau des Examinateurs catholiques des aspirants inspecteurs d'écoles

Avis est donné par les présentes que le Bureau des Examinateurs catholiques des aspirants inspecteurs d'écoles siégera à l'École normale Laval, Québec, du jeudi, 30 juillet 1964 au vendredi, 7 août 1964.

L'examen des candidats commencera le 30 juillet, à 9 heures a.m. pour se terminer le 7 août à 5 heures p.m., et portera sur toutes les matières.

Québec, le 8 juin 1964.

7091-o

Bulwer Prot.

Demande est faite d'annexer, pour les protestants seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire protestante de Bulwer, dans le comté de Compton, à la municipalité scolaire protestante de la ville de Cookshire, dans le même comté.

Québec, le 18 juin 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

7092-26-2-o 523-64

Calumet Diss.

Demande est faite d'annexer, pour les protestants seulement, le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la munici-

of Kamouraska, so as to include officially in the territory of the latter school commission all that part of the seigniory of Ste-Anne-de-la-Pocatière presently forming part of the municipality of St-Onésime in the county of Kamouraska; this territory includes lots 1 to 223 of the Ste-Anne-de-Vide concession and the St-Denis fief;

2° To officially attribute the name of "St-Onésime" to the school municipality presently known under this name, the official designation having been omitted on the order in council erecting this municipality.

Quebec, June 16, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

7022-25-2 320-64

St-Onésime

Application is made to annex to school municipality of St-Onésime, in the county of Kamouraska, the territory of the township of Chapais, not yet organized for school purposes.

Quebec, June 16, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

7023-25-2 331-64

Parish of Ste-Suzanne-de-Boundary-Line cath.

Application is made to change the name of the catholic school municipality of Ste-Suzanne-de-Boundary-Line, of the parish in the county of Stanstead to that of "Stanhope".

Quebec, June 16, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

7024-25-2

Board of Catholic Examiners for school inspection candidates

Notice is hereby given that the Board of Catholic Examiners for school inspection candidates will sit at the Laval Normal School, Quebec, from Thursday, July 30, 1964, to Friday, August 7, 1964.

Examination of Candidates shall commence on July 30, at 9:00 o'clock a.m., to end on August 7, at 5:00 o'clock p.m., and will bear on all subjects.

Quebec, June 8, 1964.

7091

Bulwer Prot.

Application is made to annex, for the protestants only, the present territory of the protestant school municipality of Bulwer, in the county of Compton, to the protestant school municipality of the town of Cookshire, in the same county.

Quebec, June 18, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

7092-26-2 523-64

Calumet Diss.

Application is made to annex, for the protestants only, the present territory under the jurisdiction of the school trustees for the munici-

palité de Calumet, dans le comté de Pontiac, à la municipalité scolaire protestante de Campbell's Bay, dans le même comté.

Québec, le 19 juin 1964.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

7093-26-2-o 376-58

pality of Calumet, in the county of Pontiac, to the protestant school municipality of Campbell's Bay, in the same county.

Quebec, June 19, 1964.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

7093-26-2 376-58

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Paroisse de Montréal

Cadastre officiel de la paroisse de Montréal, municipalité de la cité de Verdun, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que le lot 4771 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 1er juin 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

7054-o

Paroisse de St-Étienne

Cadastre officiel de la paroisse de St-Étienne, municipalité de la paroisse de St-Étienne, division d'enregistrement de Beauharnois.

Avis est par la présente donné que le lot 287, rang vingt est annulé et les lots 286, 288, 301 à 303 rang vingt sont corrigés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 juin 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

7054-o

Paroisse de Ste-Foye

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foye, municipalité de la cité de Ste-Foy, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 117-1 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 juin 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

7054-o

Paroisse de St-Martin

Cadastre officiel de la paroisse de St-Martin, municipalité de la cité de Laval-des-Rapides, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que les lots 259-46 à 259-68, 260-24 à 260-65, 261-5 à 261-50 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 10 juin 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

7054-o

Paroisse du Saut-au-Récollet

Cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet, municipalité de la cité de St-Léonard, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 418-529-1, 418-530-1 sont corrigés; le lot 418-529-2 est annulé et le lot 418-530-2 est ajouté en vertu des articles 2174 et 2174A du Code civil.

Québec, le 1er juin 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

7054-o

Department of Lands and Forests
Cadastre

Parish of Montreal

Official cadastre of the parish of Montreal, municipality of the city of Verdun, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lot 4771 is added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, June 1, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

7054-o

Parish of St-Étienne

Official cadastre of the parish of St-Étienne, municipality of the parish of St-Étienne, registration division of Beauharnois.

Notice is hereby given that lot 287, range twenty is cancelled and lots 286, 288, 301 to 303 range twenty are corrected in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, June 12, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

7054-o

Parish of Ste-Foye

Official cadastre of the parish of Ste-Foye, municipality of the city of Ste-Foy, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that a part of lot 117-1 is cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 5, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

7054-o

Parish of St-Martin

Official cadastre of the parish of St-Martin, municipality of the city of Laval-des-Rapides, registration division of Laval.

Notice is hereby given that lots 259-46 to 259-68, 260-24 to 260-65, 261-5 to 261-50 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, June 10, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

7054-o

Parish of Sault-au-Récollet

Official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet, municipality of the city of St-Léonard, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 418-529-1, 418-530-1 are corrected; lot 418-529-2 is cancelled and lot 418-530-2 is added in virtue of Articles 2174 and 2174A of the Civil Code.

Quebec, June 1, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

7054-o

Canton de Templeton

Cadastre officiel du canton de Templeton, municipalité de Perkins, division d'enregistrement de Hull.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 1 du bloc « C » est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 mai 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

7054-o

Township of Templeton

Official cadastre of the township of Templeton, municipality of Perkins, registration division of Hull.

Notice is hereby given that a part of lot 1, block "C" is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 29, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

7054-o

Ministère du Travail

Avis de modification

Industrie du fer structural — Province

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il a l'intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante au décret numéro 2284 (*c*) du 22 novembre 1961 et amendements, relatif à l'industrie du fer structural dans la province:

Le paragraphe « *c* » de l'article I sera remplacé par le suivant:

« *c*) *Exemption:* Toutefois, dans les districts judiciaires de Chicoutiji et Roberval, les dispositions de la présente section ne s'appliquent qu'aux contrats dont le coût excède $50,000, salaires et matériaux compris. ».

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 juin 1964. 7055-o

Avis de modification

Industrie de la construction — Chicoutimi

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que l'Association des Constructeurs Saguenay Lac St-Jean Inc. lui a présenté une requête à l'effet d'apporter la modification suivante au décret numéro 1743 du 11 juillet 1941 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les districts judiciaires de Chicoutimi et Roberval.

L'item « Poseur de fer structural (travaux de moins de $25,000.) », apparaissant au paragrafhe « *a* » de l'article V, sera remplacé par le suivant: « Poseur de fer structural (travaux de moins de $50,000.) ».

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires

Department of Labour

Notice of amendment

Structural steel industry — Province

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that he intends to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to decree No. 2284 (*c*) of Novembre 22, 1961 and amendments, relating to the structural steel industry in the Province:

Paragraph "*c*" of article I will be replaced by the following:

"*c*) *Exemption:* However, in the judicial districts of Chicoutimi and Roberval, the provisions of the present section shall apply only to contracts of more than $50,000, wages and materials included".

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forch.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 27, 1964. 7055-o

Notice of amendment

Construction Industry — Chicoutimi

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that "L'Association des Constructeurs Saguenay Lac St-Jean Inc.", has submitted to him a petition to amend decree number 1743 of July 11, 1941 and amendments, relating to the construction industry in the judicial districts of Chicoutimi and Roberval.

The following item "Structural steel erector (contracts of less than $25,000.)", mentioned in paragraph "*a*" of article V, will be replaced by the words "Structural steel erector (contracts of less than $50,000.)".

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amend-

ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 juin 1964. 7055-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie des chapeaux en toile et des casquettes pour hommes, garçons et enfants, dans la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 385 du 19 avril 1956, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1206 du 17 juin 1964, section « A », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163, et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 30 juin 1964, au 30 juin 1965; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 385 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 385 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, le montant perçu pendant la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

Les employeurs professionnels doivent voir à ce que les rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire tous les mois.

Les employeurs professionnels doivent percevoir, à la fin de chaque semaine, à même les salaire de leurs salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ledit Comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Sur réception dudit rapport, le Comité paritaire en fera la vérification et débitera ou créditera le compte de la partie intéressée selon que les montants transmis seront plus ou moins élevés que le montant dû.

ments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 27, 1964. 7055-o

Notice of levy

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, that the Joint Committee of the Men's, Boys' and Children's Cloth Hat, Cap and Headwear Industry for the Province of Quebec, formed under decree number 385 of April 19, 1956, has been authorized by a by-law approved by order in council number 1206 of June 17, 1964, Section "A", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy shall extend from June 30, 1964, to June 30, 1965, the said levy shall be applied as follows:

a) The professional employers within the scope of the said decree number 385 and amendments, shall remit to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the fixed salaries and percentages paid to their employees.

b) The employees within the scope of the said decree number 385 and amendments, shall remit to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with return forms indicating the hours of work, the amount of money collected during the week, and the sums forwarded to the Parity Committee.

The professional employers shall have these forms completed and forwarded to the Parity Committee every month.

The professional employers shall collect, at the end of each week, from the wages of their employees, the sums to be remitted to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The said Parity Committee has the right to have said report sworn to each time it shall deem it necessary.

The report, together with the assessments shall be forwarded to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the said report.

The Joint Committee upon receiving the said report will check same and will debit or credit the account of the interested parties if the amounts forwarded are less or more than the amount actually due.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Conjoint de l'industrie des chapeaux en toile et des casquettes pour hommes, garçons et enfants dans la province de Québec, pour la période comprise entre le 30 juin 1964 et le 30 juin 1965.

LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DES CHAPEAUX EN TOILE ET DES CASQUETTES POUR HOMMES, GARÇONS ET ENFANTS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 30 juin 1964 et le 30 juin 1965.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$3,000.00
Salariés	3,000.00
	$6,000.00

Déboursés:

Dépenses de bureau (loyer, frais de déplacements, banque, frais légaux et dépenses générales	$3,000.00
Dépenses de l'administrateur, dépenses des inspecteurs, salarié du bureau et secrétaire-trésorier	3,000.00
	$6,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 juin 1964. 7055-o

3. *Financial report*

In pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an account of the estimated receipts and disbursements of the Joint Committee of the Men's Boys' and Children's Cloth Hat, Cap and Headwear Industry for the Province of Quebec for the period between June 30, 1964 and June 30, 1965.

THE JOINT COMMITTEE OF MEN'S BOY'S AND CHILDREN'S HAT, CLOTH CAP AND HEADWEAR INDUSTRY FOR THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between June 30, 1964 and June 30, 1965.

Receipts:

Levy (½ of 1%):	
Professional employers	$3,000.00
Employees	3,000.00
	$6,000.00

Disbursements:

Office expenditures (rent, legal, travelling and general expenses, bank charges)	$3,000.00
Administrator's retainer, inspectors' expenses, office salary, secretary-treasurer	3,000.00
	$6,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 27, 1964. 7055-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de l'Industrie de la confection pour dames, dans la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 523 du 11 mai 1955, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1206 du 17 juin 1964, (Section « C ») le tout d'accord avec les positions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er juillet, 1964 au 30 juin 1965; ladite cotisation s'exerce comme suit:

a) Tous les employeurs professionnels, de l'industrie de la confection pour dames asujettis au décret numéro 523 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires, bonis et allocations payés à leurs salariés des deux sexes (à l'exception des gérants, surintendants, contremaîtres et employés de bureau), assujettis audit décret.

b) Tous les salariés des deux sexes de l'industrie de la confection pour dames, assujettis au décret numéro 523 et amendements, doivent

Notice of levy

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Ladies Cloak and Suit Industry for the Province of Quebec, established under decree number 523 of May 11, 1955 has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1206 of June 17, 1964, (Section "C"), to levy assessments, upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy shall extend from July 1, 1964 to June 30, 1965; the levy shall apply as follows:

a) All professional employers in the ladies' cloak and suit industry subject to the said decree number 523 and its amendments, must pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of salaries bonuses and allowances paid to their employees of both sexes, with the exception of managers, superintendants, foremen and office employees, subject to the said decree.

b) All employees of both sexes of the ladies' cloak and suit industry subject to the decree number 523 and its amendments, are obliged to

verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur salaire, bonis et allocations, à l'exception des gérants, surintendants, contremaîtres et employés de bureau.

2. *Mode de perception*

L'employeur professionnel doit faire des rapports mensuels, en duplicata, sur des formules fournies par le comité paritaire. Ces rapports doivent indiquer les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, la qualification de tel salarié, les heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque jour, la nature de tel travail ainsi que les salaires payés, avec mention du mode et de la période de paye. Ces rapports mensuels doivent être signés par l'employeur ou un agent dûment autorisé, l'original desdits rapports où apparaît la liste de paye doit être adressé aux bureaux du comité paritaire au plus tard le dix (10) du mois suivant.

Les employeurs professionnels doivent percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de leurs salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et faire parvenir les montants ainsi perçus audit Comité paritaire en même temps que leur propre cotisation, dans les quatre (4) jours qui suivent la date à laquelle lesdits salaires hebdomadaires sont payables aux salariés.

3. *Rapport financier*

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et déboursés probables du Comité paritaire pour la période commençant le 1er juillet 1964 et se terminant le 30 juin 1965.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA CONFECTION POUR DAMES DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et déboursés pour la période du 1er juillet 1964 au 30 juin 1965.

Recettes:	
Cotisation (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$31,000.00
Salariés	31,000.00
Intérêts sur obligations	710.00
Procédures	200.00
	$62,910.00
Déboursés:	
Salaires (bureau)	$11,500.00
Salaires des inspecteurs et inspecteurs supplémentaires	19,760.00
Administration	15,125.00
Téléphones et télégrammes	650.00
Frais de déplacement	3,000.00
Loyer	4,437.17
Taxes	183.38
Papeterie, timbres et dépenses de bureau	2,000.00
Frais élgaux	1,000.00
Vérifications des livres	1,000.00
Électricité	54.36
Billet de tramway et déplacement local	400.00
Acessoires de bureau	350.00

contribute to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their salaries, bonuses and allowances, with the exception of managers, superintendants, foremen and office employees.

2. *Mode of collection*

The professional employer must make monthly payroll reports, in duplicate, the form of which to be supplied by the Parity Committee. These reports are to indicate the surnames, christian names and residence of each employee in his employ, the competency of such employee, the regular and extra hours of daily labour, and its nature, as well as the wages paid for such labour, with mention of the method and time of payment. Said monthly payroll reports are to be signed by the employer or a duly authorized agent, the original of which, containing the payroll report, shall be sent to the offices of the Parity Committee not later than the tenth (10th) of the month following.

The professional employer must collect at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and remit the amount so collected to the said Parity Committee together with his own assessment, not later than four (4) days from the date when the said weekly wages were due to the employees.

3. *Financial report*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

An estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee for the period beginning July 1, 1964 to June 30, 1965, is hereto annexed.

THE JOINT COMMITTEE OF THE LADIES' CLOAK AND SUIT INDUSTRY FOR THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between July 1, 1964 and June 30, 1965.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$31,000.00
Employees	31,000.00
Bond interest	710.00
Miscellaneous legal income	200.00
	$62,910.00
Disbursements:	
Office salaries	$11,500.00
Inspectors' salaries and extra inspection	19,760.00
Administration	15,125.00
Telephone and telegraph	650.00
Travelling expenses	3,000.00
Rent	4,437.17
Taxes	183.38
Stationery, postage and office expenses	2,000.00
Legal fees	1,000.00
Audit fees	1,000.00
Lights	54.36
Carfare and local transportation	400.00
Office equipment	350.00

Assurance chômage	$	250.00
Fonds de pension		715.00
Publicité et dons		200.00
Frais de cautionnement, dépenses diverses, Enquêtes spéciales, Frais de banque, Jetons de présence, Dépenses d'inspection, etc.		2,000.00
		$62,624.91
Surplus prévu		285.09
		$62,910.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 juin 1964. 7055-o

Unemployment insurance	$	250.00
Pension fund		715.00
Advertising and donations		200.00
Insurance guarantee bond, miscellaneous expenses, special investigations, bank charges, committee meeting expenses, inspectors expenses, etc.		2,000.00
		$62,624.91
Estimated surplus		285.09
		$62,910.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 27, 1964. 7055-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du Camionnage du sitrict de Québec, établi en exécution du décret numéro 706 du 7 juillet 1954 a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1206 du 17 juin 1964, section « B », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 30 juin 1964 au 30 juin 1965; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 706 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 706 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le plus rémunéré.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 706 et amendements doivent verser au Comiré paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiquée tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité pritaire, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Notice of levy

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Comité paritaire du Camionnage du district de Québec, formed under decree number 706 of July 7, 1954, and amendments, has been authorized by a by-law approved by order in council number 1206 of June 17, 1964, section "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from June 30, 1964 to June 30, 1965; such levy shall be applied as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 706 and amendments, shall pay to the Praity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 706 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the highest wages established in the decree for employees.

c) The employees governed by the said decree, number 706 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given.

Professional employers shall complete and sign their report and forward it to the Parity Committee every month.

Professional employers shall collect, at the end of each week, on behalf of the Committee, the assessments of their employees by means of a deduction from their wages.

Professional employers shall forward their monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable: the said report shall be sent together with the assessments of the professional employers and their employees. The committee has the right to demand sworn reports when deemed advisable.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire du Camionnage du district de Québec, pour la période comprise entre le 30 juin 1964 et le 30 juin 1965.

COMITÉ PARITAIRE DU CAMIONNAGE DU DISTRICT DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 30 juin 1964 et le 30 juin 1965.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$21,000.00
Salariés	21,000.00
Artisans	500.00
	$42,500.00
Déboursés:	
Salaire du secrétaire et employés de bureau	$11,500.00
Salaires des inspecteurs	15,500.00
Frais de déplacement:	
Inspecteurs	500.00
Administration	4,000.00
Frais d'automobiles	1,000.00
Loyer et entretien de bureau	2,100.00
Frais légaux	2,500.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone	1,500.00
Ameublement et accessoires de bureau	300.00
Frais de vérification et banque	400.00
Assurances, publicité et assurance chômage	1,500.00
Jetons de présence	900.00
Dépréciation: ameublement	300.00
automobile	800.00
Formation technique	2,500.00
	$45,300.00
Déficit prévu	2,800.00
	$42,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 juin 1964. 7055-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons dans la province de Québec établi

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employers, the artisans and the employees, without notice from the committee.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his assessments or to give the necessary information, five (5) days notice shall be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the "Comité paritaire du Camionnage du district de Québec", for the period between June 30, 1964 and June 30, 1965.

COMITÉ PARITAIRE DU CAMIONNAGE DU DISTRICT DE QUÉBEC

Estimate of receipts and disbursements for the period between June 30, 1964 and June 30, 1965.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$21,000.00
Employees	21,000.00
Artisans	500.00
	$42,500.00
Disbursements:	
Secretary and office employees salaries	$11,500.00
Inspectors salaries	15,500.00
Travelling expenses:	
Inspectors	500.00
Management	4,000.00
Automobile Expenses	1,000.00
Rent and office upkeep	2,100.00
Legal fees	2,500.00
Stationery, Printing, Postage, Telephone, etc	1,500.00
Office furniture and equipment	300.00
Audition and bank charges	400.00
Insurance, publicity and unemployment insurance	1,500.00
Travelling expenses of president and members, attendance fees	900.00
Depreciation:	
Furniture	300.00
Automobile	800.00
Technical Training	2,500.00
	$45,300.00
Estimated deficit	2,800.00
	$42,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 27, 1964. 7055-o

Notice of levy

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Men's and Boys' Clothing Industry for the Province of Quebec, formed under

en exécution du décret numéro 711 du 30 avril 1963, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1206 du 17 juin 1964, section « D », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1964 au 30 juin 1965; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné;

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 711 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 711 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés.

Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint de l'Industrie des Vêtements d'hommes et de garçons dans la province de Québec, pour la période comprise entre le 1er juillet 1964 et le 30 juin 1965.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DES VÊTEMENTS D'HOMMES ET DE GARÇONS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 1er juillet 1964 et le 30 juin 1965.

Disponibilités en fonds	
au 1er juillet 1964	$ 92,510.00
Recettes:	
Cotisations (¼ de 1%):	
Employeurs professionnels	40,000.00
Salariés	40,000.00

decree number 711 of April 30, 1963, has been authorized by a by-law approved by the Order in Council number 1206 of June 17, 1964, section "D", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to collect levies from the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy shall extend from July 1, 1964 to June 30, 1965; the levy shall apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree number 711 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ¼ of 1% of the fixed wages and commissions paid to their employees subject to the said decree.

b) The employees governed by the said decree, number 711 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ¼ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with report forms on which all the particulars required by the committee shall be given.

The professional employer shall have these reports made out signed and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The professional employer shall transmit his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the expiry date of the period for which it is requirable. The said report must be accompanied with the assessments of the professional employer and those of his employees.

The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. *Financial report*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Joint Committee of the Men's and Boy's Clothing Industry for the Province of Quebec, for the period between July 1, 1964 and June 30, 1965, is annexed hereto.

THE JOINT COMMITTEE OF THE MEN'S AND BOYS' CLOTHING INDUSTRY FOR THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimated receipts and disbursements for the period July 1, 1964 to June 30, 1965.

Estimated Cash on hand	
as at July 1, 1964	$ 92,510.00
Estimated receipts:	
Assessments (¼ of 1%):	
Employers	40,000.00
Employees	40,000.00

Dommages-intérêts liquidés:		
Employeurs professionnels	$	50.00
Salariés		50.00
Revenu des loyers		1,500.00
Intérêt — Obligation du Gouvernement fédéral		1,275.00
Compte d'épargne		350.00
		$175,735.00
Déboursés:		
Salaires:		
Administration et bureau	$	57,000.00
Inspecteurs		35,000.00
Frais de déplacement et voitures		5,300.00
Assemblées:		
Jetons de présence		2,000.00
Frais de déplacement		7,500.00
Entretien de l'immeuble (combustible, taxes, électricité, etc.)		7,500.00
Réparations à l'immeuble		1,500.00
Assurances		400.00
Dépenses et frais légaux		8,000.00
Impressions		2,500.00
Vérification des livres		1,400.00
Papeterie et dépenses de bureau		2,000.00
Frais de poste		1,300.00
Ameublement et accessoires de bureau		1,500.00
Téléphone		2,000.00
Dépenses diverses		4,000.00
Assurance-chômage		600.00
Assurance-groupe des employés		1,800.00
Fonds de pension des employés		4,000.00
Paiements de pension à un employé		1,200.00
Réserve pour dépenses imprévues		3,500.00
		$150,000.00
Disponibilités en fonds — prévues au 30 juin 1965	$	25,735.00
		$175,735.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 juin 1964. 7055-o

Liquidated Damages:		
Employers	$	50.00
Employees		50.00
Rent		1,500.00
nterest — Dominion of Canada Bonds		1,275.00
Savings account		350.00
		$175,735.00
Estimated disbursements:		
Salaries:		
Administration and Office	$	57,000.00
Inspectors		35,000.00
Travel and Auto Expenses		5,300.00
Meetings:		
Members' Fees		2,000.00
Members' Expenses		7,500.00
Maintenance of Property (Fuel, Taxes, Lights, etc.)		7,500.00
Improvement and Repairs to Property		1,500.00
Insurance		400.00
Legal Fees and Expenses		8,000.00
Printing		2,500.00
Audit Fees		1,400.00
Stationery and Office Expenses		2,000.00
Postage		1,300.00
Furniture and Office Equipment		1,500.00
Telephone		2,000.00
Miscellaneous Expenses		4,000.00
Unemployment Insurance		600.00
Employees' Group Insurance		1,800.00
Employees' Pension and Retirement Fund		4,000.00
Employee's Pension Payments		1,200.00
Provisions for Contingencies		3,500.00
		$150,000.00
Estimated available funds — June 30, 1965	$	25,735.00
		$175,735.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 27, 1964. 7055-o

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Modification au plan conjoint des producteurs-fournisseurs de lait nature du marché de Montréal

Prenez avis que la Régie des Marchés Agricoles du Québec a reçu une requête de l'Office des producteurs-fournisseurs de lait nature du marché de Montréal en vue de modifier le plan conjoint précité de la façon suivante:

Que le huitième paragraphe du plan conjoint, tel que publié dans la *Gazette officielle* du 8 octobre 1960, et qui se lisait comme suit:

« Au moins trois producteurs-fournisseurs de langue anglaise seront membres de l'office des Producteurs »

soit remplacé par le suivant:

« Au moins deux producteurs-fournisseurs de langue anglaise seront membres de l'office des producteurs ».

Quebec Agricultural Marketing Board

Amendment to the joint plan of the Montreal market whole milk producers-suppliers

Take notice that the Quebec Agricultural Marketing Board has received a request from the Board of the Montreal Market Whole Milk Producers-Suppliers for the purpose of amending the above-mentioned joint plan in the following way:

That the eighth paragraph of the joint plan, as published in the *Quebec Official Gazette* on October 8, 1960, and which read as follows:

"At least three English-speaking Producers-Suppliers shall be members of the Producers Board"

be replaced by the following:

"At least two English-speaking Producers-Suppliers shall be members of the Producers Board."

Tel qu'édicté par l'article 26 de la Loi des Marchés Agricoles du Québec, la Régie soumettra cette modification aux producteurs régis par ce plan conjoint au moyen du référendum prévu à l'Article 25 de ladite loi.

Montréal, ce 22 juin 1964.

Le Président,
NOLASQUE APRIL.
Le Secrétaire-exécutif,
et Conseiller juridique,
7094-o GILLES PRÉGENT.

As enacted by section 26 of the Quebec Agricultural Marketing Act, the Board will submit this amendment to the producers governed by this joint plan by means of a referendum provided for in section 25 of the said Act.

Montreal, June 22, 1964.

NOLASQUE APRIL,
President.
GILLES PRÉGENT,
Executive Secretary
7094 *and Judicial Adviser.*

Soumissions

Cité de Chomedey
Comté de Laval

Correction

Veuillez noter que dans la demande de soumissions publiée à la page 3381 de la *Gazette Officielle de Québec* du 20 juin 1964, relativement à une émission de $1,497,000., le tableau d'amortissement de la version française doit se lire $96,000., pour le 1er août 1980, et non pas $97,000.

Tous les autres détails de la demande de soumissions demeurent inchangés.

GASTON CHAPLEAU,
7095-o *Greffier.*

Cité de Farnham
Comté de Missisquoi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-B. Luneau, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Farnham, comté de Missisquoi, jusqu'à 8 p.m., lundi le 13 juillet 1964. pour l'achat de $54,000 d'obligatoins de la cité de Farnham, comté de Missisquoi, datées du 1es août 1964 et remboursables par séries du 1er août 1965 au 1er août 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 69 — $19,000 — aqueduc et égouts; 72 — $35,000 — aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1964.

Tableau d'amortissement — $54,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1965	$1,500
1er août 1966	1,500
1er août 1967	1,500
1er août 1968	1,500
1er août 1969	1,500
1er août 1970	1,500
1er août 1971	1,500
1er août 1972	1,500
1er août 1973	2,000
1er août 1974	3,000
1er août 1975	3,000
1er août 1976	3,000
1er août 1977	3,000
1er août 1978	3,000
1er août 1979	3,500
1er août 1980	3,500
1er août 1981	4,500
1er août 1982	4,500
1er août 1983	4,500
1er août 1984	4,500

Tenders

City of Chomedey
County of Laval

Correction

Kindly note that in the request for tenders, published on page 3381 of the *Quebec Official Gazette* of June 20, 1964, regarding an issue of $1,497,000. of bonds, the maturity of August 1, 1980, in the French version, should read $96,000. and not $97,000.

All the other details pertaining to this call for tenders remain unchanged.

GASTON CHAPLEAU,
7095-o *City Clerk.*

City of Farnham
County of Missisquoi

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J.-B. Luneau, secretary-treasurer, City Hall, Farnham, county of Missisquoi, until 8:00 o'clock p.m., Monday, July 13, 1964, for the purchase of an issue of $54,000 of bonds for the City of Farnham, county of Missisquoi, dated August 1, 1964, and redeemable serially from August 1, 1965 to August 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 69 — $19,000 — aqueduct and sewers; 72 — $35,000 — aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1964.

Table of redemption — $54,000 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1965	$1,500
August 1, 1966	1,500
August 1, 1967	1,500
August 1, 1968	1,500
August 1, 1969	1,500
August 1, 1970	1,500
August 1, 1971	1,500
August 1, 1972	1,500
August 1, 1973	2,000
August 1, 1974	3,000
August 1, 1975	3,000
August 1, 1976	3,000
August 1, 1977	3,000
August 1, 1978	3,000
August 1, 1979	3,500
August 1, 1980	3,500
August 1, 1981	4,500
August 1, 1982	4,500
August 1, 1983	4,500
August 1, 1984	4,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Farhnam.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 13 juillet 1964, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, Farnham, comté de Missisquoi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Farnham, (Comté de Missisquoi), ce 23 juin 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-B. LUNEAU.

Hôtel de Ville,
Farnham (Missisquoi) P.Q.
Téléphone: 293-4460, code 514. 7096-o

Please note that tenders are called for bonds, redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, of any, by certified cheque payable at pra at Farnham.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan proceeure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Monday, July 13, 1964, at 8:00 o'clock p.m., in the City Hall, Farnham, county of Missisquoi.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Farnham, (County of Missisquoi), June 23, 1964.

J. B. LUNEAU,
Secretary-Treasurer.

City Hall,
Farnham, (Missisquoi), P.Q.
Telephone: 293-4460, code 514. 7096

Cité de Pointe-aux-Trembles
Comté de Bourget

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Paul-A. Trudeau, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 11,953, rue Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles, comté de Bourget, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 13 juillet 1964, pour l'achat de $1,162,500 d'obligations de la cité de Pointe-aux-Trembles, comté de Bourget, datées du 1er août 1964 et remboursables par séries du 1er août 1965 au 1er août 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 322 — $398,000 — pavage et trottoirs; 326 — $64,100 — éclairage; 332 — $25,000 — voirie; 333 — $37,300 — voirie; 335 — $6,000 — achat de terrain; 336 — $22,500 — achat de terrain; 337 — $3,200 — voirie; 339 — $9,300 — égouts; 340 — $13,300 — égouts; 341 — $36,700 — égouts; 346 — $79,800 — égouts; 347 — $88,000 — éclairage; 351 — $267,500 — pavage et trottoirs; 354 — $111,800 — éclairage.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1964.

Tableau d'amortissement — $1,162,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1965	$ 38,500
1er août 1966	41,000
1er août 1967	43,000
1er août 1968	46,000
1er août 1969	49,000
1er août 1970	52,000
1er août 1971	55,000
1er août 1972	58,000
1er août 1973	62,000

City of Pointe-aux-Trembles
County of Bourget

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Paul-A. Trudeau, secretary-treasurer, City Hall, 11,953 Notre-Dame Street, Pointe-aux-Trembles, county of Bourget, until 8:00 o'clock p.m., Monday, July 13, 1964, for the purchase of an issue of $1,162,500 of bonds for the city of Pointe-aux-Trembles, county of Bourget, dated August 1, 1964, and redeemable serially from August 1, 1965 to August 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 322 — $398,000 — paving and sidewalks; 326 — $64,100 — lighting; 332 — $25,000 — roads; 333 — $37,300 — roads; 335 — $6,000 — purchase of land; 336 — $22,500 —purchase of land; 337 — $3,200 — roads; 339 — $9,300 — sewers; 340 — $13,300 — sewers; 341 — $36,700 — sewers; 346 — $79,800 — sewers; 347 — $88,000 — lighting; 351 — $267,500 — paving and sidewalks; 354 — $111,800 — lighting.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1964.

Table of redemption — $1,162,500 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1965	$ 38,500
August 1, 1966	41,000
August 1, 1967	43,000
August 1, 1968	46,000
August 1, 1969	49,000
August 1, 1970	52,000
August 1, 1971	55,000
August 1, 1972	58,000
August 1, 1973	62,000

1er août 1974	$ 65,000
1er août 1975	44,000
1er août 1976	47,000
1er août 1977	49,000
1er août 1978	52,000
1er août 1979	56,000
1er août 1980	59,000
1er août 1981	62,000
1er août 1982	65,000
1er août 1983	71,000
1er août 1984	148,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pointe-aux-Trembles.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 13 juillet 1964, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 11,953, rue Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles, comté de Bourget.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-aux-Trembles, (Comté de Bourget), ce 23 juin 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
PAUL-A. TRUDEAU.

Hôtel de Ville, 11,953, rue Notre-Dame,
Pointe-aux-Trembles (Bourget), P.Q.
Téléphone: 645-4546, code 514. 7097-o

August 1, 1974	$ 65,000
August 1, 1975	44,000
August 1, 1976	47,000
August 1, 1977	49,000
August 1, 1978	52,000
August 1, 1979	56,000
August 1, 1980	59,000
August 1, 1981	62,000
August 1, 1982	65,000
August 1, 1983	71,000
August 1, 1984	148,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Pointe-aux-Trembles.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Monday, July 13, 1964, at 8:00 o'clock p.m., in the city Hall, 11,953 Notre-Dame Street, Pointe-aux-Trembles, county of Bourget.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Pointe-aux-Trembles, (County of Bourget), June 23, 1964.

PAUL-A. TRUDEAU,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 11,953 Notre-Dame Street,
Pointe-aux-Trembles, (Bourget), P.Q.
Telephone: 645-4546, code 514. 7097

Ville de Repentigny
Comté de L'Assomption

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné H. Léon Leblanc, greffier, Hôtel de Ville, 435, rue Notre-Dame, Repentigny, comté de L'Assomption, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 15 juillet 1964, pour l'achat de $651,500 d'obligations de la ville de Repentigny, comté de L'Assomption, datées du 1er août 1964 et remboursables par séries du 1er août 1965 au 1er août 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 134 — $1,000 — égouts; 138 — $117,000 — const. édifice municipal; 139 — $15,000 — égouts; 140 — $60,000 — achat de terrain; 142 — $135,000 — picsines et chalets; 144 — $31,500 — voirie; 156 — $32,000 —voirie; 159 — $80,000 — parcs et terrains de jeux;

Town of Repentigny
County of L'Assomption

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned H. Léon Leblanc, Town Clerk, Town Hall, 435 Notre-Dame St., Repentigny, county of L'Assomption, until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, July 15, 1964, for the purchase of an issue of $651,500 of bonds for the town of Repentigny, county of L'Assomption, dated August 1, 1964, and redeemable serially from August 1, 1965 to August 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 134 — $1,000 — sewers; 138 — $117,000 — construction of a municipal building; 139 — $15,000 — sewers; 140 — $60,000 — purchase of land; 142 — $135,000 — swimming pools and cottages; 144 — $31,500 — roads; 156 — $32,000 — roads; 159 — $80,000 — parks and

167 — $19,000 — achat de terrain; 174 — $30,000 — bibliothèque municipale; 178 — $117,000 — achat de terrain; 180 — $5,500 — égouts; 181 — $8,500 — égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1964.

Tableau d'amortissement — $651,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1965	$ 11,500
1er août 1966	12,000
1er août 1967	12,500
1er août 1968	13,000
1er août 1969	14,500
1er août 1970	14,500
1er août 1971	14,500
1er août 1972	16,000
1er août 1973	17,000
1er août 1974	18,500
1er août 1975	15,500
1er août 1976	17,000
1er août 1977	18,000
1er août 1978	19,000
1er août 1979	21,000
1er août 1980	21,000
1er août 1981	22,500
1er août 1982	24,000
1er août 1983	25,000
1er août 1984	324,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Repentigny.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 15 juillet 1964, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 435, rue Notre-Dame, Repentigny, comté de L'Assomption.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Repentigny, (Comté de L'Assomption), ce 19 juin 1964.

Le Greffier,
H. LÉON LEBLANC.

Hôtel de Ville, 435, rue Notre-Dame,
Repentigny, (L'Assomption), P.Q.
Téléphone: 642-5359, code 514. 7098-o

Village de Notre-Dame-du-Bon-Conseil
Comté de Drummond

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Guy Shooner, secrétaire-trésorier, Village de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, comté de Drummond, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 14 juillet

playgrounds; 167 — $19,000 — purchase of land; 174 — $30,000 — municipal library; 178 — $117,000 — purchase of land; 180 — $5,500 — sewers; 181 — $8,500 — sewers.

For adjudication purposes only, interest, shall be calculated as from August 1, 1964.

Table of redemption — $651,500 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1965	$ 11,500
August 1, 1966	12,000
August 1, 1967	12,500
August 1, 1968	13,000
August 1, 1969	14,500
August 1, 1970	14,500
August 1, 1971	14,500
August 1, 1972	16,000
August 1, 1973	17,000
August 1, 1974	18,500
August 1, 1975	15,500
August 1, 1976	17,000
August 1, 1977	18,000
August 1, 1978	19,000
August 1, 1979	21,000
August 1, 1980	21,000
August 1, 1981	22,500
August 1, 1982	24,000
August 1, 1983	25,000
August 1, 1984	324,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year hsort-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the htree terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Repentigny.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Wednesday, July 15, 1964, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 435 Notre-Dame St., Repentigny, county of l'Assomption.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Repentigny, (County of L'Assomption), June 19, 1964.

H. LÉON LEBLANC,
Town Clerk.

Town Hall, 435 Notre-Dame St.,
Repentigny, (L'Assomption), P.Q.
Telephone: 642-5359, code 514. 7098

Village of Notre-Dame-du-Bon-Conseil
County of Drummond

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Guy Shooner, secretary-treasurer, Village of Notre-Dame-du-Bon-Conseil, county of Drummond, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, July 14, 1964, for the

1964, pour l'achat de $69,000 d'obligations du village de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, comté de Drummond, datées du 1er août 1964 et remboursables par séries du 1er août 1965 au 1er août 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 15 — $17,000 — aqueduc et égouts; 16 — $14,500 — aqueduc et égouts; 17 — $32,600 — aqueduc et égouts; 18 — $4,900.— aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1964.

Tableau d'amortissement — $69,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1965	$1,500
1er août 1966	2,000
1er août 1967	2,000
1er août 1968	2,000
1er août 1969	2,000
1er août 1970	2,000
1er août 1971	2,500
1er août 1972	2,500
1er août 1973	2,500
1er août 1974	3,000
1er août 1975	3,500
1er août 1976	4,000
1er août 1977	4,500
1er août 1978	4,500
1er août 1979	4,500
1er août 1980	4,500
1er août 1981	5,000
1er août 1982	5,500
1er août 1983	5,500
1er août 1984	5,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Drummondville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 14 juillet 1964 à 8 heures du soir, Village de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, comté de Drummond.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Notre-Dame-du-bon-Conseil, (Comté de Drummond), ce 22 juin 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
GUY SHOONER.

C. P. 128,
Notre-Dame-du-bon-Conseil,
(Drummond), P.Q.
Téléphone: 336-2744 code 819. 7109-o

purchase of an issue of $69,000 of bonds for the Village of Noter-Dame-du-Bon-Conseil, county of Drummond, dated August 1, 1964, and redeemable serially from August 1, 1965 to August 1, 1984 inclusively with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 15 — $17,000 — aqueduct and sewers; 16 — $14,500 — aqueduct and sewers; 17 — $32,600 — aqueduct and sewers; 18 — $4,900. — aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1964.

Table of redemption — $69,000 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1965	$1,500
August 1, 1966	2,000
August 1, 1967	2,000
August 1, 1968	2,000
August 1, 1969	2,000
August 1, 1970	2,000
August 1, 1971	2,500
August 1, 1972	2,500
August 1, 1973	2,500
August 1, 1974	3,000
August 1, 1975	3,500
August 1, 1976	4,000
August 1, 1977	4,500
August 1, 1978	4,500
August 1, 1979	4,500
August 1, 1980	4,500
August 1, 1981	5,000
August 1, 1982	5,500
August 1, 1983	5,500
August 1, 1984	5,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Drummondville.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Tuesday, July 14, 1964, at 8:00 o'clock p.m., in the Village of Notre-Dame-du-Bon-Conseil, county of Drummond.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Notre-Dame-du-bon-Conseil, (County of Drummond), June 22, 1964.

GUY SHOONER,
Secretary-Treasurer.

P.O. Box 128,
Notre-Dame-du-bon-Conseil,
(Drummond), P.Q.
Telephone: 336-2744 code 819. 7109

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
District de Montréal

Cour Supérieure, No 533485. { STANLEY REINHART, agent d'immeubles et courtier en valeurs, de la cité de St-Laurent, district de Montréal, demandeur, *vs* ÉMILE RIENDEAU, de Beauharnois, district de Beauharnois.

À savoir: *a*) « Un emplacement sis et situé aux 114 et 116, rue Ellice, en la cité de Beauharnois, formé d'une partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent dix-sept (Ptie 117) des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Beauharnois, mesurant quarante-sept pieds et deux pouces (47'2") de largeur, sur cent quatre-vingt-seize pieds (196) de profondeur, mesure anglaise, borné en front par la rue Ellice, en profondeur par le lot numéro 182, d'un côté au sud-ouest, par le lot numéro 116, et de l'autre côté au nord-est par le résidu dudit lot numéro 117, audit cadastre. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et portant les numéros 114 et 116, rue Ellice, à Beauharnois.

b) « Un emplacement située à l'angle des rues St-Joseph et St-Charles à Beauharnois, connu et désigné comme étant partie du lot numéro trois cent cinq (Ptie 305), des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Beauharnois, mesurant trente-cinq pieds de largeur, sur une profondeur de soixante-dix-sept pieds (35' x 77'), mesure anglaise, plus ou moins borné, en front par la rue St-Joseph, à l'arrière par le résidu du lot trois cent cinq (Ptie 305), appartenant à Paul Viau, ou ses représentants, sur un côté vers le sud-ouest, par le lot trois cent six (306), et sur l'autre côté vers le nord-est, par une autre partie du lot trois cent cinq (305) étant la rue St-Charles. Avec bâtisses sus-érigées et portant le numéro civique 34 rue St-Joseph, à Beauharnois ».

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Beauharnois, comté et district de Beauharnois, le JEUDI le NEUVIÈME jour de JUILLET 1964 à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Le Shérif,
ERNEST LEBLANC.

Bureau du shérif,
Valleyfield, le 28 mai 1964.
6835-23-2-o

[Première insertion, le 6 juin 1964]

Fieri Facias de Terris
District de Beauharnois

Cour Supérieure, No 7940. { LA SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUE ET DE LOGEMENT, corporation dûment incorporée en vertu d'un acte du Parlement canadien ayant sa principale place d'affaires à Ottawa, province d'Ontario, et un bureau d'affaires pour la province de Québec à Montréal, district de Montréal, demandeur, sur poursuite hypothécaire *contre* FRED KING, gérant, de 144 rue Goyer, Châteauguay Centre, district de Beauharnois, défendeur, a obtenu

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
District of Montreal

Superior Court, No. 533485. { STANLEY REINHART, real estate agent and stock broker of the city of St-Laurent, district of Montreal, plaintiff, ÉMILE RIENDEAU, of Beauharnois, district of Beauharnois.

To wit: *a*) "An emplacement lying and situated at 114 and 116 Ellice St., in the city of Beauharnois, formed of a part of the lot of land known and designated under number one hundred and seventeen (P. 117) in the official plan and book of reference of the town of Beauharnois, measuring forty-seven feet and two inches (47'2") in width, by one hundred and ninety-six feet (196') in depth, English measure, bounded in front by Ellice St., in depth by lot number 182, on one side, on the southwest, by lot number 116, and on the other side, on the northeast, by the remainder of the said lot number 117 in the said cadaster. The whole with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, and bearing numbers 114 and 116 Ellice St., in Beauharnois.

b) "An emplacement situated at the corner of St-Joseph and St-Charles streets in Beauharnois, known and designated as being part of lot number three hundred and five (P. 305), in the official plan and book of reference of the town of Beauharnois, measuring thirty-five feet in width, by a depth of seventy-seven feet (35' x 77') English measuring, more or less, bounded in front by St-Joseph St., in the rear by the remainder of lot three hundred and five (P. 305), belonging to Paul Viau or his representatives, on one side, on the southwest, by lot three hundred and six (306), and on the other side, on the northeast, by another part of lot three hundred and five (305) being St-Charles St. With the building thereon erected, and bearing civic number 34 St-Joseph St., in Beauharnois.

To be sold at the parochial church door of Beauharnois, county and district of Beauharnois, on THURSDAY, the NINTH day of JULY, 1964, at TEN-THIRTY in the forenoon.

ERNEST LEBLANC,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Valleyfield, May 28, 1964.
6835-23-2

[First insertion: June 6, 1964.]

Fieri Facias de Terris
District of Beauharnois

Superior Court, No. 7940. { CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORP., a corporation duly incorporated in virtue of an Act of the Canadian Parliament, having its principal place of business at Ottawa, Province of Ontario, and a place of business for the Province of Quebec at Montreal, district of Montreal, plaintiff, under mortgage suit *against* FRED KING, manager, of 144 Goyer St., Châteauguay Center, district of Beauharnois, defendant, judgement was rendered before our Supe-

devant notre Cour Supérieure, dans notre dit district de Beauharnois, jugement déclarant la propriété suivante, savoir:

« Un emplacement situé dans la ville de Châteauguay Centre, connu et désigné comme étant le lot trente et un de la subdivision du lot cent dix-neuf (119-31) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joachim de Châteauguay, borné vers le nord-ouest par une partie du lot No 115, vers le sud-est par le lot No 119-30, vers le sud-ouest par une partie du lot No 119-1 rue, vers le nord-est par le lot No 119-32, mesurant soixante pieds (60′) de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds (90′) comprenant une superficie de cinq mille quatre cents pieds carrés (5,400′). »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Joachim de Châteauguay Centre, comté et district de Beauharnois, le MERCREDI, HUITIÈME jour de JUILLET 1964, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Le Shérif,
ERNEST LEBLANC.

Bureau du Shérif,
Valleyfield, le 30 mai 1964. 6870-23-2-o

[Première insertion le 6 juin 1964]

rior Court, in our said district of Beauharnois, declaring the following property, to wit:

"An emplacement situated in the town of Châteauguay Center, known and designated as lot thirty-one of the subdivision of lot one hundred and nineteen (119-31) on the plan and book of reference of the parish of St-Joachim de Châteauguay, bounded towards the northwest by part of lot No. 115, towards the southeast by lot No. 119-30 towards the southwest by part of lot No. 119-1 Street, towards the northeast by lot No. 119-32 measuring sixty feet (60′) in width by a depth of ninety feet (90′) containing an area of five thousand four hundred square feet (5,400′)."

To be sold at the parochial church door of St-Joachim de Châteauguay Center, county and district of Beauharnois, on WEDNESDAY, the EIGHTH day of JULY, 1964, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

ERNEST LEBLANC,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Valleyfield, May 30, 1964. 6870-23-2

[First insertion, June 6, 1964]

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, No 35,025. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, demandeur, *vs* THOMAS-ÉMILE MALTAIS, cultivateur de St-Léon, comté de Chicoutimi, P.Q., défendeur.

« Une ferme située en la paroisse de St-Léon, avec les bâtisses y érigées, d'une superficie approximative de 115 acres, étant et comprenant le lot de terre numéro quarante et un (No 41) du rang neuf (9), au cadastre officiel du canton Taché, et borné: Vers le nord par un chemin de front; vers l'est par le lot numéro quarante: vers le sud par la ligne de division entre les rangs huit et neuf et vers l'ouest par le lot numéro quarante-deux de mêmes rang et canton. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Léon, le NEUVIÈME jour du mois de JUILLET 1964, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
RENÉ DELISLE.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, le 29 mai 1964. 6826-23-2-o

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, No. 35,025. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and corporate having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* THOMAS-ÉMILE MALTAIS, farmer of St-Léon, county of Chicoutimi, P.Q., defendant.

"A farm situated in the parish of St-Léon, with buildings thereon erected, of an approximative superficial area of 115 acres, being and including the lot of land number forty-one (No. 41) of range nine (9), on the official cadaster for the township of Taché, and bounded: Towards north by a fronting road; towards east by lot number forty, towards south by the division line between ranges eight and nine and towards west by the lot number forty-two of same range and township."

To be sold at the parochial church door of St-Léon, on the NINTH day of JULY, 1964, at THREE o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, May 29, 1964. 6826-23-2

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, No 35,404. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant siège social à Québec, demandeur *vs* EMELIO CARON, cultivateur, demeurant à St-Honoré, comté de Chicoutimi, P.Q. défendeur.

Les lots connus et désignés au cadastre officiel du canton Tremblay, sous le numéro cinquante-quatre (54) dans le huitième rang et cinquante-quatre (54) dans le neuvième rang, au cadastre officiel du canton Tremblay, avec bâtisses et dépendances.

Sauf à distraire:

a) Le terrain vendu à Gagnon Air Service Ltée, par acte reçu en minute par le notaire C.-E. Boivin, à Chicoutimi, le vingt-six d'octobre mil

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, No. 35,404. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* EMELIO CARON, farmer, living at St-Honoré, county of Chicoutimi, P.Q., defendant.

The lots known and designated in the official cadaster of the township of Tremblay, under number fifty-four (54) on the eighth range and fifty-four (54) on the ninth range, in the official cadaster of the township of Tremblay, with buildings and dependencies.

Save to be withdrawn:

a) The land sold to Gagnon Air Service Ltée, by a deed received in the minutes by C.-E. Boivin, notary, in Chicoutimi, on the twenty-sixth

neuf cent cinquante-cinq (1955), numéro 19-437 et enregistré à Chicontimi, le 28 octobre 1955, sous le numéro 129-557 et décrit comme suit:

Un lopin de terre formant partie du lot numéro cinquante-quatre (54), dans le rang huit (8) au cadastre officiel du canton Tremblay, mesurant huit cent trente-huit pieds de longueur par la largeur dudit lot (838) et est compris dans les bornes suivantes:

Au sud par la ligne de division des rangs nos. sept et huit (7 et 8), au nord par le résidu dudit lot, à l'est par le lot numéro cinquante-trois (53), et à l'ouest par le lot numéro cinquante-cinq (55).

b) Les droits consentis par monsieur Émelio Caron, en faveur de la Compagnie Électrique du Saguenay, par acte reçu en minute par le notaire C.-E. Boivin, à Chicoutimi, le onze septembre mil neuf cent cinquante-trois (1953), et enregistré à Chicoutimi, le 12 septembre 1953, sous le numéro 115-725.

c) S'il y a lieu, les droits consentis par monsieur Auguste Dérosiers, en faveur de la Cie Électrique du Saguenay, par acte reçu en minute par le notaire Jacques Riverin, à Chicoutimi, le trente d'août mil neuf cent quarante-huit (1948), sous le numéro 92-491.

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Honoré, le TRENTIÈME jour du mois de JUILLET 1964, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, RENÉ DELISLE.
Chicoutimi, le 19 juin 1964. 7099-26-2-o

day of October, one thousand nine hundred and fifty-five (1955), number 19-437, and registered in Chicoutimi, October 28, 1955, under number 129-557, and described as follows:

A strip of land forming part of lot number fifty-four (54) on range eight (8) in the official cadaster of the township of Tremblay, measuring eight hundred and thirty-eight feet in length by the width of the said lot (838) and is enclosed by the following boundaries:

On the south by the division line between ranges Nos. seven and eight (7 and 8), on the north by the remainder of the said lot, on the east by lot number fifty-three (53), and on the west by lot number fifty-five (55).

b) The rights consented to by Mr. Émelio Caron, in favour of the Saguenay Electric Company, by a deed received in the minutes by C.-E. Boivin, notary, in Chicoutimi, on the eleventh day of September, one thousand nine hundred and fifty-three (1953), and registered in Chicoutimi, on September 12, 1953, under Number 115-725.

c) If necessary, the rights consented to by Mr. Auguste Dérosiers, in favour of the Saguenay Electric Company, by a deed received in the minutes by Jacques Riverin, notary, in Chicoutimi, on the thirtieth day of August, one thousand nine hundred and forty-eight (1948), under number 92-491.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Honoré, on the THIRTIETH day of the month of JULY, 1964, at THREE o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
Chicoutimi, June 19, 1964. 7099-26-2

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 3440. { LA BANQUE DE NOUVELLE ÉCOSSE, corps doué de la personnalité civile et politique et ayant un bureau d'affaires à Buckingham, district de Hull, demanderesse, *vs* MICHAEL LAFRAMBOISE & HUGH LAFRAMBOISE, de Buckingham, dit district, défendeurs.

a) Certains emplacements connus et désignés comme étant les lots numéros vingt-cinq, vingt-six, vingt-sept, vingt-huit, vingt-neuf, trente, trente-huit, quarante, quarante et un de la subdivision du lot numéro huit « A », rang quatre du canton de Buckingham (Nos 8A-25, 26, 27, 28, 29, 30, 38, 40, 41, rang 4), maintenant dans les limites de la ville de Buckingham, suivant cadastre officiel revisé, en vigueur depuis le 21 avril 1962.

b) Toute cette propriété connue et désignée comme étant le lot numéro 8B et la partie sud du lot numéro 8A du quatrième rang du canton de Buckingham, dans le comté de Papineau, contenant en tout cent acres en superficie, plus ou moins. Le lot numéro 8B contient quatre acres et la partie sud du lot numéro 8A contient quatre-vingt-seize acres. Ladite partie sud dudit lot numéro 8A est borné comme suit: au nord par la partie dudit lot appartenant à Hugh Laframboise ou ses représentants; à l'est par la partie du lot 7B du même rang, même canton; au sud partie par la ligne de division entre les rangs 4 et 3 et partie par le lot numéro 8B du rang 4 dudit canton; et à l'ouest partie par ledit lot numéro

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 3440. { THE BANK OF NOVA SCOTIA, body politic and corporate and having its place of business at Buckingham, district of Hull, plaintiff, *vs* MICHAEL LAFRAMBOISE & HUGH LAFRAMBOISE, of Buckingham, said district, defendants.

a) Certain emplacements known and designated as being lots numbers twenty-five, twenty-six, twenty-seven, twenty-eight, twenty-nine, thirty, thirty-eight, forty, forty-one of the subdivision of lot number eight "A", range four of the township of Buckingham (Nos 8A-25, 26, 27, 28, 29, 30, 38, 40, 41, range 4), now in the limits of the town of Buckingham, according to the revised official cadaster, in effect since April 21, 1962.

b) All that property known and designated as being lot number 8B and the southerly part of lot number 8A of the fourth range of the township of Buckingham, in the county of Papineau, containing in all one hundred acres in area, more or less. Lot number 8B contains four acres and the southerly part of lot number 8A contains ninety-six acres. The said southerly part of the said lot number 8A is bounded as follows: on the north by the part of the said lot belonging to Hugh Laframboise or his repsentatives; on the east by part of lot 7B of the same range, same township; on the south part by the division line between ranges 4 and 3 and part by lot number 8B of range 4 of the said township; and on the

8B et partie par la ligne de division entre la ville de Buckingham et le canton de Buckingham. Sans bâtisse.

c) Le lot numéro 533-446 au: plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Buckingham, avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église St-Grégoire de Naziance, en la ville de Buckingham, dit district, le HUITIÈME jour de JUILLET, 1964, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.

Bureau du Shérif,
le 2 juin 1964.

6871-23-2-o

west part by the said lot number 8B and part by the division line between the town of Buckingham and the township of Buckingham. Without building.

c) Lot number 533-446 on the official plan and in the book of reference of the cadaster of the town of Buckingham, with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of St. Grégoire de Naziance, in the town of Buckingham, said district, the EIGHTH day of JULY, 1964, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
June 2, 1964.

6871-23-2

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 5723. { LA SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE, successeurs du Prêt Agricole Canadien, ayant sa place d'affaires dans la province de Québec à Ste-Foy, district de Québec, demanderesse, *vs* GÉRALD GAGNON, R.R. No 1, St-André Avellin, district de Hull.

« Un terrain sis à St-André Avellin, comté de Papineau, désigné au cadastre officiel de la paroisse de St-André Avellin, comté de Papineau, sous les lots de terre numéros deux cent cinquante cinq, deux cent cinquante-six, deux cent cinquante-sept (255, 256 et 257);

Un terrain désigné au cadastre susdit comté de Papineau, sous le lot numéro trois cent trente-sept (337); sujet, ledit lot deux cent cinquante-cinq (255) à une servitude de passage en faveur de la Corporation du village de St-André Avellin, tel que mentionné au long dans un acte de servitude enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Papineau, le 14 juillet 1956, sous le numéro 78851, et d'une autre servitude de passage en faveur d'Henri Sanscartier et mentionné dans un acte de servitude enregistré au susdit bureau d'enregistrement le 21 mai, 1958, sous le numéro 82516.

Le tout avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église de St-André Avellin, district de Hull, le DIXIÈME jour de JUILLET, 1964, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.

Bureau du Shérif,
ce 1 juin 1964.

6872-23-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 5723. { FARM LOAN BOARD, successors to Canadian Farm Loan Board, having its place of business in the Province of Quebec, at Ste-Foy, district of Quebec, plaintiff, *vs* GÉRALD GAGNON, R.R. No. 1, St. André Avellin, district of Hull, defendant.

"A land situated at St. André Avellin, county of Papineau, designated on the official cadaster for the parish of St. André Avellin, county of Papineau, under lots of land numbers two hundred and fifty-five, two hundred and fifty-six, two hundred and fifty-seven (255, 256 and 257);

A land designated on the aforesaid cadaster, county of Papineau, under lot number three hundred and thirty-seven (337); the said lot two hundred and fifty-five (255) subject to a servitude of right of way in favour of the Corporation of the village of St. André Avellin, as mentioned as fully indicated in a servitude deed registered at the registry office for the county of Papineau, July 14, 1956, under number 78851, and of another servitude of right of way in favour of Henri Sanscartier and mentioned in a servitude deed registered at the aforesaid office on May 21, 1958, under number 82516.

The whole with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold "en bloc", at the church door of St. André Avellin, district of Hull, on the TENTH day of JULY, 1964, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
June 1, 1964.

6872-23-2

IBERVILLE

Canada — Province de Québec
District d'Iberville

Cour Supérieure, No 13,442. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social en les cité et district de Québec, demanderesse, *vs* PAUL CORRIVEAU, cultivateur, de Mont St-Grégoire, comté d'Iberville.

Avis de ventes

Les immeubles suivants:

« Une terre située en la paroisse de St-Grégoire le Grand, connue et désignée aux plan et livre de renvois officiels de la paroisse de St-Grégoire le Grand comme étant les lots numéros quatre cent soixante-cinq, quatre cent soixante-six,

IBERVILLE

Canada — Province of Quebec
District of Iberville

Superior Court, No. 13,442. { THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in the city and district of Quebec, plaintiff, *vs* PAUL CORRIVEAU, farmer, of Mont St-Grégoire, county of Iberville.

Notice of sale

The following immoveables:

"A farm situated in the parish of St-Grégoire le Grand, known and designated in the official plan and book of reference of the parish of St-Grégoire le Grand as being lots numbers four hundred and sixty-five, four hundred and sixty-

quatre cent soixante-sept, quatre cent soixante-huit et quatre cent soixante-neuf (Nos 465, 466, 467, 468, 469). Avec la maison et les autres bâtisses y érigées. À distraire toutefois la partie desdits lots qui appartient au chemin de fer Pacifique Canadien.

Sujets les lots Nos 465, 466, 467 à la servitude appartenant à la Cie Southern Canada Power suivant acte enregistré No 47-903. »

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église de Saint-Grégoire le Grand, le HUITIÈME jour de JUILLET 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
R. PRUD'HOMME.

Bureau du Shérif,
Saint-Jean, le 26 mai 1964. 6834-23-2-o

six, four hundred and sixty-seven, four hundred and sixty-eight and four hundred and sixty-nine (Nos. 465, 466, 467, 468, 469). With the house and other buildings thereon erected. To be withdrawn however is the part of said lots which belong to the Canadian Pacific Railway.

Lots Nos. 465, 466, 467 are subject to the servitude belonging to the Southern Canada Power Co. according to deed registered under No. 47-903."

To be sold "en bloc" at the church door of Saint-Grégoire le Grand, on the EIGHTH day of JULY, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

R. PRUD'HOMME,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint John, May 26, 1964. 6834-23-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 30-184. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, dit district, demanderesse, *vs* ANTONIO CÔTÉ, cultivateur, de St-Cléophas, comté Matapédia, district de Rimouski, défendeur.

1° Une terre connue et désignée comme étant le lot numéro trente-six (36) du cadastre officiel pour le rang cinq du canton Awantjish, en la paroisse de St-Cléophas, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° L'immeuble connu et désigné comme étant le lot cinquante-deux (52) du cadastre officiel pour le rang quatre du canton Awantjish, en la paroisse de St-Cléophas, de la contenance de cent (100) acres en superficie environ, et borné à l'est à la terre de M. Armand Martin et à l'ouest à celle de Alcide Boulanger, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu en « bloc » à la porte de l'église de la paroisse de St-Cléophas, le SIXIÈME jour d'AOÛT 1964, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Député-Shérif,
Rimouski, 22 juin 1964. 7100-26-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court No. 30-184. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, said district, plaintiff, *vs* ANTONIO CÔTÉ, farmer, of St-Cléophas, county of Matapédia, district of Rimouski, defendant.

1. A farm known and designated as being lot number thirty-six (36) in the official cadaster of range five in the township of Awantjish, in the parish of St-Cléophas, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

2. The immoveable known and designated as being lot fifty-two (52) in the official cadaster of range four in the township of Awantjish, in the parish of St-Cléophas, having an area of approximately one hundred (100) acres, and bounded on the east by the farm belonging to Mr. Armand Martin and on the west by the one belonging to Alcide Boulanger, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at the church door of the parish of St-Cléophas, on the SIXTH day of AUGUST, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Deputy-Sheriff's Office,
Rimouski, June 22, 1964. 7100-26-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 30-424. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, dit district, demanderesse, *vs* ARMAND CHRÉTIEN, autrefois cultivateur de Ste-Irène, comté de Matapédia, maintenant résidant à 594, rue Chatam, Montréal, dit district, défendeur.

Une terre située dans la paroisse de Ste-Irène, comté de Matapédia, ayant une superficie de quatre-vingt-dix-neuf (99) acres, connue et désignée sous le numéro sept (7) du cadastre officiel du rang quatre (4) du canton Nemtayé, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Irène, le SIXIÈME jour d'AOÛT 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Shérif,
Rimouski, 22 juin 1964. 7101-26-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 30-424. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, said district, plaintiff, *vs* ARMAND CHRÉTIEN, formerly a farmer of Ste-Irène, county of Matapédia, now residing at 594 Chatham St., Montreal, said district, defendant.

A farm situated in the parish of Ste-Irène, county of Matapédia, having an area of ninety-nine (99) acres, known and designated under the number seven (7) in the official cadaster of range four (4) in the township of Nemtayé, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Ste-Irène, on the SIXTH day of AUGUST, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Deputy-Sheriff's Office,
Rimouski, June 22, 1964. 7101-26-2

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour du Magistrat, Alma, No 26,281. AURÉLIEN CÔTÉ, « LES HUILES À CHAUFFAGE A.C. », demanderesse, *vs* CHARLES EUGÈNE CÔTÉ, 326, rue Du-Rocher, Isle-Maligne, Alma, défenderesse.

« Le lot de terre connu et désigné sous le numéro neuf-B-vingt-six (lot 9-B-26) rang quatre (4) Ile d'Alma Delisle, sauf à distraire les servitudes concédées. »

Pour être vendu à Alma, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
J. H. TREMBLAY.

Bureau du Shérif,
Alma.
7102-26-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour de Magistrat, Alma, No 26,327 JEAN MAURICE CÔTÉ, demandeur, *vs* SALOMON ÉMOND, défendant.

a) Un certain terrain, de figure irrégulière, de la contenance d'environ deux acres en superficie, sis et situé en la paroisse de N.-D. d'Hébertville, dans le comté du Lac St-Jean, faisant partie du lot numéro six-A (Ptie No 6-A) du cadastre pour le deuxième rang du canton de Caron, compris dans les limites et bornes suivantes: d'un côté par le terrain de l'ancienne école appartenant au vendeur; au sud, sur le haut de la Côte du petit Lac s'y trouvant, et de l'autre côté, par le terrain de Oscar Boudreault; et

b) Un terrain, sis et situé en la paroisse de N.-D. d'Hébertville, comté du Lac St-Jean, mesurant deux cent pieds de largeur sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin public à aller au chemin sur le haut de la côte, faisant partie du lot numéro six-A (Ptie No 6-A) du cadastre pour le deuxième rang du canton Caron, borné en front au chemin public; au sud, au chemin se trouvant sur le haut de la côte; à l'ouest par le terrain de Henri McNicoll ou représentant; et à l'est par celui du vendeur.

Le tout avec toutes les bâtisses érigées sur les susdits immeubles, et dépendances, tel que clôturé.

Pour être vendu à N.-D. d'Hébertville, le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
7103-26-2-o J. H. TREMBLAY.

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour de Magistrat, Alma, No 26,676. SERVICE D'ANESTHÉSIE, demanderesse, *vs* THOMAS LOUIS PARADIS, défenderesse.

« Le lot de terre connu et désigné sous le numéro cinquante-deux-un (52-1) du cadastre du village d'Hébertville, sauf à distraire le terrain appartenant à Raoul Voisine. »

Pour être vendu à Notre-Dame d'Hébertville, le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET 1964, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
7104-26-2-o J. H. TREMBLAY.

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Magistrate's Court, Alma, No. 26,281. AURÉLIEN CÔTÉ, "LES HUILES À CHAUFFAGE A.C.", plaintiff, *vs* CHARLES EUGÈNE CÔTÉ, 326, Du-Rocher St., Isle-Maligne, Alma, defendant.

"Lot of land known and designated under number nine-B-twenty-six (lot 9-B-26) range four (4) Ile d'Alma Delisle, save to withdraw the servitudes conceded."

To be sold at Alma on the TWENTY-NINTH day of JULY, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

J. H. TREMBLAY,
Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
Alma. 7102-26-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Magistrate's Court, Alma, No. 26,327. JEAN MAURICE CÔTÉ plaintiff, *vs* SALOMON ÉMOND, defendant

a) A certain lot of land, of irregular figure, of about two acres in area, located and situated in the parish of N.-D. d'Hébertville, in the county of Lake St-John, forming part of lot number six-A (Pt. No. 6-A) on the cadaster for the second range of the township of Caron, included and within the following limits and boundaries: on one side by the lot of land of the old school belonging to the Vendor, on the south at the top of the hill of the small lake which is to be found there, and on the other side by the lot of land of Oscar Boudreault; and

b) A lot of land, located and situated in the parish of N.-D. d'Hébertville, county of Lake St-John, measuring two hundred feet in width by the depth there is starting from the public road as far as the road at the top of the hill, forming part of lot number six-A (Pt. No. 6-A) on the cadaster for the second range of the township of Caron, bounded in front by the public road, on the south, by the road which is to be found at the top of the hill, on the west, by the lot of land of Henri McNicoll or representative, and on the east, by that of the Vendor.

The whole with all the buildings erected on the above mentioned immoveables and dependencies, as fenced-in.

To be sold at N.-D. d'Hébertville, on the TWENTY-EIGHTH day of JULY, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

J. H. TREMBLAY,
7103-26-2 *Deputy-Sheriff.*

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Magistrate's Court, Alma, No. 26,676. SERVICE D'ANESTHÉSIE, plaintiff, *vs* THOMAS LOUIS PARADIS, defendant.

"Lot of land known and designated under number fifty-two-one (52-1) on the cadaster of the village of Hébertville, save to withdraw the lot of land belonging to Raoul Voisine."

To be sold at Notre-Dame d'Hébertville, on the TWENTY-EIGHTH day of JULY, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. H. TREMBLAY,
7104-26-2 *Deputy-Sheriff.*

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Saint-François

Cour de Magistrat, No 68,311. { RENÉ RACINE, journalier, de la cité de Sherbrooke, district de St-François, demandeur, *vs* RAOUL PARÉ, de Fontainebleau, district de St-François, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur:

« Les lots de terre numéros vingt A et vingt B (20A et 20B) au cadastre officiel pour le troisième rang du canton de Weedon, comté de Wolfe, contenant cent quarante-deux acres, plus ou moins, moins et à distraire un certain emplacement de soixante-dix pieds de front sur cent pieds de profondeur, tenant en front au grand chemin, par derrière à la ligne de profondeur desdits lots, d'un côté à la ligne de division entre les lots vingt A et Vingt B, et de l'autre côté par le résidu du lot vingt A et faisant partie dudit lot vignt-A et moins et réservée une certaine langue de terre, de cinquante pieds de largeur traversant les susdits lots à être mesurée vingt-cinq pieds de chaque côté des poteaux s'y trouvant et servant à opérer une certaine ligne aérienne pour le transport des métaux, le tout tel qu'existant en vertu des actes enregistrés sous les Nos. 20375, 21549, 29939, 35143 et 35146. Avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendus « en bloc », à la porte de l'église paroissiale de St-Raymond de Pennafort de Weedon, Fontainbleau, MARDI, le VINGT-HUIT JUILLET 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
DONAT JACQUES.

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, 18 juin 1964. 7106-26-2-o

[Première insertion, le 27 juin 1964]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de St-François
(Sherbrooke)

Cour Supérieure, No 20,525. { TRADERS FINANCE CORP. LTD., corporation légalement constituée, ayant son siège social à Toronto et un bureau d'affaires à 350 est, Boulevard Charest, Québec, demanderesse, *vs* Dame ROLLANDE DÉRY, de East Angus, comté de Compton, Qué., épouse contractuellement séparée de biens de J.-P.-Armand Belley, de East Angus, comté de Compton, et ledit J.-P.-ARMAND BELLEY, tant personnellement que pour les fins d'autoriser son épouse aux présentes, défendeurs, et JULIEN CHAUVEAU, de Ham Sud, en sa qualité de régistrateur de la division d'enregistrement du comté de Wolfe, mise-en-cause.

Comme appartenant au défendeur, J.-P.-Armand Belley:

« Les lots numéros un-C et deux-A, rang trois (nos 1-C et 2-A, rang 3), selon le cadastre officiel du canton de Dudswell, comté de Wolfe.

Sauf à distraire, des susdits lots un-C et deux-A rang trois (1-C et 2-A, rang 3) la partie vendue au gouvernement de la province de Québec, contenant un acre et huit cent quatre-vingt-trois millièmes d'acre, tel que décrit dans un acte de vente consenti par Joseph Gosselin devant J.-A. Poitras, notaire, le 12 mars 1938, enregistré au Bureau d'enregistrement du comté de Wolfe, le 14 mars 1938 sous le numéro 42023;

Sauf à distraire la partie du lot numéro un-C (P. 1-C) vendue par l'emprunteur à la munici-

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St-Francis

Magistrate's Court, No. 68,311. { RENÉ RACINE, labourer, of the city of Sherbrooke, district of St-Francis, plaintiff, *vs* RAOUL PARÉ, of Fontainebleau, district of St-Francis, defendant.

As belonging to the said defendant:

"Lots of land numbers twenty A and twenty B (20A and 20B) on the official cadaster for the third range of the township of Weedon, county of Wolfe, containing one hundred and forty-two acres, more or less, less and to withdray a certain emplacement of seventy feet in front by one hundred feet in depth, adjacent in front to the public road, in the rear to the depart line of said lots, on the side to the division line between lots twenty A and twenty B, and on the other side by the residue of lot twenty A and being part of said lot twenty A and les sand reserved a certain tongue of land, of fifty feet in width crossing the said lots to be measured twenty-five feet on each side of the posts thereon and serving to operate a certain aerial line for the transport of metals, the whole as it exists under the deeds registered under numbers 20375, 21549, 29939, 35143 and 35146. With buildings thereon erected.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Raymond de Pennafort de Weedon, Fontainebleau, TUESDAY, the TWENTY-EIGHTH of JULY, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sherbrooke, June 18, 1964. 7106-26-2

[First insertion, June 27, 1964]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St-Francis
(Sherbrooke)

Superior Court, No. 20,525. { TRADERS FINANCE CORP. LTD., corporation legally incorporated, having its head office at Toronto and a business office at 350 Charest Boulevard East, Quebec, plaintiff, *vs* Dame ROLLANDE, DÉRY of East Angus, county of Compton, Que., wife contractually separate as to property of J.-P.-Armand Belley, of East Angus, county of Compton, and the said J.-P.-ARMAND BELLEY, personally as well as for the purpose of authorizing his wife to the presents, defendants, and JULIEN CHAUVEAU, of Ham Sud, in his quality of registrar of the Registration Division of the county of Wolfe, mis-en-cause.

As belonging to the defendant, J.-P.-Armand Belley:

"Lots numbers one-C and two-A, range three (Nos 1-C and 2-A, range 3), according to the official cadaster of the township of Dudswell, county of Wolfe.

Save to withdraw from the said lots one-C and two-A, range three (1-C and 2-A, range 3) the pzrt sold to the Government of the Province of Quebec, containing one acre and eight hundred and eighty-three thousandths of acre, such as described in a deed of sale granted by Joseph Gosselin before J.-A. Poitras, notary, March 12, 1938, registered at the Registry Office of the county of Wolfe, on March 14, 1938, under number 42023;

Save to withdraw part of lot number one-C (P. 1-C) sold by the borrower to the Catholic

palité scolaire catholique de St-Louis de Westbury, mesurant cent pieds de largeur et s'étendant de la route numéro un, actuellement et se rendant à l'ancien tracé de cette même route, avec en plus le droit de prendre l'eau à une source située sur partie du lot 2-A, des mêmes rang et canton, et droit de passage actuel, le tout tel que mentionné dans une vente reçue par le notaire A. Tourigny, le 4 avril 1946, enregistrée le 13 du même mois, sous le numéro 49985 au Bureau d'enregistrement de Wolfe.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

Sujets lesdits lots à une servitude de construction de ligne électrique en faveur de la cité de Sherbrooke, tel que mentionné dans un acte enregistré le 2 octobre 1917, sous le numéro 23943 et d'une servitude en faveur de la Compagnie Canadienne de téléphone pour construction de ligne électrique suivant acte enregistré le 8 juillet 1936, sous le numéro 40611. »

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Louis de Westbury, East-Angus, MARDI, le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET 1964, à UNE heure de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, DONAT JACQUES.
Palais de Justice,
Sherbrooke, le 19 juin 1964. 7107-26-2-o
[Première insertion le 27 juin 1964]

school municipality of St-Louis de Westbury, measuring one hundred feet in width and extinding to route number one presently and going to the old tracé of this same route, with moreover the right to take water at the source situated on part of lot 2-A, of the same range and township, and the present right of way, the whole as mentioned in a sale received by the notary A. Tourigny, on April 4, 1946, registered on the 13th of the same month, under number 49985 at the Registry Office of Wolfe.

The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

Subject the said lots to a servitude of an electric construction line in favour of the city of Sherbrooke, as mentioned in a registered deed of October 2, 1917, under number 23943, and of a servitude in favour of the Canadian Telephone Company for construction of an electric line according to registered act of July 8, 1936, under number 40611."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Louis de Westbury, East Angus, TUESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of JULY, 1964, at ONE o'clock in the afternoon.

DONAT JACQUES,
Sheriff.

Sheriff's office,
Court House,
Sherbrooke, June 19, 1964. 7107-26-2
[First insertion June 27, 1964]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Terris
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, No 13,454. GILLES COMEAU, marchand de St-Thomas d'Aquin, district de St-Hyacinthe, demandeur, *vs* RÉJEAN RICHARD, de La Présentation, défendeur.

« 1° Une terre, située en la paroisse de La Présentation, comté de St-Hyacinthe, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse comme étant le lot numéro six cent dix-sept (617); avec les bâtisses y érigées.

2° Une autre terre, située en la même paroisse, de la contenance de trois arpents de largeur par trente-trois arpents de profondeur, le tout plus ou moins, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de La Présentation comme étant le lot numéro six cent dix-huit (618);

À distraire la partie située dans le coin nord-est occupée comme fromagerie appartenant à Alfred Bernard, suivant actes enregistrés sous les numéros 63733, 84138 et 109,447.

Lesdits lots sujets à une servitude de passage en faveur de Southern Canada Power Company Limited, suivant actes enregistés sous les numéros 98779 et 103481. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de La Présentation, district de St-Hyacinthe, le QUATRIÈME jour d'AOÛT 1964, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, GÉRARD BEAUDET.
St-Hyacinthe, le 19 juin 1964. 7105-26-2-o

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Terris
District of St-Hyacinthe

Superior Court, No. 13,454. GILLES COMEAU, merchant of St-Thomas d'Aquin, district of St-Hyacinthe, plaintiff, *vs* RÉJEAN RICHARD, of La Présentation, defendant.

"1. A farm, situated in the parish of La Présentation, county of St-Hyacinthe, known and designated in the official plan and book of reference of the said parish as being lot number six hundred and seventeen (617); with buildings thereon erected.

2. Another farm, situated in the same parish, containing three acres in width by thirty-three acres in depth, the whole more or less, known and designated in the official plan and book of reference of the said parish of La Présentation as being lot number six hundred eighteen (618);

To withdraw the part situated the northeast corner occupied by a dairy, belonging to Alfred Bernard, following registered deeds under numbers 63733, 84138 and 109,447.

The said lots subject to servitude of passage in favor of the Southern Canada Power Company Limited, under registered deeds numbers 98779 and 103481."

To be sold at the parochial church door of La Présentation, district of St-Hyacinthe, the FOURTH day of AUGUST, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GÉRARD BEAUDET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Hyacinthe, June 19, 1964. 7105-26-2-o

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Témiscamingue

Cour Supérieure, Ville Marie No 1,947. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, P.Q., demandeur *vs* MATHIAS MURRAY, defendeur.

Une ferme à Fugèreville, comté de Témiscamingue composée du lot de terre connu et désigné sous le numéro soixante, dans le sixième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du canton Laverlochère (No 60, rang 6, Laverlochère) contenant cent acres et trois dixième en superficie.

Tel que le tout se trouve actuellement, avec maison et bâtiments dessus construits, circonstances et dépendances et les servitudes qui peuvent l'affecter.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Fugèreville, le QUATRIÈME jour d'AOÛT 1964, à DIX heures de l'avant midi.

Le Shérif,
J. P. HALLÉE.

Bureau du shérif,
Ville Marie, P.Q. le 16 juin 1964. 7108-26-2-o

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Témiscamingue

Superior Court, Ville Marie No. 1,947. { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, P.Q., plaintiff, *vs* MATHIAS MURRAY, defendant.

A farm at Fugèreville, county of Témiscamingue, composed of a lot of land known and designated under number sixty, in the sixth range, on the official plan and book of reference of the township of Laverlochère, (No. 60, range 6, Laverlochère) containing one hundred acres and three/tenths in area.

Such as the whole is presently to be found, with house and buildings thereon erected, circumstances and dependencies and the servitudes by which it may be affected.

To be sold at the parochial church door of Fugèreville on the FOURTH day of AUGUST, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

J. P. HALLÉE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Ville Marie, P.Q., June 16, 1964. 7108-26-2-o

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
Districts de Trois-Rivières et Québec

Cour Supérieure, No 126783. { PLACEMENT DUBERGER INC., corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, P.Q., demanderesse, *vs* FÉLIX PELLERIN, sacristain, domicilié à 3895, 5ème Avenue, Shawinigan, P.Q., défendeur et R. E. ST. ARNAUD et P. LAFONTAINE, en leur qualité de régistrateurs pour la division d'enregistrement de Champlain, Ste-Geneviève de Batiscan, P.Q., mis-en-cause.

1° Le lot dix-sept de la subdivision officielle du lot numéro sept cent quarante-six (746-17) du cadastre de Notre-Dame du Mont-Carmel;

2° Les lots numéros treize, quatorze et quinze de la subdivision du lot sept cent quarante-six (746-13, 14 et 15) dudit cadastre. Avec bâtisses, circonstances et dépendances;

3° Un terrain de forme irrégulière situé à Shawinigan-Sud, paroisse St-Sauveur, connu et désigné comme étant partie du lot numéro sept cent quarante-six (P. 746) au cadastre de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, mesurant, du côté vers l'ouest longeant la Route Nationale Shawinigan Trois-Rivières, de l'extrémité ouest en allant vers le sud jusqu'à l'emplacement de Georges Gaya, environ quatre-vingt-quinze pieds, puis longeant l'arrière de l'emplacement Gaya en partant du coin nord-est dudit emplacement Gaya en allant vers le sud, environ deux cent quarante pieds, et au bout des deux cent quarante pieds, en allant vers le sud-est où ledit terrain se termine en pointe, ledit terrain mesurant environ cent quarante-huit pieds, et du coin nord-ouest de l'emplacement Gaya, de la Route Nationale à l'arrière de l'emplacement Gaya longeant ce dernier, mesurant environ cent dix pieds, et du côté vers l'est longeant la ligne du lot 747 il mesure trois cent cinquante pieds environ, et du côté vers le nord, de la Route Nationale vers l'ouest en allant vers l'est, il mesure quatre-vingt-dix pieds environ, ledit terrain est borné en front vers l'ouest par

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
Districts of Trois-Rivières and Quebec

Superior Court, No. 126783. { PLACEMENT DUBERGER INC., body politic and corporate, having its head office at Quebec, P.Q., plaintiff, *vs* FÉLIX PELLERIN, sacristan, domiciled at 3895, 5th Avenue, Shawinigan, P.Q., defendant, and R. E. ST. ARNAUD and P. LAFONTAINE, in their quality of registrars for the registry division of Champlain, Ste-Geneviève de Batiscan, P.Q., mis-en-cause.

1. Lot seventeen of the official subdivision of lot number seven hundred and forty-six (746-17) of the cadaster of Notre-Dame du Mont-Carmel;

2. Lots numbers thirteen, fourteen and fifteen of the subdivision of lot seven hundred and forty-six (746-13, 14 and 15) of the said cadaster. With buildings, circumstances and dependencies;

3. A terrain of irregular form situated at Shawinigan-South, parish of St-Sauveur, known and designaged as being part of lot number seven hundred and forty-six (P. 746) on the cadaster of the parish of Notre-Dame du Mont-Carmel, measuring, on the side towards the west along the Route Nationale Shawinigan-Trois-Rivières, from the westerly extremity going along towards the south up to the emplacement of Georges Gaya, about ninety-five feet, then going along the back of the emplacement Gaya leaving the north-east corner of the said emplacement Gaya going towards the south, about two hundred and forty feet, and at the end of the two hundred and forty feet, going towards the south-east where the said terrain ends in a point, the said terrain measuring about one hundred and forty-eight feet, and from the north-west corner of the emplacement Gaya, from the Route Nationale to the back of the emplacement Gaya along the latter, measuring about one hundred and ten feet, and on the side towards the east going along the line of lot 747 it measures three hundred and fifty feet approximately, and on the side towards the north,

la Route Nationale Shawinigan Trois-Rivières et par l'emplacement de Georges Gaya et de Henri Gélinas, d'un côté vers le sud par l'emplacement Georges Gaya pour partie et terrain de Dubreuil pour la balance, du côté vers l'est ou l'arrière par la ligne du lot 747 ou terrain Drolet, et vers le nord où il mesure 90 pieds, par Jos. Drolet, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Sauveur de Shawinigan-Sud, MERCREDI, le HUITIÈME jour du mois de JUILLET, mil neuf cent soixante-quatre, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
GUY MERCIER.

Bureau du Shérif,
Trois-Rivières, le 28 mai 1964. 6856-23-2-o

from the Route Nationale towards the west going towards the east, it measures ninety feet approximately, the said terrain is bounded in front towards the west by the Route Nationale Shawinigan Trois-Rivières and by the emplacement of Georges Gaya and of Henri Gélinas, on one side towards the south by the emplacement Georges Gaya for part and terrain of Dubreuil for the balance, on the side towards the east or the back by the line of lot 747 of Drolet terrain, and towards the north where it measures 90 feet, by Jos. Drolet, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St-Sauveur de Shawinigan-Sud, WEDNESDAY, the EIGHTH day of the month of JULY, one thousand nine hundred and sixty-four, at THREE o'clock of the afternoon.

GUY MERCIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Trois-Rivières, May 28, 1964. 6856-23-2

INDEX No 26

ACTION en séparation de biens — *ACTION for Separation as to Property*

Pitsaki *vs* Vafiadis 3454

ARRÊTES en Conseil — *ORDERS in Council*

1185 – Annulation de certains règlements relatifs à la chasse et à une réserve de chasse et de pêche 3488
1185 – Cancellation of certain by-laws relative to hunting and to a fish and game reserve 3488
1186 – Réserve de pêche de la rivière Moisie 3488
1186 – Fish reserve on Rivière Moisie 3488
1187 – Permis de chasse 3486
1187 – Hunting licenses 3486
1203 – Construction, Rimouski 3455
1204 – Chemise pour hommes et garçons, Province 3476
1204 – Men's and boys' shirt, Province 3476
1205-A – Construction, Abitibi-Est *et al* 3469
1205-A – Construction, Abitibi-East *et al* 3469
1205-B – Construction, Sherbrooke *et al* 3472
1205-C – Construction, Montréal 3475
1205-D – Imprimerie, Québec 3475
1205-D – Printing, Quebec 3475
1205-E – Bois ouvré, Québec 3476
1205-E – Wrought wood, Quebec 3476
1205-F – Arts graphiques, Québec 3486
1205-F – Graphic arts, Quebec 3486
1205-G – Bois ouvré, Québec 3485
1205-G – Wrought wood, Quebec 3485

AVIS — *NOTICES*

Maple Avenue Baptiste Church (*Requête – Petition*) 3489

CAISSES d'épargne et de crédit — *SAVINGS and credit unions*

Aircraft Employees Credit Union (*Name ch.*) 3489
Caisse d'Économie des Employés d'aironnerie (*Nom ch.*) 3489
Caisse Populaire Desjardins de Notre-Dame de Grâce de Montréal (La) – (*Ext. terr.*) 3489
Caisse Populaire Desjardins de Notre-Dame de Lourdes de Verdun (La) – (*Ext. term.*) 3490
Caisse Populaire de Kamouraska (La) – (*Form.*) 3489
Caisse Populaire Saint-Rédempteur de Hull (La) – (*Form.*) 3490
Hougheo Credit Union (*Form.*) 3490

COMPAGNIES Avis relatifs à la loi des — *COMPANIES Notices relative to the Act of*

Chartes — Abandon de — *Charters — Surrender of*

Compagnie de Gaz Propane Pino Limitée (La) 3491
Construction moderne, ltée (La) 3490
Gas Propane Pino (Côte Nord) Incorporée 3491
Mansions Tire & Car Radio Ltd. 3491
Montcham Development Corporation Limited 3491
Mont-Joli Gas Propane Inc. 3491
Pino Transport Inc. 3492
S.E.W. Signs Inc. 3491
Traders Automotive Valleyfield Inc. 3492
Traders Automotive Verdun Inc. 3492
Union Gaz Propane Cie Ltée 3492

Divers *Miscellaneous*

Association des Courtiers en bois de pulpe de Québec (L') – (*Règl.*) 3493
Canadian Rock Company Limited (*Dir.*) 3492
Chambre de Commerce Italienne (La) – (*Dir.*) 3494
Chambre de Commerce Italienne (La) – (*Règl.*) 3494
Commission Industrielle d'Asbestos inc. (La) – (*Règl.– By-laws*) 3494
Dallaire (Alfred) inc. (*Dir.*) 3493
Emmaüs Canadien de Montréal (*Règl.– By-laws*) 3492
Golden Eagle Refining Company of Canada (*Agent*) 3493
Inter Decor (1964) inc. (*Dir.*) 3494
Italian Chamber of Commerce (The) – (*Dir.*) 3494
Italian Chamber of Commerce (The) – (*By-laws*) 3494
Placements Montigny inc. (Les) – (*Dir.*) 3494
Quebec Pulpwood Brokers Association (*By-laws*) 3493
Proctor Lake Community Association (*Dir.*) 3493
Proctor Lake Community Association (*Règl.– By-laws*) 3493
Surveyer, Nenniger & Chênevert inc. (*Dir.*) 3495
Villa Rama inc. (*Dir.*) 3493

Lettres patentes *Letters Patent*

A. Z. rénovation compagnie limitée 3400
Alcha aluminium inc. 3400
Aleon Holdings Ltd. 3401
Alpec incorporée 3401
Alpino Lodge Ltd. 3401
Alta Construction (1964) Ltd. 3402
Alta construction (1964) ltée 3402
Animal Protection League of the Province of Quebec 3402
Antiquités Crescent inc. 3417
Association communautaire Flamingo .. 3423
Association d'entraide du bas St-Laurent inc. (L') 3403
Association des agents et courtiers d'assurances de la cité de Jacques-Cartier, comté de Chambly (L') 3403
Association des chefs mécaniciens de machines fixes des hôpitaux de la province de Québec 3403
Association des Foyers pour adultes ... 3404
Association provinciale des institutions pour enfants 3404
Association Tex-Club inc. 3405
Autobus Havre-St-Pierre limitée (Les) . 3405
Aux 4 Faces inc. 3406
Barclay Overseas Sales Corp. 3406
Baxter Realties Inc. 3427
Béliveau (A.) ltée 3407
Bel Products Inc. 3442
Blondeau (Edgar) inc. 3407
Blondeau oxygène ltée 3407
Bonnie Realty Corp. 3408
Caouette (Wilfrid) & frères inc. 3408
Caron (B. C.) inc. 3408
Centre de bien-être de Sherbrooke inc.. 4039
Centre des études scientifiques de Trois-Rivières inc. 3409
Centre l'enseignement vivant 3409
Centropare Holding Corporation 3410
Century Finance Corporation 3410
Cercle Astronomique de Montmagny inc. 3410
Chalut (Rolland), inc. 3411
Chan Construction Limited 3411
Charles-André haute coiffure Ltd. 3411
Charles-André haute coiffure ltée 3411
Chez Delmo inc. 3412
Cie de gestion Montcalm ltée (La) 3412
Club de golf du Mont Orford inc. 3413
Club de golf Roberval inc. (Le) 3413
Club de la ferme Ste-Thérèse 3413
Club des bons loisirs de St-Prime inc. (Le) 3414
Club des raquetteurs Robinson inc. (Le) 3414
Club Lions international de Trois-Rivières inc. 3414
Club social L. N. inc. 3415
Club sportif Dion 3415
Colonial Display Inc. 3420
Comité de la Villa St-Alphonse inc. 3415
Conseil d'expansion industrielle de Vaudreuil (Le) 3416
Côté (A.) & fils inc. 3416
Corporation de stationnement Drummond-Médical 3418
Crédit Radisson inc. 3416
Crescent Antiques Inc. 3417
D'Argenteuil Gardens Ltd. 3429
Delphi Productions Inc. 3417
Domaine du Centre industriel inc. 3418
Domaine social des syndiqués inc. (Le) 3418
Drummond-Medical Parking Corp. 3418
Entreprises Jalian inc. (Les) 3419
Entreprises Paul Vallée inc. (Les) 3419
Entreprises Vézina limitée (Les) 3419
Épicerie Louis Levesque inc. 3420
Équipements T. & P. ltée (Les) 3420
Étalage colonial inc. 3420
Expertises Shefford inc. (Les) 3421
Fermes Ste-Clotilde inc. (Les) 3421
Ferro Phillips Inc. 3421
Festival d'été Val-d'Or-Bourlamaque, inc. 3422
Festival du caplan (Sept-Iles) inc. (Le) 3422
Fibre Conduits Limited 3423
Filion (Louis-Philippe) inc. 3423
Flamingo Community Association 3423
Fortin (J.-Paul) inc. 3424
Fournitures de boucherie Godin inc. ... 3426
Furniture Pavillon Ltd. 3424
G.M.E. Electric Inc. 3425
Gana Company Ltd. 3425
Garage Coutu & frère ltée 3425
Godin Butchers Supply Inc. 3426
Godin (Ovide) inc. 3426
Granby Automatic Vending Inc. 3426
Habitations trans-mondial inc. 3408
Hair-O-Scope Ltd. 3427
Hugue, cie ltée 3427
Immeubles Baxter inc. (Les) 3427
Immeubles Lacordaire ltée (Les) 3428
Immeubles République inc. (Les) 3428
Industrial Valve Reseating Ltd. 3429
International Lions Club of Trois-Rivières Inc. 3414
Jardins d'Argenteuil ltée (Les) 3429
Jeangilou inc. 3429
Jeunesse du Faubourg inc. 3430
Joie de Vivre inc. (La) 3430
Julian Enterprises Inc. (The) 3419
Kalcifix, inc. 3430
Kendon Auto Service Ltd. 3431
Kensington Agencies Limited 3431
Laiterie Mégantic limitée 3431
Laucor inc. 3432
Laval West English Community Centre Inc. 3432
Laviolette, Laverdure and Associates Ltd. 3432
Laviolette, Laverdure et associés ltée 3432
Lemay automobiles inc. 3433

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Lesage (N.) auto ltée 3433
Lessard & fils inc. 3434
Lessard (B.) isolations limitée 3434
Lessard & Lessard ltée 3434
Ligue pour la protection des animaux domestiques de la province de Québec 3402
M. & P. Promotion Inc. 3442
Marché Hauterive inc. 3435
Marie (G. H.) inc. 3435
Mario & Don Ltd. 3435
Mario & Don ltée 3435
Mattolt Investments Limited 3436
Ménard (A.) ltée 3436
Meubles Gentilly inc. (Les) 3436
Mokta explorations (Québec) inc. 3437
Mokta Explorations (Quebec) Inc. 3437
Montcalm Holding Co. Ltd. 3412
Motel Quartier Latin inc. 3437
Mount Orford Golf Club Inc. 3413
Nadon Gas Bar and Petroleum Ltd. 3437
Nettoyeurs Villeneuve inc. 3438
Nourry (Lionel) Ltd. 3438
Nourry (Lionel) ltée 3438
Pavillon du meuble ltée 3424
Pegi construction ltée 3438
Placements Delisle limitée (Les) 3439
Placements Le Gardeur inc. 3439
Placements Ragilles de Québec ltée (Les) 3440
Placements Ville-Marie limitée (Les) 3440
Plomberie Rachel limitée (La) 3440
Poirier (J. Armand) inc. 3441
Poirier (Maurice) Auto Parts Inc. 3441
Primo Gaz-Bar Inc. 3442
Produits Bel inc. 3442
Promotion M & P inc. 3442
Quebec Scrap Metals Inc. 3443
Quincaillerie Rouville inc. 3443
R. B. construction inc. 3443
R. W. Enterprises Ltd. 3443
Raby automobiles inc. 3444
Raymond auto ltée 3444
Redcaps Social and Benevolent Association Inc. 3445
Résidence St-Georges incorporée 3445
Service au foyer inc. 3445
Sherbrooke Inter-Vox Inc. 3446
Shefford Adjustment Inc. 3421
Si-Bon Fashions Inc. 3446
Super marché Pariseau inc. 3446
T. & P. Equipment Ltd. 3420
T. T. F. Construction Inc. 3447
Terrasse Beauharnois inc. 3447
Texas Kidd Mining Corp. Ltd. 3447
Tondohar Incorporated 3448
Tony's Sportswear Inc. 3448
Trans-World Habitations Inc. 3448
Variety Lamp & Shade Inc. 3449
Vida constructions ltée 3449
Viens (Maurice) & associés inc. 3450
Vini-Glass Inc. 3450
Wait Construction Inc. 3450
Zenith Sales Corporation 3451

Lettres patentes supplémentaires — ***Supplementary Letters Patent***

Aristocrat inc. 3451
Carman-Byette Leather Co. Ltd. 3451
Clerk Windows Limited 3451
Continental Store (New Richmond) Ltd. 3452
Corsets Perfection Ltée (Les) 3451
Drolet, (F.X.) inc. 3452
Fenêtres Clerk limitée (Les) 3451
Gagnon (Mathilde Parent) ltée 3452
Harvey Realties Ltd 3452
Immeubles Harvey limitée (Les) 3452
Magasin Continental (New Richmond) ltée 3452
Martinique Motor Inn Ltd. 3453
Motel Le Martinique ltée 3453
Perfection Corset Co. Ltd. (The) 3453
Pontiac Land Holding Co. 3453
St. Martin Supplies Inc. 3453
Société générale d'investissement des professionnels et hommes d'affaires limitée 3454
Villa Medica inc. 3454

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Beauchemin (Jean R.) Mining Corporation 3496
Cyclo Jonquière Inc. 3497
Dominion Silica Corporation Limited 3497
Eau minérale naturelle St-Léon inc. 3495
Ferland (Jacques) Inc. 3495
Fuller Company Limited 3498
Giraco Ltée 3495
Hand & Donohoe Co. Ltd. 3495
Harvey Bay Realty Company Ltd. 3497
Louvre Investments Ltd. 3495
Menuiserie de Québec inc. 3496
Montréal-Nord Brake Service Limited. 3497
Placements Louvre Ltée 3495
333 Riverside Drive, St-Lambert Inc. 3498
R.P.R. Transport ltée. 3496
Rainbow Thermographers Co. 3496
St. Adolphe Development & Construction Corp. 3498
Service de Freins Montréal-Nord Limitée 3497
Stephenson Company Ltd. 3496
Trans-Continental Fund Ltd. 3497

DEMANDE à la Législature — ***APPLICATION to Legislature***

Kremmel, George Carl Heintz Aron 3498

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTAL***

Affaires municipales — ***Municipal Affairs***

Sainte-Philomène, ville – town (L. P.) .. 3499

Finances — ***Finance***

Assurances: — *Insurance:*

Compagnie d'Assurance du Québec 3500
Quebec Assurance Company 3500

Éducation — ***Education***

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

Aspirants inspecteurs d'écoles (*Examen*) 3501
Bulwer prot. (*Dem.– Appl.*) 3501
Calumet Diss. (*Dem.– Appl.*) 3501
School inspector candidates (*Examination*) 3501
Ste-Anne-de-la-Pocatière et St-Onésime (*Dem.– Appl.*) 3500
St-Onésime (*Dem.– Appl.*) 3501
Ste-Suzanne-de-Boundary-Line cath., par. (*Dem.– Appl.*) 3501

Terres et Forêts — ***Lands and Forests***

Cadastre: — *Cadastre:*

Montréal, par. 3502
St-Étienne, par. 3502
Ste-Foye, par. 3502
St-Martin, par. 3502
Sault-au-Récollet, par. 3502
Templeton, canton – township 3503

Travail ***Labour***

Industrie ou métiers de: *Industry or Trades of:*

Camionnage, Québec (*Prél.*) 3507
Carthage, Québec (*Levy*) 3507
Chapeaux en toile et casquettes pour hommes, garçons et enfants, Province (*Prél.*) 3504
Confection pour dames, Province (*Prél.*) 3505
Construction, Chicoutimi (*Mod.-Amend.*) 3503
Fer structural, Province (*Mod.*) 3503
Ladies' cloak and suit, Province (*Levy*). 3505
Men's, boys' and children's cloth hat, cap and headwear, Province (*Levy*) .. 3504
Men's and boys' clothing, Province (*Levy*) 3508
Structural steel, Province (*Amend.*) 3503
Vêtements d'hommes et garçons, Province (*Prél.*) 3508

RÉGIE ***QUEBEC***
des marchés agricoles ***Agricultural***
du Québec ***Marketing Board***

Montréal, lait (*Mod.*) 3510
Montreal, milk (*Amend.*) 3510

SOUMISSIONS ***TENDERS***

Chomedey, cité – city (*Correction*) 3511
Farnham, cité – city 3511
Notre-Dame-du-Bon-Conseil, village... 3514
Pointe-aux-Trembles, cité – city..... 3512
Repentigny, ville – town 3513

VENTES ***SALES***

SHÉRIFS ***SHERIFFS***

Beauharnois ***Beauharnois***

Central Mortgage and Housing Corporation *vs* King 3516
Reinhart *vs* Riendeau 3516
Société Central d'Hypothèque et de logement (La) *vs* King 3516

Chicoutimi ***Chicoutimi***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Caron 3517
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Maltais 3517
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Caron 3517
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Maltais 3517

Hull ***Hull***

Bank of Nova Scotia *vs* Laframboise *et al* 3518
Banque de Nouvelle-Écosse *vs* Laframboise *et al* 3518
Farm Loan Board *vs* Gagnon 3519
Société du Crédit Agricole *vs* Gagnon.. 3519

Iberville ***Iberville***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Corriveau 3519
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Corriveau 3519

Rimouski ***Rimouski***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Chrétien 3520
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Côté 3520
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Chrétien 3520
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Côté 3520

Roberval ***Roberval***

Côté *vs* Côté 3521
Côté *vs* Émond 3521
Service d'Anesthésie *vs* Paradis 3521

Saint-François ***Saint Francis***

Racine *vs* Paré 3522
Traders Finance Corp. Ltd. *vs* Déry *et vir* 3522

Saint-Hyacinthe ***Saint Hyacinthe***

Comeau *vs* Richard 3523

Témiscamingue ***Témiscamingue***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Murray 3524
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Murray 3524

Trois-Rivières ***Trois-Rivières***

Placement Duberger Inc. *vs* Pellerin... 3124

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.